

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET DES
LIBERTÉS LOCALES

Guide statistique de la fiscalité directe locale 2003

Statistiques fiscales
sur les collectivités locales

20e édition / Avril 2004

DIRECTION GÉNÉRALE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

GUIDE STATISTIQUE DE LA FISCALITÉ DIRECTE LOCALE 2003

Le présent ouvrage constitue la vingtième édition du guide statistique de la fiscalité directe locale. Il porte sur l'année 2003.

Le guide fournit des indicateurs de référence pour chaque type de collectivité locale et pour l'ensemble des grandeurs représentatives de la fiscalité directe locale : quatre taxes « traditionnelles » (taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti, taxe sur le foncier non bâti, taxe professionnelle) et taxe d'enlèvement des ordures ménagères (taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés bâties).

Il s'adresse principalement aux élus ayant la charge du budget des collectivités locales. Ils y trouveront avant tout des éléments utiles de comparaison statistique.

Ce guide est destiné aussi à fournir une approche générale de la fiscalité locale, au-delà des simples aspects statistiques, pour toute personne s'intéressant aux finances ou à la fiscalité locales. De brèves analyses sont présentées concernant les règles d'établissement des bases et des taux d'imposition, l'évolution de la législation et l'intervention de l'État dans la fiscalité locale. Un descriptif de l'ensemble des taxes indirectes et de leur évolution récente figure également en fin d'ouvrage.

La coopération des services de la direction générale des impôts et en particulier des centres départementaux d'assiette a été extrêmement utile pour réunir l'ensemble des données statistiques cette année. Le département des études et des statistiques locales de la direction générale des collectivités locales les remercie cordialement pour ce travail.

Le département reste à la disposition des utilisateurs pour apporter toute précision complémentaire et pour recueillir d'éventuelles remarques ou suggestions. On pourra également consulter le site internet de la DGCL (www.dgcl.interieur.gouv.fr) sur lequel on trouvera en particulier la valeur des taux pour les communes de plus de 10 000 habitants.

EXERCICE 2003

Les régions

Repérage géographique des régions



la fiscalité directe locale en 2003

Mode de détermination des bases et des taux d'imposition

Détermination des bases d'imposition

Pour plus de détails, voir « l'Inventaire général des impôts locaux » et « Le guide budgétaire communal, départemental et régional » (publications DGCL), « Les impôts locaux 2003 » (publication du Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie) ou le site www.finances.gouv.fr.

Les différents niveaux de collectivités territoriales et leurs groupements prélèvent les quatre taxes (taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti, taxe sur le foncier non bâti et taxe professionnelle) sur des bases d'imposition relativement semblables, qui résultent de décisions nationales et locales. La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) est perçue uniquement par les communes ou les groupements de communes compétents dans ce domaine et qui décident de financer leur service par ce moyen.

Les bases brutes d'imposition sont établies par les services fiscaux selon des règles nationales qui résultent de décisions législatives. Ce sont quasiment les mêmes pour les trois niveaux de collectivités territoriales (communes, départements, régions), ainsi que pour les groupements de communes, sauf pour le foncier non bâti, puisque les taxes départementale et régionale sur les terres agricoles ont été supprimées depuis 1996 (1993 pour les régions). Par ailleurs, la loi de finances rectificative pour 2000 a décidé la suppression de la part régionale de la taxe d'habitation. Les bases régionales de taxe d'habitation sont donc nulles à partir de 2001.

Sur ces bases brutes, les collectivités locales et les groupements de communes à fiscalité propre ont le pouvoir de voter certains abattements et exonérations spécifiques pour déterminer les bases (nettes) qui seront réellement imposées. Ces bases sont notifiées aux collectivités en février afin qu'elles puissent établir leur budget : elles peuvent alors voter les taux d'imposition qui seront appliqués aux bases pour déterminer les produits imposés.

Les bases d'imposition figurant dans ce guide sont les bases notifiées aux collectivités lors de la procédure budgétaire, déduction faite des abattements, des exonérations et, pour les communes et leurs groupements, des écrêtements de taxe professionnelle.

Détermination des éléments de base de la taxation

Les valeurs locatives cadastrales des propriétés bâties et non bâties constituent l'essentiel des bases brutes des taxes d'habitation et foncières et de la TEOM, elles interviennent également pour 16,0 % dans la composition des bases brutes de taxe professionnelle. Ces valeurs locatives ont été établies par les services cadastraux après consultation des commissions communales ou départementales lors de la révision foncière de 1970 pour les propriétés bâties, et de 1961 pour les propriétés non bâties (1975 dans les DOM). À la date de la révision, elles correspondaient au loyer annuel théorique que devait produire chaque propriété aux conditions du marché. Pour tenir compte de l'inflation et de l'évolution générale des loyers depuis cette date, elles ont fait l'objet en 1980 d'une actualisation par département et, après 1980, de revalorisations annuelles nationales.

La taxe d'habitation est due par l'occupant d'un immeuble affecté à l'habitation, que ce soit à titre de résidence secondaire ou de résidence principale, et quelle que soit sa qualité : propriétaire ou locataire. La base brute de cette taxe est égale à la valeur locative de l'immeuble occupé.

Les taxes foncières (bâti et non bâti) sont dues par les propriétaires d'immeubles ou de terrains, quelle que soit leur utilisation (à titre d'habitation ou professionnel). Au titre des frais engendrés par la propriété, un abattement de 50 % pour le bâti et de 20 % pour le non bâti est appliqué aux valeurs locatives pour la détermination des bases.

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères est établie sur les mêmes bases : elle n'est pas due dans les parties du territoire communal qui ne bénéficient pas du service d'élimination des ordures ménagères. Les usines ne sont pas soumises à la taxe. Elle peut être répercutée dans les charges locatives.

La taxe professionnelle est due par les personnes physiques ou morales exerçant à titre habituel une activité professionnelle non salariée. La base brute de la taxe professionnelle est déterminée à partir des éléments concernant l'avant-dernière année civile avant la taxation. Elle est, depuis 2003, constituée de trois composantes, auxquelles est appliqué un abattement de 16 % depuis 1987 :

- **la valeur cadastrale des locaux passibles d'une taxe foncière** (possédés ou loués pour plus de six mois) utilisés.
- **la valeur locative des équipements et biens mobiliers** (possédés ou loués pour plus de six mois) utilisés, sauf si le chiffre d'affaires du redevable ne dépasse pas 152 500 euros (industriels ou commerçants) ou 61 000 euros (prestataires de services).
- **10 % des recettes des professions libérales employant moins de 5 salariés.**
- Pour mémoire, l'assiette de la taxe professionnelle comprenait jusqu'en 2002 une quatrième composante, assise sur les salaires, et supprimée progressivement depuis 1999.

Exonérations obligatoires (et compensées par l'Etat)

Pour réduire la charge de la fiscalité directe locale sur les contribuables, l'État peut leur accorder un **dégrèvement** : cette opération se déroule au moment de l'établissement des avis d'imposition durant l'été ou ultérieurement au moment du recouvrement. Elle a donc lieu après la notification des bases d'imposition aux collectivités et de fait ne les concerne en rien : l'État prend intégralement à sa charge le coût des dégrèvements ainsi que le montant des impayés, permettant ainsi aux collectivités d'assurer l'exécution de leur budget. **Ces dégrèvements n'influent donc aucunement sur les statistiques présentées dans ce guide**, qui ont trait aux produits fiscaux votés par les collectivités à l'occasion du vote budgétaire.

Les exonérations obligatoires interviennent, elles, au contraire pour réduire les bases d'imposition : les collectivités ne peuvent donc pas leur appliquer des taux ni voter un produit fiscal correspondant. Elles entraînent une perte de recettes fiscales, que l'État compense financièrement aux collectivités locales. Ces allocations compensatrices sont notifiées aux collectivités en même temps que les bases d'imposition, afin qu'elles puissent établir leur budget. *Pour plus de détails sur les compensations et sur les dégrèvements, voir le chapitre « Les contributions de l'État aux quatre taxes ».*

Sont concernées, entre autres :

- **les exonérations de taxe d'habitation et du foncier bâti en faveur des contribuables âgés** de plus de 60 ans (75 ans pour le foncier), **veufs** (pour la taxe d'habitation), **handicapés** ou **de condition modeste** si leur revenu fiscal de référence ne dépasse pas 7 046 euros pour la première part et 1 882 euros pour chaque demi-part supplémentaire et s'ils respectent certaines conditions de cohabitation.
- **les exonérations de longue durée du foncier bâti « social »** : 15 ans pour les habitations achevées après le 1^{er} janvier 1973, et financées majoritairement à l'aide de certains prêts aidés (10 ans si la demande de prêt est postérieure au 31 décembre 1983). Les conseils généraux peuvent prolonger pour la part qui leur revient l'exonération de 15 ou 25 ans pour les sociétés HLM ou d'économie mixte. L'exonération de 15 ans s'applique pour les logements sociaux à usage locatif acquis à compter du 1^{er} janvier 1998 avec le concours financier de l'État ou une aide de l'ANAH. Le même principe s'applique depuis le 1^{er} janvier 2000 aux locaux acquis ou aménagés avec une aide de l'État à la création d'hébergement d'urgence destinés aux personnes défavorisées.
- **les exonérations de deux ans de la taxe sur le foncier bâti pour les constructions nouvelles, les entreprises nouvelles** et, depuis le 1^{er} janvier 1997, **de cinq ans pour les immeubles situés dans les zones franches urbaines et affectés à un usage professionnel.**
- **les exonérations des parts départementale et régionale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties à usage agricole depuis 1996 et l'exonération de taxe foncière de ces mêmes bâtiments.**
- **Les exonérations, durant les trente premières années, des semis, plantations ou replantations.**
- **la réduction de taxe professionnelle pour embauche ou investissement (REI).** Elle correspondait à une réduction de moitié des augmentations de base des établissements. Elle est supprimée à partir de 2000 sauf pour les établissements créés en vue de la reprise d'une entreprise en difficulté pour lesquelles l'exonération est totale pendant deux ans.
- **les exonérations de plein droit de taxe professionnelle pour 5 ans dans les zones de revitalisation rurale, dans les zones de redynamisation urbaine et dans les zones franches urbaines (ainsi que pour le foncier bâti dans les zones franches).** Ces exonérations peuvent être supprimées sur délibération des collectivités locales. L'exonération totale est de deux ans pour les entreprises nouvelles créés dans certaines zones (zones d'aménagement du territoire, zones de redynamisation urbaine...).

Dans les zones de revitalisation rurale, elles portent sur les créations, extensions ou décentralisations d'établissements industriels ou de recherche scientifique ou technique, ou de services de direction, d'études, d'ingénierie ou d'informatique, et les reprises d'établissements en difficulté.

Dans les zones de redynamisation urbaine, elles s'appliquent à l'ensemble des établissements de moins de 150 salariés. En 2003, le montant de base exonérée était plafonné à 59 220 euros pour les établissements existant au 1^{er} janvier 1997 et à 118 440 euros pour les établissements qui ont connu une création, une extension ou un changement d'exploitant depuis cette date. Ce plafond est revalorisé chaque année.

Dans les zones franches urbaines, les mêmes exonérations ne s'appliquent que dans les zones de redynamisation urbaine, mais avec un plafond relevé à 319 490 euros et pour des établissements de moins de 50 salariés exerçant leur activité dans certains secteurs de proximité. Ces mêmes établissements bénéficient d'une exonération totale du foncier bâti pendant cinq ans.

- **les exonérations de taxe professionnelle et du foncier non bâti en Corse.**

La part départementale et régionale de la taxe professionnelle en Corse est supprimée depuis 1995. Un abattement de 25 % est appliqué aux bases communales. Par ailleurs, un grand nombre d'établissements bénéficie depuis 1997 des mesures d'exonérations décidées par la loi relative à la zone franche de Corse.

Les terres agricoles sont exonérées en totalité de la taxe sur le foncier non bâti en Corse.

Exonérations et abattements décidés par les collectivités locales (non compensés)

Taxe d'habitation

Les abattements de taxe d'habitation sont accordés pour un montant de base fixé proportionnellement à la valeur locative moyenne sur le territoire de la collectivité, identique donc pour tous les contribuables concernés au même titre par l'abattement, quelle que soit la valeur locative de leur propre habitation. Il représente donc une part relative plus importante de la base des contribuables occupant une habitation à faible valeur locative. Chaque collectivité territoriale ou groupement à fiscalité propre peut voter son propre régime d'abattement, mais en l'absence de délibération, ce sont les abattements décidés par la commune qui s'appliquent aux autres collectivités. Les départements d'outre-mer ont un régime d'abattements spécifique. Il existe trois types d'abattements en métropole :

- **L'abattement obligatoire pour charges de famille.** Chacune des deux premières personnes à charge donne obligatoirement droit à un montant d'abattement équivalent à 10 % du montant moyen de la base (sur le territoire de la collectivité concernée), chacune des personnes suivantes donne droit à 15 %. Ces pourcentages peuvent être majorés de 5 ou 10 points sur décision du conseil de la collectivité. Bien qu'obligatoire, cet abattement n'est pas compensé. Il ne s'applique qu'aux résidences principales.
- **L'abattement spécial à la base (facultatif),** en faveur des personnes de condition modeste. Cet abattement peut être fixé à un taux de 5, 10 ou 15 %.
- **L'abattement général à la base,** fixé à 5 %, 10 % ou 15 % par la collectivité.

Foncier bâti

L'exonération de courte durée (deux ans) du foncier bâti est obligatoire pour tous les locaux pour les parts départementale et régionale de la taxe (mais non compensée). L'exonération sur la part communale de la taxe ne s'applique pas aux locaux neufs à usage professionnel. Cependant, dans certaines zones du territoire, les communes et leurs groupements ont la possibilité d'instituer l'exonération de deux ans pour les locaux créés par une entreprise nouvelle ou repris à une entreprise en difficulté. Par ailleurs, les communes et leurs groupements peuvent supprimer l'exonération (non compensée) sur les locaux à usage d'habitation.

Taxe professionnelle

- **des exonérations temporaires** peuvent être accordées par les collectivités territoriales, qu'elles soient situées ou non dans une zone défavorisée économiquement, pour les établissements cinématographiques, les entreprises de spectacles, les médecins et auxiliaires médicaux qui s'installent dans de petites communes, et certaines installations liées à l'environnement.
- **des exonérations temporaires** peuvent être accordées, sur délibération des collectivités territoriales, pour certains types de créations ou extensions d'établissements d'entreprises réalisées **dans des zones économiquement défavorisées** définies par les lois d'aménagement du territoire (*voir l'annexe 1*).

Une exonération pendant deux ans peut être instituée pour les créations ou reprises d'établissements employant moins de 150 salariés pour un chiffre d'affaires inférieur à 4 573 000 euros. Cette exonération s'ajoute alors à celle dont bénéficient déjà ces entreprises pour l'impôt sur les sociétés ou sur le revenu des BIC.

Une exonération de cinq ans peut également être instituée pour les créations, extensions ou décentralisations d'établissements dans des zones de développement prioritaire.

Le mécanisme des fonds de péréquation départementaux de la taxe professionnelle

L'écêtement de la base de taxe professionnelle des communes et de leurs groupements permet l'alimentation d'un fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle et la redistribution intercommunale d'une richesse initialement concentrée sur les communes (ou les groupements) où sont implantés des magasins de grande surface ou des **établissements considérés comme "exceptionnels"** relativement à la population de la commune (voir l'annexe 2 « Les fonds de péréquation »).

Détermination des taux d'imposition

Pour plus de détails, voir « La fixation des taux des impôts locaux » (collection « Guide pratique de l'élu » de la DGCL).

Les collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre doivent, après avoir voté le produit fiscal qui permet d'équilibrer leur budget, choisir les taux d'imposition des quatre taxes qui, appliqués à leurs bases d'imposition, permettront d'atteindre ce produit.

Les communes, les groupements à fiscalité propre, les départements et les régions (depuis 1989) peuvent fixer ces taux **dans les limites des règles d'encadrement imposées par la loi** :

- plafonnement des taux : le taux de taxe professionnelle est plafonné à 2 fois la moyenne nationale pour les communes, les départements et les régions. Pour les taxes « ménages » (taxe d'habitation et taxes foncières) communales, le taux est plafonné à 2,5 fois le plus grand des deux taux moyens au niveau national et au niveau du département.
- on ne peut augmenter plus vite ou diminuer moins vite le taux de taxe professionnelle que le taux de taxe d'habitation et la moyenne des taux des taxes « ménages ». Cette règle a été assouplie depuis la loi de finances 2003, l'augmentation pouvant aller jusqu'à une fois et demie celle des taux ménages.
- on ne peut augmenter plus vite ou diminuer moins vite le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties que le taux de la taxe d'habitation.

Les communes, les groupements à fiscalité propre et les départements disposent néanmoins de deux possibilités pour déroger aux règles de lien entre les variations des taux :

- ils peuvent majorer leur taux de taxe professionnelle par rapport aux règles d'encadrement d'un montant n'excédant pas 5 % du taux moyen national (soit 0,71 point pour les communes, 0,75 point pour les groupements et 0,35 point pour les départements en 2003), à condition que leur taux de taxe professionnelle soit inférieur au taux moyen national, et que leur taux moyen pondéré des trois taxes ménages soit supérieur à la moyenne nationale (80 % de celle-ci pour les communes ayant adhéré à un groupement de communes à compter du 1^{er} janvier 1995, sous certaines conditions).
- (applicable aussi aux régions) ils peuvent réduire sans lien les taux des taxes « ménages » supérieurs au taux moyen national et à leur taux de taxe professionnelle (ou seulement supérieurs à leur taux de taxe professionnelle si celui-ci est supérieur au taux moyen national), ceci sans toutefois diminuer leur taux de telle manière que ces conditions ne soient plus respectées. Pour l'application de cette règle, les taux des groupements dont les communes sont membres doivent être ajoutés aux taux propres des communes.

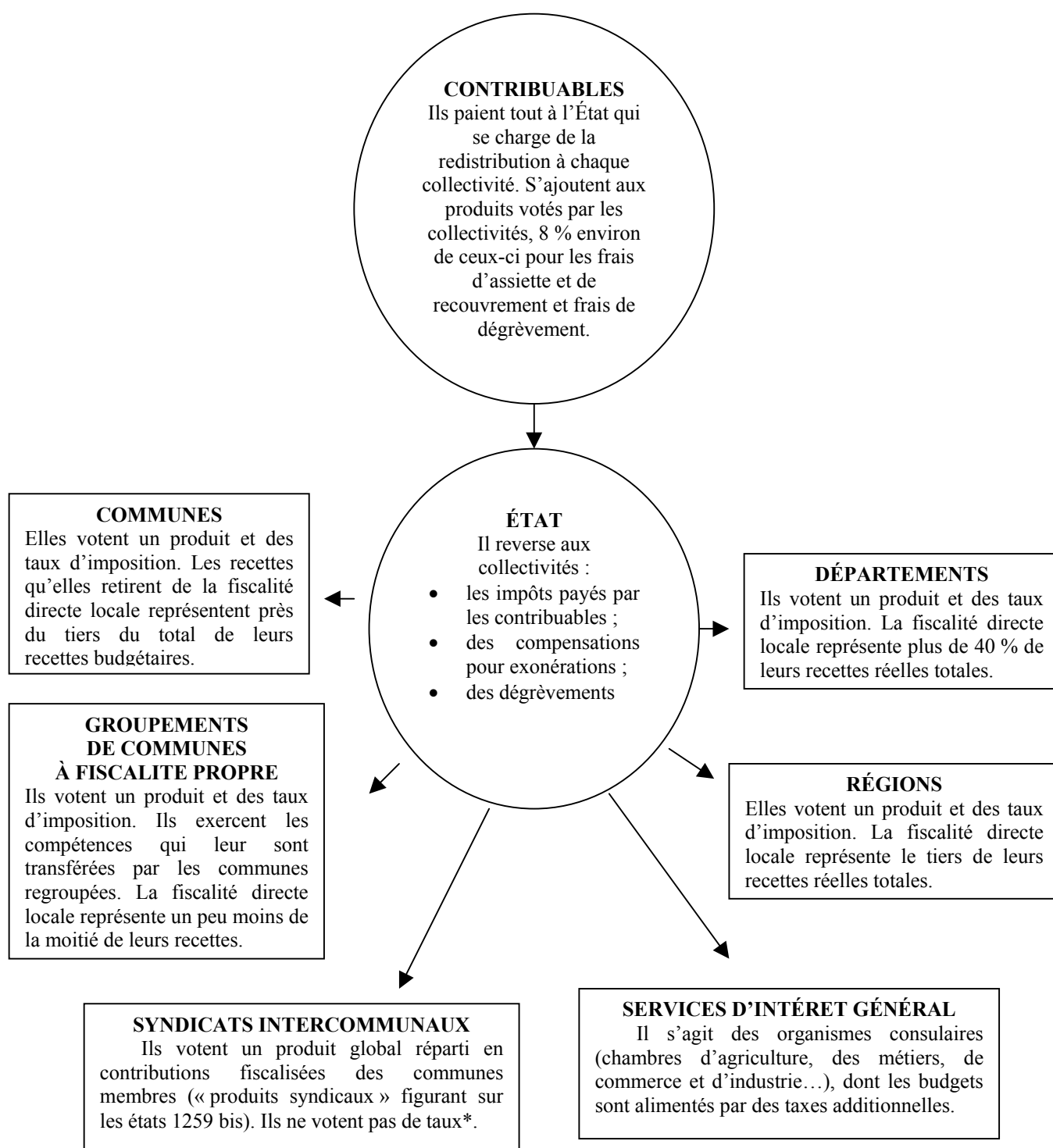
La loi du 12 juillet 1999 prévoyait la possibilité de délier à la baisse le taux de taxe professionnelle des taux des taxes foncières et d'habitation des communes membres. Lorsqu'un EPCI choisissait de faire varier librement ses taux une année donnée, la variation à la hausse du taux moyen pondéré des taxes foncières et d'habitation à prendre en compte pour la détermination du taux de taxe professionnelle était réduite de moitié les deux années suivantes. Depuis la loi de finances 2003, cette pénalité n'est plus appliquée.

Les régions ne peuvent pas utiliser la mesure dérogatoire de majoration spéciale du taux de taxe professionnelle.

Chronologie des principales étapes du cycle de la fiscalité directe locale dans la procédure d'élaboration du budget d'une collectivité locale

Élaboration du budget primitif, fixation du produit attendu et vote des taux de chacune des quatre taxes locales	Janvier	1 31		Perception mensuelle de 1/12 du produit à taux constants
	Février	1 28	Réception en mairie des états 1259 (ou 1253 pour les régions, les départements et les groupements) où figurent les bases nettes estimées, les bases exonérées et les compensations.	
	Mars	1 31	Date limite du vote du budget primitif et du vote des taux des quatre taxes.	
	Avril	1 30		
	Mai	1 31		
	Juin	1 30	Adoption du compte administratif de l'année précédente	
	Juillet	1 31		
Élaboration du budget Supplémentaire au vu des reports du compte administratif de l'année précédente et des besoins nouveaux non prévus dans le budget primitif	Août	1 31		Régularisation sur six mois par rapport au produit voté
	Septembre	1 30	Délibérations en matière d'abattements et d'exonérations pour l'année suivante.	
	Octobre	1 31		
	Novembre	1 30		
	Décembre	1 31	Bilan de fin d'exercice en vue de la préparation du budget primitif de l'année suivante.	

Liaison entre les différents intervenants en fiscalité directe locale



L'importance de la fiscalité directe locale dans les recettes des collectivités locales a été établie à l'aide des comptes administratifs 2001 (compte 731). Pour plus d'informations, se reporter aux publications de la Direction générale des collectivités locales :

- Les finances des communes de plus de 10 000 habitants 2001 ;
- Les finances des communes de moins de 10 000 habitants 2001 ;
- Les finances des départements 2001 ;
- Les finances des régions 2001 ;
- Les finances des groupements de communes à fiscalité propre 2001.

* Il existe à côté de ces syndicats à contributions fiscalisées de nombreux syndicats de communes dont les ressources viennent de contributions budgétaires des communes membres.

Analyse d'ensemble en 2003

En 2003, le produit des quatre taxes directes locales est passé de 49,3 à 51,3 milliards d'euros, soit une augmentation de +4,1 % par rapport à 2002 (+2,2 % en euros constants). Cette augmentation globale de 4,1% résulte pour moitié (2,0%) de celles des bases d'imposition, et pour 2,1% de celles des taux d'imposition. Cette progression de l'ensemble des ressources des collectivités est remarquable par l'augmentation du produit perçu de taxe professionnelle (+1,9 % en 2003 contre -2,9 % en 2002) du fait de la fin de la réforme de cette taxe et de l'introduction des bases de France Télécom. Les régions et les communes voient leur produit total légèrement augmenter tandis que celui des départements et des groupements augmente fortement. En effet, le produit des régions est d'autant plus affecté par l'impact de la réforme que près des deux tiers de celui-ci proviennent exclusivement de la taxe professionnelle.

Quand à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), son produit global augmente de 9,1% pour atteindre 3,7 milliards d'euros.

L'évolution du produit au sein du secteur communal de +3,5 % masque une disparité entre communes (+0,1 %) et groupements (+13,8 %). Deux mouvements se combinent : l'adhésion de communes à de nouveaux groupements et le passage à la taxe professionnelle unique (TPU) de groupements à fiscalité additionnelle. Ces mouvements entraînent à la fois une baisse de la taxe professionnelle levée par les communes seules (-19,0 %) et du produit des taxes « ménages » des EPCI (-19,5 % pour la taxe d'habitation et -17,5 % pour le foncier bâti), alors que le produit de la taxe professionnelle des groupements augmente (+17,3 %). Entre 2002 et 2003, la part du produit de la taxe professionnelle du secteur communal levée par les groupements est passée de 56 % à 65 %. Les groupements deviennent les principaux bénéficiaires de cette taxe – et à plus de 90 % sous la forme de taxe professionnelle unique.

Les bases d'imposition ont connu pour la troisième année consécutive une croissance soutenue : +3,9 % pour la taxe d'habitation et +3,6 % pour le foncier bâti, grâce à la revalorisation forfaitaire plus forte cette année (coefficient de 1,5 %). A législation constante, les bases de taxe professionnelle auraient enregistré une croissance de +4,3 %. Après la prise en compte des nouvelles exonérations liées à la réforme, elles connaissent une baisse, limitée à 1,1 %. En effet, les résultats des entreprises pour l'année 2001, qui entrent en ligne de compte dans le calcul de l'assiette de cette taxe, reflètent une situation économique encore favorable. La part des bases de taxe professionnelle exonérées au titre de la suppression de la part salaires atteint désormais 31,3 % ; elle progresse plus fortement dans les grandes communes qui ont été les plus concernées par la fin de la réforme.

La poursuite du cycle électoral des communes a vu les taux d'imposition repartir à la hausse : +1,6 % en moyenne pour l'ensemble des communes et groupements contre +1,7 % en 2002. Cette hausse est plus marquée sur les taxes « ménages » que sur la taxe professionnelle ainsi que pour les communes de moins de 20 000 habitants. La hausse générale de la pression fiscale est aussi à mettre en regard de l'augmentation des charges de l'ensemble des collectivités locales. Cependant, l'augmentation des taux a été encore plus forte pour les départements avec une progression moyenne de +3,9 %. Les départements expliquent cette hausse par la mise en œuvre de l'allocation personnalisée à l'autonomie (APA). Compte tenu de la quasi stabilité des taux régionaux, les taux d'imposition augmentent globalement de +2,2 %.

Au total, en ajoutant les compensations versées par l'Etat au titre de l'exonération de la part des salaires dans les bases de taxe professionnelle, au produit voté par les collectivités, la progression des ressources liées à la fiscalité directe locale est de +5,6 % pour atteindre 60,5 milliards d'euros dont 32 milliards au titre de la taxe professionnelle.

Les réformes de l'année 2003

Par la loi de finances initiale 2003, **France Télécom** est assujettie dans les conditions de droit commun aux impôts directs locaux perçus au profit des collectivités locales. Pour les années antérieures, les sommes correspondantes étaient versées en budget de l'Etat et au fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (FNPTP). Les pertes de recettes résultant de cette réforme pour l'Etat et le FNPTP ont été neutralisées, à due concurrence, par la réduction du montant de la compensation de la suppression de la part salaires de la taxe professionnelle des collectivités locales et le cas échéant, pour les communes et EPCI, par un prélèvement sur le produit des quatre taxes directes locales.

Les titulaires de bénéfices non commerciaux (BNC) employant moins de 5 salariés n'étaient pas concernés par la réforme de la taxe professionnelle sur la part des salaires puisque l'assiette de leur taxe est constituée uniquement de la valeur locative des immobilisations passibles de taxes foncières et d'une fraction (10 % avant 2003) des recettes. Aussi, l'assiette de la taxe professionnelle fait l'objet d'une **réduction progressive de la fraction des recettes** sur 3 ans : 9 % pour les impositions établies au titre de 2003, 8 % au titre de 2004 et 6 % à compter de 2005. En contre partie de cette perte de produit de taxe professionnelle, les collectivités locales bénéficient d'une compensation versée par l'Etat. A compter de 2004, la compensation sera actualisée chaque année, en fonction du taux d'évolution de la dotation globale de fonctionnement.

La « déliaison partielle » des taux de fiscalité directe locale

La loi de finances initiale 2003 introduit un assouplissement juridique dans le dispositif des règles de liens entre les taux.

Aussi, les collectivités locales ont eu deux nouvelles possibilités d'augmenter leur taux de taxe professionnelle, dans les conditions suivantes :

- **Soit lorsqu'il y a eu une augmentation des taux moyens de la taxe d'habitation et des trois taxes ménages.** Dans ce cas, l'augmentation du taux de taxe professionnelle maximale autorisée est égale à **une fois et demie** la plus petite de ces deux augmentations.

- **Soit lorsque la collectivité peut bénéficier de la récupération de la perte de compensation de la suppression progressive de la part des salaires entre 2002 et 2003.** Cette possibilité permet aux EPCI à taxe professionnelle unique (TPU) de conserver en 2003 la même recette globale de taxe professionnelle que celle perçue en 2002, même si les bases correspondantes ont diminué. Le groupement peut fixer librement son taux de TPU, à condition que la somme de son produit de TPU voté et de sa compensation de la suppression progressive de la part des salaires en 2003 ne soit pas supérieure à cette même somme en 2002. Cette disposition ne s'applique toutefois pas aux EPCI dont le périmètre communal a été modifié en 2002.

En 2003, on constate une très grande responsabilité des collectivités locales dans l'utilisation de cet outil.

En effet, aucune région n'a utilisé ce nouveau dispositif. Par ailleurs, en dépit de la forte augmentation de leurs charges, seuls 16 % des départements l'ont utilisé alors qu'ils sont près des trois-quarts à avoir augmenté leur taux. Enfin, on observe que les EPCI et les communes ont été proportionnellement moins nombreux à augmenter leur taux que les départements. Par ailleurs, seuls respectivement 13 % et 16 % des communes et des EPCI ont eu recours à la déliaison.

Evolution du taux de la taxe professionnelle en 2003 (*)	Régions	Départements	EPCI	Communes
Augmentation	2	72	806	7 196
- dont recours à l'assouplissement de la règle des liens entre les taux (part en pourcentage de l'ensemble)	0 (0%)	16 (16%)	379 (16%)	3 148 (13%)
Stabilité	21	25	1 503	16 170
Diminution	2	0	51	1 381
Ensemble	25	97	2 360	24 747

(*) Hors les départements de Paris, de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse, hors la Collectivité Territoriale de Corse et hors les communes membres d'un groupement à taxe professionnelle unique qui ne votent pas de taux de TP.

La fiscalité directe locale en 2003. toutes collectivités

Tableaux d'ensemble, toutes collectivités

Les produits des quatre taxes en 2002 et 2003 et leur évolution de 2002 à 2003 (métropole + outre-mer)

		Produits votés (millions d'euros)		Évolution en % à loi brute (2)		Produit en € / habitant 2003
		2002	2003	constante (1)		
Communes (a)	Ensemble des 4 taxes	22 990,3	23 026,5	+ 0,3	+ 0,2	382,6
	Taxe d'habitation	7 365,7	7 876,2	+ 6,9	+ 6,9	130,9
	Foncier bâti	9 138,3	9 739,3	+ 6,6	+ 6,6	161,8
	Foncier non bâti	738,5	758,3	+ 2,7	+ 2,7	12,6
	Taxe professionnelle	5 747,7	4 652,7	- 13,2	- 19,1	77,3
Syndicats Intercommunaux à Contributions Fiscalisées (b)	Ensemble des 4 taxes	228,8	214,6	- 5,7	- 6,2	3,6
	Taxe d'habitation	70,6	71,7	+ 1,6	+ 1,6	1,2
	Foncier bâti	79,8	81,3	+ 1,9	+ 1,9	1,4
	Foncier non bâti	8,1	6,4	- 21,0	- 21,0	0,1
Groupements de communes à fiscalité propre (c)	Ensemble des 4 taxes	8 609,9	9 799,4	+ 16,5	+ 13,8	162,8
	Taxe d'habitation	373,9	300,5	- 19,6	- 19,6	5,0
	Foncier bâti	461,2	380,0	- 17,6	- 17,6	6,3
	Foncier non bâti	77,3	82,4	+ 6,6	+ 6,6	1,4
	Taxe professionnelle hors TPU/TPZ	646,3	417,3	- 36,9	- 35,4	6,9
	TPU (3)	7 005,2	8 572,4	+ 24,2	+ 22,4	142,4
	TPZ(4)	46,1	46,8	+ 0,5	+ 1,5	0,8
Communes et groupements (d) (d=a+b+c)	Ensemble des 4 taxes	31 829,0	33 040,5	+ 5,3	+ 3,8	549,0
	Taxe d'habitation	7 810,2	8 248,4	+ 5,6	+ 5,6	137,0
	Foncier bâti	9 679,3	10 200,6	+ 5,4	+ 5,4	169,5
	Foncier non bâti	823,9	847,1	+ 2,8	+ 2,8	14,1
	Taxe professionnelle	13 515,6	13 744,4	+ 5,2	+ 1,7	228,4
FDPTP(5) (e)	Taxe professionnelle	532,9	453,0	- 12,6	- 15,0	7,5
Départements (f)	Ensemble des 4 taxes	13 957,0	14 777,0	+ 7,2	+ 5,9	245,5
	Taxe d'habitation	3 455,8	3 695,4	+ 6,9	+ 6,9	61,4
	Foncier bâti	4 136,7	4 448,2	+ 7,5	+ 7,5	73,9
	Foncier non bâti	36,1	38,4	+ 6,4	+ 6,4	0,6
	Taxe professionnelle	6 328,4	6 594,9	+ 7,2	+ 4,2	109,6
Régions (g)	Ensemble des 3 taxes	3 001,7	3 050,5	+ 4,1	+ 1,6	50,7
	Foncier bâti	1 073,4	1 114,4	+ 3,8	+ 3,8	18,5
	Foncier non bâti	9,2	9,4	+ 2,5	+ 2,5	0,2
	Taxe professionnelle	1 919,2	1 926,7	+ 4,2	+ 0,4	32,0
Ensemble des collectivités (h) (h=d+e+f+g)	Ensemble des 4 taxes	49 320,7	51 320,9	+ 5,6	+ 4,1	852,7
	Taxe d'habitation	11 266,0	11 943,8	+ 6,0	+ 6,0	198,4
	Foncier bâti	14 889,4	15 763,2	+ 5,9	+ 5,9	261,9
	Foncier non bâti	869,2	894,9	+ 3,0	+ 3,0	14,9
	Taxe professionnelle	22 296,1	22 719,0	+ 5,4	+ 1,9	377,5

(1) Les compensations de taxe professionnelle prises en compte incluent les compensations versées par l'État au titre des exonérations suivantes : suppression progressive de la part "salaires" (y compris prélèvements au titre de France Télécom), réduction de base pour embauche ou investissement, exonérations dans les zones de redynamisation urbaine, les zones franches urbaines, la zone franche de Corse et les zones de revitalisation rurale, suppression progressive de la fraction des recettes pour les bénéfices non commerciaux

(2) évolution sans tenir compte des changements législatif

(3) TPU : Taxe Professionnelle Unique. Cette taxe est en forte progression (voir chapitre sur les groupements à fiscalité propre, page 79)

(4) TPZ : taxe professionnelle de zone

(5) Fonds Départementaux de Péréquation de la Taxe Professionnelle

Les produits des taxes directes locales : quatre taxes + TEOM (taxe d'enlèvement des ordures ménagères) (métropole + outre-mer)

		(en millions d'euros)		Évolution en % à législation brute		en €/hab 2003
		2002	2003	constante		
Communes et groupements	4 taxes + TEOM	35 199,2	36 715,8	+ 5,6	+ 4,3	610,0
	Foncier bâti + TEOM	13 049,5	13 875,9	+ 6,3	+ 6,3	230,6
	dont TEOM	3 370,2	3 675,3	+ 9,1	+ 9,1	61,1
Ensemble des collectivités	4 taxes + TEOM	52 690,9	54 996,2	+ 5,8	+ 4,4	913,8
	Foncier bâti + TEOM	18 259,6	19 438,5	+ 6,5	+ 6,5	323,0

N.B. : la population prise en compte dans le calcul des produits par habitant est la population sans doubles comptes. Tous les produits ont été divisés par la même population ce qui rend ces produits par habitant sommables mais marque une différence avec les calculs de produits par habitant des chapitres suivants dans lesquels seule la population concernée par une taxe est prise en compte.

Évolution du produit voté des quatre taxes et de la TEOM ⁽¹⁾ depuis 1994 (métropole) à législation constante et en euros constants (en %)

	Communes et groupements	Départements	Régions	Toutes Collectivités	Indice des prix ⁽²⁾
1994	+ 6,0	+ 7,6	+ 14,8	+ 7,0	+ 1,4
1995	+ 2,9	+ 5,3	+ 5,2	+ 3,8	+ 1,7
1996	+ 5,3	+ 5,0	+ 5,5	+ 5,2	+ 1,9
1997	+ 4,0	+ 4,1	+ 1,7	+ 3,9	+ 1,1
1998	+ 3,8	+ 3,6	+ 2,5	+ 3,7	+ 0,6
1999	+ 3,5	+ 5,3	+ 4,1	+ 3,7	+ 0,5
2000	+ 2,2	+ 2,4	+ 5,1	+ 2,5	+ 1,6
2001	+ 2,9	+ 1,6	+ 3,0	+ 2,4	+ 1,6
2002	+ 4,0	+ 5,4	+ 2,6	+ 4,3	+ 1,7
2003	+ 3,8	+ 5,2	+ 1,8	+ 4,1	+ 1,9

⁽¹⁾ Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères

⁽²⁾ Indice des prix à la consommation des ménages (hors tabac) - moyenne annuelle (INSEE) pour 2003.

Depuis 2002, le produit global est en augmentation sensible, résultat de la hausse des bases d'imposition ainsi que de la pression fiscale, notamment celle des départements.

Évolution des produits par taxe (en %) en euros courants depuis 1995 (toutes collectivités, métropole)

	1995	1996	1997	1998 ⁽¹⁾	1999 ⁽¹⁾	2000 ⁽¹⁾	2001 ⁽¹⁾	2002 ⁽¹⁾	2003 ⁽¹⁾	Produit 2003 (en milliards d'euros)
4 taxes	+ 5,1	+ 6,9	+ 5,0	+ 4,2⁽¹⁾	+ 4,2⁽¹⁾	+ 4,2⁽¹⁾	+ 4,0⁽¹⁾	+ 5,7⁽¹⁾	+ 5,8⁽¹⁾	50,03
Taxe d'habitation	+ 5,0	+ 6,7	+ 4,2	+ 3,8	+ 2,9	+ 2,8	+ 3,3 ⁽¹⁾	+ 5,4 ⁽¹⁾	+ 6,0 ⁽¹⁾	11,77
Foncier bâti	+ 6,7	+ 8,0	+ 5,2	+ 5,0 ⁽¹⁾	+ 3,6	+ 2,9	+ 2,5	+ 5,3	+ 5,8	15,43
Foncier non bâti	- 8,6 ⁽²⁾	- 8,2 ⁽²⁾	+ 0,6	+ 0,4	+ 2,2	+ 1,4	+ 1,7	+ 3,4	+ 2,9	0,88
Taxe professionnelle	+ 4,9	+ 7,0	+ 5,3	+ 4,1 ⁽¹⁾	+ 5,1 ⁽¹⁾	+ 5,6 ⁽¹⁾	+ 5,1 ⁽¹⁾	+ 6,1 ⁽¹⁾	+ 5,8 ⁽¹⁾	21,94
4 taxes + TEOM	+ 5,2	+ 7,0	+ 5,1	+ 4,3⁽¹⁾	+ 4,2⁽¹⁾	+ 4,2⁽¹⁾	+ 4,1⁽¹⁾	+ 6,0⁽¹⁾	+ 6,1⁽¹⁾	53,68
Foncier bâti + TEOM	+ 7,1	+ 8,4	+ 5,5	+ 5,1 ⁽¹⁾	+ 3,8	+ 3,0	+ 3,1	+ 6,2	+ 6,8	19,08
dont TEOM	+ 8,7	+ 10,7	+ 6,8	+ 5,4	+ 4,7	+ 3,3	+ 6,0	+ 9,8	+ 10,9	3,65

⁽¹⁾ à législation constante, sans tenir compte des transformations de dégrèvements en exonérations, ni de la réforme de la taxe régionale d'habitation

⁽²⁾ exonération de la part départementale de la taxe sur les terres agricoles

Entre 2002 et 2003, malgré la suppression de la part des « salaires », le produit de la taxe professionnelle prélevé est en augmentation, en raison du retour de l'imposition des bases de France Télécom dans les conditions de droits communs. Si on tient compte des compensations versées par l'État afin de neutraliser ces effets, le produit de taxe professionnelle augmente de 5,8%.

Évolution annuelle des taux par taxe depuis 1999 (toutes collectivités, France entière) (en %)

	Évolutions annuelles en pourcentage					Taux moyen 2003 (en %)
	1999	2000	2001	2002	2003	
4 taxes	+ 0,5	+ 0,0	+ 0,3	+ 2,1	+ 2,1	
Taxe d'habitation	+ 0,4	- 0,1	+ 0,1	+ 2,2	+ 2,2	20,31
Foncier bâti	+ 0,5	- 0,1	+ 0,4	+ 2,2	+ 2,2	27,83
Foncier non bâti(*)	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,9	+ 1,8	+ 1,4	42,64
Taxe professionnelle	+ 0,5	+ 0,0	+ 0,4	+ 1,9	+ 2,1	24,05
4 taxes + TEOM	+ 0,6	+ 0,0	+ 0,5	+ 2,4	+ 2,4	
Foncier bâti + TEOM	+ 0,9	+ 0,1	+ 0,9	+ 3,1	+ 2,9	34,59

(*) taux moyens "communes+groupements" (les taxes départementale et régionale reposent sur une assiette qui a été très diminuée par l'exonération sur les terres agricoles)

Les taux sont en hausse depuis 2002.

Les taux des quatre taxes en 2002 et 2003 et leur évolution annuelle (métropole + outre-mer)

		Taux moyens en %		Évolution (*) en %
		2002	2003	2003
Communes	Ensemble des 4 taxes			+ 1,5
	Taxe d'habitation	13,01	13,39	+ 1,4
	Foncier bâti	16,61	17,10	+ 1,6
	Foncier non bâti	37,66	38,18	+ 1,0
	Taxe professionnelle	12,00	12,21	+ 1,6
(A)				
Syndicats Intercommunaux à contributions Fiscalisées	Ensemble des 4 taxes⁽³⁾			+ 5,0⁽²⁾
	Taxe d'habitation ⁽³⁾	0,75	0,85	+ 3,8 ⁽²⁾
	Foncier bâti ⁽³⁾	0,91	1,04	+ 4,2 ⁽²⁾
	Foncier non bâti ⁽³⁾	3,79	3,12	- 4,2 ⁽²⁾
	Taxe professionnelle ⁽³⁾	0,76	0,96	+ 8,5 ⁽²⁾
(B)				
Groupements de communes à Fiscalité propre	4 taxes hors TPU/TPZ⁽¹⁾			+ 1,4⁽²⁾
	Taxe d'habitation	2,97	2,48	+ 5,1 ⁽²⁾
	Foncier bâti	3,98	3,53	+ 4,4 ⁽²⁾
	Foncier non bâti	8,19	8,55	+ 3,3 ⁽²⁾
	Taxe professionnelle hors TPU/TPZ ⁽¹⁾	3,12	2,61	+ 7,0 ⁽²⁾
(C)	TPU ⁽¹⁾	16,87	16,56	+ 0,8 ⁽²⁾
	TPZ ⁽¹⁾	9,70	10,07	+ 2,4 ⁽²⁾
Communes et groupements	Ensemble des 4 taxes			+ 1,5
	Taxe d'habitation	13,80	14,03	+ 1,6
	Foncier bâti	17,60	17,91	+ 1,7
	Foncier non bâti	42,02	42,65	+ 1,4
	Taxe professionnelle	15,04	15,19	+ 1,4
(A+B+C)				
Départements	Ensemble des 4 taxes			+ 3,9
	Taxe d'habitation	6,08	6,29	+ 3,4
	Foncier bâti	8,48	8,80	+ 3,7
	Foncier non bâti	20,23	21,09	+ 3,8
	Taxe professionnelle	7,02	7,37	+ 4,3
Régions	Ensemble des 4 taxes			+ 0,2
	Foncier bâti	1,98	1,99	+ 0,2
	Foncier non bâti	4,86	4,93	+ 0,2
	Taxe professionnelle	1,98	2,02	+ 0,2
Ensemble des collectivités	Ensemble des 4 taxes			+ 2,2
	Taxe d'habitation	19,86	20,31	+ 2,2
	Foncier bâti	27,22	27,83	+ 2,2
	Foncier non bâti	42,02	42,64	+ 1,4
	Taxe professionnelle	23,40	24,05	+ 2,1

⁽¹⁾TPU : Taxe Professionnelle Unique. TPZ : Taxe Professionnelle de Zone d'activités économiques

⁽²⁾Évolutions "à champ constant" pour les groupements existant les deux années avec le même régime fiscal

⁽³⁾ Les taux indiqués pour les syndicats intercommunaux à contribution fiscalisée sont des taux calculés a posteriori. Rappelons que ces syndicats n'ont pas le pouvoir de voter des taux

Les taux des taxes directes locales : quatre taxes + TEOM (taxe d'enlèvement des ordures ménagères) (métropole + outre-mer)

		Taux moyen en %		Évolution (*)
		2002	2003	2003 en %
Communes et groupements	4 taxes + TEOM			+ 2,1
	Foncier bâti + TEOM	23,73	24,37	+ 3,0
	dont TEOM	7,5	7,7	+ 3,3 ⁽³⁾
Ensemble des collectivités	4 taxes + TEOM			+ 2,4
	Foncier bâti + TEOM	33,59	34,59	+ 2,9

⁽³⁾Évolutions "à champ constant", dans les communes où la TEOM a été perçue les deux années

(*) Les indicateurs d'évolution moyenne des taux figurant dans ces tableaux ne sont pas égaux aux variations en pourcentage des taux moyens, qui ont l'inconvénient de dépendre aussi de l'évolution des bases d'une année sur l'autre. L'évolution moyenne des taux calculée est égale à l'accroissement de produit permis par l'évolution des taux, les bases de l'année n étant fixées (selon une méthode comparable au calcul du « coefficient de variation proportionnelle » sur les états de notification des taux d'imposition). Concernant les taux « toutes collectivités », voir la remarque page 24.

Évolution des bases d'imposition du secteur communal ⁽¹⁾ par taxe depuis 1995, évolution à législation constante et en euros courants en % (métropole)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	Moyenne 2003/1995
Taxe d'habitation	+ 3,2	+ 2,4	+ 2,9	+ 3,0	+ 2,6	+ 3,0	+ 3,6	+ 3,0	+ 3,9	+ 3,1
Foncier bâti	+ 4,6	+ 3,6	+ 3,8	+ 3,9	+ 3,0	+ 3,0	+ 2,3	+ 3,0	+ 3,6	+ 3,4
Foncier non bâti	- 0,6	- 0,2	- 0,3	- 0,4	+ 1,5	+ 1,0	+ 0,7	+ 1,4	+ 1,3	+ 0,5
Taxe professionnelle	+ 3,3	+ 3,1	+ 3,9	+ 3,2	+ 3,8	+ 6,3	+ 4,3	+ 2,5	+ 4,3	+ 3,8

⁽¹⁾ bases communales + bases de TP unique d'agglomération et de zone d'activités économiques

Les bases de la taxe d'habitation et du foncier continuent leur progression. Ce n'est pas le cas de la taxe professionnelle dont la progression des bases est plus modérée.

Évolution depuis 1995 des bases de taxes d'habitation et du foncier bâti « hors évolutions forfaitaires », évolution à législation constante et en euros courants en % (métropole)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	Moyenne 2003/1995
Taxe d'habitation	+ 1,1	+ 1,4	+ 1,9	+ 1,9	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,0	+ 2,4	+ 1,9
Foncier bâti	+ 2,5	+ 2,6	+ 2,8	+ 2,8	+ 1,9	+ 2,0	+ 1,3	+ 2,0	+ 2,1	+ 2,2
Coef. de revalorisation	+ 2,0	+ 1,0	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,0	+ 1,0	+ 1,0	+ 1,0	+ 1,5	+ 1,2

La revalorisation forfaitaire annuelle des bases permet de prendre en compte en partie l'évolution des loyers dans la détermination des valeurs locatives foncières.

Les bases de taxe d'habitation en 2003 et leur évolution annuelle (France entière)

	Montants en millions d'euros				Évolution en %
	2000	2001	2002	2003	2003
Bases communales	52 995,9	54 897,2	56 579,8	58 805,7	+ 3,9
Bases départementales	53 955,2	55 140,1	56 869,8	58 769,7	+ 3,3
Bases régionales	56 395,6	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.

Depuis la loi de finances rectificative pour 2000, les régions n'ont plus de base de taxe d'habitation.

Les bases du foncier bâti en 2003 et leur évolution annuelle (France entière)

	Montants en millions d'euros				Évolution en %
	2000	2001	2002	2003	2003
Bases communales	52 159,1	53 352,4	54 972,7	56 946,3	+ 3,6
Bases départementales	46 332,2	47 312,3	48 759,5	50 544,7	+ 3,7
Bases départementales + ville de Paris	51 496,4	52 647,1	54 194,3	56 124,2	+ 3,6
Bases régionales	51 518,5	52 638,4	54 205,0	56 125,6	+ 3,5

Le département de Paris perçoit seulement la taxe d'habitation, mais la ville prend en charge de nombreuses compétences habituellement exercées par les départements. Les bases du foncier bâti des départements et des régions sont inférieures à celles des communes en raison de l'exonération de 2 ans qui s'applique obligatoirement dans leur cas aux locaux à usage professionnel.

Les bases du foncier non bâti en 2003 et leur évolution annuelle (France entière)

	Montants en millions d'euros				Évolution en %
	2000	2001	2002	2003	2003
Bases communales	1 921,8	1 934,2	1 960,2	1 986,2	+ 1,3
Bases départementales	172,7	174,1	178,7	182,3	+ 2,0
Bases régionales	181,3	184,3	189,0	190,9	+ 1,0

L'assiette régionale et départementale du foncier non bâti a été diminuée de plus de 90% (en 1993 pour les régions, entre 1993 et 1996 pour les départements) par l'exonération sur les terres à usage agricole, encore taxées pour les communes.

Les bases de taxe professionnelle en 2003 et leur évolution annuelle (France entière)

	Montants en millions d'euros		Évolution en % 2003	
	2002	2003	(1)	(2)
Bases communales	47 874,8	38 097,6	- 3,9	- 20,4
Bases de taxe professionnelle unique (TPU)	41 463,1	51 901,7	+ 25,5	+ 25,2
Bases de taxe professionnelle de zone (TPZ)	475,0	465,2	- 1,8	- 2,1
Bases d'imposition du secteur communal	89 812,8	90 464,5	+ 6,2	+ 0,7
Bases écrêtées communales (+TPU/TPZ)	7 785,9	6 077,5	- 20,8	- 21,9
Bases du secteur communal + bases écrêtées	97 598,7	96 542,1	+ 4,3	- 1,1
Bases départementales	90 160,6	89 527,6	+ 4,3	- 0,7
Bases départementales + ville de Paris et Corse	96 859,9	95 488,5	+ 4,1	- 1,4
Bases régionales	96 741,6	95 377,1	+ 3,6	- 1,4
Bases régionales + Corse (bases communales)	96 862,4	95 539,0	+ 3,6	- 1,4

(1) à « législation constante », (2) brute

Sur les territoires imposés à la taxe professionnelle unique et dans les zones d'activités économiques (ZAE), les redevables ne sont plus imposés par la commune sur laquelle ils sont implantés, mais par le groupement intercommunal à fiscalité propre auquel elle appartient. Les bases communales écrêtées des « établissements exceptionnels » et des magasins de grande surface ne sont pas imposées au bénéfice des communes sur le territoire desquelles elles se situent, mais à celui d'un fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle, chargé de redistribuer cette taxe aux communes et groupements environnants. La collectivité territoriale et les départements de Corse ne collectent plus la taxe professionnelle. Le total des bases communales, départementales et régionales est néanmoins très proche si on additionne les bases sur l'ensemble du territoire.

La part des salaires dans l'assiette de la taxe professionnelle a diminué rapidement sur la période précédant la réforme de la taxe professionnelle : en huit ans, elle est passée de 34,3% à 9,2%.

Part des différentes composantes de la base brute de la taxe professionnelle de 1995 à 2002

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Valeur locative des immeubles	12,5%	12,5%	12,5%	12,5%	13,4%	14,0%	14,8%	16,0%
Valeur locative matériels et outillages	50,0%	50,4%	50,7%	51,0%	55,5%	58,7%	63,5%	70,6%
Part des salaires	34,3%	33,9%	33,6%	33,3%	27,7%	23,7%	17,8%	9,2%
Part des recettes	3,2%	3,2%	3,2%	3,2%	3,4%	3,6%	3,9%	4,2%

Source : Direction Générale des Impôts

En 2002, ce sont les parts relatives au capital qui ont le plus augmenté (valeur locative des matériels et outillages et valeur locative des immeubles).

Évolution des composantes de la base brute de la taxe professionnelle de 1995 à 2002 (en %)

	en pourcentage							
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Valeur locative des immeubles								
- totale	+ 4,5	+ 3,1	+ 3,8	+ 2,8	+ 2,8	+ 3,3	+ 3,5	+ 2,6
- hors coefficients de revalorisation	+ 3,3	+ 2,6	+ 2,3	+ 2,2	+ 1,8	+ 2,3	+ 2,5	+ 1,6
Valeur locative matériels et outillages	+ 4,1	+ 4,1	+ 4,4	+ 3,4	+ 4,2	+ 4,5	+ 5,8	+ 6,1
Salaires	- 0,0	+ 1,7	+ 3,1	+ 1,8	- 20,0	- 15,6	- 26,3	- 50,9
Recettes	+ 3,9	+ 3,9	+ 3,0	+ 4,1	+ 2,8	+ 4,8	+ 4,1	+ 4,4
Ensemble	+ 2,4	+ 3,1	+ 3,9	+ 2,8	- 4,1	- 1,2	- 2,2	- 4,6

Source : Direction Générale des Impôts.

Suite à la réforme de la taxe professionnelle de 1999, on note une très nette baisse de la composante ou de la part des salaires.

Disparités régionales

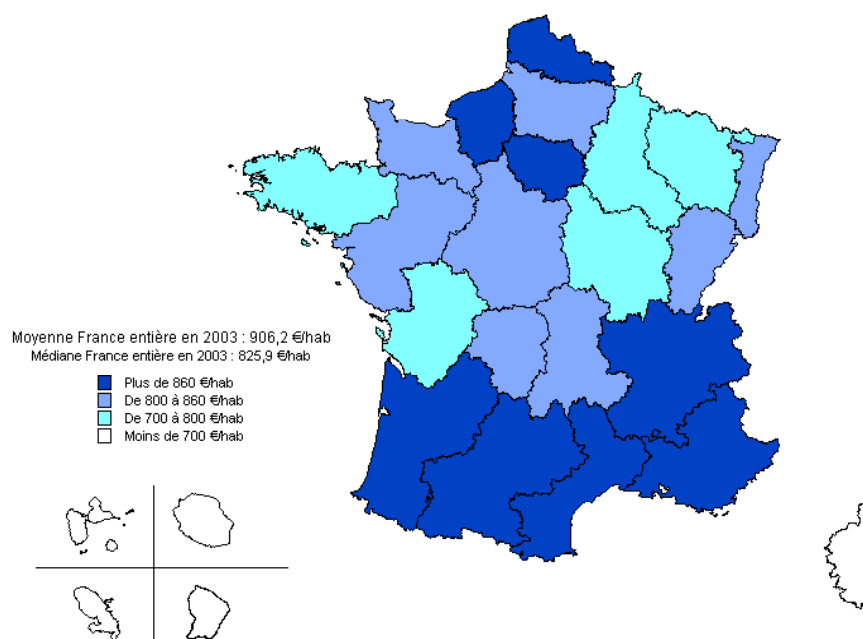
Les produits globaux ⁽¹⁾ par habitant dans chaque région en 2003

en euros par habitant

	Taxe d'habitation	Foncier bâti	Foncier bâti + TEOM	Foncier non Bâti	Taxe professionnelle	Ensemble 4 taxes + TEOM
Alsace	164,1	195,2	238,6	13,5	420,7	836,9
Aquitaine	215,0	275,8	342,6	19,8	376,9	954,3
Auvergne	175,9	242,5	294,2	26,3	335,2	831,6
Bourgogne	165,8	249,0	297,6	25,8	302,3	791,4
Bretagne	204,2	225,3	267,9	20,4	284,8	777,4
Centre	180,5	256,5	320,5	22,1	332,5	855,5
Champagne-Ardenne	163,8	248,6	278,1	19,4	325,4	786,7
Corse	261,4	192,6	278,3	4,4	125,6	669,7
Franche-Comté	152,2	237,1	266,4	11,6	383,7	813,8
Languedoc-Roussillon	253,7	339,2	420,5	23,0	311,5	1 008,7
Limousin	182,4	242,8	296,1	25,7	324,0	828,3
Lorraine	156,3	187,9	234,5	10,1	342,7	743,6
Midi-Pyrénées	177,8	301,9	362,2	24,2	403,6	967,8
Nord-Pas-de-Calais	162,0	206,7	257,5	10,2	451,9	881,7
Basse-Normandie	143,5	267,7	323,9	29,6	331,2	828,1
Haute-Normandie	145,8	306,7	359,9	15,8	459,1	980,7
Pays de la Loire	197,1	219,7	271,8	22,9	331,9	823,7
Picardie	164,7	255,1	288,4	22,7	325,4	801,1
Poitou-Charentes	169,7	252,7	301,1	27,8	289,5	788,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	270,4	301,9	382,8	9,2	388,0	1 050,4
Rhône-Alpes	199,1	278,6	332,6	10,6	481,1	1 023,5
Métropole hors Ile-de-France	191,3	257,0	312,4	17,7	373,4	894,8
Ile-de-France	244,3	292,1	379,5	3,9	381,8	1 009,4
Métropole	201,2	263,6	324,9	15,1	375,0	916,2
Guadeloupe	118,6	228,6	264,3	10,4	194,7	588,0
Martinique	113,2	227,1	286,6	5,1	172,5	577,5
Guyane	66,4	220,2	261,0	8,5	297,1	633,1
Réunion	92,0	170,2	229,8	5,8	179,1	506,7
Outre-mer	101,2	202,7	254,5	7,1	192,7	555,4
France entière	198,4	261,9	323,0	14,9	370,0	906,2

⁽¹⁾ Toutes collectivités, hors taxes perçues par l'État et les organismes consulaires et hors FDPTP

Le produit global par habitant en 2003



Les taux globaux ⁽¹⁾ moyens dans chaque région en 2003 (en %)

en pourcentage

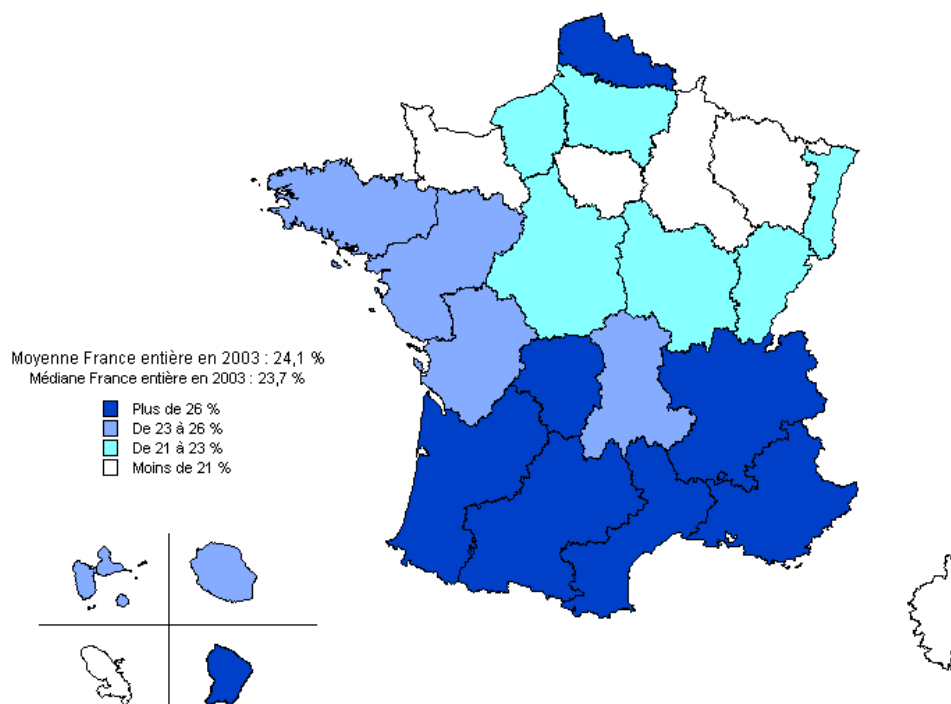
	Taxe d'habitation	Foncier bâti	Foncier bâti + TEOM	Foncier non bâti ⁽²⁾	Taxe Professionnelle
Alsace	20,41	22,16	27,82	53,14	21,86
Aquitaine	21,87	32,92	40,90	51,77	30,58
Auvergne	20,34	31,17	38,22	52,12	24,72
Bourgogne	19,36	32,67	39,41	34,50	21,37
Bretagne	23,12	30,89	36,87	46,99	23,81
Centre	21,31	34,52	44,18	35,71	22,16
Champagne-Ardenne	23,39	35,62	40,23	21,01	20,30
Corse	24,72	21,49	30,83	62,55	20,19
Franche-Comté	18,40	31,45	35,87	23,71	22,08
Languedoc-Roussillon	23,27	38,23	47,08	71,91	32,48
Limousin	19,11	31,67	38,68	62,33	28,66
Lorraine	20,28	25,38	32,36	31,23	20,45
Midi-Pyrénées	20,12	36,91	44,36	81,45	32,17
Nord-Pas-de-Calais	29,88	35,19	44,99	45,64	28,87
Basse-Normandie	18,80	39,19	48,00	32,29	18,85
Haute-Normandie	20,47	41,23	49,27	39,09	21,87
Pays de la Loire	22,81	30,63	38,23	39,17	24,28
Picardie	22,39	38,74	44,27	35,52	22,06
Poitou-Charentes	19,39	35,80	42,69	46,59	24,13
Provence-Alpes-Côte d'Azur	22,11	28,18	35,78	47,48	29,18
Rhône-Alpes	19,19	27,60	33,43	46,97	26,13
Métropole hors Ile-de-France	21,55	31,85	39,08	42,69	25,26
Ile-de-France	16,87	18,40	23,98	43,43	20,06
Métropole	20,27	27,65	34,37	42,72	24,06
Guadeloupe	24,77	43,12	49,48	65,88	23,84
Martinique	25,15	40,86	51,74	20,97	20,18
Guyane	24,55	52,88	62,31	55,10	27,31
Réunion	22,13	33,62	44,40	31,18	23,54
Outre-mer	23,76	39,34	48,89	37,38	23,28
France entière	20,31	27,83	34,59	42,64	24,05

(1) Toutes collectivités, hors taxes perçues par l'État et les organismes consulaires et hors FDPTP

(2) Foncier non bâti : communes + groupements uniquement (taux appliqué sur les terres agricoles)

Pour évaluer ces taux globaux, on a additionné les taux des différentes collectivités (commune, éventuellement groupements, département, région) au niveau de chaque commune, et on a calculé leur moyenne en pondérant chaque taux par les bases d'imposition de chaque commune.

Le taux global moyen de taxe professionnelle en 2003



L'évolution de 2002 à 2003 des taux globaux ⁽¹⁾ moyens d'imposition dans chaque région (en %)

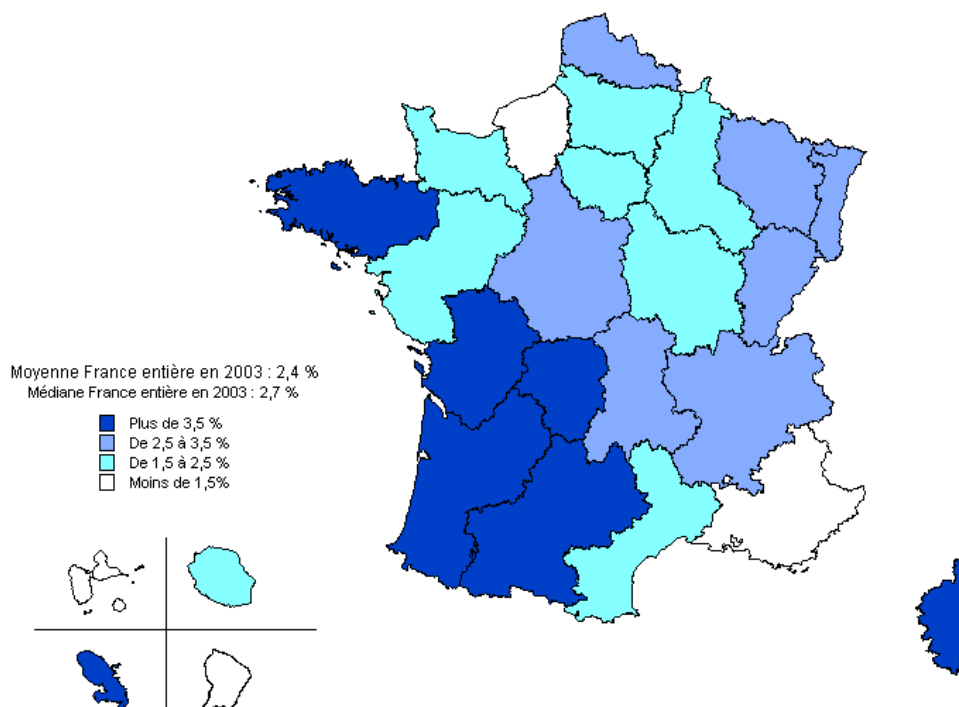
	en pourcentage					
	Taxe d'habitation	Foncier Bâti	Foncier bâti + TEOM	Foncier non bâti ⁽²⁾	Taxe Professionnelle	Ensemble 4 taxes + TEOM
Alsace	+4,6	+4,3	+2,8	+2,6	+2,4	+3,0
Aquitaine	+4,3	+3,9	+4,5	+2,3	+2,8	+3,7
Auvergne	+3,0	+3,1	+3,9	+1,1	+2,3	+3,0
Bourgogne	+2,0	+1,8	+2,5	+1,6	+2,0	+2,2
Bretagne	+2,5	+3,3	+4,8	+1,0	+4,0	+3,8
Centre	+1,9	+1,8	+4,1	+1,0	+1,6	+2,6
Champagne-Ardenne	+2,4	+2,3	+2,9	+2,1	+2,2	+2,5
Corse	+2,0	+5,2	+8,0	+1,3	+2,2	+4,5
Ile-de-France	+3,0	+2,5	+4,4	+3,1	+2,8	+3,4
Languedoc-Roussillon	+2,2	+1,9	+3,5	+0,7	+1,4	+2,4
Limousin	+4,2	+3,4	+4,7	+1,6	+3,0	+3,8
Lorraine	+2,2	+2,2	+4,1	+1,3	+2,3	+2,9
Midi-Pyrénées	+3,5	+3,1	+4,3	+1,5	+3,4	+3,7
Nord-Pas-de-Calais	+2,9	+3,3	+4,2	+0,8	+3,0	+3,3
Basse-Normandie	+1,3	+1,2	+2,9	+2,1	+1,1	+1,9
Haute-Normandie	+1,8	+0,8	+1,2	+1,4	+1,1	+1,2
Pays de la Loire	+2,0	+2,0	+4,0	+1,2	+1,4	+2,4
Picardie	+1,5	+0,7	+2,7	+1,8	+1,0	+1,8
Poitou-Charentes	+4,3	+3,8	+4,7	+0,2	+3,7	+4,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+0,9	+1,3	-0,8	+1,0	+0,6	+0,2
Rhône-Alpes	+2,3	+2,4	+3,8	+1,2	+2,1	+2,7
Métropole hors Ile-de-France	+2,4	+2,4	+3,2	+1,4	+2,1	+2,6
Ile-de-France	+1,3	+1,3	+1,7	+1,3	+2,0	+1,7
Métropole	+2,2	+2,2	+2,9	+1,4	+2,1	+2,4
Guadeloupe	+0,5	+0,5	+0,0	+2,2	+0,4	+0,3
Martinique	+5,6	+4,3	+8,5	+4,5	+4,5	+6,7
Guyane	+0,8	+0,2	+0,6	+0,1	+0,2	+0,4
Réunion	+4,0	+3,7	+2,8	+1,2	+0,4	+2,1
Outre-mer	+3,1	+2,5	+3,2	+2,0	+1,2	+2,5
France entière	+2,2	+2,2	+2,9	+1,4	+2,1	+2,4

(1) Toutes collectivités, hors taxes perçues par l'État et les organismes consulaires et hors FDPTP

(2) Foncier non bâti : communes + groupements uniquement (taux appliqué sur les terres agricoles)

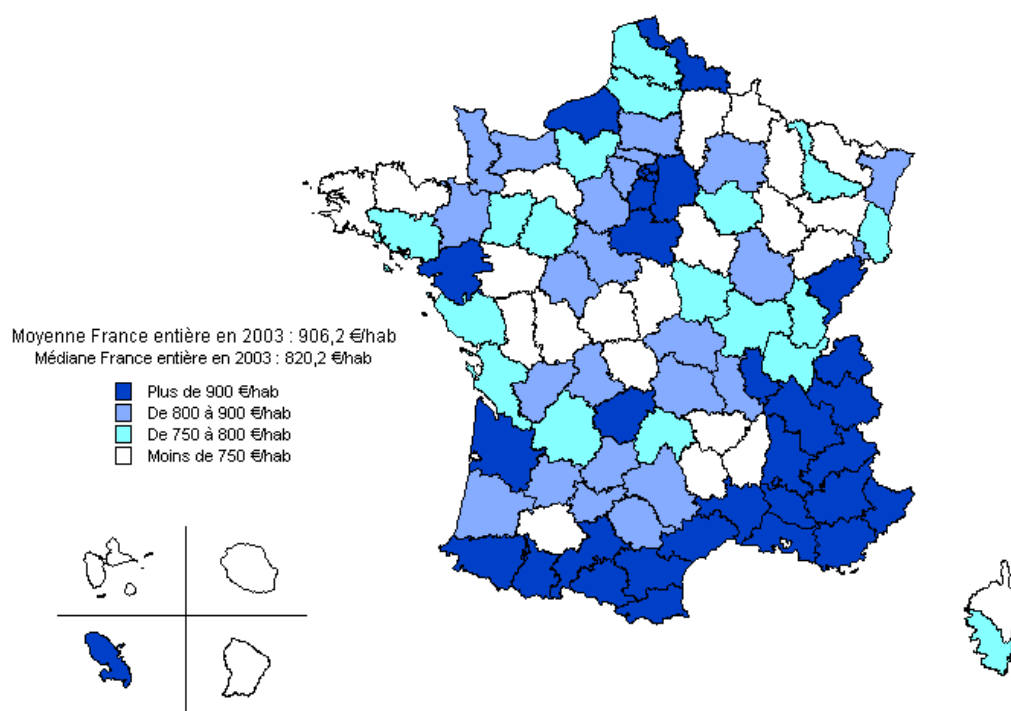
Globalement le taux moyen d'imposition a augmenté en 2003 au même rythme qu'en 2002.

L'évolution des taux globaux

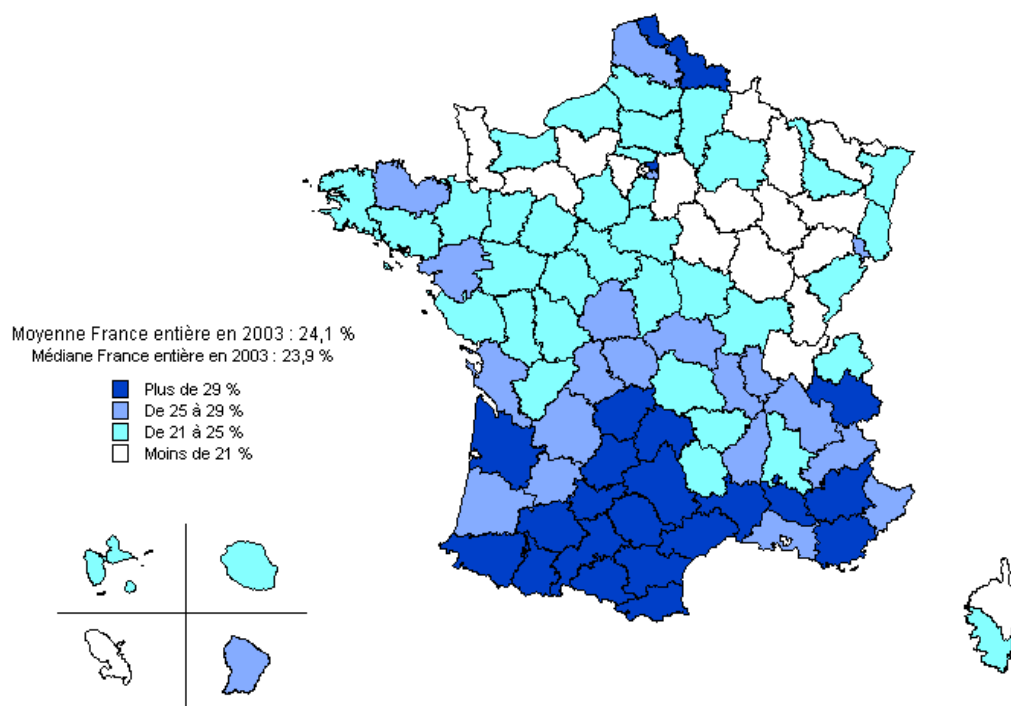


Disparités départementales

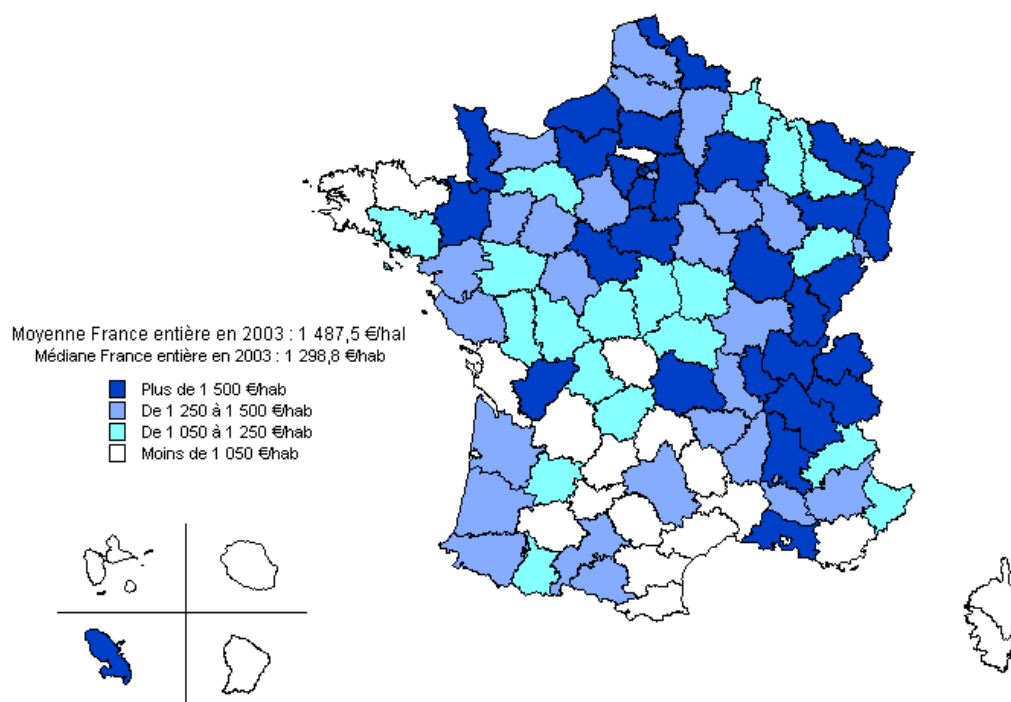
Le produit des quatre taxes et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en euros par habitant en 2003



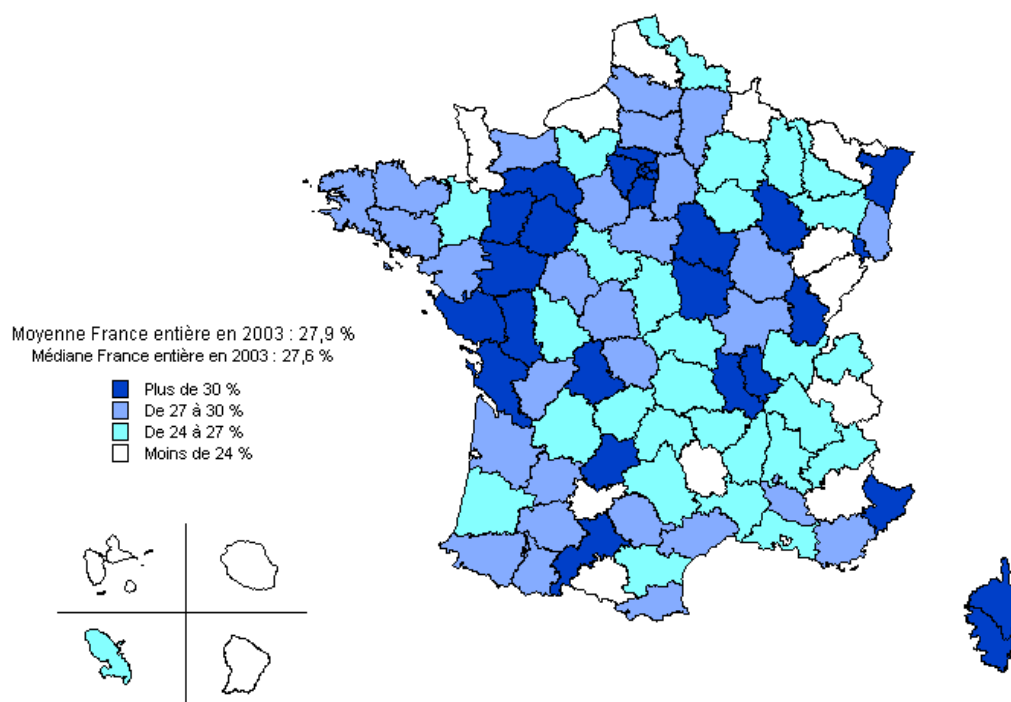
Le taux global moyen de la taxe professionnelle en 2003 (en %)



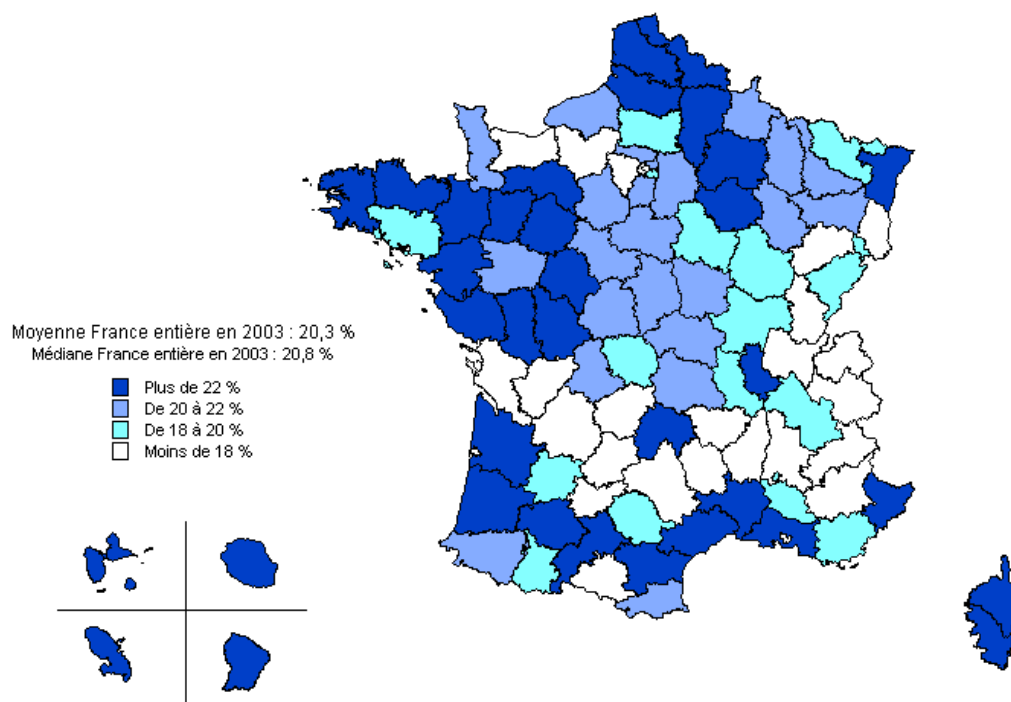
Les bases globales de taxe professionnelle en 2003



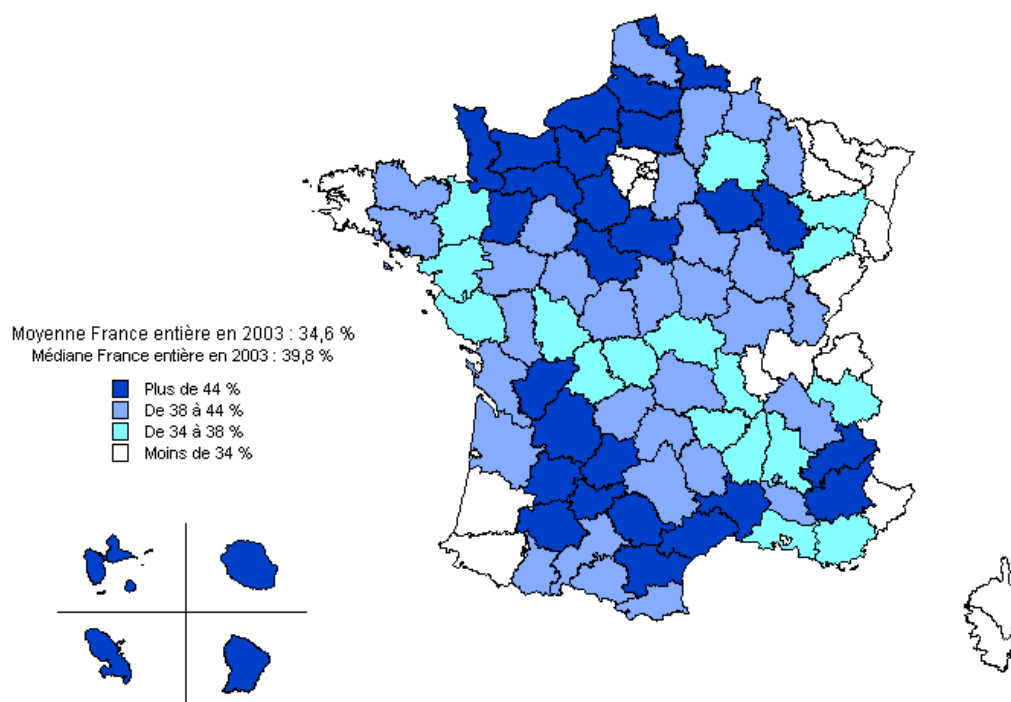
Part des exonérations liées à la suppression progressive de la part salaires dans les bases de taxe professionnelle en 2003.



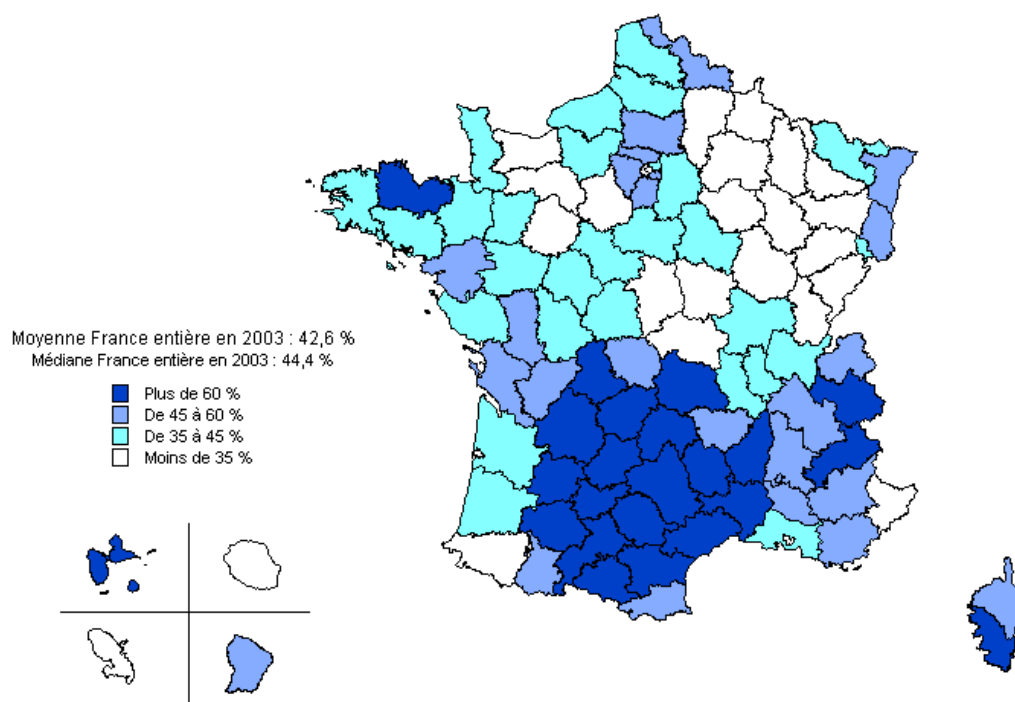
Le taux global moyen de taxe d'habitation en 2003 (en %)



Le taux global moyen du foncier bâti et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en 2003 (en %)



Le taux moyen communal du foncier non bâti en 2003 (en %)



La fiscalité directe des communes et de leurs groupements en 2003

Développement de l'intercommunalité

La loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République du 6 février 1992 a considérablement transformé les structures de l'action intercommunale, en instituant de nouveaux types de groupements de communes à fiscalité propre (voir p.107). Les **communautés de communes** en particulier ont connu un développement important. Le cadre juridique et financier proposé a satisfait et suscité les vocations de regroupements de communes notamment parmi les communes rurales. La proportion de communes membres d'un groupement à fiscalité propre a été multipliée par 8 entre 1992 et 1999 : elle était de 52,1 % en 1999.

La loi relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale du 12 juillet 1999 a accentué le phénomène en encourageant la création de certaines structures intercommunales (communautés de communes), en en créant de nouvelles (communautés d'agglomération) et en en supprimant certaines depuis le 1^{er} janvier 2002 (districts et communautés de villes). 2 888 communes ont intégré un groupement à fiscalité propre en 2003 soit une hausse de 10,7 % et cela correspond à une population supplémentaire de 3,8 millions d'habitants.

Les compétences dévolues aux structures intercommunales s'accompagnent d'un **transfert de fiscalité** des communes vers leurs groupements. La perception des impositions par les groupements de communes à un taux unique sur l'ensemble du territoire intercommunal contribue par ailleurs à une harmonisation de la fiscalité dans les différentes communes. La loi du 12 juillet 1999 a favorisé l'adoption de la TPU. Parmi les communes qui se sont regroupées dans un EPCI à fiscalité propre en 2003, 1 294 ont intégré directement un groupement à TPU accroissant ainsi la population des groupements à TPU de 2,5 millions d'habitants. Par ailleurs, 2 799 communes sont passées au régime de la TPU entre 2002 et 2003 soit 5,7 millions d'habitants.

Cette harmonisation et ce transfert sont particulièrement développés pour la **taxe professionnelle unique (TPU)**, puisqu'ils concernent dans ce cas l'ensemble du produit de la taxe professionnelle communale. Les décisions concernant l'utilisation du produit de taxe professionnelle intercommunale sont désormais du seul ressort du conseil délibérant du groupement. Cependant, le groupement doit préserver les ressources antérieures des communes en leur attribuant une dotation de compensation équivalente au produit de taxe professionnelle perçu précédemment par chaque commune, diminué du coût des charges transférées.

Le régime fiscal de **taxe professionnelle unique de zone d'activités économiques (TPZ)** constitue une autre possibilité de transfert majeur du potentiel de développement fiscal des communes au groupement à fiscalité propre.

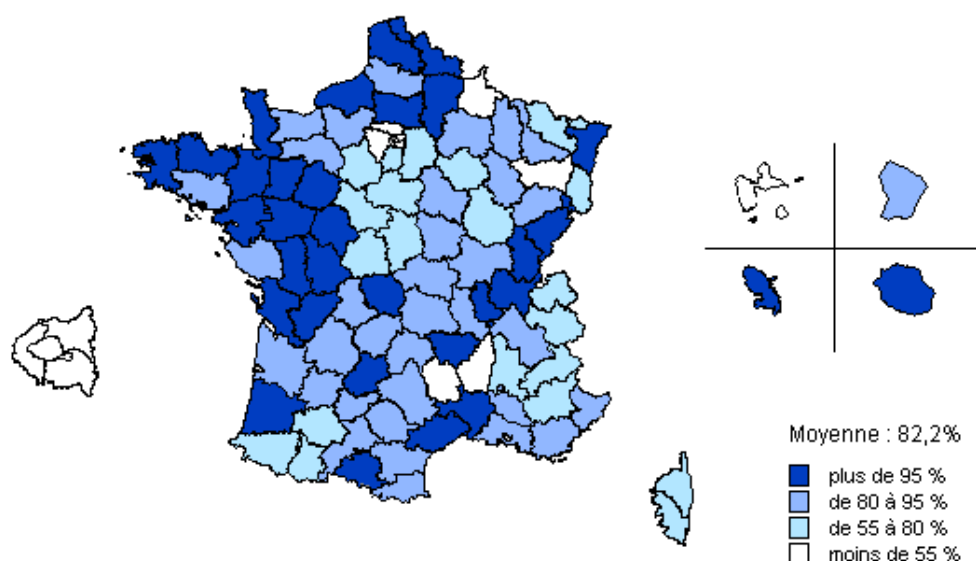
Du point de vue fiscal comme du point de vue de l'action communale, il n'est plus pertinent de s'intéresser aux seules communes prises isolément, mais il faut prendre en compte l'ensemble d'un "secteur communal" qui regroupe les communes et leurs structures intercommunales :

- **syndicats intercommunaux**, dont certains sont financés par des contributions fiscalisées assises sur les quatre taxes (mais dont les taux ne sont pas unifiés sur le territoire intercommunal), et d'autres par des contributions émanant des budgets des communes et autres collectivités territoriales (donc transparents au niveau fiscal).
- **groupements de communes à fiscalité propre** (communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle et, jusqu'en 2001, districts et communautés de villes), percevant soit les quatre taxes en addition aux impositions communales (fiscalité dite "additionnelle"), soit une fiscalité additionnelle aux quatre taxes et, sur une zone d'activités économiques, une taxe professionnelle unique de zone (TPZ), soit la seule taxe professionnelle en lieu et place des communes membres (taxe professionnelle unique), soit la taxe professionnelle unique sur le territoire du groupement et une fiscalité additionnelle à la taxe d'habitation et aux taxes foncières (fiscalité mixte instaurée par la loi du 12 juillet 1999).

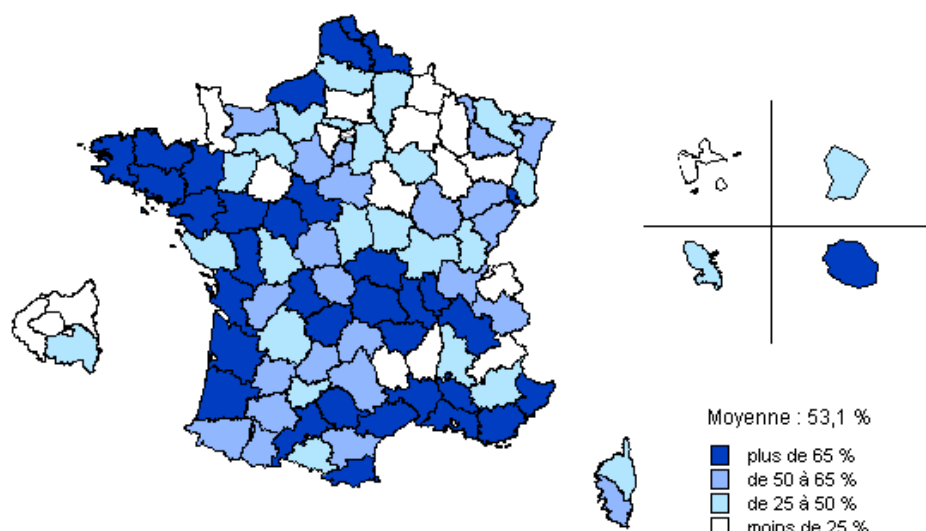
Répartition des communes selon leur appartenance intercommunale par strate de population au 1^{er} janvier 2003

Communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communes appartenant à une communauté urbaine à fiscalité additionnelle											
Nombre	5	9	5	3	4	3	2	0	1	0	32
<i>Evolution 2003/2002</i>											-63,2%
Communes appartenant à une communauté de communes à fiscalité additionnelle											
Nombre	11 858	4 742	631	217	201	84	25	5	1	0	17 764
<i>Evolution 2003/2002</i>											+0,8%
Communes appartenant à un groupement à fiscalité additionnelle											
Nombre	11 863	4 751	636	220	205	87	27	5	2	0	17 796
<i>Evolution 2003/2002</i>											+0,5%
Communes appartenant à une communauté urbaine à TPU ou fiscalité mixte											
Nombre	8	57	40	37	74	49	41	7	7	2	322
<i>Evolution 2003/2002</i>											+21,1%
Communes appartenant à une communauté d'agglomération											
Nombre	307	888	359	210	314	166	131	42	22	2	2 441
<i>Evolution 2003/2002</i>											+21,3%
Communes appartenant à un SAN											
Nombre	2	6	4	3	13	11	12	1	0	0	52
<i>Evolution 2003/2002</i>											+10,6%
Communes appartenant à une communauté de communes à TPU ou fiscalité mixte											
Nombre	4 456	3 453	656	232	232	91	23	0	0	0	9 143
<i>Evolution 2003/2002</i>											+33,8%
Communes appartenant à un groupement à TPU ou à fiscalité mixte											
Nombre	4 773	4 404	1 059	482	633	317	207	50	29	4	11 958
<i>Evolution 2003/2002</i>											+30,6%
Communes appartenant à un groupement à fiscalité propre											
Nombre	16 636	9 155	1 695	702	838	404	234	55	31	4	29 754
<i>Evolution 2003/2002</i>											+10,7%
Communes isolées mais versant des contributions fiscalisées à des syndicats											
Nombre	315	249	47	33	40	29	37	6	0	0	756
<i>Evolution 2003/2002</i>											-39,1%
Communes isolées											
Nombre	4 033	1 540	261	88	121	53	49	21	1	1	6 168
<i>Evolution 2003/2002</i>											-28,0%
Ensemble des communes	20 984	10 944	2 003	823	999	486	320	82	32	5	36 678

Proportion de la population appartenant à un groupement à fiscalité propre en 2003 (en %)



Proportion de la population appartenant à un groupement à taxe professionnelle unique ou à fiscalité mixte en 2003 (en %)



La fiscalité directe des communes et de leurs groupements en 2003

Le produit des quatre taxes des communes et de leurs groupements de 1995 à 2003 (métropole)

	<i>en milliards d'euros</i>								
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Communes et groupements	25,92	27,73	29,13	30,29	30,92	31,28	31,10	31,33	32,51
Communes	22,56	24,03	25,02	25,89	26,30	24,82	23,34	22,61	22,64
Syndicats à contributions fiscalisées	0,32	0,30	0,30	0,32	0,30	0,26	0,27	0,23	0,21
Groupements à fiscalité propre	3,03	3,38	3,81	4,09	4,31	6,20	7,49	8,50	9,66
Part des groupements à fiscalité propre	11,7%	12,2%	13,1%	13,5%	13,9%	19,8%	24,1%	27,1%	29,7%

Évolution des produits votés des communes et de leurs groupements de 1995 à 2003, en euros constants et à « législation constante »(*) (métropole)

	<i>en %</i>								
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Communes									
Taxe d'habitation	+ 2,1	+ 4,5	+ 2,8	+ 2,8	+ 2,0	+ 2,9	+ 3,9	+ 5,4	+4,9
Foncier bâti	+ 3,7	+ 5,7	+ 3,7	+ 4,0	+ 2,6	+ 3,3	+ 2,3	+ 5,0	+4,5
Foncier non bâti	- 2,6	- 1,2	- 1,7	- 1,1	+ 0,9	- 0,3	+ 0,1	+ 1,6	+0,7
Taxe professionnelle	+ 1,0	+ 4,3	+ 2,8	+ 2,5	+ 3,1	- 15,4	- 13,8	- 18,1	-14,7
Total des 4 taxes	+ 1,8	+ 4,6	+ 2,9	+ 2,9	+ 2,6	- 5,5	- 4,1	- 3,6	-1,6
Syndicats intercommunaux à contributions fiscalisées									
Taxe d'habitation	+ 2,5	- 7,8	+ 3,3	+ 2,3	+ 3,3	- 8,0	+ 7,3	- 8,3	-0,4
Foncier bâti	+ 4,2	- 9,6	+ 4,4	+ 3,4	+ 4,3	- 9,4	+ 4,8	- 8,2	+0,0
Foncier non bâti	- 2,6	- 7,1	- 19,7	- 7,5	- 1,3	- 10,5	- 7,3	- 10,9	-22,7
Taxe professionnelle	+ 3,2	- 8,1	+ 3,4	+ 2,7	+ 4,8	- 18,7	+ 3,7	- 25,3	-17,3
Total des 4 taxes	+ 3,0	- 8,4	+ 2,6	+ 2,4	+ 4,1	- 13,4	+ 4,5	- 15,8	-7,4
Groupements de communes à fiscalité propre									
Taxe d'habitation	+ 6,7	+ 12,2	+ 10,0	+ 7,7	+ 4,4	- 15,8	- 14,1	- 26,3	-21,3
Foncier bâti	+ 8,5	+ 14,8	+ 11,2	+ 9,1	+ 5,1	- 18,4	- 15,5	- 22,0	-19,2
Foncier non bâti	+ 21,3	+ 22,0	+ 24,6	+ 10,8	+ 8,0	+ 1,4	+ 0,8	+ 2,2	+4,7
Taxe professionnelle	+ 9,8	+ 7,8	+ 11,1	+ 6,1	+ 0,3	+ 82,9	+ 38,0	+ 31,0	+17,1
Total des 4 taxes	+ 9,2	+ 9,8	+ 11,1	+ 7,0	+ 7,2	+ 50,9	+ 28,2	+ 24,2	+14,3
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	+ 6,9	+ 8,6	+ 5,7	+ 4,5	+ 4,1	+ 1,7	+ 4,3	+ 8,2	+7,2
Communes et groupements									
Taxe d'habitation	+ 2,4	+ 4,9	+ 3,4	+ 3,2	+ 2,3	+ 1,0	+ 2,5	+ 3,2	+3,6
Foncier bâti	+ 4,1	+ 6,2	+ 4,3	+ 4,4	+ 2,9	+ 1,1	+ 1,0	+ 3,2	+3,3
Foncier non bâti	- 1,7	- 0,2	- 0,4	- 0,3	+ 1,5	- 0,3	+ 0,1	+ 1,5	+0,9
Taxe professionnelle	+ 2,3	+ 4,7	+ 4,2	+ 3,2	+ 4,2	+ 4,5	+ 3,8	+ 3,9	+3,3
Total des 4 taxes	+ 2,7	+ 5,0	+ 4,0	+ 3,5	+ 3,4	+ 2,8	+ 2,7	+ 3,5	+3,3
Foncier bâti + TEOM	+ 4,7	+ 6,8	+ 4,6	+ 4,5	+ 3,0	+ 1,3	+ 1,8	+ 4,4	+4,4
Ensemble des 4 taxes + TEOM	+ 2,9	+ 5,3	+ 4,0	+ 3,6	+ 3,2	+ 2,7	+ 2,8	+ 3,9	+3,8

(*) législation constante : en neutralisant les effets des modifications législatives d'une année sur l'autre

Évolution des taux des quatre taxes des communes et de leurs groupements (métropole)

	<i>en %</i>								
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Communes et groupements									
Taxe d'habitation	+ 1,0	+ 4,4	+ 1,5	+ 1,1	+ 0,4	- 0,3	+ 0,6	+ 1,9	+1,6
Foncier bâti	+ 1,2	+ 4,5	+ 1,6	+ 1,1	+ 0,4	- 0,2	+ 0,6	+ 1,9	+1,7
Foncier non bâti	+ 0,6	+ 1,9	+ 1,1	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,9	+1,4
Taxe professionnelle	+ 0,7	+ 3,4	+ 1,5	+ 0,9	+ 0,5	0,0	+ 0,7	+ 1,4	+1,4

Indicateurs moyens de référence de la fiscalité des communes et de leurs groupements

En raison du fort développement de l'intercommunalité à fiscalité propre, qui concerne désormais près des deux tiers des communes, les indicateurs de référence traditionnels pour les communes prises isolément ont perdu beaucoup de leur intérêt ces dernières années.

Il était donc devenu indispensable de prendre en compte l'ensemble de la fiscalité du secteur communal dans les indicateurs par strate et par région habituellement fournis dans ce guide. Depuis trois éditions, des indicateurs strictement communaux continuent à apparaître, mais seulement en tenant compte de l'appartenance intercommunale de la commune. La multiplicité des croisements entre la nature juridique des groupements à fiscalité propre auxquels les communes appartiennent de plus en plus et leur régime fiscal nous a conduit à ne plus décliner les indicateurs sur la fiscalité communale seule que suivant la taille de la commune.

À l'attention des responsables municipaux intéressés par les indicateurs de produit fiscal « communes + groupements » par habitant et qui ne parviendraient pas à connaître le produit fiscal total perçu par la commune et le (les) groupement(s) sur le territoire communal, une méthode simple est proposée, qui leur permettra d'en obtenir une estimation généralement satisfaisante. Il leur suffit pour cela d'additionner les taux communaux et intercommunaux, et ensuite de multiplier ce taux global par les bases d'imposition de leur commune. Dans la plupart des cas, en effet, la différence des bases des communes et des groupements à fiscalité propre est relativement faible, alors que les bases syndicales sont par construction identiques aux bases des communes. Toutefois, cette méthode n'est pas applicable en cas d'existence d'une taxe professionnelle d'agglomération voire d'une taxe professionnelle de zone sur la commune. Par ailleurs, dans certains cas, les écrêtements ou exonérations communaux et intercommunaux sont relativement différents. Il appartiendra aux responsables intéressés de prêter attention à ce type de situation et d'ajuster le résultat.

En 2003, les indicateurs d'évolution à législation constante ont été calculés en corrigeant les bases et les produits de la taxe professionnelle des mesures liées à la suppression progressive de la part des salaires (voir note encadré page 16). Pour les évolutions selon « l'appartenance intercommunale », il s'agit de l'appartenance au 1^{er} janvier 2003, qui n'était pas nécessairement la même une année auparavant.

Les indicateurs en euros par habitant tiennent compte du recensement de la population de 1999 et des recensements complémentaires pour les trois années (voir page 148). Par ailleurs, depuis 2000, les strates de population retenues pour tous les tableaux qui suivent sont celles de la nomenclature de comptabilité des communes (M14).

Dans les pages suivantes, on trouvera successivement les tableaux suivants par strate de population et par région ou par nature juridique et fiscale du groupement auquel la commune appartient :

- **les bases des quatre taxes et leurs évolutions**
- **les taux des quatre taxes et leurs évolutions, les coefficients de variation proportionnelle**
- **les produits des quatre taxes et leurs évolutions**

Les bases de taxe d'habitation des communes et de leurs groupements en 2003

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 Hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	734,2	778,1	789,0	760,6	817,6	830,0	865,3	703,0	797,7	-	792,3
Aquitaine	649,2	724,9	966,0	897,6	1 101,2	1 204,6	1 036,0	1 165,5	1 203,3	-	950,1
Auvergne	670,2	732,5	844,5	832,0	889,2	1 012,4	949,6	-	1 016,5	-	840,3
Bourgogne	757,8	795,5	780,7	737,2	796,6	889,2	898,7	1 003,8	893,0	-	819,7
Bretagne	511,6	663,7	833,5	915,0	950,4	924,8	843,6	982,7	974,1	-	848,0
Centre	697,1	697,2	737,5	739,8	856,5	913,1	918,3	907,9	961,0	-	805,7
Champagne-Ardenne	553,2	588,0	592,2	564,9	639,6	716,2	677,3	830,5	909,2	-	674,0
Corse	1 011,3	1 317,1	1 067,1	768,1	855,6	1 514,9	805,8	924,2	-	-	1 027,3
Franche-Comté	659,5	807,8	884,3	817,6	767,7	825,1	864,4	902,2	1 044,8	-	812,9
Languedoc-Roussillon	907,1	882,5	1 062,6	1 149,3	1 339,7	1 125,6	1 149,1	971,2	973,4	-	1 063,3
Limousin	697,2	728,4	834,0	949,3	1 084,1	989,2	-	1 073,0	1 218,4	-	913,2
Lorraine	530,8	646,0	687,5	742,3	719,9	796,2	830,7	-	1 108,8	-	738,0
Midi-Pyrénées	692,9	783,9	839,8	869,1	879,4	1 014,1	918,9	817,8	-	1 043,1	866,0
Nord-Pas-de-Calais	481,6	500,9	537,4	533,0	543,9	513,5	577,7	464,7	698,4	-	535,8
Basse-Normandie	525,1	647,2	824,5	1 107,2	831,5	701,3	757,7	-	1 102,9	-	739,1
Haute-Normandie	586,0	593,1	658,2	645,8	725,5	714,6	759,0	711,8	869,2	-	696,8
Pays de la Loire	500,2	591,4	688,9	735,6	997,6	1 097,2	889,5	987,6	1 028,2	-	831,6
Picardie	573,8	643,9	724,3	758,9	805,2	789,8	847,9	720,4	885,3	-	711,3
Poitou-Charentes	577,5	725,4	901,6	994,8	977,5	1 085,8	906,9	955,1	-	-	839,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 406,0	1 586,5	1 357,1	1 214,1	1 396,7	1 264,2	1 175,9	1 470,4	991,4	924,3	1 198,8
Rhône-Alpes	920,4	1 011,2	1 078,4	1 100,8	1 012,3	966,8	925,0	951,5	993,7	1 205,4	1 014,6
Métropole hors Ile-de-France	664,6	751,9	850,8	885,2	928,7	918,2	907,5	944,3	972,2	1 011,5	862,2
Ile-de-France	1 154,5	1 153,8	1 155,5	1 223,4	1 285,9	1 326,9	1 267,2	1 371,2	1 958,3	1 966,1	1 427,8
Métropole	674,5	768,3	867,6	910,1	969,5	1 003,8	1 049,2	1 123,7	993,7	1 505,3	966,7
Outre-mer	n.s.	219,8	275,9	333,7	345,3	390,1	418,7	433,0	648,5	-	419,9
France entière	674,4	767,0	865,6	901,9	952,1	977,2	1 013,3	1 068,4	984,6	1 505,3	951,8

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	732,6	808,8	916,2	937,0	946,8	1 020,8	1 016,0	968,5	970,2	1 179,1	978,1
- à un SAN ⁽²⁾	2 038,2	984,2	875,4	713,4	946,7	872,0	945,8	1 119,7	-	-	938,3
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	501,4	652,3	779,9	822,8	843,0	815,7	826,9	633,4	964,5	912,5	857,7
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	678,8	634,2	809,6	713,9	653,8	686,4	757,7	-	880,6	-	791,6
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	661,7	710,8	806,2	844,5	896,2	895,8	918,4	-	-	-	794,4
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	645,0	725,8	816,6	823,4	860,5	766,4	754,7	952,3	909,2	-	755,3
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	879,0	1 092,3	1 164,1	1 294,2	1 379,7	1 347,0	1 187,1	1 307,4	-	-	1 238,3
- autres communes isolées	757,1	940,8	1 020,7	1 054,8	1 149,4	1 265,8	1 200,8	1 375,3	1 958,3	1 966,1	1 303,8
- à un groupement à TPU⁽⁴⁾	667,9	732,2	843,2	882,7	916,2	947,7	967,5	918,9	968,5	1 011,5	902,4
- à un groupement à fiscalité additionnelle	645,0	725,6	816,5	822,0	856,8	763,1	755,0	952,3	896,6	-	756,2
- communes isolées	766,1	962,9	1 042,6	1 120,7	1 210,0	1 295,2	1 195,0	1 359,2	1 958,3	1 966,1	1 289,4

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Évolution de 2002 à 2003 des bases de taxe d'habitation des communes et de leurs groupements

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	+4,9	+4,2	+4,3	+3,2	+4,5	+3,6	+3,1	+2,7	+2,9	-	+3,7
Aquitaine	+5,2	+4,7	+4,4	+4,3	+4,3	+4,0	+3,8	+4,3	+5,1	-	+4,4
Auvergne	+4,3	+4,1	+3,4	+3,4	+4,3	+2,9	+0,6	-	+20,0	-	+5,2
Bourgogne	+3,7	+3,9	+3,2	+2,8	+2,9	+3,4	+5,3	+2,2	+1,8	-	+3,5
Bretagne	+5,0	+5,3	+4,9	+4,7	+5,4	+4,8	+2,5	+3,2	+12,4	-	+5,8
Centre	+3,6	+4,0	+3,8	+3,3	+3,6	+2,7	+2,7	+1,5	+3,1	-	+3,3
Champagne-Ardenne	+4,2	+4,3	+2,8	+3,0	+3,0	+3,1	+1,8	+2,6	+2,8	-	+3,2
Corse	+5,2	+6,5	+5,7	+2,5	+4,9	+6,2	+1,6	+3,1	-	-	+4,7
Franche-Comté	+4,6	+4,4	+3,9	+3,9	+2,9	+2,6	+1,9	+3,2	+2,0	-	+3,6
Languedoc-Roussillon	+5,1	+4,9	+4,2	+4,7	+3,9	+4,4	+3,7	+4,2	+4,2	-	+4,3
Limousin	+3,9	+4,2	+4,0	+4,8	+4,1	+2,2	-	+2,9	+3,1	-	+3,6
Lorraine	+5,0	+4,4	+3,9	+3,6	+3,3	+3,1	+3,2	-	+1,4	-	+3,4
Midi-Pyrénées	+4,9	+4,5	+5,5	+4,9	+5,5	+4,0	+5,6	+4,1	-	+6,4	+5,2
Nord-Pas-de-Calais	+5,3	+4,9	+3,6	+4,2	+4,1	+3,3	+2,8	+1,1	+5,0	-	+3,6
Basse-Normandie	+4,2	+4,0	+3,2	+2,7	+3,1	+2,6	+1,3	-	+2,5	-	+3,1
Haute-Normandie	+4,2	+3,8	+3,7	+3,7	+3,1	+3,3	+2,8	+8,4	+2,8	-	+3,5
Pays de la Loire	+5,4	+5,5	+5,1	+4,6	+4,4	+4,2	+3,4	+3,4	+2,6	-	+4,1
Picardie	+4,2	+3,7	+3,6	+3,8	+2,9	+2,7	+2,7	+3,6	+2,3	-	+3,3
Poitou-Charentes	+5,2	+5,3	+4,9	+4,0	+4,3	+2,4	+5,7	+6,5	-	-	+5,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+3,8	+4,2	+4,9	+4,6	+4,4	+4,4	+3,4	+3,1	+2,9	+3,5	+3,8
Rhône-Alpes	+4,6	+4,5	+4,3	+4,0	+4,9	+4,7	+3,3	+2,9	+4,8	+6,0	+4,5
Métropole hors Ile-de-France	+4,5	+4,5	+4,4	+4,1	+4,2	+3,8	+3,4	+3,3	+4,3	+4,8	+4,1
Ile-de-France	+4,0	+3,8	+3,7	+3,6	+3,1	+2,9	+3,3	+3,2	+2,6	+3,5	+3,3
Métropole	+4,5	+4,5	+4,3	+4,1	+4,0	+3,6	+3,3	+3,2	+4,3	+3,9	+3,9
Outre-mer	n.s.	+7,1	+5,2	+6,5	+6,9	+4,9	+8,3	+5,0	+6,0	-	+6,4
France entière	+4,5	+4,5	+4,3	+4,1	+4,1	+3,6	+3,4	+3,3	+4,3	+3,9	+3,9

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+5,1	+4,8	+4,4	+4,3	+4,2	+3,5	+3,5	+4,3	+4,7	+4,5	+4,1
- à un SAN ⁽²⁾	+7,9	+8,2	+4,7	+7,6	+3,1	+3,5	+4,3	+4,1	-	-	+4,0
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+3,2	+5,0	+6,1	+3,3	+5,3	+4,4	+3,2	+2,5	+4,4	+4,9	+4,2
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	+2,5	+5,9	+3,5	+3,9	+0,7	+4,3	+0,1	-	-0,1	-	+0,9
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+4,9	+4,7	+4,5	+4,1	+4,1	+3,7	+3,4	-	-	-	+4,3
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+4,5	+4,4	+4,1	+3,9	+3,7	+3,0	+4,3	+2,8	+2,8	-	+4,0
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+4,5	+4,3	+4,0	+3,9	+4,0	+2,8	+3,5	+3,3	-	-	+3,5
- autres communes isolées	+4,1	+4,1	+4,1	+4,1	+3,8	+4,1	+3,0	+2,1	+2,6	+3,5	+3,4
- à un groupement à TPU⁽⁴⁾	+4,9	+4,7	+4,5	+4,2	+4,3	+3,7	+3,5	+4,1	+4,6	+4,8	+4,2
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+4,5	+4,4	+4,1	+3,9	+3,7	+3,0	+3,9	+2,8	+1,5	-	+3,9
- communes isolées	+4,2	+4,2	+4,0	+4,0	+3,9	+3,6	+3,2	+2,4	+2,6	+3,5	+3,4

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les bases du foncier bâti des communes et de leurs groupements en 2003

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	572,1	718,9	950,7	903,1	1 036,8	874,7	1 050,7	844,1	941,8	-	869,4
Aquitaine	482,1	595,0	773,3	707,2	905,6	1 050,9	936,8	1 014,8	1 245,3	-	813,7
Auvergne	526,5	595,2	732,8	771,3	813,7	964,3	899,6	-	1 065,8	-	754,9
Bourgogne	524,4	638,6	697,5	715,0	832,3	883,8	893,8	969,3	986,4	-	740,5
Bretagne	385,2	495,6	659,4	739,9	810,6	854,4	811,4	902,7	799,6	-	704,8
Centre	486,0	626,9	625,2	687,1	777,7	853,5	869,0	841,4	934,8	-	724,2
Champagne-Ardenne	449,8	659,6	582,4	618,6	807,9	735,5	737,8	734,7	915,4	-	678,2
Corse	863,5	946,2	837,5	855,6	758,2	1 287,5	639,2	967,6	-	-	871,9
Franche-Comté	486,7	676,7	911,7	886,8	731,1	785,7	949,3	870,4	907,8	-	730,9
Languedoc-Roussillon	644,1	641,7	742,6	914,7	1 018,3	935,5	968,6	959,7	983,6	-	866,1
Limousin	556,2	571,0	668,5	693,9	847,6	906,9	-	941,7	984,2	-	737,9
Lorraine	410,1	601,4	764,3	727,3	764,3	843,5	815,6	-	1 014,5	-	723,1
Midi-Pyrénées	558,2	680,6	721,8	735,5	756,7	892,8	915,2	841,7	-	1 104,5	791,0
Nord-Pas-de-Calais	358,0	473,2	530,9	546,2	592,8	571,4	624,2	628,9	861,8	-	579,4
Basse-Normandie	529,9	539,6	660,2	882,8	786,6	770,8	806,9	-	846,9	-	665,2
Haute-Normandie	540,2	565,1	584,1	678,8	914,8	824,9	752,7	826,4	949,6	-	731,4
Pays de la Loire	363,4	438,4	589,9	629,5	855,4	946,9	827,0	881,1	862,3	-	697,9
Picardie	405,8	562,4	702,0	698,0	757,6	748,7	786,6	785,3	856,1	-	643,4
Poitou-Charentes	417,6	572,3	663,4	881,5	782,4	944,1	836,3	827,1	-	-	683,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 186,9	1 143,4	1 023,0	937,8	1 042,7	1 147,2	1 070,7	1 308,6	945,5	940,3	1 053,4
Rhône-Alpes	871,4	854,4	1 023,7	990,4	1 037,2	971,9	958,5	1 053,9	1 019,5	1 293,7	989,1
Métropole hors Ile-de-France	525,1	628,7	740,5	782,5	856,1	880,0	880,8	913,4	946,5	1 052,8	787,7
Ile-de-France	1 027,9	1 018,3	1 247,9	1 047,6	1 202,9	1 152,2	1 290,2	1 620,2	2 612,7	2 597,7	1 575,1
Métropole	535,3	644,7	768,5	802,1	895,7	937,1	1 042,0	1 210,4	982,8	1 851,9	933,3
Outre-mer	n.s.	439,4	671,8	342,9	349,9	391,6	533,3	545,2	797,9	-	509,3
France entière	536,5	644,2	768,2	795,5	880,5	913,4	1 013,1	1 157,2	977,9	1 851,9	921,7

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	518,0	645,9	789,2	786,7	840,5	915,9	932,1	975,9	927,8	1 203,6	903,6
- à un SAN ⁽²⁾	2 329,4	4 064,2	3 011,2	1 096,1	1 140,5	1 008,4	1 116,7	1 119,3	-	-	1 154,9
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	506,7	710,2	927,5	803,8	855,4	845,5	842,7	755,9	989,0	963,8	895,7
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	821,4	518,5	862,3	528,6	604,8	633,5	797,4	-	868,6	-	776,3
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	535,9	590,3	681,4	764,6	837,1	829,4	869,8	-	-	-	695,8
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	501,6	609,2	745,6	740,4	827,6	781,3	768,9	882,9	915,4	-	671,2
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	732,1	863,9	971,2	1 060,2	1 219,5	1 188,6	1 180,2	1 327,0	-	-	1 154,3
- autres communes isolées	628,2	814,3	914,3	926,2	1 030,2	1 138,4	1 395,6	1 672,3	2 612,7	2 597,7	1 454,2
- à un groupement à TPU⁽⁴⁾	535,7	610,5	736,2	779,3	847,3	884,0	919,0	944,1	946,1	1 052,8	845,0
- à un groupement à fiscalité additionnelle	501,8	609,0	746,4	737,6	823,7	775,1	771,8	882,9	894,8	-	673,8
- communes isolées	635,9	821,5	923,0	963,1	1 080,0	1 156,6	1 304,7	1 590,4	2 612,7	2 597,7	1 388,2

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Évolution de 2002 à 2003 des bases du foncier bâti des communes et de leurs groupements

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	+4,5	+3,5	+4,1	+4,4	+4,2	+3,2	+4,1	+3,6	+2,5	-	+3,5
Aquitaine	+4,6	+4,2	+4,2	+4,5	+4,4	+3,1	+3,6	+3,2	+2,7	-	+3,8
Auvergne	+3,5	+4,4	+4,1	+3,2	+4,3	+4,1	+2,8	-	+3,4	-	+3,8
Bourgogne	+3,6	+4,2	+4,2	+2,1	+3,6	+3,9	+2,9	+2,0	+2,8	-	+3,5
Bretagne	+3,8	+4,6	+4,8	+4,7	+4,9	+4,2	+3,4	+3,3	+3,2	-	+4,2
Centre	+3,9	+3,7	+4,7	+3,3	+4,8	+4,0	+2,9	+2,0	+2,3	-	+3,6
Champagne-Ardenne	+4,6	+3,2	+3,4	+3,7	+3,0	+4,0	+2,5	+2,3	+2,4	-	+3,1
Corse	+3,5	+5,5	+5,1	+0,2	+4,5	+5,7	+2,8	+3,6	-	-	+4,1
Franche-Comté	+4,3	+4,8	+3,6	+2,8	+2,7	+3,4	+3,7	+3,7	+2,2	-	+3,6
Languedoc-Roussillon	+4,3	+4,7	+4,2	+4,3	+3,7	+4,0	+3,4	+2,5	+3,5	-	+3,9
Limousin	+3,2	+3,5	+3,8	+4,0	+3,8	+3,1	-	+2,6	+3,4	-	+3,4
Lorraine	+4,6	+4,9	+4,1	+2,9	+3,6	+5,0	+3,0	-	+2,6	-	+3,9
Midi-Pyrénées	+3,5	+4,0	+4,7	+3,9	+3,7	+3,5	+3,7	+2,8	-	+3,8	+3,8
Nord-Pas-de-Calais	+3,5	+4,9	+4,4	+5,6	+3,9	+3,2	+2,7	+3,1	+3,6	-	+3,7
Basse-Normandie	+6,0	+4,3	+3,9	+3,4	+3,1	+2,8	+2,9	-	+2,3	-	+3,8
Haute-Normandie	+3,8	+4,0	+3,8	+2,2	+4,7	+6,8	+3,0	+1,6	+2,6	-	+3,9
Pays de la Loire	+5,1	+4,8	+5,0	+4,9	+5,0	+4,0	+4,1	+3,9	+3,0	-	+4,2
Picardie	+3,5	+3,3	+4,2	+5,5	+4,3	+3,4	+1,7	+2,9	+3,0	-	+3,4
Poitou-Charentes	+3,9	+4,0	+4,1	+4,5	+4,3	+3,0	+2,8	+3,1	-	-	+3,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+3,4	+3,9	+4,2	+4,7	+4,4	+4,0	+3,6	+2,7	+3,4	+2,6	+3,5
Rhône-Alpes	+3,7	+4,7	+4,9	+4,9	+4,0	+3,9	+3,0	+3,0	+2,6	+4,1	+4,0
Métropole hors Ile-de-France	+4,0	+4,2	+4,4	+4,3	+4,1	+3,9	+3,2	+2,9	+2,9	+3,3	+3,8
Ile-de-France	+4,5	+4,2	+5,8	+4,8	+3,7	+3,3	+2,9	+3,3	+2,6	+2,7	+3,1
Métropole	+4,1	+4,2	+4,6	+4,4	+4,1	+3,7	+3,1	+3,1	+2,9	+2,8	+3,6
Outre-mer	n.s.	+3,6	+4,0	+5,4	+4,7	+5,9	+6,9	+5,3	+5,7	-	+5,8
France entière	+4,1	+4,2	+4,6	+4,4	+4,1	+3,8	+3,2	+3,2	+2,9	+2,8	+3,6

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+3,9	+4,6	+4,9	+4,6	+4,2	+3,9	+3,4	+3,4	+3,1	+3,0	+3,6
- à un SAN ⁽²⁾	+2,6	+10,8	+2,7	+11,7	+5,2	+3,4	+4,3	+1,1	-	-	+4,2
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+3,1	+6,8	+5,6	+3,4	+3,8	+3,7	+3,2	+3,2	+2,7	+3,4	+3,3
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	+2,2	+6,3	+4,6	+4,5	+3,3	+3,7	+2,8	-	+3,9	-	+3,7
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+4,4	+4,4	+4,6	+4,6	+4,6	+3,5	+3,0	-	-	-	+4,2
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+4,1	+4,1	+4,5	+4,1	+3,8	+3,8	+2,8	+3,4	+2,4	-	+4,0
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+3,4	+4,3	+4,1	+5,4	+2,8	+3,6	+3,0	+2,3	-	-	+3,2
- autres communes isolées	+3,7	+3,8	+4,2	+3,6	+4,0	+4,0	+2,8	+3,2	+2,6	+2,7	+3,1
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+4,4	+4,5	+4,7	+4,5	+4,3	+3,7	+3,4	+3,4	+3,0	+3,3	+3,7
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+4,1	+4,1	+4,5	+4,1	+3,8	+3,8	+2,8	+3,4	+3,1	-	+4,0
- communes isolées	+3,6	+3,9	+4,2	+4,1	+3,6	+3,9	+2,9	+3,0	+2,6	+2,7	+3,1

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les bases du foncier non bâti des communes et de leurs groupements en 2003

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	73,9	49,4	28,3	22,1	15,2	6,1	6,7	9,4	1,5	-	23,8
Aquitaine	107,2	63,5	34,7	20,5	21,1	9,1	5,2	4,5	2,0	-	35,0
Auvergne	162,3	67,9	27,3	12,3	15,1	6,8	3,2	-	1,3	-	47,5
Bourgogne	215,6	87,4	48,8	19,1	15,7	8,4	6,2	1,3	1,7	-	70,2
Bretagne	124,9	82,1	50,3	39,2	23,5	12,5	4,8	5,9	2,7	-	40,0
Centre	241,9	95,8	39,8	25,3	13,1	6,7	5,0	4,3	2,3	-	57,6
Champagne-Ardenne	277,1	116,8	49,9	28,3	12,7	5,9	6,6	2,8	6,8	-	87,5
Corse	1,7	6,7	4,4	5,3	4,0	21,0	0,5	3,9	-	-	4,5
Franche-Comté	131,2	46,3	19,0	17,0	7,6	5,4	4,2	1,1	3,5	-	45,1
Languedoc-Roussillon	82,8	51,9	38,8	24,8	19,3	23,2	9,9	15,5	5,3	-	28,6
Limousin	110,5	57,9	27,8	16,9	12,4	5,9	-	3,1	2,4	-	38,5
Lorraine	132,9	37,5	15,9	12,8	7,1	4,6	4,4	-	2,6	-	29,7
Midi-Pyrénées	83,2	42,3	20,6	19,0	10,0	8,5	3,6	10,1	-	1,3	27,4
Nord-Pas-de-Calais	140,5	61,7	25,4	15,7	9,9	5,4	2,5	1,7	5,4	-	20,5
Basse-Normandie	238,1	104,0	45,0	24,9	14,5	7,7	5,0	-	2,2	-	84,6
Haute-Normandie	160,1	61,1	23,3	16,3	7,3	5,8	2,8	2,7	1,7	-	37,7
Pays de la Loire	246,2	115,2	60,5	43,4	30,6	15,4	7,6	7,2	3,0	-	54,4
Picardie	191,5	70,3	29,2	17,3	13,2	6,8	4,3	2,9	3,8	-	60,0
Poitou-Charentes	160,0	89,5	35,7	23,3	18,4	14,4	4,7	3,0	-	-	55,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	62,4	50,6	41,0	30,3	22,3	18,5	10,2	15,9	4,7	3,3	16,8
Rhône-Alpes	82,8	48,9	22,9	16,6	10,3	5,5	4,0	3,0	2,8	3,3	20,5
Métropole hors Ile-de-France	155,9	70,3	35,2	23,6	15,4	9,4	5,4	5,9	3,1	2,9	38,2
Ile-de-France	135,1	49,3	20,3	11,0	7,3	4,4	3,7	3,8	6,3	4,0	7,6
Métropole	155,4	69,4	34,4	22,6	14,5	8,4	4,7	5,0	3,2	3,5	32,6
Outre-mer	n.s.	32,2	22,0	26,7	23,8	23,9	14,9	12,1	10,2	-	17,1
France entière	155,4	69,3	34,3	22,7	14,7	9,0	5,3	5,6	3,4	3,5	32,1

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	93,6	43,5	25,8	17,1	11,9	7,3	5,5	6,3	3,4	2,6	10,3
- à un SAN ⁽²⁾	30,6	46,6	16,7	19,3	11,2	3,3	4,4	1,4	-	-	5,7
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	130,1	34,0	18,0	11,6	9,7	6,3	3,3	2,5	2,6	3,0	4,8
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	170,2	58,2	23,6	29,6	11,4	7,4	3,3	-	4,4	-	8,9
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	134,8	69,8	39,6	28,9	20,6	12,1	7,8	-	-	-	50,3
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	166,0	77,6	36,5	26,2	16,6	11,0	7,5	6,7	6,8	-	67,7
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	117,8	45,9	21,2	14,5	10,3	6,0	4,5	2,9	-	-	12,6
- autres communes isolées	159,9	66,8	33,4	19,0	13,1	12,1	5,3	6,0	6,3	4,0	30,4
- à un groupement à TPU⁽⁴⁾	131,5	63,4	33,9	22,3	14,8	8,4	5,2	5,6	3,2	2,9	21,3
- à un groupement à fiscalité additionnelle	166,0	77,6	36,4	26,3	16,5	10,8	7,1	6,7	5,7	-	66,2
- communes isolées	156,8	63,7	31,5	17,7	12,3	9,9	5,0	5,3	6,3	4,0	26,5

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Évolution de 2002 à 2003 des bases du foncier non bâti des communes et de leurs groupements

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	+1,6	+1,6	+1,5	+1,7	+2,1	+0,6	-0,6	+1,5	-2,3	-	+1,5
Aquitaine	+1,5	+1,5	+0,6	+1,5	+1,3	-3,1	-0,9	+0,7	-0,9	-	+1,2
Auvergne	+1,5	+1,6	+1,8	+1,2	+3,9	+4,8	+1,8	-	-2,8	-	+1,7
Bourgogne	+1,7	+1,7	+2,1	+1,3	+3,1	+4,1	-2,0	+6,8	-0,9	-	+1,8
Bretagne	+1,5	+1,7	+1,5	+1,4	+1,5	+2,7	-0,4	+1,4	+7,3	-	+1,6
Centre	+1,5	+1,4	+1,5	+2,2	0,0	-1,1	+2,6	+2,4	+0,3	-	+1,4
Champagne-Ardenne	+1,7	+1,5	+1,5	+1,5	+0,6	+2,3	+8,1	-3,5	+9,7	-	+1,7
Corse	+10,9	-5,5	+2,6	+6,7	-7,5	-2,9	+4,3	-16,5	-	-	-4,9
Franche-Comté	+1,4	+1,6	+1,3	+2,8	+2,3	+0,7	-1,7	-5,9	+31,7	-	+1,7
Languedoc-Roussillon	+1,5	+1,1	+1,4	+1,4	+2,1	+2,1	+3,8	+8,0	+0,4	-	+1,6
Limousin	+1,5	+1,5	+1,4	+1,1	+0,9	+1,1	-	+0,1	+0,1	-	+1,4
Lorraine	+1,5	+1,5	+1,3	+3,5	+0,3	-0,1	+2,6	-	-5,4	-	+1,4
Midi-Pyrénées	+1,5	+1,5	+1,3	+2,3	+1,5	+2,4	+1,2	+1,2	-	+4,6	+1,6
Nord-Pas-de-Calais	+1,3	+1,4	+1,6	+0,7	+1,3	+2,3	-0,7	-4,0	+3,8	-	+1,3
Basse-Normandie	+1,3	+1,4	+0,8	+0,7	+2,8	+1,5	-4,5	-	-11,7	-	+1,3
Haute-Normandie	+1,5	+1,2	+1,1	+0,9	+4,5	+4,8	+6,5	-5,3	-2,1	-	+1,5
Pays de la Loire	+1,4	+1,4	+1,0	+1,6	+1,0	-1,7	+5,7	-0,6	0,0	-	+1,2
Picardie	+1,5	+1,3	+1,6	0,0	+0,9	+0,9	-0,6	+12,8	+0,3	-	+1,4
Poitou-Charentes	+1,4	+1,5	+1,7	+1,6	+2,8	+1,6	+2,9	-0,7	-	-	+1,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+1,5	+1,3	+1,1	+1,1	+1,3	+1,7	+0,1	+5,7	-1,9	+1,8	+1,5
Rhône-Alpes	+1,6	+1,6	+1,9	+1,4	+0,1	+1,1	+2,0	-7,1	+3,2	-4,1	+1,4
Métropole hors Ile-de-France	+1,5	+1,5	+1,4	+1,5	+1,4	+1,2	+1,0	+2,1	+1,7	+0,4	+1,5
Ile-de-France	+1,4	+1,3	-0,3	+1,5	+0,8	+0,5	+0,8	-5,7	-13,8	-16,9	-1,9
Métropole	+1,5	+1,5	+1,3	+1,5	+1,4	+1,1	+0,9	-0,5	+0,9	-10,7	+1,3
Outre-mer	n.s.	+5,3	+2,3	+1,6	+2,0	+2,3	+2,4	+0,8	-0,4	-	+1,9
France entière	+1,5	+1,5	+1,3	+1,5	+1,4	+1,2	+1,2	-0,3	+0,8	-10,7	+1,3

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+1,5	+1,7	+1,6	+1,3	+1,7	+1,9	+0,9	+0,9	+1,3	-3,7	+1,4
- à un SAN ⁽²⁾	+6,5	-5,1	+1,1	+9,1	+1,1	+3,0	+2,3	+4,1	-	-	+1,8
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+2,1	+1,3	+0,7	+0,7	+0,7	+1,5	-0,6	+2,5	-0,7	+2,7	+0,9
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	+0,6	+1,3	-0,2	0,0	+1,9	+10,8	-5,3	-	+1,9	-	+1,6
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+1,5	+1,4	+1,2	+1,6	+1,3	+1,7	+2,7	-	-	-	+1,4
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+1,5	+1,5	+1,4	+1,6	+1,6	-0,1	+2,3	-1,6	+9,7	-	+1,5
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+1,5	+1,1	+1,1	+0,3	+1,4	-3,7	+2,7	-10,9	-	-	+0,6
- autres communes isolées	+1,6	+1,4	+1,3	+1,6	+1,0	+1,9	+0,4	-0,9	-13,8	-16,9	+0,7
- à un groupement à TPU⁽⁴⁾	+1,5	+1,4	+1,3	+1,5	+1,4	+1,8	+1,0	+1,0	+0,8	+0,4	+1,4
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+1,5	+1,5	+1,4	+1,6	+1,6	+0,2	+2,0	-1,6	+7,0	-	+1,5
- communes isolées	+1,6	+1,4	+1,3	+1,3	+1,1	+0,6	+1,3	-2,4	-13,8	-16,9	+0,7

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les bases nettes de taxe professionnelle des communes et de leurs groupements en 2003

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	518,8	1 249,6	2 375,0	2 463,9	2 461,6	1 809,8	2 484,6	1 721,1	1 746,2	-	1 791,8
Aquitaine	550,2	869,8	1 274,8	1 008,3	1 483,0	2 241,4	1 050,6	1 288,3	1 512,3	-	1 167,4
Auvergne	485,2	874,9	1 417,6	1 564,4	1 718,6	2 067,7	984,8	-	2 215,0	-	1 286,1
Bourgogne	506,3	1 065,8	1 427,8	1 918,9	2 156,0	1 691,5	1 591,5	2 337,9	1 446,9	-	1 348,0
Bretagne	574,4	694,2	939,7	1 247,2	1 718,4	1 667,6	1 185,7	1 366,2	1 094,0	-	1 148,5
Centre	495,6	1 179,7	1 401,2	1 521,9	1 704,6	2 128,0	1 757,0	1 481,8	1 404,2	-	1 415,8
Champagne-Ardenne	700,6	1 495,5	1 448,1	1 903,8	1 879,9	1 805,8	1 639,4	1 192,4	1 523,1	-	1 377,2
Corse	365,9	387,9	498,3	1 936,5	682,4	853,8	520,7	755,1	-	-	604,3
Franche-Comté	688,3	1 354,8	2 513,7	3 768,7	1 658,1	1 630,5	3 951,4	1 200,9	1 299,9	-	1 635,0
Languedoc-Roussillon	469,4	524,7	701,2	1 152,9	887,2	1 248,1	1 150,9	1 166,1	1 095,3	-	897,2
Limousin	454,3	705,3	1 090,2	839,3	1 180,1	1 563,2	-	1 654,0	1 633,4	-	1 056,9
Lorraine	514,8	1 148,8	2 198,5	2 085,3	1 861,2	2 107,0	1 223,0	-	1 632,5	-	1 536,4
Midi-Pyrénées	551,7	896,6	1 059,5	1 067,3	1 052,7	1 400,7	1 521,4	1 388,3	-	1 875,3	1 163,0
Nord-Pas-de-Calais	508,8	1 317,2	1 195,3	1 723,0	1 972,8	1 445,9	1 455,4	1 643,0	1 683,4	-	1 514,6
Basse-Normandie	3 077,6	927,2	1 271,6	1 665,7	1 494,8	1 914,3	1 359,0	-	1 454,0	-	1 642,8
Haute-Normandie	594,2	1 342,3	1 329,5	1 939,4	5 165,1	2 648,0	1 552,8	2 157,4	1 450,5	-	1 929,7
Pays de la Loire	487,0	745,0	1 334,1	1 484,3	1 782,6	1 785,4	1 276,3	1 719,7	1 410,3	-	1 313,4
Picardie	496,5	1 182,4	1 705,8	1 616,7	1 922,4	1 945,9	1 390,9	1 551,0	2 015,5	-	1 371,3
Poitou-Charentes	426,4	820,0	1 107,5	2 039,9	1 288,9	1 166,4	1 737,4	1 333,0	-	-	1 113,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	914,5	933,8	966,1	1 488,9	1 038,7	2 448,1	1 461,7	1 269,6	995,9	1 009,1	1 319,3
Rhône-Alpes	858,6	1 274,8	1 926,5	2 218,1	2 479,1	2 071,0	1 508,1	2 370,6	1 381,4	1 683,5	1 752,4
Métropole hors Ile-de-France	719,6	1 025,7	1 391,0	1 695,7	1 851,6	1 903,5	1 447,5	1 526,2	1 434,0	1 333,7	1 398,7
Ile-de-France	977,5	1 624,3	2 705,0	1 343,9	1 461,4	1 165,9	1 506,0	2 002,2	5 811,5	2 699,9	1 853,8
Métropole	724,8	1 050,2	1 463,6	1 669,8	1 807,0	1 748,9	1 470,5	1 726,2	1 529,4	2 040,4	1 482,8
Outre-mer	n.s.	607,1	761,7	340,9	360,0	580,4	1 143,4	721,4	989,3	-	801,8
France entière	725,0	1 049,1	1 461,2	1 650,8	1 766,6	1 698,1	1 451,9	1 645,8	1 515,2	2 040,4	1 464,2

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	961,8	1 310,5	1 536,6	1 836,2	1 814,1	1 687,7	1 262,0	1 478,0	1 355,4	1 510,8	1 483,5
- à un SAN ⁽²⁾	8 877,1	18 480,7	8 215,1	1 971,5	2 073,6	3 460,8	2 108,8	1 661,4	-	-	2 691,8
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	2 114,8	1 696,1	2 386,7	1 674,8	2 085,4	2 118,0	1 482,7	1 742,2	1 509,2	1 229,2	1 609,3
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	1 129,1	1 438,7	1 776,7	381,9	1 662,6	802,0	1 332,0	-	1 928,3	-	1 531,7
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	1 220,9	967,1	1 289,3	1 571,4	1 676,1	1 428,8	1 391,7	-	-	-	1 283,9
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	524,4	936,3	1 464,4	1 548,9	1 740,4	1 640,3	1 286,5	1 141,1	1 523,1	-	1 140,8
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	754,3	1 265,5	1 246,2	1 259,9	1 404,5	1 328,4	1 449,0	1 641,1	-	-	1 404,3
- autres communes isolées	650,2	1 236,1	1 568,6	1 833,2	1 757,2	1 748,4	1 911,1	2 054,9	5 811,5	2 699,9	1 886,1
- à un groupement à TPU⁽⁴⁾	1 208,3	1 084,8	1 441,1	1 698,0	1 801,9	1 750,5	1 359,8	1 522,3	1 401,3	1 333,7	1 467,8
- à un groupement à fiscalité additionnelle	524,7	937,4	1 466,6	1 533,6	1 739,1	1 605,5	1 291,1	1 141,1	1 701,6	-	1 150,5
- communes isolées	657,8	1 240,4	1 519,5	1 675,4	1 664,4	1 596,5	1 716,2	1 956,7	5 811,5	2 699,9	1 780,1

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les bases de taxe professionnelle des communes en 2003

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 Hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	549,9	996,6	1 436,9	1 632,2	1 837,3	1 909,3	1 382,1	1 694,8	1 701,6	-	1 229,7
Métropole	554,7	1 004,8	1 422,0	1 596,2	1 762,2	1 663,5	1 670,4	1 950,9	2 681,5	2 699,9	1 469,7
Outre-mer	n.s.	709,0	992,5	414,6	374,9	695,6	1 039,6	569,1	-	-	723,0
France entière	554,8	1 003,8	1 419,8	1 564,5	1 696,6	1 583,5	1 622,3	1 836,0	2 681,5	2 699,9	1 446,4

Évolution « brute » de 2002 à 2003 des bases de taxe professionnelle des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+3,1	+3,9	+4,4	-1,5	-1,6	-1,0	-3,5	-4,1	-3,7	-	-0,6
Aquitaine	+22,5	+14,1	+5,7	+9,7	+0,9	+14,3	+4,7	-2,2	+12,7	-	+8,3
Auvergne	+8,6	+2,8	+2,5	-0,8	-2,0	+0,5	+3,8	-	-7,1	-	-0,2
Bourgogne	+8,5	+2,5	+0,1	+2,9	+0,7	+1,0	+0,1	+1,9	+4,7	-	+2,0
Bretagne	+11,1	+9,6	+4,7	+8,7	-6,4	+4,2	-4,7	+16,5	+1,8	-	+3,4
Centre	+4,6	+21,8	+4,4	+2,0	-1,8	+1,0	-2,9	-6,2	+15,2	-	+5,3
Champagne-Ardenne	+8,2	+4,1	-0,8	-4,0	+0,6	-4,4	+0,7	+15,4	+2,2	-	+3,0
Corse ⁽⁶⁾	+30,9	+55,1	+43,0	+17,8	+42,2	+50,4	+28,0	+29,4	-	-	+34,0
Franche-Comté	+12,3	+5,6	+4,7	+0,7	+0,7	-1,9	-7,0	-14,3	+5,7	-	+1,8
Languedoc-Roussillon	+11,9	+7,1	+7,7	+3,0	+7,9	+7,1	+10,4	+7,3	+10,6	-	+8,2
Limousin	+4,5	+6,9	+8,8	+5,2	+3,9	+5,7	-	-0,2	-0,3	-	+3,5
Lorraine	+6,3	+3,2	+38,6	-1,2	+3,9	+0,4	+7,1	-	+5,3	-	+7,2
Midi-Pyrénées	+14,8	+6,8	+7,9	+2,3	+7,6	+9,7	+6,4	+9,9	-	-8,3	+3,5
Nord-Pas-de-Calais	+9,6	+4,8	-0,6	+4,0	-2,3	-0,1	-0,8	+0,1	-0,7	-	+0,2
Basse-Normandie	n.s.	+3,0	+6,0	+11,5	+3,1	-0,6	-3,2	-	+16,6	-	+49,5
Haute-Normandie	+12,1	+28,2	-1,5	+1,3	+6,8	+0,1	+3,4	-11,1	+3,8	-	+6,6
Pays de la Loire	+5,6	+6,5	+5,8	+3,6	+3,6	-0,6	+2,1	-10,4	-0,6	-	+1,4
Picardie	+3,8	+3,5	+0,9	+9,5	-0,4	-4,2	+3,5	-3,6	+3,4	-	+1,3
Poitou-Charentes	+8,1	+7,1	+5,0	+2,1	+0,6	+7,8	-4,6	+7,0	-	-	+3,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+7,1	+5,7	+2,7	+2,2	+5,1	+0,8	+3,3	+9,8	+10,4	+4,1	+3,9
Rhône-Alpes	+5,4	+4,3	+5,1	+3,9	+3,8	+1,7	+1,0	+1,8	-4,3	0,0	+2,5
Métropole hors Ile-de-France	+40,7	+7,6	+6,2	+3,2	+1,7	+1,6	+1,4	+1,5	+2,6	-0,8	+4,4
Ile-de-France	+2,8	-3,0	+31,9	+11,8	-2,0	-2,6	-10,8	-19,1	-11,2	-11,8	-10,2
Métropole	+39,3	+6,8	+8,4	+3,7	+1,3	+1,0	-3,9	-9,7	+1,3	-8,6	+0,6
Outre-mer	n.s.	+11,0	-2,5	-1,4	+5,1	+8,4	+4,7	+10,1	+12,5	-	+7,0
France entière	+39,3	+6,9	+8,4	+3,6	+1,3	+1,1	-3,5	-9,1	+1,5	-8,6	+0,7

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+13,6	+3,5	+15,9	+5,5	-1,4	+1,9	+2,1	+2,0	+4,5	-2,8	+2,6
- à un SAN ⁽²⁾	+15,6	-17,9	-0,4	+29,1	+4,9	-1,6	-15,2	-4,7	-	-	-7,8
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	-2,2	+7,2	+5,1	-2,8	-1,0	+2,6	-0,7	-3,9	+1,5	+0,7	+0,3
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	+11,8	+14,7	-6,1	+3,7	+1,2	+16,5	-4,8	-	-9,9	-	-5,6
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	n.s.	+13,9	+13,9	+2,4	+8,9	+3,6	-0,5	-	-	-	+15,3
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+6,8	+5,0	+2,8	+3,5	+0,8	-1,0	+3,6	-5,9	+2,2	-	+2,8
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+7,6	+5,3	+4,5	+9,2	-4,3	-1,2	-4,9	-14,3	-	-	-4,4
- autres communes isolées	+5,8	+4,4	+3,6	+2,9	+0,1	-1,2	-12,7	-21,7	-11,2	-11,8	-9,1
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	n.s.	+9,5	+13,7	+3,5	+2,0	+2,1	-0,4	+0,8	+3,5	-0,8	+4,8
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+6,8	+5,0	+2,7	+3,5	+0,8	-0,6	+2,7	-5,9	-4,3	-	+2,5
- communes isolées	+5,9	+4,5	+3,7	+4,2	-0,9	-1,2	-10,1	-20,4	-11,2	-11,8	-8,3

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine
(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes (6) : l'évolution observée pour la Corse résulte en partie de la fin
progressive du régime de zone franche qui lui était appliqué
n.s. : non significatif

Evolution⁽⁷⁾ entre 2002 et 2003 des bases de taxe professionnelle des communes

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Métropole hors Ile-de-France	+6,3	+4,8	+2,7	+2,7	+0,4	-1,0	+2,8	-0,4	-4,3	-	+2,3
Métropole	+6,3	+4,6	+2,8	+3,0	+0,6	-1,5	-9,9	-21,2	-8,0	-11,8	-5,0
Outre-mer	n.s.	+10,0	-3,7	-4,0	+5,9	+3,9	+1,7	+11,4	-	-	+4,5
France entière	+6,3	+4,6	+2,8	+2,9	+0,7	-1,3	-9,5	-20,4	-8,0	-11,8	-4,8

(7) : pour les communes isolées ou appartenant à des groupements de même nature juridique et de même régime fiscal

Évolution « à législation constante » de 2002 à 2003 des bases de taxe professionnelle des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+7,7	+12,6	+10,5	+1,7	+11,2	+14,3	-1,1	+0,5	-4,8	-	+5,5
Aquitaine	+19,5	+13,9	+9,8	+11,3	+6,3	+9,3	+0,3	+8,1	-0,5	-	+7,3
Auvergne	+13,9	+13,5	+12,9	+10,8	+3,6	+8,9	+15,3	-	-2,6	-	+7,9
Bourgogne	+8,1	+7,0	+6,8	+4,5	+7,3	+1,8	+8,4	+0,4	-5,0	-	+5,3
Bretagne	+6,9	+9,2	+4,9	+3,5	-7,6	+0,8	-5,1	+7,2	-5,5	-	+0,3
Centre	+8,8	+23,0	+10,8	+12,0	+6,2	+10,4	+3,4	+9,3	+19,6	-	+12,1
Champagne-Ardenne	+9,2	+8,3	+8,0	+6,8	+4,6	+3,0	+20,6	+2,6	+1,4	-	+6,8
Corse ⁽⁶⁾	-3,8	+1,2	-7,1	-0,3	-13,6	-3,0	-6,8	+42,4	-	-	+1,9
Franche-Comté	+14,4	+10,2	+11,7	+3,0	+10,7	+3,3	+6,4	-2,5	-3,9	-	+6,7
Languedoc-Roussillon	+8,1	+7,0	+11,6	+10,7	+9,1	+9,2	+8,8	+51,2	+9,2	-	+10,5
Limousin	+4,3	+11,7	+16,2	+13,1	+25,2	+7,3	-	+46,0	+36,4	-	+22,4
Lorraine	+6,4	+5,2	+36,6	+3,8	+7,7	+5,3	+7,7	-	-4,3	-	+8,4
Midi-Pyrénées	+10,4	+9,4	+7,2	+9,6	+10,3	+7,7	+1,8	-3,5	-	-4,2	+3,9
Nord-Pas-de-Calais	+6,8	+4,4	+7,1	+6,9	+4,2	+1,8	-0,3	+0,8	-4,3	-	+2,4
Basse-Normandie	n.s.	+10,5	+14,4	+20,5	+13,3	+12,9	+25,7	-	-2,5	-	+46,0
Haute-Normandie	+20,3	+25,5	+8,9	+12,2	+11,2	+7,1	+1,8	+26,5	+16,0	-	+12,8
Pays de la Loire	+13,7	+12,8	+11,7	+9,5	+10,5	+1,8	-3,7	+9,0	+10,0	-	+8,5
Picardie	+6,7	+7,5	+7,4	+18,8	+1,5	+8,9	+7,1	+19,5	-1,2	-	+7,5
Poitou-Charentes	+14,6	+12,2	+10,9	+7,1	+4,1	+9,5	-3,4	-3,5	-	-	+5,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+4,5	+8,9	+6,6	+6,5	+11,4	+6,7	+12,6	+15,4	+10,4	+7,7	+9,4
Rhône-Alpes	+5,6	+5,7	+7,7	+5,6	+5,8	+3,4	+0,3	-0,3	-2,6	+0,2	+3,5
Métropole hors Ile-de-France	+35,0	+10,4	+10,6	+7,4	+6,3	+5,9	+4,3	+7,2	+2,9	+2,0	+7,5
Ile-de-France	-0,8	+3,1	+23,2	+8,4	+4,2	+6,7	+3,0	-1,0	-2,5	+1,6	+2,5
Métropole	+33,6	+9,9	+11,7	+7,5	+6,1	+6,0	+3,7	+2,8	+2,4	+1,7	+6,2
Outre-mer	n.s.	+5,6	-4,5	-4,4	+2,5	+6,8	+5,9	+13,9	-1,4	-	+6,6
France entière	+33,6	+9,9	+11,6	+7,4	+6,1	+6,0	+3,8	+3,1	+2,3	+1,7	+6,2
Selon l'appartenance intercommunale											
- à une CA ⁽¹⁾	+9,1	+5,8	+17,6	+8,1	+2,8	+6,2	+5,8	+11,2	+3,6	+7,3	+6,6
- à un SAN ⁽²⁾	+8,4	+1,4	+1,4	+24,4	+2,7	+1,1	-7,4	+6,1	-	-	-1,9
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	-13,2	+0,5	+2,6	-2,3	-0,7	0,0	-0,8	-3,7	-3,4	-1,4	-1,6
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	+55,7	+39,7	+30,5	+37,7	+36,6	+39,8	+42,8	-	+37,3	-	+38,3
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	n.s.	+14,4	+14,5	+5,9	+11,6	+8,4	+8,0	-	-	-	+16,4
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+9,6	+11,6	+10,9	+11,0	+11,4	+12,6	+13,4	+17,5	+1,4	-	+11,4
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+5,4	+4,8	+3,8	+5,3	+3,2	+2,0	+2,0	+1,7	-	-	+2,5
- autres communes isolées	+3,5	+3,6	+4,7	+6,0	+2,8	+2,6	+2,2	-4,7	-2,5	+1,6	+1,1
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	n.s.	+11,2	+14,4	+6,2	+5,0	+5,2	+3,3	+8,0	+1,2	+2,0	+6,8
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+9,7	+11,7	+11,1	+11,1	+11,8	+13,2	+16,4	+17,5	+19,8	-	+12,4
- communes isolées	+3,7	+3,8	+4,6	+5,9	+2,9	+2,4	+2,2	-3,5	-2,5	+1,6	+1,3

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine
(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes (6) : l'évolution observée pour la Corse résulte en partie de la fin
progressive du régime de zone franche qui lui était appliqué
n.s. : non significatif

Evolution⁽⁷⁾ « à législation constante » entre 2002 et 2003 des bases de taxe professionnelle des communes

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Métropole hors Ile-de-France	+8,0	+9,7	+10,6	+9,7	+9,3	+11,3	+14,0	+11,9	+19,8	-	+10,6
Métropole	+7,6	+9,5	+9,5	+9,7	+8,9	+9,5	+5,7	-2,6	+8,1	+1,6	+5,8
Outre-mer	n.s.	+6,0	-4,9	-5,0	+0,2	+2,8	-0,1	+1,5	-	-	+1,0
France entière	+7,6	+9,4	+9,4	+9,6	+8,8	+9,2	+5,5	-2,5	+8,1	+1,6	+5,7

(7) : pour les communes isolées ou appartenant à des groupements de même nature juridique et de même régime fiscal

Les taux de taxe d'habitation des communes et de leurs groupements en 2003

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	9,57	9,81	10,36	12,00	13,24	14,31	16,71	16,92	21,23	-	14,09
Aquitaine	9,09	10,07	11,33	12,76	13,42	15,15	19,45	21,55	22,20	-	15,10
Auvergne	8,66	10,33	10,49	12,86	13,05	14,09	17,88	-	16,76	-	12,85
Bourgogne	7,76	9,09	10,59	12,92	12,64	12,81	17,79	17,98	19,24	-	12,39
Bretagne	12,39	12,75	13,46	13,42	14,57	16,92	19,74	16,66	22,47	-	15,66
Centre	9,98	11,58	13,33	13,53	14,85	16,00	19,17	16,64	20,89	-	14,88
Champagne-Ardenne	11,44	13,51	13,26	14,12	14,32	18,49	20,12	21,28	19,29	-	16,35
Corse	11,68	11,17	12,67	15,95	15,50	14,09	20,54	22,72	-	-	15,29
Franche-Comté	6,97	7,60	7,97	9,23	11,44	13,20	14,18	16,47	21,48	-	11,12
Languedoc-Roussillon	9,83	11,63	12,29	13,23	12,96	15,00	18,78	20,75	22,12	-	15,18
Limousin	8,69	10,26	9,67	11,75	11,69	12,37	-	15,98	17,37	-	12,68
Lorraine	8,34	9,93	11,36	11,43	14,47	14,14	18,42	-	18,24	-	13,56
Midi-Pyrénées	7,80	9,63	10,63	10,99	12,36	12,02	15,91	13,67	-	19,02	12,70
Nord-Pas-de-Calais	11,75	14,10	16,14	18,94	19,14	23,56	26,41	30,70	34,00	-	22,17
Basse-Normandie	8,71	9,89	10,60	10,97	12,02	14,25	17,27	-	16,28	-	12,01
Haute-Normandie	8,37	9,85	12,61	12,60	12,80	15,06	17,87	19,80	18,82	-	14,13
Pays de la Loire	12,47	13,68	13,60	14,84	14,09	15,27	20,52	17,72	19,28	-	15,94
Picardie	10,83	11,36	12,65	12,53	15,43	15,23	17,90	18,51	17,97	-	13,95
Poitou-Charentes	10,12	10,73	11,09	10,36	11,79	13,57	15,50	21,16	-	-	13,04
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9,15	10,22	10,52	11,80	12,98	14,69	16,36	18,62	20,39	20,48	15,77
Rhône-Alpes	9,13	9,84	10,09	10,37	11,40	13,85	16,63	17,90	19,72	20,28	13,40
Métropole hors Ile-de-France	9,24	10,73	11,74	12,47	13,51	15,31	18,31	19,57	20,49	20,12	14,71
Ile-de-France	6,94	8,67	10,92	12,44	13,24	13,98	15,02	11,94	9,55	8,80	12,12
Métropole	9,16	10,60	11,68	12,47	13,47	14,94	16,74	15,66	20,02	12,47	14,00
Outre-mer	n.s.	15,56	12,00	13,53	13,61	13,56	15,73	18,40	17,73	-	16,04
France entière	9,16	10,60	11,68	12,48	13,47	14,92	16,72	15,75	19,98	12,47	14,03

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	9,90	11,33	11,89	12,79	13,61	14,84	17,23	17,57	19,37	18,79	16,24
- à un SAN ⁽²⁾	3,70	10,02	10,47	14,56	13,22	14,00	15,37	11,22	-	-	14,17
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	19,69	17,34	16,47	16,71	17,50	20,31	21,78	26,09	23,33	21,14	21,52
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	10,37	10,62	12,00	13,74	14,29	17,58	18,12	-	18,34	-	17,37
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	9,19	10,78	11,82	12,62	13,43	14,43	15,97	-	-	-	12,26
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	9,53	10,69	11,85	11,91	13,08	14,62	17,75	13,86	19,29	-	11,98
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	7,80	9,44	10,65	11,55	12,58	13,91	15,68	14,28	-	-	13,78
- autres communes isolées	8,18	9,70	10,43	11,54	12,25	13,48	13,70	12,35	9,55	8,80	10,83
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	9,26	11,00	12,01	13,01	13,96	15,44	17,76	18,35	20,55	20,12	15,98
- à un groupement à fiscalité additionnelle	9,53	10,69	11,86	11,94	13,10	14,73	17,79	13,86	18,88	-	12,12
- communes isolées	8,15	9,66	10,47	11,54	12,35	13,64	14,53	12,79	9,55	8,80	11,45

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les taux de taxe d'habitation des communes en 2003

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	7,79	9,68	10,94	11,79	12,81	14,63	17,73	19,39	19,35	20,10	13,92
Métropole	7,75	9,60	10,89	11,81	12,80	14,35	16,30	15,52	18,93	12,47	13,37
Outre-mer	n.s.	13,49	8,86	10,66	12,09	12,33	15,34	18,17	17,73	-	15,41
France entière	7,75	9,60	10,89	11,80	12,80	14,31	16,27	15,61	18,91	12,47	13,39

Évolution de 2002 à 2003 des taux de taxe d'habitation des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+2,6	+2,6	+2,3	+2,3	+2,7	+2,7	+1,6	+1,0	+7,5	-	+4,0
Aquitaine	+2,1	+4,1	+8,6	+4,0	+5,3	+1,9	+3,5	+2,0	+1,0	-	+3,4
Auvergne	+1,6	+1,9	+1,6	+1,3	+1,8	+1,7	+1,5	-	0,0	-	+1,4
Bourgogne	+2,5	+2,0	+1,8	+0,7	+2,5	+1,9	+0,2	+2,5	+1,0	-	+1,5
Bretagne	+1,8	+1,7	+1,9	+2,4	+2,1	+1,6	+2,3	+2,1	-2,9	-	+0,9
Centre	+1,5	+1,4	+1,1	+0,9	+1,1	+0,4	+1,2	-0,3	0,0	-	+0,8
Champagne-Ardenne	+1,9	+2,1	+2,7	+3,9	+3,4	+1,2	+3,6	+2,1	+4,7	-	+2,9
Corse	+4,3	+2,1	+2,6	+4,6	+4,9	+1,5	0,0	0,0	-	-	+1,7
Franche-Comté	+3,6	+3,1	+2,4	+2,0	+0,7	+1,6	+1,8	+2,0	+2,1	-	+2,2
Languedoc-Roussillon	+1,2	+1,1	+2,2	+3,5	+3,0	+2,8	+0,5	-0,5	+1,0	-	+1,7
Limousin	+2,0	+2,3	+2,6	+2,9	+2,7	+1,8	-	0,0	+1,0	-	+1,6
Lorraine	+1,9	+2,1	+1,8	0,0	+0,9	+2,3	+1,3	-	+0,5	-	+1,3
Midi-Pyrénées	+2,9	+2,9	+2,5	+2,9	+2,1	+2,2	+1,4	0,0	-	+0,8	+1,8
Nord-Pas-de-Calais	+1,1	+1,5	+1,4	+1,6	+2,4	+1,0	+1,3	+1,8	+2,0	-	+1,6
Basse-Normandie	+3,4	+2,5	+1,3	+1,4	+1,3	+1,5	+1,0	-	0,0	-	+1,5
Haute-Normandie	+1,5	+2,1	+3,1	+2,2	+1,7	+1,3	+2,1	-1,0	+3,0	-	+2,1
Pays de la Loire	+1,4	+1,8	+1,8	+2,3	+1,3	+1,6	+1,9	0,0	+1,5	-	+1,5
Picardie	+2,8	+2,3	+3,0	+2,7	+2,4	+1,5	+3,2	+1,1	0,0	-	+2,1
Poitou-Charentes	+0,7	+1,2	+1,7	+1,5	+2,6	+1,1	+4,1	+3,0	-	-	+2,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+1,3	+0,4	+2,6	+1,3	+2,2	+0,5	+1,7	-0,1	0,0	0,0	+0,8
Rhône-Alpes	+2,5	+2,1	+1,7	+1,8	+1,5	+1,6	+1,6	+1,1	-0,6	+0,2	+1,2
Métropole hors Ile-de-France	+2,1	+2,0	+2,4	+2,1	+2,2	+1,4	+1,8	+1,0	+1,1	+0,2	+1,6
Ile-de-France	+1,8	+1,8	+2,2	+2,1	+1,7	0,0	+2,4	+2,4	+3,0	0,0	+1,5
Métropole	+2,1	+2,0	+2,3	+2,1	+2,2	+1,0	+2,1	+1,6	+1,1	+0,1	+1,6
Outre-mer	n.s.	+0,3	+7,2	+7,5	+6,0	+6,3	+0,5	+1,8	+12,0	-	+3,7
France entière	+2,1	+2,0	+2,3	+2,1	+2,2	+1,1	+2,0	+1,6	+1,3	+0,1	+1,6
Selon l'appartenance intercommunale											
- à une CA ⁽¹⁾	+1,2	+1,4	+1,9	+2,4	+2,0	+0,4	+1,8	+0,9	+0,4	+0,4	+1,1
- à un SAN ⁽²⁾	0,0	-5,5	+1,1	-1,5	+0,9	+0,1	+2,1	0,0	-	-	+1,2
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+17,1	+0,7	0,0	+1,2	+1,5	+1,3	+1,4	+1,6	+2,5	+0,1	+1,4
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	0,0	+0,3	+0,6	+2,1	+1,0	+2,1	+1,8	-	+1,9	-	+1,8
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+1,4	+2,0	+2,8	+1,7	+2,8	+1,7	+3,7	-	-	-	+2,3
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+2,7	+2,5	+2,6	+2,5	+2,3	+2,7	+1,2	+2,6	+4,7	-	+2,5
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+2,4	+1,7	+3,1	+1,8	+3,4	+0,7	+2,1	+2,4	-	-	+2,1
- autres communes isolées	+1,4	+1,3	+1,8	+2,2	+1,5	+1,1	+2,8	+2,5	+3,0	0,0	+1,5
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+1,5	+1,8	+2,3	+1,9	+2,2	+0,9	+1,9	+1,0	+1,1	+0,2	+1,4
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+2,7	+2,5	+2,6	+2,5	+2,3	+2,7	+1,3	+2,6	+3,5	-	+2,5
- communes isolées	+1,4	+1,4	+2,0	+2,1	+2,0	+1,0	+2,5	+2,5	+3,0	0,0	+1,6

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine
(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes
n.s. : non significatif

Evolution entre 2002 et 2003 des taux de taxe d'habitation des communes

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Métropole hors Ile-de-France	+1,4	+1,6	+1,7	+2,0	+1,9	+1,1	+2,0	+1,2	+0,8	+0,2	+1,4
Métropole	+1,4	+1,5	+1,7	+2,0	+1,8	+0,7	+2,3	+1,6	+0,9	+0,1	+1,4
Outre-mer	n.s.	+0,3	0,0	+3,9	+2,3	+4,0	+0,6	+0,9	+12,0	-	+3,0
France entière	+1,4	+1,5	+1,7	+2,1	+1,8	+0,8	+2,2	+1,6	+1,1	+0,1	+1,4

Les taux du foncier bâti des communes et de leurs groupements en 2003

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	10,91	10,89	10,84	12,02	13,42	14,48	14,55	17,20	20,60	-	14,47
Aquitaine	12,16	14,11	17,70	18,62	19,62	21,88	24,59	26,20	27,14	-	20,63
Auvergne	11,90	14,42	15,92	17,96	19,03	20,05	24,75	-	19,43	-	17,93
Bourgogne	11,82	14,57	18,24	20,88	20,91	22,02	25,91	24,37	23,58	-	19,45
Bretagne	15,95	16,56	17,13	17,61	18,73	20,37	23,85	22,76	24,16	-	19,56
Centre	13,95	16,26	21,00	20,21	23,16	26,15	28,17	24,47	25,05	-	21,88
Champagne-Ardenne	15,73	18,86	19,44	19,80	19,53	24,39	30,53	27,01	28,56	-	22,85
Corse	9,59	9,13	9,76	10,58	14,27	10,04	19,68	17,02	-	-	12,68
Franche-Comté	11,53	12,46	13,93	15,41	18,86	23,02	21,83	18,63	23,29	-	16,65
Languedoc-Roussillon	16,49	17,99	19,52	18,72	20,45	25,49	31,96	27,65	27,94	-	23,26
Limousin	11,66	15,02	18,24	18,64	18,41	24,75	-	33,05	16,60	-	18,33
Lorraine	10,81	11,38	13,10	13,08	17,10	14,36	21,20	-	17,73	-	15,14
Midi-Pyrénées	12,61	16,07	17,58	19,96	20,51	21,84	29,18	30,13	-	21,36	20,33
Nord-Pas-de-Calais	12,92	15,08	17,82	21,26	24,05	27,79	27,60	26,80	24,03	-	23,77
Basse-Normandie	17,53	18,57	20,25	23,67	23,73	23,74	27,10	-	28,85	-	22,16
Haute-Normandie	17,80	17,91	25,47	24,81	23,98	28,44	29,81	35,03	24,15	-	24,17
Pays de la Loire	17,60	17,58	16,45	19,77	17,75	18,60	22,05	22,96	25,32	-	20,20
Picardie	15,89	17,73	21,30	21,03	21,99	25,33	26,76	32,74	27,76	-	22,42
Poitou-Charentes	15,75	16,84	18,78	18,70	21,92	28,47	29,73	29,75	-	-	21,99
Provence-Alpes-Côte d'Azur	15,90	15,55	14,79	16,90	17,38	20,88	21,85	21,27	22,33	19,17	19,52
Rhône-Alpes	16,16	14,30	14,73	15,77	18,40	20,17	22,53	22,42	24,24	16,17	18,19
Métropole hors Ile-de-France	14,18	15,38	16,86	17,99	19,58	21,87	24,82	24,65	24,12	18,80	19,96
Ile-de-France	11,11	13,02	15,09	16,73	16,25	18,78	17,45	13,61	6,62	7,11	13,09
Métropole	14,06	15,23	16,70	17,87	19,07	21,08	21,23	18,44	23,11	10,32	17,82
Outre-mer	n.s.	26,22	13,46	29,93	25,20	22,98	22,78	26,73	22,65	-	23,98
France entière	14,03	15,25	16,69	17,94	19,14	21,11	21,28	18,75	23,10	10,32	17,91

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	13,96	15,72	16,77	18,72	20,55	22,03	23,45	22,70	24,52	20,74	22,04
- à un SAN ⁽²⁾	9,01	17,32	25,31	25,89	23,61	28,00	22,96	24,00	-	-	24,13
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	16,41	17,11	15,49	17,92	19,49	21,53	23,40	27,73	22,75	17,36	21,27
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	17,15	16,94	18,17	21,91	24,52	25,63	27,30	-	22,02	-	23,53
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	14,04	14,89	17,02	17,75	19,21	22,70	24,97	-	-	-	18,02
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	14,46	16,11	17,48	18,96	19,25	21,28	24,79	21,46	28,56	-	18,13
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	10,74	11,83	14,58	14,60	14,10	16,64	17,50	13,22	-	-	15,54
- autres communes isolées	13,32	14,18	14,62	15,87	17,16	17,68	16,46	13,63	6,62	7,11	12,01
- à un groupement à TPU⁽⁴⁾	14,02	15,15	16,97	18,26	20,03	22,40	23,54	23,36	23,97	18,80	20,97
- à un groupement à fiscalité additionnelle	14,46	16,11	17,49	18,99	19,31	21,43	25,05	21,46	25,76	-	18,28
- communes isolées	13,10	13,82	14,61	15,48	16,25	17,29	16,85	13,55	6,62	7,11	12,65

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les taux du foncier bâti des communes en 2003

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	11,84	13,70	15,65	16,93	18,62	20,96	24,09	24,37	22,99	18,78	18,88
Métropole	11,78	13,62	15,55	16,86	18,17	20,30	20,70	18,28	22,04	10,31	17,01
Outre-mer	n.s.	20,66	11,33	24,53	22,70	20,94	22,28	26,37	22,65	-	23,04
France entière	11,76	13,64	15,54	16,90	18,22	20,31	20,75	18,58	22,05	10,31	17,10

Évolution de 2002 à 2003 des taux du foncier bâti des communes et de leurs groupements

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	+2,6	+2,7	+2,3	+2,6	+2,5	+2,5	+1,7	+1,0	+7,5	-	+4,0
Aquitaine	+2,2	+3,1	+5,8	+3,7	+4,0	+2,0	+4,0	+1,9	+1,0	-	+3,1
Auvergne	+1,6	+1,2	+1,4	+1,0	+0,8	+1,5	+1,4	-	+4,9	-	+1,8
Bourgogne	+2,1	+1,8	+1,5	+1,0	+2,4	+1,5	+0,2	+2,5	+0,9	-	+1,4
Bretagne	+1,5	+1,5	+2,0	+2,4	+2,0	+3,2	+1,8	+1,8	+5,2	-	+2,6
Centre	+1,5	+1,4	+0,9	+0,9	+1,8	+1,0	+0,6	-0,3	0,0	-	+0,9
Champagne-Ardenne	+1,6	+6,1	+3,0	+3,9	+3,0	+1,0	+3,6	+2,3	+2,5	-	+3,1
Corse	+3,6	0,0	+2,1	+5,6	+5,4	+1,5	0,0	0,0	-	-	+1,3
Franche-Comté	+3,4	+2,7	+2,1	+1,9	+0,9	+1,0	+1,9	+2,0	+2,1	-	+2,0
Languedoc-Roussillon	+0,7	0,0	+1,4	+3,8	+2,6	+3,8	+0,7	-0,5	+1,0	-	+1,5
Limousin	+1,9	+1,4	+2,0	+2,1	+2,1	+1,5	-	0,0	+1,0	-	+1,3
Lorraine	+1,8	+1,9	+2,0	-0,6	+1,7	+2,6	+0,9	-	+0,5	-	+1,4
Midi-Pyrénées	+1,8	+1,8	+2,3	+3,3	+2,3	+0,5	+1,4	-0,3	-	+0,8	+1,4
Nord-Pas-de-Calais	+1,8	+1,1	+1,9	+1,9	+2,5	+2,0	+2,2	+2,8	+2,0	-	+2,2
Basse-Normandie	+3,3	+2,6	+1,5	+1,2	+1,1	+1,3	+0,9	-	0,0	-	+1,5
Haute-Normandie	-1,1	+2,2	+2,0	-0,3	+1,2	+1,1	+1,9	-1,0	0,0	-	+0,9
Pays de la Loire	+1,4	+1,8	+1,4	+2,6	+1,9	+3,3	+2,4	0,0	+1,4	-	+1,7
Picardie	+1,1	+1,7	+2,6	+2,4	+0,8	+1,1	+2,7	-0,9	0,0	-	+1,3
Poitou-Charentes	0,0	+0,8	+1,5	+1,2	+2,1	+1,1	+3,5	+2,5	-	-	+1,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+1,1	+1,0	+2,0	+1,0	+3,3	+0,9	+1,9	+1,0	0,0	0,0	+1,1
Rhône-Alpes	+1,7	+1,9	+2,1	+1,4	+2,5	+2,1	+1,5	+1,1	-0,6	+0,2	+1,4
Métropole hors Ile-de-France	+1,6	+1,9	+2,1	+1,9	+2,3	+1,8	+1,9	+1,2	+1,5	+0,2	+1,7
Ile-de-France	+1,0	+1,5	+2,0	+2,3	+1,7	+1,0	+2,3	+2,1	+3,1	0,0	+1,6
Métropole	+1,6	+1,8	+2,1	+1,9	+2,2	+1,6	+2,0	+1,5	+1,5	+0,1	+1,7
Outre-mer	n.s.	0,0	+3,0	+6,7	+4,5	+3,8	+0,7	+2,0	+12,0	-	+3,2
France entière	+1,6	+1,8	+2,1	+2,0	+2,3	+1,6	+2,0	+1,6	+1,7	+0,1	+1,7

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+0,7	+1,2	+1,7	+2,4	+2,1	+1,3	+2,0	+1,1	+1,3	+0,4	+1,5
- à un SAN ⁽²⁾	0,0	-0,4	+1,9	+5,7	+0,9	+0,4	+1,6	0,0	-	-	+1,1
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+21,3	+1,6	+0,5	+1,6	+2,8	+2,7	+1,3	+1,9	+2,6	+0,1	+1,7
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	0,0	+0,1	+0,7	+2,2	+1,2	+2,2	+1,8	-	+2,0	-	+1,8
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+1,2	+1,5	+2,4	+1,6	+2,5	+1,4	+3,4	-	-	-	+2,0
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+1,9	+2,6	+2,3	+2,1	+2,4	+2,8	+1,2	+1,0	+2,5	-	+2,3
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+1,5	+1,5	+2,2	+1,4	+3,3	+1,1	+2,0	+2,5	-	-	+2,0
- autres communes isolées	+1,2	+1,1	+1,7	+1,9	+1,7	+1,6	+2,5	+2,3	+3,1	0,0	+1,5
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+1,2	+1,4	+2,0	+2,0	+2,3	+1,5	+2,0	+1,2	+1,7	+0,2	+1,6
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+1,9	+2,6	+2,3	+2,1	+2,4	+2,8	+1,3	+1,0	+2,3	-	+2,2
- communes isolées	+1,2	+1,2	+1,8	+1,7	+2,1	+1,4	+2,3	+2,4	+3,1	0,0	+1,6

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Evolution entre 2002 et 2003 des taux du foncier bâti des communes

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	+1,1	+1,4	+1,7	+1,9	+2,0	+1,6	+2,2	+1,5	+1,4	+0,2	+1,6
Métropole	+1,1	+1,3	+1,6	+1,9	+1,9	+1,4	+2,3	+1,7	+1,4	+0,1	+1,6
Outre-mer	n.s.	0,0	0,0	+4,0	+1,5	+1,7	+0,9	+0,9	+12,0	-	+2,5
France entière	+1,1	+1,3	+1,6	+2,0	+1,9	+1,4	+2,3	+1,7	+1,7	+0,1	+1,6

Les taux du foncier non bâti des communes et de leurs groupements en 2003

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	54,43	52,77	50,34	48,44	54,77	53,85	65,21	51,20	74,84	-	53,15
Aquitaine	50,39	49,88	53,42	56,05	56,79	53,15	67,42	54,29	83,65	-	51,78
Auvergne	48,38	52,22	60,71	64,11	68,51	71,01	85,48	-	50,87	-	52,12
Bourgogne	30,68	36,69	41,88	51,85	49,10	66,46	43,89	68,43	74,73	-	34,50
Bretagne	49,14	46,26	46,62	45,68	48,05	54,65	51,45	51,41	40,30	-	46,99
Centre	30,94	36,62	43,02	43,30	54,24	53,73	51,34	41,85	35,71	-	35,71
Champagne-Ardenne	19,83	21,51	24,88	29,26	24,04	32,22	44,53	40,50	26,45	-	21,01
Corse	45,01	58,10	67,09	55,90	60,09	89,78	63,03	46,24	-	-	62,53
Franche-Comté	21,67	25,04	30,68	29,49	44,22	38,89	34,26	81,21	25,42	-	23,72
Languedoc-Roussillon	80,81	71,83	64,90	62,94	72,14	78,98	71,93	63,84	62,40	-	71,92
Limousin	58,48	62,46	68,44	71,94	84,21	79,20	-	96,68	53,72	-	62,34
Lorraine	26,42	35,68	39,76	35,47	40,38	43,86	47,84	-	50,36	-	31,23
Midi-Pyrénées	70,57	84,60	96,50	103,76	105,30	108,45	107,15	102,23	-	82,49	81,45
Nord-Pas-de-Calais	36,72	43,51	51,03	56,61	61,96	66,37	53,01	64,19	16,65	-	45,64
Basse-Normandie	29,13	34,45	38,57	41,79	43,56	50,49	47,40	-	29,92	-	32,28
Haute-Normandie	34,82	40,17	57,50	51,57	55,14	60,32	48,15	72,31	25,76	-	39,09
Pays de la Loire	35,19	38,13	40,28	43,10	43,34	50,02	58,91	45,28	42,82	-	39,17
Picardie	32,50	37,20	42,89	51,29	46,61	61,98	59,44	56,79	15,52	-	35,53
Poitou-Charentes	44,62	46,14	50,27	52,88	48,82	60,80	54,20	58,35	-	-	46,59
Provence-Alpes-Côte d'Azur	54,38	49,20	52,90	52,06	51,66	46,58	43,40	45,42	15,16	23,87	47,49
Rhône-Alpes	46,91	45,27	49,71	46,84	52,50	54,44	59,63	44,75	44,32	18,28	46,97
Métropole hors Ile-de-France	36,49	43,44	48,69	50,51	54,30	57,94	55,79	51,80	41,06	27,56	42,69
Ile-de-France	33,72	42,65	55,26	63,10	66,24	61,73	57,53	27,62	8,30	13,50	43,44
Métropole	36,44	43,42	48,91	50,97	54,99	58,36	56,32	44,18	39,67	19,15	42,72
Outre-mer	n.s.	46,14	30,63	30,78	40,89	42,13	40,43	30,33	12,40	-	37,38
France entière	36,44	43,42	48,87	50,63	54,35	56,49	53,78	41,77	37,51	19,15	42,65

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	39,39	46,54	51,84	53,62	59,01	57,78	50,83	41,92	39,58	44,80	49,89
- à un SAN ⁽²⁾	33,77	35,18	57,63	59,49	69,67	60,59	71,36	31,98	-	-	63,69
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	55,07	51,40	47,20	52,90	50,87	53,73	58,45	60,62	41,30	18,84	47,24
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	32,22	33,09	38,99	36,79	54,79	63,97	56,01	-	34,29	-	41,99
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	41,22	45,00	49,38	48,88	56,77	59,83	66,16	-	-	-	46,04
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	35,82	42,99	48,26	49,61	49,64	52,17	47,62	44,46	26,45	-	40,41
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	41,32	45,27	54,60	51,79	47,93	63,54	67,57	33,83	-	-	49,73
- autres communes isolées	32,67	39,41	45,27	54,04	47,88	53,28	45,03	39,16	8,30	13,50	37,31
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	41,15	45,27	49,99	50,69	57,42	58,18	54,75	43,18	40,00	27,56	47,14
- à un groupement à fiscalité additionnelle	35,82	42,97	48,21	49,42	49,70	52,51	48,01	44,46	29,10	-	40,41
- communes isolées	33,15	40,02	46,22	53,53	47,89	55,52	53,69	38,46	8,30	13,50	38,61

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les taux du foncier non bâti des communes en 2003

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Métropole hors Ile-de-France	30,45	38,81	45,62	47,71	52,02	55,93	54,51	51,21	38,88	27,54	38,05
Métropole	30,48	38,87	45,87	48,17	52,72	56,37	55,02	43,70	37,57	19,14	38,22
Outre-mer	n.s.	40,95	23,01	23,88	38,02	39,67	39,48	29,67	12,40	-	35,37
France entière	30,47	38,87	45,82	47,77	52,06	54,46	52,53	41,26	35,59	19,14	38,18

Évolution de 2002 à 2003 des taux du foncier non bâti des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+2,5	+2,7	+2,5	+1,9	+2,4	+2,2	+1,2	+1,0	+4,3	-	+2,6
Aquitaine	+1,4	+2,3	+3,3	+3,8	+4,4	+1,7	+3,1	+1,6	+1,0	-	+2,3
Auvergne	+1,1	+1,3	+1,2	+0,4	+0,2	+1,4	+0,3	-	0,0	-	+1,1
Bourgogne	+1,9	+1,3	+1,4	+1,2	+2,5	+1,4	+0,2	+2,5	+1,0	-	+1,6
Bretagne	+0,7	+1,1	+1,0	+1,0	+0,9	+0,7	+1,9	+2,0	-2,7	-	+1,0
Centre	+1,0	+1,0	+0,6	+0,9	+0,9	+1,7	+1,6	-1,4	0,0	-	+1,0
Champagne-Ardenne	+1,9	+2,1	+3,3	+1,9	+3,1	+1,1	+3,2	+3,2	+3,7	-	+2,1
Corse	+3,7	+0,8	+0,7	+5,1	+3,4	+1,5	0,0	0,0	-	-	+1,3
Franche-Comté	+3,4	+3,2	+2,9	+0,9	+1,0	+1,5	+0,7	+2,0	+2,1	-	+3,1
Languedoc-Roussillon	+0,6	-0,3	+1,1	+1,8	+1,6	+2,5	+0,6	-0,5	+1,3	-	+0,7
Limousin	+1,1	+2,0	+2,4	+2,5	+2,6	+1,5	-	0,0	+1,0	-	+1,6
Lorraine	+1,2	+1,8	+1,2	-0,5	+1,5	+1,7	+1,3	-	+0,2	-	+1,3
Midi-Pyrénées	+1,5	+1,4	+2,3	+1,6	+1,5	+2,4	+1,1	-1,0	-	+0,8	+1,5
Nord-Pas-de-Calais	+0,9	+0,8	+0,4	+1,4	+1,5	+0,4	+0,4	+0,8	+2,0	-	+0,8
Basse-Normandie	+2,2	+2,1	+1,5	+1,0	+0,9	+1,4	+0,5	-	0,0	-	+2,1
Haute-Normandie	+1,0	+1,9	+2,1	+1,6	+1,2	+1,4	+0,7	-1,0	0,0	-	+1,4
Pays de la Loire	+1,0	+1,2	+1,0	+1,7	+1,0	+1,5	+1,3	+0,1	+1,6	-	+1,2
Picardie	+1,7	+1,7	+2,9	+1,4	+1,2	+1,7	+2,4	+1,0	0,0	-	+1,8
Poitou-Charentes	-0,2	+0,1	+0,8	+0,7	+1,6	+0,3	+5,6	+1,4	-	-	+0,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+0,7	+0,8	+2,7	+0,3	+1,0	-0,5	+2,1	+0,8	0,0	0,0	+1,0
Rhône-Alpes	+1,4	+1,4	+1,2	+1,6	+1,5	+1,3	+1,4	-0,3	-2,5	-17,5	+1,2
Métropole hors Ile-de-France	+1,4	+1,3	+1,5	+1,4	+1,6	+1,1	+1,6	+0,6	+0,8	-3,4	+1,4
Ile-de-France	+1,1	+1,7	+1,6	+1,6	+1,3	+0,5	+1,4	+1,8	+3,0	0,0	+1,3
Métropole	+1,4	+1,3	+1,5	+1,4	+1,6	+1,1	+1,6	+0,8	+0,8	-2,0	+1,4
Outre-mer	n.s.	-2,8	+1,4	+4,2	+2,5	+4,0	0,0	+1,7	+12,0	-	+2,0
France entière	+1,4	+1,3	+1,5	+1,4	+1,6	+1,3	+1,4	+0,9	+1,1	-2,0	+1,4

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+0,9	+0,7	+1,2	+1,4	+1,3	+0,1	+0,9	+0,4	+0,5	+0,4	+0,9
- à un SAN ⁽²⁾	0,0	-1,5	+0,8	-2,2	+0,4	-0,3	+2,9	0,0	-	-	+1,1
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+33,3	+0,8	+0,5	+1,6	+1,8	+0,8	+1,1	+0,9	+2,0	-7,5	+1,1
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	0,0	+0,2	+0,8	+2,8	+1,1	+2,0	+1,2	-	+2,0	-	+1,4
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+0,5	+1,0	+1,6	+1,1	+1,8	+1,6	+2,5	-	-	-	+1,0
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+1,9	+1,8	+1,8	+1,9	+1,7	+3,4	+1,0	+1,1	+3,7	-	+1,9
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+0,8	+1,4	+1,7	+1,8	+3,0	+0,7	+2,0	+1,3	-	-	+1,5
- autres communes isolées	+0,8	+0,9	+1,0	+1,4	+1,2	+1,1	+1,3	+2,0	+3,0	0,0	+0,9
- à un groupement à TPU⁽⁴⁾	+0,6	+0,9	+1,5	+1,2	+1,6	+0,8	+1,3	+0,5	+0,9	-3,4	+1,0
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+1,9	+1,8	+1,8	+1,9	+1,7	+3,3	+1,0	+1,1	+3,0	-	+1,9
- communes isolées	+0,8	+1,0	+1,1	+1,5	+1,6	+1,0	+1,6	+2,0	+3,0	0,0	+1,0

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Evolution entre 2002 et 2003 des taux du foncier non bâti des communes

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Métropole hors Ile-de-France	+0,8	+1,0	+1,2	+1,2	+1,3	+1,0	+1,9	+1,8	+0,6	+0,3	+1,0
Métropole	+0,8	+1,0	+1,2	+1,2	+1,2	+1,0	+1,9	+1,8	+0,6	+0,1	+1,0
Outre-mer	n.s.	-3,2	0,0	+4,9	+1,5	+3,2	+0,2	+1,4	+12,0	-	+1,7
France entière	+0,8	+1,0	+1,2	+1,3	+1,2	+1,2	+1,7	+1,8	+0,9	+0,1	+1,0

Les taux de taxe professionnelle des communes et de leurs groupements en 2003

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	10,39	10,20	10,58	10,85	12,22	12,46	14,24	13,08	19,58	-	13,28
Aquitaine	12,68	12,02	14,75	15,12	17,33	22,32	21,35	24,03	27,56	-	18,68
Auvergne	13,21	12,26	12,52	12,30	13,81	14,26	20,49	-	13,01	-	13,72
Bourgogne	7,97	8,84	9,95	13,48	12,85	14,28	16,51	15,54	15,73	-	12,58
Bretagne	10,97	11,55	11,91	12,36	14,87	14,74	16,92	15,60	17,65	-	14,15
Centre	9,13	10,20	11,42	11,62	13,04	16,25	15,50	17,78	17,17	-	13,62
Champagne-Ardenne	7,90	9,77	9,82	13,35	13,12	13,04	17,26	16,31	21,35	-	13,58
Corse	19,51	15,54	16,34	16,69	16,92	20,55	25,77	24,77	-	-	20,19
Franche-Comté	7,42	7,75	9,98	12,45	12,04	14,26	15,72	21,57	16,87	-	11,86
Languedoc-Roussillon	15,02	15,45	15,80	15,24	18,59	20,23	19,86	22,32	21,87	-	18,82
Limousin	15,53	14,50	15,31	17,29	15,34	17,16	-	20,32	15,19	-	15,96
Lorraine	8,05	9,29	8,85	10,98	13,48	12,03	17,57	-	19,12	-	12,36
Midi-Pyrénées	16,36	15,93	15,73	19,27	16,88	17,96	21,48	18,02	-	18,65	18,02
Nord-Pas-de-Calais	10,51	13,54	14,66	13,68	17,17	21,42	21,29	23,61	22,77	-	18,65
Basse-Normandie	5,53	9,53	9,82	13,19	13,76	13,36	16,93	-	18,72	-	10,38
Haute-Normandie	10,97	10,86	12,55	12,07	12,47	15,13	15,83	17,12	16,27	-	13,51
Pays de la Loire	10,31	10,98	11,47	14,28	13,52	16,85	19,35	16,80	18,40	-	14,91
Picardie	8,86	9,33	11,01	13,29	13,33	14,61	14,87	17,62	15,47	-	12,60
Poitou-Charentes	12,16	11,83	12,60	12,43	14,42	16,41	16,98	18,02	-	-	14,27
Provence-Alpes-Côte d'Azur	15,06	15,93	16,46	18,21	17,91	21,21	21,14	23,58	22,94	17,35	19,81
Rhône-Alpes	16,21	13,51	14,36	12,90	15,32	17,88	19,85	18,96	19,75	19,83	16,44
Métropole hors Ile-de-France	9,93	11,56	12,48	13,46	14,81	17,39	19,17	19,61	19,12	18,42	15,50
Ile-de-France	9,19	10,00	13,33	12,31	13,32	16,72	15,78	16,02	8,59	12,35	14,21
Métropole	9,91	11,46	12,56	13,39	14,67	17,29	17,80	17,86	18,24	14,27	15,20
Outre-mer	n.s.	14,06	16,71	10,42	13,35	10,68	15,39	16,12	12,49	-	14,50
France entière	9,91	11,47	12,57	13,38	14,67	17,20	17,69	17,80	18,15	14,27	15,19

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	12,45	12,67	14,15	14,75	15,54	16,82	19,01	18,11	17,69	19,86	17,03
- à un SAN ⁽²⁾	13,13	13,14	16,97	14,14	17,26	22,52	17,84	15,94	-	-	18,74
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	14,14	15,80	17,48	16,42	18,75	21,84	21,30	24,23	21,95	17,37	20,55
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	8,25	8,25	11,61	13,54	14,05	16,98	17,10	-	15,08	-	15,18
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	7,96	11,17	11,79	12,40	13,27	15,71	15,89	-	-	-	12,38
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	11,11	11,47	11,83	13,05	14,13	15,43	17,04	17,03	21,35	-	13,21
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	12,88	10,40	12,92	13,66	13,91	16,50	15,63	17,19	-	-	15,21
- autres communes isolées	10,91	10,92	12,12	11,70	12,60	15,58	14,97	15,65	8,59	12,35	13,15
- à un groupement à TPU⁽⁴⁾	8,30	11,74	13,12	13,84	15,26	17,95	19,09	19,16	19,06	18,42	16,52
- à un groupement à fiscalité additionnelle	11,11	11,46	11,83	13,05	14,13	15,46	17,05	17,03	18,22	-	13,27
- communes isolées	11,07	10,84	12,22	12,11	12,89	15,85	15,20	15,96	8,59	12,35	13,51

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine
(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes
n.s. : non significatif

Les taux de taxe professionnelle des communes en 2003

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Métropole hors Ile-de-France	8,98	9,23	10,32	10,72	11,96	14,13	15,34	17,45	12,01	-	11,29
Métropole	8,96	9,18	10,35	10,84	12,04	14,68	14,83	15,85	10,24	12,35	12,21
Outre-mer	n.s.	12,76	16,74	7,52	9,51	8,97	13,18	15,41	-	-	12,21
France entière	8,96	9,19	10,38	10,82	12,02	14,47	14,74	15,83	10,24	12,35	12,21

Évolution de 2002 à 2003 des taux de taxe professionnelle des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+2,3	+3,0	+1,9	+2,0	+2,4	+1,2	+1,0	+0,9	-0,8	-	+1,1
Aquitaine	+3,5	+3,3	+2,0	+2,0	+2,3	+0,9	+0,6	+0,2	-1,1	-	+1,2
Auvergne	+1,9	+1,8	+2,6	+0,3	-0,6	-0,6	-3,1	-	-2,1	-	-0,3
Bourgogne	+3,3	+4,5	+2,1	-0,7	+3,0	+3,3	-0,6	-3,5	+3,4	-	+1,8
Bretagne	+4,4	+2,3	+1,8	+2,7	+4,6	+1,7	+0,9	0,0	+4,3	-	+2,7
Centre	+1,3	+1,8	+1,9	+0,8	+2,1	-0,2	-0,6	-0,2	-1,6	-	+0,5
Champagne-Ardenne	+0,3	+3,5	+3,3	+2,0	+2,3	+1,0	+2,6	+0,2	+4,9	-	+2,7
Corse	+2,9	+2,7	+1,9	+8,8	+3,0	+1,5	+0,7	+0,5	-	-	+2,2
Franche-Comté	+5,0	+6,5	+5,8	+1,8	-1,4	+0,1	-0,9	0,0	+4,0	-	+2,3
Languedoc-Roussillon	+0,9	+0,4	+2,3	+3,6	+1,7	-0,5	-0,3	-0,4	-0,7	-	+0,5
Limousin	+1,3	+1,5	+1,1	+2,3	+0,6	-0,1	-	-0,2	+0,1	-	+0,6
Lorraine	+0,8	-1,2	+2,9	+2,0	+3,3	+3,2	+0,4	-	-0,8	-	+1,5
Midi-Pyrénées	+2,3	+2,4	+2,3	+1,9	+2,1	+1,7	-0,1	-0,1	-	+2,4	+1,7
Nord-Pas-de-Calais	+3,2	+3,5	+2,7	+4,2	+1,4	+0,2	0,0	-0,8	-0,1	-	+0,9
Basse-Normandie	+1,5	+3,5	+2,4	+0,8	+1,2	+3,3	-0,4	-	-4,0	-	+1,0
Haute-Normandie	0,0	+2,7	+1,8	0,0	+2,4	+1,4	-0,3	-0,7	-1,1	-	+1,1
Pays de la Loire	+1,4	+0,9	+1,1	+1,4	+2,4	+0,5	+1,0	-0,8	-0,2	-	+0,7
Picardie	+3,6	+3,3	+3,0	+2,1	+0,9	+1,4	+2,1	+0,5	-0,1	-	+1,8
Poitou-Charentes	-0,8	+1,2	+1,8	+4,2	+2,0	-0,6	-1,1	+2,1	-	-	+1,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+1,5	+2,0	+1,3	+0,6	+0,8	+1,8	+0,2	+0,1	-1,0	-0,2	+0,6
Rhône-Alpes	+1,9	+1,9	+2,5	+1,9	+1,5	+0,4	-1,1	-0,4	+0,1	0,0	+0,8
Métropole hors Ile-de-France	+1,9	+2,3	+2,3	+2,0	+2,0	+1,0	-0,1	-0,2	0,0	+0,6	+1,1
Ile-de-France	+4,4	+2,8	+28,1	+6,3	+3,2	+1,8	+1,5	+2,8	+4,5	0,0	+2,5
Métropole	+2,0	+2,4	+4,6	+2,2	+2,1	+1,1	+0,5	+1,1	+0,1	+0,2	+1,4
Outre-mer	n.s.	+0,1	+0,6	+7,9	+9,7	+2,3	+0,1	+0,7	+0,1	-	+0,9
France entière	+2,0	+2,4	+4,6	+2,2	+2,1	+1,1	+0,5	+1,1	+0,1	+0,2	+1,4

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+7,9	+4,9	+13,3	+2,8	+2,2	+1,3	-1,3	-0,1	-0,1	+1,1	+1,1
- à un SAN ⁽²⁾	+2,2	+0,2	0,0	-0,5	+1,7	+2,5	+2,8	+0,8	-	-	+2,2
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+9,5	+5,2	+3,6	+2,7	+1,4	+0,1	-0,4	-0,9	-0,8	+0,1	0,0
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	0,0	0,0	+0,8	+2,7	+3,1	-6,9	+2,3	-	+3,0	-	+1,8
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+2,0	+1,8	+1,0	+1,1	+1,4	-0,2	+0,1	-	-	-	+1,1
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+1,9	+2,3	+3,3	+3,0	+3,3	+2,3	+1,1	+1,2	+4,9	-	+2,6
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+1,4	+0,9	+1,6	+2,9	+3,8	+2,1	+2,8	+3,7	-	-	+2,8
- autres communes isolées	+1,3	+1,5	+3,0	+1,4	+1,3	+1,5	+3,1	+3,4	+4,5	0,0	+1,8
- à un groupement à TPU⁽⁴⁾	+2,5	+2,8	+5,8	+2,1	+1,8	+0,8	-0,7	-0,3	-0,4	+0,6	+0,9
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+1,9	+2,3	+3,3	+3,0	+3,3	+2,0	+1,3	+1,2	+4,1	-	+2,6
- communes isolées	+1,3	+1,5	+2,8	+1,7	+1,9	+1,7	+3,0	+3,5	+4,5	0,0	+2,0

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Evolution⁽⁶⁾ entre 2002 et 2003 des taux de taxe professionnelle des communes

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Métropole hors Ile-de-France	+1,3	+1,5	+1,9	+1,2	+1,4	+0,7	+0,7	+0,9	0,0	-	+1,3
Métropole	+1,3	+1,5	+2,2	+1,2	+1,4	+1,1	+2,8	+3,2	+1,9	0,0	+1,6
Outre-mer	n.s.	-0,1	0,0	+4,3	+3,1	+2,1	0,0	+0,4	-	-	+0,9
France entière	+1,3	+1,5	+2,2	+1,2	+1,4	+1,1	+2,7	+3,1	+1,9	0,0	+1,6

(6) : pour les communes isolées ou appartenant à des groupements de même nature juridique et de même régime fiscal

Évolution de 2002 à 2003 de l'ensemble des taux des quatre taxes des communes et de leurs groupements (« coefficient de variation proportionnelle »)

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+2,5	+2,8	+2,1	+2,2	+2,5	+1,9	+1,3	+1,0	+3,3	-	+2,5
Aquitaine	+2,4	+3,3	+4,7	+3,1	+3,6	+1,4	+2,7	+1,3	+0,1	-	+2,3
Auvergne	+1,5	+1,6	+1,9	+0,8	+0,4	+0,6	-0,1	-	+0,5	-	+0,8
Bourgogne	+2,4	+2,6	+1,8	+0,1	+2,7	+2,3	-0,1	-0,4	+1,8	-	+1,6
Bretagne	+2,1	+1,7	+1,9	+2,5	+3,2	+2,1	+1,6	+1,2	+1,8	-	+2,1
Centre	+1,3	+1,5	+1,3	+0,9	+1,8	+0,3	+0,3	-0,3	-0,6	-	+0,7
Champagne-Ardenne	+1,4	+3,9	+3,0	+2,8	+2,7	+1,0	+3,2	+1,5	+4,0	-	+2,8
Corse	+3,7	+1,6	+2,3	+7,3	+4,4	+1,5	+0,2	+0,2	-	-	+1,8
Franche-Comté	+3,9	+4,3	+4,2	+1,8	-0,2	+0,7	0,0	+1,1	+2,7	-	+2,2
Languedoc-Roussillon	+0,9	+0,4	+1,9	+3,6	+2,4	+1,9	+0,3	-0,5	+0,5	-	+1,2
Limousin	+1,5	+1,7	+1,7	+2,4	+1,7	+0,9	-	-0,1	+0,6	-	+1,1
Lorraine	+1,5	+0,6	+2,4	+1,0	+2,4	+2,9	+0,8	-	-0,1	-	+1,4
Midi-Pyrénées	+2,1	+2,2	+2,3	+2,6	+2,1	+1,4	+0,8	-0,2	-	+1,5	+1,6
Nord-Pas-de-Calais	+1,7	+2,4	+2,1	+3,0	+1,8	+0,8	+0,9	+0,6	+1,0	-	+1,4
Basse-Normandie	+2,3	+2,8	+1,7	+1,1	+1,1	+2,3	+0,4	-	-1,6	-	+1,4
Haute-Normandie	+0,1	+2,4	+2,1	+0,3	+2,0	+1,3	+1,0	-0,9	+0,3	-	+1,2
Pays de la Loire	+1,3	+1,4	+1,4	+2,0	+1,9	+1,5	+1,6	-0,4	+0,8	-	+1,2
Picardie	+2,2	+2,4	+2,9	+2,3	+1,2	+1,4	+2,6	+0,1	0,0	-	+1,7
Poitou-Charentes	-0,1	+0,9	+1,6	+2,6	+2,2	+0,6	+1,6	+2,5	-	-	+1,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+1,2	+1,1	+1,9	+0,9	+2,1	+1,3	+1,1	+0,4	-0,4	-0,1	+0,8
Rhône-Alpes	+1,9	+1,9	+2,2	+1,7	+1,8	+1,1	+0,3	+0,3	-0,4	+0,1	+1,1
Métropole hors Ile-de-France	+1,8	+2,0	+2,2	+2,0	+2,1	+1,3	+1,0	+0,6	+0,8	+0,4	+1,4
Ile-de-France	+2,1	+2,1	+14,3	+3,5	+2,2	+0,9	+2,0	+2,5	+3,9	0,0	+1,9
Métropole	+1,8	+2,0	+3,2	+2,1	+2,1	+1,2	+1,4	+1,4	+0,9	+0,2	+1,5
Outre-mer	n.s.	-0,1	+2,3	+7,0	+6,0	+4,0	+0,4	+1,5	+8,2	-	+2,4
France entière	+1,8	+2,0	+3,2	+2,1	+2,2	+1,3	+1,4	+1,4	+1,0	+0,2	+1,5

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+3,6	+2,8	+6,8	+2,6	+2,1	+1,0	+0,7	+0,6	+0,5	+0,7	+1,2
- à un SAN ⁽²⁾	+1,8	-0,1	+0,7	+1,8	+1,3	+1,7	+2,3	+0,3	-	-	+1,7
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+15,2	+3,2	+2,2	+2,0	+1,8	+0,9	+0,5	+0,4	+1,1	+0,1	+0,8
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	0,0	+0,1	+0,7	+2,3	+2,1	-0,9	+2,0	-	+2,4	-	+1,8
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+1,4	+1,7	+1,9	+1,4	+2,1	+0,8	+2,2	-	-	-	+1,6
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+2,1	+2,4	+2,8	+2,6	+2,8	+2,5	+1,2	+1,5	+4,0	-	+2,4
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+1,6	+1,3	+2,2	+2,1	+3,5	+1,3	+2,3	+3,0	-	-	+2,3
- autres communes isolées	+1,2	+1,3	+2,3	+1,7	+1,5	+1,4	+2,8	+2,8	+3,9	0,0	+1,6
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+1,6	+2,0	+3,7	+2,0	+2,0	+1,0	+0,9	+0,5	+0,7	+0,4	+1,3
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+2,1	+2,4	+2,7	+2,6	+2,8	+2,4	+1,3	+1,5	+3,4	-	+2,4
- communes isolées	+1,2	+1,3	+2,2	+1,8	+2,0	+1,4	+2,6	+2,9	+3,9	0,0	+1,8

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine
(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes
n.s. : non significatif

Les produits de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements en 2003

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 Hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	70,3	76,3	81,7	91,3	108,3	118,8	144,6	118,9	169,3	-	111,7
Aquitaine	59,0	73,0	109,4	114,6	147,8	182,5	201,5	251,1	267,1	-	143,4
Auvergne	58,0	75,6	88,5	107,0	116,1	142,6	169,8	-	170,4	-	108,0
Bourgogne	58,8	72,3	82,7	95,3	100,7	113,9	159,9	180,5	171,8	-	101,6
Bretagne	63,4	84,6	112,2	122,8	138,5	156,4	166,5	163,7	218,9	-	132,8
Centre	69,6	80,7	98,3	100,1	127,1	146,1	176,1	151,1	200,7	-	119,9
Champagne-Ardenne	63,3	79,4	78,5	79,8	91,6	132,4	136,2	176,7	175,4	-	110,2
Corse	118,2	147,1	135,2	122,5	132,6	213,5	165,5	210,0	-	-	157,0
Franche-Comté	46,0	61,4	70,5	75,4	87,9	108,9	122,6	148,6	224,4	-	90,4
Languedoc-Roussillon	89,2	102,6	130,6	152,0	173,6	168,9	215,8	201,5	215,3	-	161,4
Limousin	60,6	74,8	80,6	111,6	126,7	122,4	-	171,5	211,6	-	115,8
Lorraine	44,3	64,2	78,1	84,8	104,2	112,6	153,0	-	202,3	-	100,1
Midi-Pyrénées	54,1	75,5	89,3	95,5	108,7	121,9	146,2	111,8	-	198,4	110,0
Nord-Pas-de-Calais	56,6	70,6	86,8	100,9	104,1	121,0	152,5	142,7	237,5	-	118,8
Basse-Normandie	45,7	64,0	87,4	121,4	100,0	99,9	130,9	-	179,5	-	88,8
Haute-Normandie	49,1	58,4	83,0	81,4	92,9	107,6	135,6	140,9	163,5	-	98,5
Pays de la Loire	62,4	80,9	93,7	109,2	140,6	167,5	182,6	175,0	198,3	-	132,5
Picardie	62,1	73,1	91,7	95,1	124,2	120,3	151,8	133,3	159,1	-	99,3
Poitou-Charentes	58,4	77,8	100,0	103,1	115,3	147,3	140,6	202,1	-	-	109,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	128,6	162,2	142,7	143,3	181,4	185,7	192,4	273,8	202,2	189,3	189,1
Rhône-Alpes	84,1	99,5	108,8	114,1	115,4	133,9	153,8	170,4	196,0	244,4	135,9
Métropole hors Ile-de-France	61,4	80,7	99,9	110,4	125,5	140,6	166,2	184,8	199,2	203,6	126,8
Ile-de-France	80,1	100,0	126,2	152,2	170,2	185,5	190,3	163,7	187,0	173,0	173,0
Métropole	61,8	81,5	101,3	113,5	130,6	150,0	175,7	175,9	199,0	187,8	135,4
Outre-mer	n.s.	34,2	33,1	45,2	47,0	52,9	65,9	79,7	115,0	-	67,4
France entière	61,8	81,3	101,1	112,5	128,2	145,8	169,4	168,2	196,8	187,8	133,5

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	72,5	91,7	109,0	119,8	128,9	151,5	175,1	170,1	188,0	221,5	158,8
- à un SAN ⁽²⁾	75,5	98,7	91,7	103,9	125,1	122,1	145,4	125,6	-	-	133,0
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	98,7	113,1	128,4	137,5	147,5	165,7	180,1	165,2	225,0	192,9	184,6
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	70,4	67,3	97,2	98,1	93,4	120,7	137,3	-	161,5	-	137,5
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	60,8	76,6	95,3	106,6	120,4	129,3	146,7	-	-	-	97,4
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	61,5	77,6	96,8	98,1	112,6	112,0	134,0	132,0	175,4	-	90,5
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	68,6	103,2	124,0	149,5	173,6	187,3	186,1	186,7	-	-	170,6
- autres communes isolées	62,0	91,3	106,5	121,7	140,8	170,6	164,5	169,9	187,0	173,0	141,2
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	61,9	80,5	101,3	114,8	127,9	146,3	171,8	168,6	199,0	203,6	144,2
- à un groupement à fiscalité additionnelle	61,5	77,6	96,8	98,1	112,2	112,4	134,3	132,0	169,3	-	91,7
- communes isolées	62,4	93,0	109,1	129,3	149,4	176,6	173,6	173,9	187,0	173,0	147,6

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les produits de taxe d'habitation des communes en 2003

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	51,8	72,8	93,0	104,4	119,0	134,3	160,9	183,1	188,1	203,3	120,0
Métropole	52,3	73,7	94,5	107,4	124,1	144,0	171,0	174,4	188,1	187,6	129,2
Outre-mer	n.s.	29,6	24,4	35,6	41,7	48,1	64,2	78,7	115,0	-	64,7
France entière	52,3	73,6	94,3	106,4	121,8	139,8	164,9	166,7	186,2	187,6	127,5

Évolution de 2002 à 2003 des produits de taxe d'habitation des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+7,7	+7,1	+7,0	+5,6	+7,2	+6,3	+4,6	+3,7	+10,7	-	+7,7
Aquitaine	+7,5	+9,1	+13,4	+8,4	+9,8	+6,0	+7,6	+6,3	+6,2	-	+7,9
Auvergne	+6,1	+6,0	+5,0	+4,7	+6,2	+4,5	+2,2	-	+20,0	-	+7,0
Bourgogne	+6,2	+6,0	+5,0	+3,6	+5,3	+5,4	+5,5	+4,7	+2,8	-	+5,1
Bretagne	+6,8	+7,0	+7,0	+7,3	+7,7	+6,5	+4,3	+5,4	+8,4	-	+7,0
Centre	+5,4	+5,5	+5,1	+4,2	+4,7	+3,2	+4,0	+1,1	+3,1	-	+4,0
Champagne-Ardenne	+6,1	+6,5	+5,5	+7,0	+6,7	+4,4	+5,5	+4,7	+7,6	-	+6,0
Corse	+10,1	+8,7	+8,2	+7,7	+10,4	+7,8	+1,6	+3,1	-	-	+6,1
Franche-Comté	+8,4	+7,7	+6,3	+6,0	+3,6	+4,2	+3,7	+5,2	+4,2	-	+5,5
Languedoc-Roussillon	+6,3	+6,1	+6,4	+8,4	+7,1	+7,3	+4,3	+3,7	+5,2	-	+6,0
Limousin	+6,1	+6,6	+6,4	+7,7	+7,0	+3,8	-	+2,9	+4,2	-	+5,2
Lorraine	+7,1	+6,7	+5,8	+3,9	+4,1	+5,4	+5,3	-	+1,9	-	+4,6
Midi-Pyrénées	+8,0	+7,7	+8,1	+8,2	+8,0	+6,4	+6,8	+4,1	-	+7,3	+7,3
Nord-Pas-de-Calais	+6,5	+6,5	+5,1	+5,8	+6,5	+4,2	+4,1	+3,0	+7,1	-	+5,0
Basse-Normandie	+7,8	+6,8	+5,0	+4,2	+4,2	+4,1	+1,9	-	+2,5	-	+4,5
Haute-Normandie	+5,8	+5,9	+6,9	+6,0	+4,9	+4,6	+5,1	+7,3	+5,9	-	+5,6
Pays de la Loire	+6,8	+7,4	+7,1	+7,1	+5,9	+6,0	+5,2	+3,5	+4,3	-	+5,6
Picardie	+7,2	+6,2	+6,7	+6,6	+5,4	+4,3	+5,8	+4,8	+2,3	-	+5,4
Poitou-Charentes	+5,8	+6,6	+6,9	+5,5	+7,0	+3,8	+9,9	+9,6	-	-	+7,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+4,9	+4,5	+7,7	+5,9	+6,7	+4,7	+5,2	+2,8	+2,8	+3,6	+4,5
Rhône-Alpes	+7,1	+6,7	+6,0	+5,6	+6,5	+5,9	+4,2	+3,7	+4,0	+4,8	+5,3
Métropole hors Ile-de-France	+6,8	+6,7	+6,8	+6,3	+6,6	+5,2	+5,1	+4,3	+5,5	+4,6	+5,7
Ile-de-France	+5,9	+5,5	+6,1	+5,9	+4,8	+3,0	+5,8	+6,0	+5,6	+3,5	+5,0
Métropole	+6,8	+6,6	+6,8	+6,2	+6,3	+4,6	+5,4	+5,0	+5,5	+4,1	+5,5
Outre-mer	n.s.	+6,0	+13,4	+15,8	+13,0	+12,1	+9,5	+7,1	+18,7	-	+10,6
France entière	+6,8	+6,6	+6,8	+6,3	+6,4	+4,7	+5,5	+5,1	+5,7	+4,1	+5,6

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+6,4	+6,4	+6,4	+6,8	+6,4	+4,0	+5,4	+5,2	+5,1	+4,9	+5,3
- à un SAN ⁽²⁾	+8,2	+1,7	+6,4	+5,7	+4,3	+3,8	+6,8	+4,1	-	-	+5,5
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+21,5	+5,6	+5,0	+4,2	+6,5	+5,2	+4,2	+3,8	+6,9	+4,4	+5,2
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	+2,5	+6,1	+4,3	+6,1	+1,7	+6,6	+1,4	-	+2,0	-	+2,6
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+6,4	+6,9	+7,5	+5,9	+7,1	+5,4	+7,1	-	-	-	+6,7
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+7,3	+7,0	+6,8	+6,6	+6,0	+5,8	+6,0	+5,8	+7,6	-	+6,6
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+7,1	+6,1	+7,0	+5,7	+7,4	+3,9	+5,6	+5,9	-	-	+5,6
- autres communes isolées	+5,5	+5,4	+5,9	+6,4	+5,3	+5,2	+6,0	+4,9	+5,6	+3,5	+5,0
- à un groupement à TPU⁽⁴⁾	+6,5	+6,8	+7,0	+6,2	+6,6	+4,5	+5,4	+4,9	+5,7	+4,6	+5,6
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+7,3	+7,0	+6,8	+6,6	+6,0	+5,8	+5,5	+5,8	+5,2	-	+6,5
- communes isolées	+5,7	+5,5	+6,1	+6,2	+5,9	+4,7	+5,8	+5,2	+5,6	+3,5	+5,1

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Evolution de 2002 à 2003 des produits de taxe d'habitation des communes

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Métropole hors Ile-de-France	+5,9	+6,2	+6,2	+6,2	+6,1	+4,8	+5,4	+4,6	+5,3	+4,5	+5,5
Métropole	+5,9	+6,1	+6,1	+6,2	+5,8	+4,4	+5,7	+5,2	+5,3	+4,0	+5,4
Outre-mer	n.s.	+5,3	+5,2	+10,7	+9,3	+9,5	+8,8	+5,6	+18,7	-	+9,4
France entière	+5,9	+6,1	+6,1	+6,2	+5,9	+4,5	+5,8	+5,2	+5,5	+4,0	+5,4

Les produits du foncier bâti des communes et de leurs groupements en 2003

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	62,4	78,3	103,1	108,5	139,1	126,7	152,9	145,2	194,0	-	125,8
Aquitaine	58,6	84,0	136,9	131,7	177,7	229,9	230,4	265,9	338,0	-	167,9
Auvergne	62,7	85,9	116,7	138,5	154,9	193,4	222,6	-	207,1	-	135,3
Bourgogne	62,0	93,1	127,2	149,3	174,1	194,6	231,6	236,2	232,6	-	144,0
Bretagne	61,4	82,0	113,0	130,3	151,8	174,0	193,5	205,4	193,1	-	137,9
Centre	67,8	101,9	131,3	138,9	180,1	223,2	244,8	205,9	234,1	-	158,5
Champagne-Ardenne	70,8	124,4	113,2	122,5	157,7	179,4	225,3	198,5	261,4	-	155,0
Corse	82,8	86,3	81,7	90,6	108,2	129,3	125,8	164,7	-	-	110,6
Franche-Comté	56,1	84,3	127,0	136,7	137,9	180,9	207,2	162,2	211,4	-	121,7
Languedoc-Roussillon	106,2	115,4	145,0	171,2	208,3	238,4	309,6	265,4	274,9	-	201,5
Limousin	64,9	85,7	122,0	129,3	156,0	224,4	-	311,2	163,4	-	135,3
Lorraine	44,4	68,5	100,2	95,1	130,7	121,1	172,9	-	179,9	-	109,5
Midi-Pyrénées	70,4	109,3	126,9	146,8	155,2	195,0	267,1	253,6	-	235,9	160,8
Nord-Pas-de-Calais	46,2	71,4	94,6	116,1	142,6	158,8	172,2	168,6	207,1	-	137,7
Basse-Normandie	92,9	100,2	133,7	209,0	186,7	183,0	218,6	-	244,3	-	147,4
Haute-Normandie	96,1	101,2	148,8	168,4	219,4	234,6	224,4	289,5	229,3	-	176,7
Pays de la Loire	63,9	77,1	97,0	124,5	151,9	176,1	182,4	202,3	218,3	-	141,0
Picardie	64,5	99,7	149,5	146,8	166,6	189,7	210,5	257,1	237,7	-	144,2
Poitou-Charentes	65,8	96,4	124,6	164,8	171,5	268,8	248,6	246,0	-	-	150,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	188,8	177,8	151,3	158,5	181,2	239,6	233,9	278,3	211,1	180,3	205,6
Rhône-Alpes	140,8	122,1	150,8	156,2	190,9	196,0	216,0	236,3	247,2	209,2	180,0
Métropole hors Ile-de-France	74,5	96,7	124,8	140,8	167,6	192,5	218,6	225,2	228,3	197,9	157,3
Ile-de-France	114,2	132,6	188,3	175,3	195,5	216,4	225,2	220,5	173,0	184,7	206,2
Métropole	75,3	98,2	128,3	143,3	170,8	197,5	221,2	223,2	227,1	191,1	166,3
Outre-mer	n.s.	115,2	90,4	102,6	88,2	90,0	121,5	145,7	180,7	-	122,1
France entière	75,3	98,2	128,2	142,7	168,5	192,8	215,5	217,0	225,9	191,1	165,1

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	72,3	101,6	132,3	147,3	172,7	201,8	218,6	221,6	227,5	249,6	199,2
- à un SAN ⁽²⁾	210,0	704,0	762,0	283,8	269,3	282,4	256,4	268,6	-	-	278,6
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	83,2	121,5	143,7	144,0	166,7	182,1	197,2	209,6	225,0	167,3	190,5
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	140,9	87,9	156,7	115,8	148,3	162,4	217,7	-	191,2	-	182,7
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	75,2	87,9	116,0	135,7	160,8	188,3	217,2	-	-	-	125,4
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	72,5	98,1	130,4	140,4	159,3	166,3	190,6	189,5	261,4	-	121,7
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	78,6	102,2	141,6	154,8	171,9	197,7	206,5	175,4	-	-	179,4
- autres communes isolées	83,6	115,5	133,6	146,9	176,8	201,3	229,7	227,9	173,0	184,7	174,6
- à un groupement à TPU⁽⁴⁾	75,1	92,5	124,9	142,3	169,7	198,0	216,4	220,5	226,7	197,9	177,2
- à un groupement à fiscalité additionnelle	72,6	98,1	130,5	140,0	159,1	166,1	193,3	189,5	230,5	-	123,2
- communes isolées	83,3	113,6	134,9	149,1	175,5	200,0	219,9	215,5	173,0	184,7	175,7

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les produits du foncier bâti des communes en 2003

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	62,1	86,2	115,9	132,5	159,4	184,5	212,1	222,6	217,6	197,7	148,7
Métropole	63,1	87,8	119,5	135,2	162,7	190,2	215,7	221,2	216,6	191,0	158,8
Outre-mer	n.s.	90,8	76,1	84,1	79,4	82,0	118,8	143,8	180,7	-	117,3
France entière	63,1	87,8	119,4	134,5	160,4	185,5	210,2	215,0	215,6	191,0	157,6

Évolution de 2002 à 2003 des produits du foncier bâti des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+7,3	+6,9	+6,7	+7,0	+6,6	+5,7	+5,7	+4,6	+10,2	-	+7,6
Aquitaine	+6,7	+7,3	+10,1	+8,4	+8,2	+5,3	+7,7	+5,2	+3,8	-	+6,7
Auvergne	+5,1	+5,7	+5,2	+4,3	+5,0	+5,5	+4,2	-	+8,4	-	+5,5
Bourgogne	+5,9	+6,1	+5,5	+3,2	+6,1	+5,3	+3,0	+4,6	+3,8	-	+4,8
Bretagne	+5,3	+6,1	+6,8	+7,3	+7,0	+7,4	+5,3	+5,0	+8,5	-	+6,8
Centre	+5,6	+5,2	+5,7	+4,3	+6,8	+4,9	+3,4	+1,7	+2,4	-	+4,4
Champagne-Ardenne	+6,2	+9,6	+6,5	+7,9	+6,1	+5,0	+6,2	+4,7	+5,0	-	+6,2
Corse	+7,2	+5,5	+7,4	+7,1	+9,7	+7,3	+2,8	+3,6	-	-	+5,3
Franche-Comté	+8,0	+7,8	+5,6	+4,8	+3,6	+4,3	+5,7	+5,8	+4,3	-	+5,5
Languedoc-Roussillon	+5,0	+4,7	+5,6	+8,4	+6,6	+7,9	+4,1	+2,0	+4,6	-	+5,4
Limousin	+5,2	+5,0	+5,6	+6,1	+5,9	+4,5	-	+2,6	+4,4	-	+4,6
Lorraine	+6,1	+7,0	+6,0	+2,3	+5,4	+6,5	+3,9	-	+3,1	-	+5,0
Midi-Pyrénées	+5,3	+5,7	+7,1	+7,3	+6,1	+4,1	+5,1	+2,6	-	+4,6	+5,3
Nord-Pas-de-Calais	+5,9	+5,8	+6,5	+7,1	+6,4	+5,2	+5,0	+6,0	+5,7	-	+5,7
Basse-Normandie	+9,7	+7,0	+5,7	+4,7	+4,1	+4,1	+3,8	-	+2,3	-	+5,2
Haute-Normandie	+2,2	+6,0	+5,9	+2,0	+5,3	+7,6	+4,8	+0,6	+2,7	-	+4,5
Pays de la Loire	+6,5	+6,7	+6,5	+7,8	+7,1	+7,3	+6,4	+3,8	+4,3	-	+5,9
Picardie	+5,0	+5,1	+7,1	+7,5	+5,3	+4,5	+4,5	+2,0	+3,0	-	+4,7
Poitou-Charentes	+3,9	+5,1	+5,5	+5,6	+6,6	+4,1	+6,3	+5,7	-	-	+5,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+4,3	+4,8	+6,3	+6,0	+7,9	+5,1	+5,7	+3,9	+3,1	+2,6	+4,7
Rhône-Alpes	+5,1	+6,6	+7,0	+6,3	+6,6	+5,9	+4,5	+4,2	+2,0	+4,5	+5,3
Métropole hors Ile-de-France	+5,7	+6,2	+6,5	+6,3	+6,5	+5,7	+5,1	+4,1	+4,4	+3,5	+5,4
Ile-de-France	+6,1	+6,1	+7,4	+7,6	+6,0	+4,3	+5,2	+5,6	+5,8	+2,7	+4,9
Métropole	+5,7	+6,2	+6,6	+6,4	+6,5	+5,3	+5,2	+4,7	+4,5	+3,1	+5,3
Outre-mer	n.s.	+4,0	+8,8	+12,5	+9,0	+9,8	+7,9	+7,4	+18,4	-	+9,2
France entière	+5,7	+6,2	+6,6	+6,4	+6,5	+5,4	+5,2	+4,9	+4,7	+3,1	+5,4

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+4,7	+5,9	+6,6	+7,3	+6,3	+5,2	+5,4	+4,4	+4,3	+3,5	+5,1
- à un SAN ⁽²⁾	+2,6	+11,0	+4,7	+18,2	+7,2	+3,6	+6,0	+1,1	-	-	+5,4
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+25,5	+8,0	+6,0	+5,1	+6,7	+6,3	+4,5	+5,2	+5,4	+3,5	+5,1
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	+2,0	+6,1	+5,4	+7,1	+4,6	+5,9	+4,6	-	+6,0	-	+5,5
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+5,8	+5,9	+7,0	+6,0	+7,2	+5,0	+6,4	-	-	-	+6,2
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+6,0	+6,8	+6,8	+6,2	+6,1	+6,7	+4,1	+4,7	+5,0	-	+6,2
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+5,0	+5,7	+6,4	+7,4	+6,9	+4,9	+5,2	+4,9	-	-	+5,4
- autres communes isolées	+4,7	+4,9	+5,8	+5,5	+5,8	+5,3	+5,3	+5,8	+5,8	+2,7	+4,8
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+5,8	+6,0	+6,8	+6,6	+6,7	+5,2	+5,4	+4,5	+4,7	+3,5	+5,3
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+6,0	+6,8	+6,8	+6,3	+6,1	+6,6	+4,1	+4,7	+5,3	-	+6,2
- communes isolées	+4,7	+5,0	+5,9	+6,0	+6,1	+5,2	+5,3	+5,6	+5,8	+2,7	+4,9

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine
(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

Evolution de 2002 à 2003 des produits du foncier bâti des communes

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Métropole hors Ile-de-France	+5,0	+5,7	+6,1	+6,3	+6,2	+5,4	+5,5	+4,6	+4,3	+3,2	+5,3
Métropole	+5,0	+5,7	+6,2	+6,4	+6,1	+5,2	+5,4	+4,9	+4,3	+2,9	+5,1
Outre-mer	n.s.	+4,1	+5,3	+9,3	+6,0	+7,4	+8,5	+5,7	+18,4	-	+8,5
France entière	+5,0	+5,7	+6,2	+6,4	+6,1	+5,2	+5,5	+5,0	+4,6	+2,9	+5,2

Les produits du foncier non bâti des communes et de leurs groupements en 2003

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	40,2	26,1	14,2	10,7	8,3	3,3	4,3	4,8	1,1	-	12,6
Aquitaine	54,0	31,7	18,5	11,5	12,0	4,9	3,5	2,4	1,7	-	18,1
Auvergne	78,5	35,5	16,5	7,9	10,4	4,9	2,7	-	0,7	-	24,7
Bourgogne	66,2	32,1	20,5	9,9	7,7	5,6	2,7	0,9	1,3	-	24,2
Bretagne	61,4	38,0	23,4	17,9	11,3	6,8	2,5	3,1	1,1	-	18,8
Centre	74,8	35,1	17,1	11,0	7,1	3,6	2,6	1,8	0,8	-	20,6
Champagne-Ardenne	54,9	25,1	12,4	8,3	3,0	1,9	2,9	1,1	1,8	-	18,4
Corse	0,8	3,9	2,9	3,0	2,4	18,8	0,3	1,8	-	-	2,8
Franche-Comté	28,4	11,6	5,8	5,0	3,4	2,1	1,4	0,9	0,9	-	10,7
Languedoc-Roussillon	66,9	37,3	25,2	15,6	13,9	18,3	7,1	9,9	3,3	-	20,6
Limousin	64,6	36,1	19,0	12,2	10,5	4,7	-	3,0	1,3	-	24,0
Lorraine	35,1	13,4	6,3	4,6	2,9	2,0	2,1	-	1,3	-	9,3
Midi-Pyrénées	58,7	35,8	19,9	19,7	10,5	9,3	3,9	10,3	-	1,0	22,4
Nord-Pas-de-Calais	51,6	26,9	13,0	8,9	6,1	3,6	1,3	1,1	0,9	-	9,4
Basse-Normandie	69,4	35,8	17,3	10,4	6,3	3,9	2,4	-	0,7	-	27,3
Haute-Normandie	55,8	24,5	13,4	8,4	4,0	3,5	1,3	1,9	0,4	-	14,7
Pays de la Loire	86,7	43,9	24,4	18,7	13,3	7,7	4,5	3,3	1,3	-	21,3
Picardie	62,2	26,2	12,5	8,9	6,2	4,2	2,6	1,7	0,6	-	21,3
Poitou-Charentes	71,4	41,3	18,0	12,3	9,0	8,7	2,6	1,8	-	-	26,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	33,9	24,9	21,7	15,8	11,5	8,6	4,4	7,2	0,7	0,8	8,0
Rhône-Alpes	38,8	22,1	11,4	7,8	5,4	3,0	2,4	1,4	1,2	0,6	9,6
Métropole hors Ile-de-France	56,9	30,5	17,1	11,9	8,4	5,5	3,0	3,1	1,3	0,8	16,3
Ile-de-France	45,5	21,0	11,2	7,0	4,8	2,7	2,1	1,0	0,5	0,5	3,3
Métropole	56,6	30,1	16,8	11,5	8,0	4,9	2,7	2,2	1,3	0,7	13,9
Outre-mer	n.s.	14,9	6,7	8,2	9,7	10,1	6,0	3,7	1,3	-	6,4
France entière	56,6	30,1	16,8	11,5	8,0	5,1	2,9	2,3	1,3	0,7	13,7

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	36,9	20,2	13,4	9,2	7,0	4,2	2,8	2,6	1,3	1,2	5,1
- à un SAN ⁽²⁾	10,3	16,4	9,6	11,5	7,8	2,0	3,1	0,4	-	-	3,7
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	71,6	17,5	8,5	6,2	4,9	3,4	1,9	1,5	1,1	0,6	2,3
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	54,8	19,3	9,2	10,9	6,3	4,8	1,9	-	1,5	-	3,8
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	55,6	31,4	19,6	14,1	11,7	7,3	5,2	-	-	-	23,2
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	59,5	33,4	17,6	13,0	8,2	5,7	3,6	3,0	1,8	-	27,3
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	48,7	20,8	11,6	7,5	4,9	3,8	3,1	1,0	-	-	6,3
- autres communes isolées	52,2	26,3	15,1	10,3	6,2	6,4	2,4	2,4	0,5	0,5	11,3
- à un groupement à TPU⁽⁴⁾	54,1	28,7	17,0	11,3	8,5	4,9	2,9	2,4	1,3	0,8	10,0
- à un groupement à fiscalité additionnelle	59,5	33,3	17,6	13,0	8,2	5,7	3,4	3,0	1,7	-	26,8
- communes isolées	52,0	25,5	14,6	9,5	5,9	5,5	2,7	2,0	0,5	0,5	10,2

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les produits du foncier non bâti des communes en 2003

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	47,5	27,3	16,1	11,2	8,0	5,3	3,0	3,0	1,2	0,8	14,5
Métropole	47,4	27,0	15,8	10,9	7,6	4,7	2,6	2,2	1,2	0,7	12,4
Outre-mer	n.s.	13,2	5,1	6,4	9,0	9,5	5,9	3,6	1,3	-	6,0
France entière	47,4	26,9	15,7	10,8	7,7	4,9	2,8	2,3	1,2	0,7	12,3

Évolution de 2002 à 2003 des produits du foncier non bâti des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+4,2	+4,4	+4,1	+3,6	+4,6	+2,8	+0,6	+2,5	+1,8	-	+4,1
Aquitaine	+3,0	+3,7	+4,4	+5,4	+5,8	+1,2	+2,4	+2,1	+0,1	-	+3,6
Auvergne	+2,6	+2,9	+3,3	+1,4	+3,7	+6,1	+7,8	-	-2,8	-	+2,9
Bourgogne	+3,7	+3,0	+3,5	+2,7	+6,1	+5,7	-2,8	+9,4	0,0	-	+3,4
Bretagne	+2,2	+2,8	+2,5	+2,4	+2,5	+3,6	+1,6	+3,5	+3,7	-	+2,6
Centre	+2,5	+2,4	+2,2	+3,1	+1,1	+0,6	+3,6	+1,1	+0,7	-	+2,4
Champagne-Ardenne	+3,4	+3,6	+4,9	+3,7	+3,7	+3,0	+10,7	-1,1	+13,8	-	+3,7
Corse	+11,9	-3,3	+3,8	+10,5	-1,2	-1,4	+4,3	-16,5	-	-	-2,5
Franche-Comté	+4,9	+5,0	+2,1	+3,9	+3,9	+2,7	-1,0	-4,0	+34,5	-	+4,8
Languedoc-Roussillon	+2,2	+0,9	+2,4	+3,3	+3,6	+4,5	+4,4	+7,5	-0,1	-	+2,3
Limousin	+2,6	+3,5	+3,8	+3,6	+3,5	+2,6	-	+0,1	+1,1	-	+3,1
Lorraine	+2,8	+3,3	+2,8	+4,1	+1,9	+2,2	+4,7	-	-5,8	-	+2,8
Midi-Pyrénées	+3,0	+2,9	+3,6	+3,7	+2,8	+4,4	+2,5	+0,2	-	+5,4	+3,1
Nord-Pas-de-Calais	+2,2	+2,2	+2,1	+2,3	+2,7	+2,6	+0,8	-2,6	+5,9	-	+2,2
Basse-Normandie	+3,6	+3,6	+3,0	+1,6	+2,9	+2,8	-4,8	-	-11,7	-	+3,4
Haute-Normandie	+2,5	+3,2	+3,1	+2,5	+6,0	+7,2	+6,6	-6,2	-2,0	-	+3,0
Pays de la Loire	+2,4	+2,6	+2,0	+3,3	+2,0	0,0	+7,0	-0,2	+1,1	-	+2,4
Picardie	+3,3	+3,1	+4,4	+1,6	+2,2	+2,4	+0,9	+12,8	+0,3	-	+3,2
Poitou-Charentes	+1,2	+1,6	+2,5	+1,9	+4,7	+2,2	+9,1	+0,2	-	-	+1,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+2,3	+2,2	+3,8	+1,4	+2,2	+1,4	+2,3	+6,0	-1,5	+0,1	+2,5
Rhône-Alpes	+3,1	+3,0	+3,1	+3,0	+1,7	+2,1	+3,5	-0,7	+2,2	-21,0	+2,7
Métropole hors Ile-de-France	+2,9	+2,8	+2,9	+2,9	+3,1	+2,6	+2,9	+2,8	+1,4	-3,1	+2,9
Ile-de-France	+2,5	+3,1	+2,3	+3,1	+1,9	+2,0	+2,4	-2,9	-11,3	-16,9	+1,4
Métropole	+2,9	+2,8	+2,9	+2,9	+3,0	+2,5	+2,8	+1,6	+1,3	-9,4	+2,8
Outre-mer	n.s.	+6,7	+2,4	+5,9	+4,1	+6,5	+2,3	+2,0	+11,6	-	+4,1
France entière	+2,9	+2,8	+2,9	+2,9	+3,0	+2,9	+2,7	+1,7	+1,5	-9,4	+2,8

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+2,3	+2,3	+3,1	+2,5	+3,1	+2,6	+2,7	+1,3	+1,2	-1,0	+2,5
- à un SAN ⁽²⁾	+6,5	-5,8	+1,8	+5,9	+0,9	+3,5	+4,1	+4,1	-	-	+2,6
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+36,4	+2,0	+1,4	+2,1	+2,7	+2,3	+0,4	+2,1	+0,3	-5,5	+1,7
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	+0,7	+1,4	+0,4	+2,9	+1,9	+12,9	-4,3	-	+4,0	-	+3,2
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+2,0	+2,4	+2,8	+2,7	+3,1	+3,3	+4,7	-	-	-	+2,5
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+3,4	+3,4	+3,2	+3,6	+3,4	+3,1	+2,5	+1,6	+13,8	-	+3,4
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+2,3	+2,6	+3,5	+1,7	+4,0	-1,0	+5,6	-7,1	-	-	+2,6
- autres communes isolées	+2,4	+2,4	+2,3	+3,0	+1,9	+3,4	0,0	+3,7	-11,3	-16,9	+2,1
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+2,1	+2,4	+2,8	+2,6	+3,0	+2,9	+2,8	+1,4	+0,9	-3,1	+2,4
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+3,4	+3,4	+3,2	+3,6	+3,4	+3,4	+2,1	+1,6	+9,7	-	+3,4
- communes isolées	+2,4	+2,4	+2,4	+2,7	+2,4	+2,3	+2,6	+2,4	-11,3	-16,9	+2,2

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Evolution de 2002 à 2003 des produits du foncier non bâti des communes

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Métropole hors Ile-de-France	+2,3	+2,5	+2,5	+2,8	+2,9	+2,4	+3,2	+3,9	+1,2	+1,7	+2,5
Métropole	+2,3	+2,5	+2,5	+2,9	+2,7	+2,7	+2,6	+3,1	+1,1	-7,9	+2,4
Outre-mer	n.s.	+7,1	+1,4	+7,6	+2,9	+5,9	+3,0	+1,9	+11,6	-	+4,1
France entière	+2,3	+2,5	+2,5	+2,9	+2,7	+3,0	+2,7	+2,9	+1,4	-7,9	+2,5

Les produits de taxe professionnelle des communes et de leurs groupements en 2003

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	53,9	127,5	251,3	267,4	300,8	225,5	353,7	225,1	341,9	-	238,0
Aquitaine	69,8	104,5	188,0	152,4	257,0	500,3	224,3	309,6	416,8	-	218,1
Auvergne	64,1	107,2	177,5	192,5	237,4	294,9	201,8	-	288,2	-	176,4
Bourgogne	40,3	94,3	142,1	258,7	277,1	241,6	262,8	363,3	227,6	-	169,6
Bretagne	63,0	80,2	111,9	154,2	255,5	245,8	200,6	213,1	193,0	-	162,5
Centre	45,2	120,3	160,1	176,8	222,3	345,8	272,4	263,5	241,1	-	192,8
Champagne-Ardenne	55,3	146,0	142,2	254,3	246,7	235,5	282,9	194,5	325,1	-	187,0
Corse	71,4	60,3	81,4	323,3	115,5	175,4	134,2	187,0	-	-	122,0
Franche-Comté	51,1	105,0	250,9	469,3	199,6	232,6	621,0	259,0	219,3	-	193,9
Languedoc-Roussillon	70,5	81,1	110,8	175,7	165,0	252,4	228,6	260,2	239,5	-	168,9
Limousin	70,5	102,3	166,9	145,1	181,0	268,2	-	336,1	248,1	-	168,7
Lorraine	41,4	106,7	194,5	228,9	250,8	253,4	214,9	-	312,2	-	189,9
Midi-Pyrénées	90,3	142,9	166,7	205,7	177,7	251,6	326,8	250,2	-	349,7	209,6
Nord-Pas-de-Calais	53,5	178,3	175,2	235,7	338,8	309,8	309,9	387,9	383,3	-	282,5
Basse-Normandie	170,0	88,4	124,9	219,6	205,6	255,7	230,1	-	272,1	-	170,5
Haute-Normandie	65,2	145,7	166,9	234,1	644,0	400,6	245,8	369,4	236,0	-	260,7
Pays de la Loire	50,2	81,8	153,1	212,0	241,0	300,8	247,0	288,9	259,5	-	195,8
Picardie	44,0	110,3	187,9	214,9	256,2	284,3	206,9	273,2	311,8	-	172,8
Poitou-Charentes	51,8	97,0	139,6	253,5	185,9	191,4	294,9	240,3	-	-	158,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	137,7	148,7	159,0	271,1	186,0	519,3	309,0	299,4	228,5	175,1	261,4
Rhône-Alpes	139,1	172,3	276,7	286,1	379,8	370,2	299,4	449,5	272,9	333,8	288,0
Métropole hors Ile-de-France	71,5	118,6	173,5	228,2	274,2	331,0	277,4	299,3	274,1	245,7	216,8
Ile-de-France	89,8	162,4	360,6	165,4	194,6	194,9	237,6	320,7	499,2	333,4	263,4
Métropole	71,8	120,4	183,9	223,6	265,1	302,4	261,7	308,3	279,0	291,1	225,4
Outre-mer	n.s.	85,4	127,3	35,5	48,1	62,0	176,0	116,3	123,5	-	116,3
France entière	71,8	120,3	183,7	220,9	259,1	292,0	256,9	292,9	274,9	291,1	222,5

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	119,8	166,0	217,4	270,8	281,8	284,0	239,9	267,6	239,8	300,1	252,7
- à un SAN ⁽²⁾	1 165,8	2 427,9	1 393,9	278,8	358,0	779,5	376,3	264,8	-	-	504,5
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	299,1	267,9	417,3	275,0	391,0	462,5	315,8	422,2	331,3	213,6	330,8
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	93,1	118,6	206,2	51,7	233,7	136,2	227,7	-	290,8	-	232,5
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	97,2	108,1	152,0	194,8	222,4	224,4	221,1	-	-	-	159,0
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	58,3	107,4	173,3	202,2	245,9	253,1	219,2	194,4	325,1	-	150,7
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	97,2	131,6	161,0	172,1	195,4	219,1	226,4	282,1	-	-	213,6
- autres communes isolées	70,9	134,9	190,1	214,6	221,4	272,3	286,0	321,6	499,2	333,4	248,0
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	100,2	127,4	189,1	234,9	274,9	314,3	259,5	291,7	267,1	245,7	242,4
- à un groupement à fiscalité additionnelle	58,3	107,4	173,5	200,2	245,7	248,3	220,1	194,4	310,0	-	152,7
- communes isolées	72,9	134,4	185,6	202,9	214,6	253,1	260,9	312,2	499,2	333,4	240,4

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les produits de taxe professionnelle des communes en 2003

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	49,4	92,0	148,3	175,0	219,8	269,7	212,0	295,7	204,4	-	138,9
Métropole	49,7	92,3	147,2	173,0	212,2	244,2	247,6	309,1	274,7	333,4	179,5
Outre-mer	n.s.	90,4	166,1	31,2	35,7	62,4	137,0	87,7	-	-	88,3
France entière	49,7	92,3	147,3	169,2	203,9	229,2	239,2	290,7	274,7	333,4	176,6

Évolution « brute » de 2002 à 2003 des produits de taxe professionnelle des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+5,7	+8,0	+7,4	0,0	+1,7	+1,6	-2,1	-3,2	-4,5	-	+0,3
Aquitaine	+22,0	+14,6	+6,2	+11,7	+0,7	+15,7	+4,4	-1,7	+11,5	-	+8,2
Auvergne	+10,8	+5,0	+4,5	-0,6	-0,1	+1,2	-1,1	-	-9,1	-	0,0
Bourgogne	+13,3	+7,4	+2,5	+2,3	+3,8	+4,6	-0,8	-2,1	+8,3	-	+3,7
Bretagne	+9,7	+10,2	+5,2	+11,1	-3,1	+6,0	-3,6	+14,5	+5,0	-	+4,8
Centre	+3,5	+19,8	+4,7	+3,2	+0,3	+0,2	-3,7	-6,3	+11,4	-	+3,7
Champagne-Ardenne	+11,1	+8,3	+6,0	+5,4	+5,2	-3,6	+3,3	+16,4	+7,2	-	+6,8
Corse ⁽⁶⁾	+29,8	+55,6	+46,7	+30,1	+45,9	+52,7	+29,0	+30,0	-	-	+35,8
Franche-Comté	+21,0	+12,7	+9,4	+2,2	-1,9	-4,6	-9,3	-14,3	+10,1	-	+1,7
Languedoc-Roussillon	+11,4	+8,2	+10,2	+9,1	+9,4	+6,6	+8,7	+6,9	+10,5	-	+9,2
Limousin	+6,4	+8,8	+10,2	+7,1	+4,0	+4,8	-	-0,5	-0,2	-	+3,8
Lorraine	+5,3	+3,1	+19,5	-1,5	+1,8	+3,4	+8,5	-	+5,0	-	+5,0
Midi-Pyrénées	+15,0	+8,9	+10,3	+4,0	+10,0	+10,3	+7,5	+9,8	-	-6,1	+4,9
Nord-Pas-de-Calais	+12,4	+7,9	+2,2	+7,6	+0,1	-0,2	-1,4	-1,0	-0,9	-	+0,7
Basse-Normandie	+168,7	-14,7	+6,1	+15,5	+4,3	+1,9	-3,4	-	+12,3	-	+14,1
Haute-Normandie	-4,8	+23,3	+1,6	+1,8	+6,7	+1,9	+3,4	-11,7	+2,0	-	+4,8
Pays de la Loire	+8,0	+7,7	+6,9	+4,3	+6,4	+0,2	+3,9	-12,0	+0,4	-	+1,7
Picardie	+7,4	+6,7	+4,6	+10,6	-0,3	-3,2	+6,4	-2,8	+3,3	-	+2,7
Poitou-Charentes	+8,3	+7,9	+7,5	+5,7	+2,6	+6,5	-5,2	+9,4	-	-	+4,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+8,4	+8,2	+4,6	+2,8	+7,2	+3,0	+3,7	+10,5	+8,7	+5,5	+5,2
Rhône-Alpes	+5,5	+6,9	+7,9	+5,4	+4,5	+2,4	-0,8	+0,3	-4,9	-0,8	+2,5
Métropole hors Ile-de-France	+20,3	+8,6	+7,1	+5,3	+3,1	+2,9	+1,4	+1,2	+2,9	+0,1	+4,0
Ile-de-France	+4,5	-0,6	+50,4	+14,3	+2,2	-0,6	-6,9	-10,0	-7,2	-11,8	-6,3
Métropole	+19,9	+8,0	+10,5	+5,7	+3,0	+2,5	-1,7	-4,0	+2,5	-7,4	+1,6
Outre-mer	n.s.	+12,3	-2,5	+6,8	+15,4	+11,6	+5,1	+12,7	+12,6	-	+8,6
France entière	+19,9	+8,0	+10,5	+5,7	+3,1	+2,5	-1,5	-3,5	+2,6	-7,4	+1,7

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+23,9	+9,3	+24,5	+7,8	+1,4	+3,1	+1,2	+2,5	+4,4	-0,8	+3,7
- à un SAN ⁽²⁾	+9,1	-17,6	-0,2	+23,2	+6,4	+1,1	-12,9	-4,0	-	-	-5,2
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+7,8	+12,9	+8,0	+0,4	+0,3	+3,2	-1,2	-4,6	+1,3	+0,8	+0,5
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	+10,7	+14,8	-7,9	+5,3	+4,7	+17,9	-3,9	-	-7,3	-	-3,6
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+53,7	+9,7	+8,6	+2,9	+7,5	+3,6	+0,3	-	-	-	+8,4
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+8,7	+8,0	+6,3	+6,4	+4,3	+1,6	+5,2	-3,1	+7,2	-	+5,5
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+9,3	+6,8	+7,5	+13,1	+0,5	+1,4	-1,8	-7,9	-	-	-1,0
- autres communes isolées	+6,6	+7,0	+7,2	+5,2	+1,8	+0,7	-6,3	-10,5	-7,2	-11,8	-5,6
- à un groupement à TPU⁽⁴⁾	+49,3	+8,5	+14,0	+5,2	+3,0	+3,0	-0,6	+0,7	+3,2	+0,1	+3,4
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+8,7	+8,1	+6,1	+6,4	+4,3	+1,9	+4,2	-3,1	+0,7	-	+5,1
- communes isolées	+6,8	+6,9	+7,3	+7,0	+1,5	+0,9	-4,7	-9,9	-7,2	-11,8	-4,7

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine
(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes (6) : l'évolution observée pour la Corse résulte en partie de la fin progressive du régime de zone franche qui lui était appliqué
n.s. : non significatif

Evolution⁽⁷⁾ « brute » de 2002 à 2003 des produits de taxe professionnelle des communes

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Métropole hors Ile-de-France	+7,4	+7,2	+5,4	+4,2	+2,6	+0,1	+4,0	+0,6	-2,3	-	+3,8
Métropole	+7,4	+7,0	+5,7	+4,5	+2,5	-0,1	-4,4	-10,4	-4,5	-11,8	-2,7
Outre-mer	n.s.	+12,0	-3,3	-1,9	+7,6	+4,6	+0,9	+17,3	-	-	+6,5
France entière	+7,4	+7,0	+5,7	+4,5	+2,6	0,0	-4,2	-9,8	-4,5	-11,8	-2,6

(7) : pour les communes isolées ou appartenant à des groupements de même nature juridique et de même régime fiscal

Évolution « à législation constante » de 2002 à 2003 des produits de taxe professionnelle des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+4,2	+11,0	+8,2	+3,3	+6,9	+6,6	+4,3	+2,3	+0,6	-	+4,6
Aquitaine	+18,9	+13,0	+4,5	+11,4	-0,2	+16,1	+3,1	-3,1	+10,6	-	+7,1
Auvergne	+9,2	+5,3	+5,6	+2,2	+2,1	+5,0	+2,2	-	-2,7	-	+2,9
Bourgogne	+9,6	+6,2	+4,6	+7,1	+5,7	+6,7	+2,6	+2,4	+6,8	-	+5,2
Bretagne	+10,9	+10,0	+5,3	+9,4	-3,7	+3,9	-1,9	+7,5	+7,7	-	+4,0
Centre	+2,2	+18,0	+3,7	+3,4	+3,0	+3,4	+2,3	-1,0	+11,5	-	+5,6
Champagne-Ardenne	+9,6	+6,3	+7,7	+8,3	+6,3	+0,9	+6,5	+11,7	+5,4	-	+6,6
Corse ⁽⁶⁾	+10,5	+13,1	+12,9	+1,4	+8,7	+9,8	-3,5	-3,6	-	-	+2,0
Franche-Comté	+19,6	+11,3	+15,5	+9,9	+1,7	-3,6	-2,4	-4,5	+4,9	-	+5,1
Languedoc-Roussillon	+11,1	+8,2	+9,1	+10,9	+7,5	+2,5	+3,9	+7,7	+7,7	-	+7,0
Limousin	+6,1	+7,5	+9,4	+5,9	+5,7	+2,4	-	+2,0	+2,8	-	+4,6
Lorraine	+4,9	+5,0	+17,5	+1,7	+3,0	+4,1	+7,1	-	+2,4	-	+5,1
Midi-Pyrénées	+14,4	+7,7	+7,4	+4,7	+9,7	+10,7	+8,8	+3,7	-	+2,3	+7,0
Nord-Pas-de-Calais	+12,3	+10,3	+5,5	+9,3	+3,7	+3,9	+2,1	+2,9	+4,0	-	+4,3
Basse-Normandie	+143,9	-11,2	+6,1	+17,2	+4,7	+5,5	+2,2	-	+9,5	-	+13,0
Haute-Normandie	+0,5	+23,2	+4,4	+5,3	+10,1	+5,9	+2,1	-5,2	+4,7	-	+7,2
Pays de la Loire	+6,9	+7,4	+8,6	+5,6	+9,0	+2,2	+5,6	-5,4	+5,5	-	+4,7
Picardie	+6,2	+6,7	+5,8	+12,2	+1,8	+4,0	+6,0	+4,0	+3,8	-	+5,1
Poitou-Charentes	+6,6	+8,0	+8,7	+6,0	+3,5	+4,5	+0,7	+7,7	-	-	+5,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+6,5	+8,2	+5,5	+4,6	+7,9	+5,3	+3,9	+9,8	+7,7	+8,4	+6,4
Rhône-Alpes	+4,9	+7,2	+9,4	+7,3	+8,1	+7,3	+1,5	+5,1	-1,4	+1,7	+5,2
Métropole hors Ile-de-France	+17,4	+8,6	+7,7	+7,0	+5,1	+5,6	+3,2	+3,1	+4,7	+4,6	+5,6
Ile-de-France	+4,0	-0,9	+32,1	+13,5	+7,9	+3,3	+3,5	+3,2	+2,1	+4,3	+4,5
Métropole	+17,0	+8,1	+9,9	+7,4	+5,4	+5,3	+3,3	+3,2	+4,6	+4,4	+5,4
Outre-mer	n.s.	+8,7	-3,3	+4,5	+8,2	+7,0	+3,4	+3,4	+3,7	-	+3,9
France entière	+17,0	+8,1	+9,9	+7,4	+5,4	+5,3	+3,3	+3,2	+4,6	+4,4	+5,3
Selon l'appartenance intercommunale											
- à une CA ⁽¹⁾	+25,4	+10,6	+23,1	+9,6	+3,6	+4,0	+2,4	+3,6	+5,1	+3,9	+5,0
- à un SAN ⁽²⁾	+23,5	-6,8	+11,4	+32,7	+11,0	+8,1	+2,3	+11,1	-	-	+5,7
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+11,4	+17,1	+13,8	+4,4	+5,3	+7,9	+2,2	+0,7	+3,8	+5,2	+4,5
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	+15,8	+12,4	-2,0	+8,9	+12,4	+21,5	+8,2	-	+5,3	-	+7,6
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+44,9	+9,4	+4,8	+5,0	+7,3	+3,5	+1,1	-	-	-	+7,4
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+7,1	+7,4	+6,7	+7,0	+6,6	+6,0	+4,7	+0,8	+5,4	-	+6,4
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+7,8	+6,1	+5,8	+8,6	+6,4	+4,3	+4,6	+6,6	-	-	+5,4
- autres communes isolées	+4,9	+6,0	+7,9	+7,7	+4,5	+4,8	+5,5	+2,9	+2,1	+4,3	+4,6
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+41,9	+9,4	+12,4	+7,3	+5,1	+5,2	+2,3	+3,1	+4,6	+4,6	+5,3
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+7,1	+7,4	+6,6	+7,1	+6,7	+6,4	+5,1	+0,8	+5,4	-	+6,4
- communes isolées	+5,2	+6,0	+7,6	+7,9	+5,0	+4,7	+5,2	+3,6	+2,1	+4,3	+4,8

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine
(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes (6) : l'évolution observée pour la Corse résulte en partie de la fin
progressive du régime de zone franche qui lui était appliqué
n.s. : non significatif

Evolution⁽⁷⁾ « à législation constante » de 2002 à 2003 des produits de taxe professionnelle des communes

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Métropole hors Ile-de-France	+5,5	+6,1	+6,1	+5,9	+5,6	+4,8	+4,6	+3,6	+2,8	-	+5,4
Métropole	+5,4	+6,0	+6,3	+6,2	+5,5	+4,9	+5,5	+2,6	+2,5	+4,3	+4,8
Outre-mer	n.s.	+8,5	-4,2	-3,3	+2,2	+4,3	-1,6	+3,3	-	-	+1,6
France entière	+5,4	+6,0	+6,2	+6,1	+5,5	+4,9	+5,3	+2,6	+2,5	+4,3	+4,8

(7) : pour les communes isolées ou appartenant à des groupements de même nature juridique et de même régime fiscal

Les produits des quatre taxes des communes et de leurs groupements en 2003

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	226,8	308,1	450,3	477,9	556,5	474,2	655,6	494,1	706,4	-	488,1
Aquitaine	241,5	293,2	452,8	410,2	594,5	917,5	659,7	829,1	1 023,6	-	547,5
Auvergne	263,3	304,2	399,2	445,8	518,7	635,7	596,9	-	666,4	-	444,4
Bourgogne	227,3	291,7	372,5	513,1	559,6	555,7	657,0	780,9	633,3	-	439,4
Bretagne	249,2	284,9	360,6	425,2	557,1	583,1	563,1	585,4	606,2	-	452,0
Centre	257,4	338,0	406,8	426,8	536,7	718,8	695,8	622,3	676,8	-	491,7
Champagne-Ardenne	244,3	375,0	346,3	464,8	499,1	549,2	647,4	570,8	763,7	-	470,6
Corse	273,1	297,7	301,3	539,3	358,7	537,0	425,8	563,5	-	-	392,4
Franche-Comté	181,6	262,3	454,3	686,4	428,7	524,4	952,3	570,6	656,0	-	416,8
Languedoc-Roussillon	332,8	336,4	411,5	514,6	560,8	678,0	761,2	737,0	733,0	-	552,3
Limousin	260,6	298,9	388,5	398,2	474,2	619,7	-	821,8	624,4	-	443,8
Lorraine	165,2	252,7	379,1	413,4	488,6	489,1	543,0	-	695,7	-	408,8
Midi-Pyrénées	273,5	363,4	402,7	467,8	452,1	577,8	743,9	625,9	-	785,1	502,8
Nord-Pas-de-Calais	207,9	347,1	369,6	461,6	591,6	593,1	636,0	700,3	828,7	-	548,3
Basse-Normandie	378,0	288,4	363,4	560,4	498,6	542,5	582,0	-	696,7	-	433,9
Haute-Normandie	266,1	329,9	412,1	492,2	960,3	746,2	607,2	801,7	629,2	-	550,6
Pays de la Loire	263,2	283,7	368,1	464,3	546,7	652,2	616,4	669,5	677,4	-	490,6
Picardie	232,9	309,3	441,6	465,6	553,2	598,5	571,7	665,3	709,1	-	437,6
Poitou-Charentes	247,4	312,5	382,1	533,8	481,6	616,2	686,7	690,1	-	-	444,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	488,9	513,6	474,7	588,6	560,2	953,2	739,7	858,7	642,5	545,4	664,1
Rhône-Alpes	402,8	416,1	547,7	564,1	691,4	703,2	671,5	857,5	717,3	788,1	613,6
Métropole hors Ile-de-France	264,2	326,5	415,4	491,3	575,7	669,5	665,3	712,4	702,9	647,9	517,2
Ile-de-France	329,7	416,0	686,3	499,8	565,2	599,4	655,2	705,9	859,7	691,7	645,9
Métropole	265,5	330,2	430,3	491,9	574,5	654,8	661,3	709,6	706,3	670,6	541,0
Outre-mer	n.s.	249,7	257,6	191,5	193,0	214,9	369,3	345,3	420,5	-	312,2
France entière	265,5	330,0	429,8	487,6	563,8	635,7	644,7	680,5	698,8	670,6	534,8

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	301,5	379,5	472,0	547,1	590,5	641,5	636,3	662,0	656,6	772,4	615,7
- à un SAN ⁽²⁾	1 461,6	3 246,9	2 257,2	677,9	760,2	1 186,0	781,3	659,5	-	-	919,7
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	552,6	520,1	697,8	562,7	710,1	813,6	695,0	798,5	782,4	574,4	708,2
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	359,2	293,1	469,2	276,5	481,7	424,0	584,5	-	645,1	-	556,4
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	288,8	304,0	382,8	451,3	515,3	549,3	590,1	-	-	-	404,9
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	251,7	316,5	418,1	453,6	526,0	537,1	547,4	518,7	763,7	-	390,2
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	293,1	357,7	438,1	484,0	545,9	608,0	622,1	645,2	-	-	569,8
- autres communes isolées	268,8	368,0	445,3	493,4	545,2	650,6	682,6	721,8	859,7	691,7	575,1
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	291,3	329,1	432,2	503,4	581,1	663,4	650,6	683,2	694,1	647,9	573,9
- à un groupement à fiscalité additionnelle	251,8	316,4	418,4	451,3	525,2	532,4	551,1	518,7	711,5	-	394,3
- communes isolées	270,6	366,5	444,2	490,8	545,4	635,2	657,1	703,6	859,7	691,7	573,9

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes

n.s. : non significatif

Les produits des quatre taxes des communes en 2003

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 Hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Métropole hors Ile-de-France	202,7	270,8	362,5	397,6	486,3	560,2	527,0	748,8	458,2	-	354,5
Métropole	204,7	273,9	366,6	409,2	494,3	569,5	625,6	704,1	553,9	691,7	442,7
Outre-mer	n.s.	250,0	308,1	172,0	167,7	204,5	317,3	261,7	-	-	248,4
France entière	204,8	273,8	366,3	402,9	478,8	539,4	602,0	667,3	553,9	691,7	436,6

Évolution « brute » de 2002 à 2003 du produit des quatre taxes des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+6,5	+7,2	+7,1	+2,6	+4,0	+3,9	+1,1	+0,7	+2,7	-	+3,9
Aquitaine	+10,0	+9,8	+9,0	+9,5	+5,2	+10,8	+6,5	+2,8	+7,4	-	+7,5
Auvergne	+5,9	+5,2	+4,8	+2,2	+2,8	+3,3	+1,8	-	+2,4	-	+3,5
Bourgogne	+6,5	+6,1	+4,1	+2,8	+4,8	+5,0	+2,0	+1,4	+5,1	-	+4,4
Bretagne	+6,0	+7,0	+6,1	+8,4	+2,2	+6,5	+1,6	+8,3	+7,3	-	+6,0
Centre	+4,2	+9,7	+5,0	+3,8	+3,5	+2,2	+0,6	-2,0	+5,6	-	+3,9
Champagne-Ardenne	+6,6	+8,0	+6,0	+6,3	+5,7	+1,0	+4,8	+8,4	+6,5	-	+6,3
Corse ⁽⁶⁾	+13,7	+14,5	+16,1	+20,0	+19,4	+18,7	+9,3	+10,8	-	-	+13,5
Franche-Comté	+10,9	+9,6	+7,7	+3,1	+0,9	+0,1	-4,8	-4,5	+6,2	-	+3,7
Languedoc-Roussillon	+6,0	+5,5	+6,9	+8,5	+7,5	+7,2	+5,5	+4,2	+6,6	-	+6,6
Limousin	+5,1	+6,5	+7,6	+6,8	+5,4	+4,5	-	+1,3	+2,4	-	+4,4
Lorraine	+5,4	+5,0	+12,4	+0,5	+3,2	+4,6	+6,1	-	+3,6	-	+4,9
Midi-Pyrénées	+8,4	+7,1	+8,4	+5,8	+8,0	+7,2	+6,5	+5,6	-	+0,2	+5,5
Nord-Pas-de-Calais	+6,7	+6,7	+4,0	+7,0	+2,7	+2,1	+1,6	+1,4	+2,9	-	+2,9
Basse-Normandie	+46,9	-1,1	+5,5	+8,5	+4,2	+3,0	+0,4	-	+6,0	-	+8,3
Haute-Normandie	+1,1	+12,7	+4,2	+2,5	+6,2	+4,0	+4,3	-4,5	+3,2	-	+4,8
Pays de la Loire	+5,5	+6,5	+6,5	+5,8	+6,4	+3,5	+5,0	-3,7	+2,8	-	+3,9
Picardie	+5,6	+5,7	+5,8	+8,6	+2,6	+0,6	+5,5	+0,5	+3,0	-	+4,0
Poitou-Charentes	+4,4	+5,8	+6,4	+5,5	+5,1	+4,7	+1,7	+8,1	-	-	+5,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+5,5	+5,5	+6,0	+4,3	+7,1	+3,8	+4,7	+5,8	+4,9	+3,9	+4,8
Rhône-Alpes	+5,5	+6,5	+7,1	+5,7	+5,4	+4,0	+2,0	+2,0	-0,2	+2,2	+4,0
Métropole hors Ile-de-France	+8,9	+6,8	+6,7	+5,7	+4,8	+4,2	+3,5	+2,9	+4,1	+2,5	+4,8
Ile-de-France	+5,1	+3,1	+25,9	+9,1	+4,3	+2,2	+0,6	-2,0	-2,2	-4,7	0,0
Métropole	+8,8	+6,6	+8,1	+6,0	+4,8	+3,8	+2,4	+0,8	+4,0	-1,5	+3,7
Outre-mer	n.s.	+7,2	+3,3	+11,9	+11,2	+10,7	+6,7	+9,0	+16,7	-	+9,2
France entière	+8,8	+6,6	+8,1	+6,0	+4,8	+3,9	+2,5	+1,1	+4,1	-1,5	+3,8

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+11,7	+7,3	+14,0	+7,3	+3,9	+4,0	+3,8	+3,8	+4,6	+2,2	+4,5
- à un SAN ⁽²⁾	+8,1	-12,1	+1,7	+17,8	+6,3	+2,0	-3,9	-0,5	-	-	-0,7
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+15,7	+9,7	+6,9	+2,5	+3,0	+4,3	+1,7	-0,5	+4,0	+2,8	+2,9
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	+4,0	+9,1	-1,2	+6,3	+4,0	+9,8	+0,4	-	-1,3	-	+0,8
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+17,4	+7,1	+7,5	+4,5	+7,2	+4,5	+4,2	-	-	-	+6,9
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+6,3	+6,9	+6,4	+6,3	+5,2	+4,0	+5,0	+1,9	+6,5	-	+5,8
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+6,4	+6,0	+6,9	+8,7	+4,6	+3,2	+2,6	-0,9	-	-	+2,9
- autres communes isolées	+4,9	+5,6	+6,3	+5,5	+4,0	+3,3	+0,2	-2,3	-2,2	-4,7	+0,1
- à un groupement à TPU⁽⁴⁾	+16,9	+6,8	+9,7	+5,8	+4,9	+4,0	+2,9	+2,9	+4,4	+2,5	+4,5
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+6,3	+6,9	+6,4	+6,3	+5,2	+4,2	+4,5	+1,9	+3,2	-	+5,6
- communes isolées	+5,0	+5,7	+6,4	+6,4	+4,2	+3,3	+1,2	-2,0	-2,2	-4,7	+0,7

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine
(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes (6) : l'évolution observée pour la Corse résulte en partie de la fin
progressive du régime de zone franche qui lui était appliqué
n.s. : non significatif

Evolution⁽⁷⁾ « brute » de 2002 à 2003 des produits des quatre taxes des communes

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Métropole hors Ile-de-France	+5,0	+5,8	+5,7	+5,7	+5,3	+4,1	+5,3	+4,2	+4,5	+3,9	+5,0
Métropole	+5,0	+5,7	+5,9	+5,8	+5,2	+3,8	+3,7	+1,1	+4,2	-2,4	+3,4
Outre-mer	n.s.	+7,2	+0,4	+7,5	+6,9	+7,1	+7,1	+7,3	+18,5	-	+8,3
France entière	+5,0	+5,7	+5,8	+5,8	+5,2	+3,9	+3,8	+1,4	+4,4	-2,4	+3,5

(7) : pour les communes isolées ou appartenant à des groupements de même nature juridique et de même régime fiscal

Évolution « à législation constante » de 2002 à 2003 du produit des quatre taxes des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+5,8	+7,4	+7,5	+4,0	+6,9	+6,3	+4,6	+3,1	+4,5	-	+5,6
Aquitaine	+9,7	+9,3	+7,6	+9,5	+3,9	+11,9	+5,6	+1,4	+7,6	-	+7,0
Auvergne	+5,7	+5,3	+5,3	+3,3	+3,7	+5,1	+2,9	-	+4,6	-	+4,4
Bourgogne	+6,1	+5,8	+4,9	+5,5	+5,7	+6,0	+3,3	+3,4	+4,8	-	+5,0
Bretagne	+6,6	+7,2	+6,0	+8,0	+1,1	+5,4	+1,7	+6,2	+8,1	-	+5,5
Centre	+3,9	+9,9	+4,5	+3,8	+4,4	+3,7	+2,4	+0,2	+6,4	-	+4,7
Champagne-Ardenne	+6,3	+7,1	+6,7	+7,9	+6,3	+2,7	+6,2	+7,5	+5,7	-	+6,2
Corse ⁽⁶⁾	+9,7	+9,3	+10,1	+4,5	+10,4	+8,5	-1,2	-0,7	-	-	+4,0
Franche-Comté	+11,2	+9,3	+11,5	+8,6	+2,6	+0,1	-0,3	-0,4	+4,6	-	+5,3
Languedoc-Roussillon	+5,5	+4,2	+6,1	+8,8	+6,8	+5,2	+4,0	+4,9	+6,0	-	+5,8
Limousin	+4,5	+5,9	+7,5	+6,3	+6,0	+3,3	-	+2,3	+3,6	-	+4,5
Lorraine	+5,0	+5,4	+12,1	+2,3	+3,8	+4,8	+5,9	-	+2,4	-	+4,9
Midi-Pyrénées	+8,5	+6,7	+7,1	+5,9	+8,1	+7,9	+7,4	+3,3	-	+3,9	+6,4
Nord-Pas-de-Calais	+6,9	+7,8	+5,3	+7,8	+4,6	+4,2	+2,8	+3,6	+5,0	-	+4,6
Basse-Normandie	+44,8	-0,9	+5,6	+9,5	+4,4	+4,9	+2,6	-	+5,5	-	+8,4
Haute-Normandie	+2,0	+12,4	+5,2	+4,1	+8,8	+6,4	+3,5	-1,9	+4,3	-	+6,0
Pays de la Loire	+5,3	+6,5	+7,4	+6,3	+7,6	+3,7	+5,7	-1,3	+4,9	-	+5,0
Picardie	+5,4	+5,8	+6,4	+9,7	+3,4	+4,2	+5,4	+3,5	+3,3	-	+5,0
Poitou-Charentes	+4,2	+6,1	+7,0	+5,7	+5,2	+4,0	+3,9	+7,5	-	-	+5,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+5,0	+5,7	+6,1	+5,1	+7,4	+5,1	+4,6	+6,1	+4,9	+5,3	+5,4
Rhône-Alpes	+5,2	+6,6	+8,0	+6,3	+7,4	+6,6	+2,6	+4,5	+0,7	+3,0	+5,1
Métropole hors Ile-de-France	+8,6	+6,8	+7,0	+6,4	+5,7	+5,5	+4,0	+3,6	+4,8	+4,3	+5,4
Ile-de-France	+4,9	+2,6	+20,6	+9,4	+6,5	+3,4	+4,5	+4,3	+3,3	+3,8	+4,7
Métropole	+8,5	+6,6	+8,1	+6,7	+5,8	+5,1	+4,2	+3,9	+4,7	+4,0	+5,3
Outre-mer	n.s.	+6,1	+2,7	+11,1	+9,7	+9,2	+5,6	+5,6	+12,5	-	+7,0
France entière	+8,5	+6,6	+8,0	+6,7	+5,8	+5,1	+4,3	+4,0	+4,9	+4,0	+5,3
Selon l'appartenance intercommunale											
- à une CA ⁽¹⁾	+13,5	+8,0	+14,7	+8,4	+4,8	+4,2	+3,9	+4,2	+4,9	+4,0	+5,0
- à un SAN ⁽²⁾	+20,5	-3,8	+9,4	+22,0	+8,8	+6,8	+3,9	+6,7	-	-	+5,6
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+16,7	+12,6	+10,7	+4,3	+5,6	+7,1	+3,0	+2,1	+4,9	+4,5	+4,7
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	+6,3	+8,9	+0,9	+7,1	+8,4	+12,4	+5,7	-	+4,8	-	+6,0
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+16,8	+6,9	+5,8	+5,0	+7,0	+4,2	+4,0	-	-	-	+6,5
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+5,9	+6,5	+6,5	+6,5	+6,4	+6,1	+4,7	+3,0	+5,7	-	+6,1
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+6,0	+5,9	+6,6	+7,7	+7,3	+4,5	+5,3	+6,1	-	-	+5,7
- autres communes isolées	+4,5	+5,3	+6,7	+6,8	+5,0	+5,0	+5,5	+3,9	+3,3	+3,8	+4,7
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+16,5	+7,1	+9,4	+6,7	+5,7	+5,0	+3,7	+3,8	+4,9	+4,3	+5,3
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+5,9	+6,5	+6,4	+6,5	+6,4	+6,3	+4,8	+3,0	+5,3	-	+6,1
- communes isolées	+4,6	+5,4	+6,7	+7,0	+5,7	+4,8	+5,4	+4,4	+3,3	+3,8	+4,9

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine
(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) : communauté de communes (6) : l'évolution observée pour la Corse résulte en partie de la fin
progressive du régime de zone franche qui lui était appliqué
n.s. : non significatif

Evolution⁽⁷⁾ « à législation constante » de 2002 à 2003 des produits des quatre taxes des communes

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 Hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Métropole hors Ile-de-France	+4,7	+5,6	+5,9	+6,0	+5,9	+5,0	+5,3	+4,4	+4,7	+3,9	+5,2
Métropole	+4,7	+5,5	+6,0	+6,2	+5,8	+4,8	+5,5	+4,2	+4,6	+3,8	+5,0
Outre-mer	n.s.	+6,1	-0,2	+6,8	+6,0	+6,9	+6,2	+5,1	+18,5	-	+7,2
France entière	+4,7	+5,5	+6,0	+6,2	+5,8	+4,9	+5,5	+4,3	+4,8	+3,8	+5,1

(7) : pour les communes isolées ou appartenant à des groupements de même nature juridique et de même régime fiscal

Taxe et redevance d'enlèvement des ordures ménagères

Pour financer la collecte, le stockage et l'élimination des ordures ménagères, les collectivités ont le choix entre trois possibilités :

- prendre directement les fonds sur les recettes du budget de la collectivité et donc indirectement sur le produit des quatre taxes directes locales.
- percevoir une redevance générale pour service rendu (REOM). Ce n'est pas une recette fiscale, car elle est établie en proportion du service rendu.
- percevoir une taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés bâties (TEOM), assise sur les mêmes bases, mais qui peut être modulée selon les zones desservies et qui bénéficie d'exonérations spéciales (usines ...). La taxe peut être répercutée dans les charges locatives. Elle ne peut financer l'élimination de déchets non ménagers, notamment industriels : une redevance spéciale doit être instaurée dans ce cas. Depuis la loi du 12 juillet 1999, c'est la collectivité qui assure l'enlèvement des déchets ménagers qui doit instaurer la taxe.

De nombreux groupements de communes à fiscalité propre ont acquis la compétence « élimination des ordures ménagères » depuis la loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République de février 1992. Pour pouvoir percevoir la taxe ou la redevance pour leur compte propre, les groupements (avec ou sans fiscalité propre) doivent exercer par eux-mêmes l'ensemble de la compétence, c'est-à-dire à la fois la collecte et la destruction ou le traitement des ordures ménagères (les statistiques présentées dans le tableau ci-dessous ne permettent pas de distinguer ceux qui exercent l'intégralité ou seulement une partie de la compétence). Depuis la loi du 12 juillet 1999, ils ne peuvent plus, comme l'article 12 de la loi n°78-1240 du 29 décembre 1978 les y autorisait, renoncer à percevoir directement la redevance ou la taxe et laisser ce soin à chacune des communes qui les composent, dès lors qu'ils assurent la collecte.

En 2003, 1 158 groupements de communes à fiscalité propre ont perçu la taxe, dont 103 communautés d'agglomération, 13 communautés urbaines, 1 SAN et 1 041 communautés de communes.

En 2002⁽¹⁾, les habitants de 92 % des communes étaient assujettis au paiement d'une taxe ou d'une redevance générale. La proportion de communes qui ont choisi la REOM en 2002 est en baisse (35,1 % contre 37,1 % en 2001). En 2003, le nombre de communes ayant opté pour la TEOM est en forte hausse (63,7 % contre 56,4 % en 2002).

Au total, ce sont 51 millions d'habitants (soit 83 % de la population) qui sont assujettis au régime de la TEOM. La population assujettie à la REOM n'est que de 7 millions d'habitants.

Si l'utilisation de la redevance est légèrement plus répandue dans les communes de moins de 500 habitants, elle devient tout à fait marginale dans les communes de plus de 5 000 habitants (moins de 10 %). La taxe est utilisée par plus de 80 % des communes au-dessus de 10 000 habitants. L'utilisation de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères est particulièrement fréquente dans l'est de la France.

Le produit total de la taxe atteint 3,7 milliards d'euros en 2003, en augmentation de 9,1 % par rapport à l'année précédente. Le produit de la redevance atteignait 388,4 millions d'euros en 2002⁽¹⁾, contre 360,3 millions d'euros en 2001, soit une augmentation annuelle de 7,8 %.

Nombre de communes concernées par la TEOM selon la collectivité destinataire de la taxe en 2003

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 Hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 Hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 Hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
- groupement sans TPU	5 340	2 266	320	115	119	48	18	3	1	-	8 230
- groupement à TPU	2 510	2 623	670	328	426	215	139	38	20	2	6 971
- syndicat	2 807	1 424	245	89	110	40	23	1	-	-	4 739
- commune elle-même	1 391	1 116	292	138	193	122	116	37	7	3	3 415
Ensemble des communes	12 048	7 429	1 527	670	848	425	296	79	28	5	23 355

(1) **N.B.** : les statistiques relatives à la REOM ne sont disponibles qu'avec une année de décalage.

Proportion de communes sur le territoire desquelles est perçue une taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) en 2003

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	13,1	28,2	38,5	45,2	77,8	50,0	75,0	100,0	100,0	-	26,6
Aquitaine	81,3	81,7	87,1	86,7	82,7	94,4	100,0	100,0	100,0	-	82,1
Auvergne	62,8	76,8	84,3	100,0	100,0	100,0	100,0	-	100,0	-	69,4
Bourgogne	61,6	71,2	79,2	100,0	84,8	100,0	100,0	100,0	100,0	-	65,2
Bretagne	53,4	54,5	60,1	68,7	74,6	73,9	75,0	100,0	50,0	-	57,4
Centre	68,6	73,0	78,2	94,1	84,2	81,0	100,0	100,0	100,0	-	71,9
Champagne-Ardenne	33,0	46,2	76,3	53,8	72,2	100,0	75,0	100,0	0,0	-	36,9
Corse	40,9	74,1	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	-	-	50,0
Franche-Comté	20,9	38,0	68,3	72,2	85,7	85,7	100,0	100,0	0,0	-	26,4
Ile-de-France	89,8	97,4	93,5	91,5	96,3	96,7	93,3	93,5	100,0	100,0	94,2
Languedoc-Roussillon	65,2	83,5	96,3	97,8	92,9	100,0	100,0	100,0	100,0	-	74,8
Limousin	72,1	69,6	76,0	77,8	90,9	75,0	-	100,0	100,0	-	71,9
Lorraine	22,2	45,5	57,9	69,2	82,1	90,5	100,0	-	100,0	-	31,9
Midi-Pyrénées	74,2	79,6	86,7	85,3	89,7	84,2	90,9	100,0	-	100,0	76,1
Nord-Pas-de-Calais	69,0	71,8	72,9	69,0	65,3	70,6	79,2	100,0	100,0	-	70,4
Basse-Normandie	75,9	81,1	89,8	96,0	100,0	100,0	100,0	-	100,0	-	78,3
Haute-Normandie	74,1	75,4	73,5	83,3	71,4	62,5	87,5	100,0	100,0	-	74,6
Pays de la Loire	51,6	65,1	69,0	80,0	86,4	100,0	100,0	100,0	100,0	-	63,8
Picardie	63,6	56,5	62,6	66,7	55,0	71,4	60,0	50,0	100,0	-	61,8
Poitou-Charentes	63,9	60,8	76,4	74,1	85,2	100,0	60,0	100,0	-	-	64,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	40,0	75,3	92,6	90,0	98,5	97,7	100,0	100,0	100,0	100,0	65,7
Rhône-Alpes	58,9	74,1	81,8	86,6	91,2	89,1	96,0	100,0	66,7	100,0	70,0
Métropole	57,4	67,9	76,3	81,3	84,9	87,1	92,3	96,1	87,1	100,0	63,6
Outre-mer	0,0	72,2	66,7	91,7	85,7	95,0	95,0	100,0	100,0	-	85,1
France entière	57,4	67,9	76,2	81,4	84,9	87,4	92,5	96,3	87,5	100,0	63,7

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	81,8	85,7	86,1	90,5	85,4	84,9	93,9	100,0	90,9	100,0	86,3
- à un SAN ⁽²⁾	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	91,7	100,0	-	-	98,1
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	100,0	100,0	97,5	100,0	97,3	91,8	100,0	100,0	85,7	100,0	97,5
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	-	100,0	-	100,0
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	68,0	70,7	76,4	80,2	80,6	94,5	78,3	-	-	-	70,5
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	55,7	61,6	68,8	69,1	78,1	71,4	92,0	80,0	0,0	-	58,3
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	52,4	78,7	83,0	87,9	95,0	100,0	83,8	83,3	-	-	70,4
- autres communes isolées	49,2	67,3	75,1	81,8	90,1	94,3	95,9	95,2	100,0	100,0	57,1
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	69,0	74,1	80,5	86,3	85,3	89,3	93,2	100,0	89,7	100,0	74,6
- à un groupement à fiscalité additionnelle	55,7	61,7	69,0	69,5	78,5	72,4	92,6	80,0	50,0	-	58,4
- communes isolées	49,5	68,9	76,3	83,5	91,3	96,3	90,7	92,6	100,0	100,0	58,5

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) communauté de communes

Les taux de la TEOM des communes et de leurs groupements en 2003

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	7,6	7,7	7,2	6,7	7,3	8,6	9,9	8,5	10,9	-	9,1
Aquitaine	10,6	10,6	9,6	9,9	8,5	8,0	7,9	8,0	8,1	-	8,8
Auvergne	10,8	10,4	9,3	9,4	7,5	7,2	4,9	-	5,3	-	7,7
Bourgogne	9,4	8,5	8,1	8,4	7,5	6,0	7,9	7,3	6,7	-	7,8
Bretagne	11,3	9,5	8,7	8,8	8,1	8,3	5,0	8,5	8,4	-	8,4
Centre	12,4	13,5	12,5	13,5	10,9	10,4	10,7	9,0	8,9	-	11,1
Champagne-Ardenne	9,5	9,3	11,0	10,7	8,1	6,7	7,0	9,4	-	-	8,8
Corse	11,2	7,5	8,6	6,8	10,2	15,0	10,0	13,9	-	-	10,6
Franche-Comté	9,6	8,2	8,0	7,1	7,4	7,5	7,2	9,8	-	-	8,0
Ile-de-France	9,5	9,3	8,5	8,6	7,8	6,7	5,8	4,5	4,0	5,7	5,8
Languedoc-Roussillon	11,5	11,3	10,7	9,4	8,8	9,8	11,1	8,8	7,2	-	9,4
Limousin	9,2	9,9	8,7	8,1	9,4	5,4	-	8,3	7,4	-	8,3
Lorraine	11,3	8,8	8,5	8,9	8,9	9,3	9,1	-	9,0	-	9,0
Midi-Pyrénées	9,9	9,5	10,1	9,9	9,6	8,7	9,7	8,9	-	6,4	8,8
Nord-Pas-de-Calais	11,3	11,4	12,0	11,4	11,5	11,4	12,0	14,9	14,8	-	12,4
Basse-Normandie	12,1	11,0	10,7	9,2	9,9	8,9	9,1	-	6,8	-	9,7
Haute-Normandie	13,0	12,6	12,5	11,8	8,0	9,4	8,4	12,5	9,0	-	10,1
Pays de la Loire	10,5	9,7	9,9	9,8	8,4	8,4	7,4	6,3	8,8	-	8,6
Picardie	8,8	7,8	8,8	8,9	8,2	9,4	9,0	3,1	8,4	-	8,2
Poitou-Charentes	9,1	10,1	10,4	8,3	8,0	9,4	10,3	7,5	-	-	9,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8,5	8,0	7,5	7,1	8,4	7,6	7,7	10,1	5,8	7,9	7,9
Rhône-Alpes	8,4	7,9	7,6	7,0	7,0	6,7	5,9	5,9	5,7	6,6	6,8
Métropole	10,3	9,7	9,3	8,8	8,4	7,9	7,1	6,5	7,9	6,1	7,7
Outre-mer	6,5	6,8	8,2	8,8	10,5	8,1	12,2	10,9	-	-	10,1
France entière	10,3	9,7	9,3	8,8	8,4	7,9	7,1	6,8	8,0	6,1	7,7

Selon la collectivité destinataire de la taxe

- communauté urbaine ⁽¹⁾	6,7	6,1	5,0	4,0	8,4	10,2	9,7	-	6,1	-	7,5
- CC ⁽²⁾	10,0	9,8	9,7	9,5	9,1	8,9	7,7	6,3	-	-	9,2
- groupement à TPU	10,4	9,6	9,0	8,8	8,0	8,2	8,1	8,2	8,5	10,1	8,6
- syndicat	11,2	11,0	10,4	10,7	9,6	9,4	8,7	5,7	-	-	10,0
- commune elle-même	9,1	8,3	8,7	7,6	8,0	6,9	5,8	5,9	7,0	5,4	6,3

(1) : sans TPU ou fiscalité mixte (2) : communauté de communes sans TPU ou fiscalité mixte

Évolution^(*) de 2002 à 2003 des taux de la TEOM des communes et de leurs groupements

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	+0,3	+0,1	+1,1	+0,2	+0,8	+1,0	+1,7	+2,5	+1,7	-	+1,3
Aquitaine	+11,6	+10,4	+8,9	+11,4	+7,8	+5,1	+4,3	+48,7	+2,9	-	+9,8
Auvergne	+8,1	+4,7	+2,0	+2,9	-2,2	-1,9	+5,6	-	+2,3	-	+2,4
Bourgogne	+12,0	+11,7	+6,5	+5,6	+9,2	-3,3	+6,9	+20,9	+4,3	-	+8,1
Bretagne	+18,0	+8,5	+7,0	+6,4	+8,9	+12,8	+11,2	+9,3	+8,9	-	+9,1
Centre	-9,9	+3,0	+3,1	+4,5	+10,4	+16,3	+12,7	+3,0	+31,3	-	+9,0
Champagne-Ardenne	-1,5	+7,1	+12,0	-8,1	+8,8	-5,3	+1,2	+10,6	-	-	+5,4
Corse	+8,0	+5,9	+6,4	+4,8	+9,0	0,0	+2,7	+36,3	-	-	+13,7
Franche-Comté	+3,9	+4,9	+8,4	-0,7	+3,1	+0,6	0,0	-1,4	-	-	+2,4
Ile-de-France	+7,2	+5,9	+3,9	+4,8	+5,4	+3,7	+1,9	+0,3	+2,9	-0,7	+1,4
Languedoc-Roussillon	+22,5	+14,1	+13,1	+10,8	+5,3	+10,1	+9,2	-0,3	+1,0	-	+8,0
Limousin	+5,0	+7,3	+3,9	+13,8	+6,8	+3,8	-	+0,6	-3,4	-	+2,8
Lorraine	+7,2	+6,5	+3,1	+3,0	+3,2	+13,7	+1,8	-	-0,4	-	+4,1
Midi-Pyrénées	+11,9	+10,9	+6,3	+16,6	+8,2	+9,9	+3,5	+3,8	-	-0,2	+6,7
Nord-Pas-de-Calais	+5,4	+9,0	+6,4	+10,1	+2,4	+2,0	+3,8	+5,7	0,0	-	+4,0
Basse-Normandie	+12,0	+9,6	+7,9	+15,6	+9,1	+1,6	+6,9	-	+0,7	-	+8,0
Haute-Normandie	+3,1	+4,3	+7,8	+4,6	+2,3	-1,4	-0,7	+2,5	-6,3	-	+0,0
Pays de la Loire	+10,1	+11,6	+11,1	+10,7	+7,7	+20,8	+7,4	+4,8	+6,6	-	+10,0
Picardie	+8,6	+8,9	+17,4	+28,1	+15,3	+7,8	+6,9	+84,3	+36,4	-	+15,5
Poitou-Charentes	+11,2	+14,4	+15,8	+9,2	+10,0	+5,5	+15,9	+9,6	-	-	+11,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+11,8	+3,5	+0,7	-4,6	+2,2	-2,5	-8,2	+0,3	-0,8	-29,9	-10,8
Rhône-Alpes	+7,7	+8,7	+6,8	+14,5	+6,6	+3,9	+3,6	+5,2	+4,2	+0,7	+5,7
Métropole	+7,9	+8,2	+7,2	+7,8	+5,7	+5,1	+2,3	+4,9	+3,9	-7,6	+3,3
Outre-mer	+22,3	+8,2	+5,8	+27,0	+6,2	+5,1	+2,3	-1,8	-	-	+4,2
France entière	+7,9	+8,2	+7,2	+7,8	+5,9	+5,2	+2,4	+4,7	+3,6	-7,6	+3,3

Selon la collectivité destinataire de la taxe

- communauté urbaine ⁽¹⁾	+2,6	+2,6	+2,1	+1,8	+7,1	+9,8	+8,5	-	+1,2	-	+5,1
- CC ⁽²⁾	+11,0	+12,7	+11,7	+12,3	+7,3	+7,9	+8,4	+3,3	-	-	+10,2
- groupement à TPU	+9,2	+9,7	+7,4	+9,0	+7,0	+7,9	+5,1	+9,5	+5,3	+1,2	+6,6
- syndicat	+2,0	+5,0	+6,0	+10,3	+3,9	+5,7	+2,2	+18,8	-	-	+4,9
- commune elle-même	+7,7	+3,6	+4,2	+0,9	+4,5	+0,1	-1,8	+0,2	-1,2	-10,4	-2,7

(1) : non TPU ou fiscalité mixte (2) : communauté de communes sans TPU ou fiscalité mixte

(*) pour les communes et leurs groupements ayant perçu de la TEOM les deux années

Les produits de la TEOM des communes et de leurs groupements en 2003

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	52,0	51,9	55,3	51,7	59,4	66,7	86,9	66,4	92,0	-	72,9
Aquitaine	51,5	59,6	67,1	71,5	72,2	83,3	75,8	85,3	104,4	-	72,3
Auvergne	55,5	58,3	59,9	64,6	54,8	63,4	45,5	-	54,4	-	56,8
Bourgogne	50,5	51,1	51,3	51,2	55,9	51,1	68,5	62,8	67,1	-	56,7
Bretagne	45,5	48,8	57,6	63,9	62,7	65,8	42,6	78,0	70,8	-	61,1
Centre	61,9	68,6	69,5	76,4	73,9	78,7	84,0	72,7	83,6	-	73,9
Champagne-Ardenne	41,2	45,2	55,3	46,2	49,6	43,5	48,8	71,1	-	-	52,1
Corse	87,5	74,7	74,6	52,2	80,5	202,3	69,6	134,9	-	-	94,0
Franche-Comté	46,4	53,3	57,0	50,2	48,5	57,6	56,3	80,6	-	-	55,6
Ile-de-France	74,7	83,4	81,7	82,4	83,8	74,8	71,6	73,9	101,7	150,1	90,5
Languedoc-Roussillon	72,2	72,3	79,9	81,0	93,2	92,4	110,7	88,9	75,9	-	84,0
Limousin	47,5	55,0	57,2	58,8	78,3	47,9	-	77,1	72,6	-	62,3
Lorraine	45,1	48,9	50,5	56,8	60,5	68,9	73,6	-	95,3	-	65,2
Midi-Pyrénées	47,4	56,5	68,5	73,3	72,2	74,6	82,5	76,1	-	69,5	66,7
Nord-Pas-de-Calais	41,4	46,1	56,7	52,5	58,1	58,5	71,6	82,0	120,4	-	65,7
Basse-Normandie	44,6	54,5	69,3	79,0	71,2	64,7	69,2	-	58,1	-	60,5
Haute-Normandie	54,8	55,8	65,8	66,8	54,5	64,7	61,9	95,4	81,3	-	65,1
Pays de la Loire	37,8	43,2	53,5	57,2	66,3	73,3	60,3	50,6	76,9	-	60,6
Picardie	35,5	40,0	53,3	54,6	60,8	67,1	77,8	23,3	67,2	-	50,9
Poitou-Charentes	40,3	55,7	67,3	72,3	61,0	86,7	83,8	64,4	-	-	63,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	91,4	87,9	74,6	64,6	86,5	78,7	81,0	135,3	56,4	75,2	82,2
Rhône-Alpes	55,0	59,6	66,1	60,1	61,5	59,1	54,9	59,2	56,9	87,3	61,9
Métropole	50,7	57,7	64,7	65,6	69,4	70,5	71,7	78,4	78,8	114,7	72,0
Outre-mer	0,0	16,1	22,4	31,2	33,1	44,6	42,7	72,2	100,3	-	53,9
France entière	50,7	57,6	64,6	65,1	68,4	69,3	70,0	77,9	79,5	114,7	71,4

Selon la collectivité destinataire de la taxe

- communauté urbaine ⁽¹⁾	29,8	32,6	40,5	21,9	50,3	63,4	71,1	-	50,8	-	55,2
- CC ⁽²⁾	46,9	54,7	63,3	62,9	72,9	64,6	60,7	63,9	-	-	58,7
- groupement à TPU	50,0	52,7	59,0	62,0	60,0	65,7	71,7	75,8	81,4	100,2	68,5
- syndicat	57,8	67,4	74,6	78,2	82,2	87,2	87,6	59,7	-	-	74,7
- commune elle-même	52,1	62,3	70,7	66,7	76,5	71,7	66,1	81,7	77,7	121,0	80,5

(1) : non TPU ou fiscalité mixte (2) : communauté de communes sans TPU ou fiscalité mixte

Évolution^(*) de 2002 à 2003 des produits de la TEOM des communes et de leurs groupements

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	+3,8	+4,4	+6,5	+3,8	+5,2	+2,7	+2,7	+6,2	+3,6	-	+4,0
Aquitaine	+16,1	+14,9	+13,4	+15,2	+12,6	+9,0	+7,6	+1,0	+5,4	-	+9,9
Auvergne	+12,2	+8,9	+5,0	+6,7	+2,5	+1,8	+7,9	-	+4,7	-	+6,1
Bourgogne	+16,2	+14,5	+10,2	+8,5	+12,7	+2,8	+10,0	+23,5	+6,8	-	+11,5
Bretagne	+20,0	+10,0	+10,4	+11,3	+13,4	+17,3	+14,6	+12,5	+11,7	-	+12,5
Centre	-6,6	+6,3	+7,2	+7,0	+14,0	+17,0	+15,3	+4,9	+34,0	-	+11,8
Champagne-Ardenne	+2,5	+11,6	+15,3	-5,3	+12,5	-3,5	+4,2	+13,1	-	-	+8,5
Corse	+11,4	+11,0	+10,7	+8,0	+12,3	+6,2	+4,2	+39,8	-	-	+17,6
Franche-Comté	+7,9	+8,9	+12,4	+2,8	+5,5	+3,4	+1,5	+2,3	-	-	+5,7
Ile-de-France	+11,1	+9,7	+8,0	+8,1	+8,8	+6,6	+4,9	+3,4	+5,4	+1,9	+4,4
Languedoc-Roussillon	+27,8	+19,2	+17,5	+15,3	+9,0	+13,7	+12,9	+2,9	+4,4	-	+12,0
Limousin	+8,4	+12,0	+11,0	+19,4	+10,0	+6,6	-	+3,7	-0,1	-	+6,6
Lorraine	+10,5	+10,7	+6,7	+6,0	+5,8	+16,9	+4,3	-	+1,8	-	+6,9
Midi-Pyrénées	+16,5	+15,5	+13,2	+20,6	+10,8	+14,3	+6,8	+7,7	-	+4,0	+10,9
Nord-Pas-de-Calais	+10,3	+14,6	+10,2	+14,3	+7,3	+7,2	+7,1	+9,4	+1,4	-	+7,9
Basse-Normandie	+16,0	+13,7	+11,2	+18,8	+12,5	+4,5	+9,5	-	+3,1	-	+11,3
Haute-Normandie	+7,0	+6,9	+11,1	+8,0	+3,8	+2,3	+3,6	+5,2	-4,5	-	+2,8
Pays de la Loire	+14,7	+16,2	+15,6	+15,2	+12,3	+25,5	+11,3	+8,2	+9,8	-	+14,0
Picardie	+12,2	+12,5	+21,3	+26,8	+18,5	+10,7	+9,9	+90,0	+39,0	-	+18,7
Poitou-Charentes	+15,6	+18,7	+20,9	+16,9	+14,4	+7,9	+18,6	+12,8	-	-	+16,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+16,4	+7,3	+4,8	-0,8	+6,0	+1,0	-5,3	+2,9	+1,1	-28,2	-8,1
Rhône-Alpes	+11,8	+12,9	+10,7	+19,0	+10,5	+7,3	+6,7	+8,0	+7,0	+4,7	+9,4
Métropole	+12,0	+12,2	+11,4	+11,8	+9,5	+8,6	+5,3	+6,2	+6,3	-5,0	+6,4
Outre-mer	0,0	+28,7	+15,0	+11,6	+30,4	+12,0	+11,6	+7,4	+2,5	-	+9,6
France entière	+12,0	+12,2	+11,5	+11,8	+9,7	+8,7	+5,5	+6,3	+6,2	-5,0	+6,5

Selon la collectivité destinataire de la taxe

- communauté urbaine ⁽¹⁾	+6,1	+6,6	+6,7	+5,2	+11,1	+13,4	+10,8	-	+4,8	-	+8,4
- CC ⁽²⁾	+15,1	+16,7	+16,0	+15,1	+10,9	+12,3	+12,1	+6,1	-	-	+14,1
- groupement à TPU	+13,4	+13,6	+11,7	+13,5	+11,2	+11,4	+8,4	+9,5	+7,9	+4,1	+9,7
- syndicat	+6,1	+9,0	+10,5	+14,1	+7,4	+9,3	+5,4	+22,3	-	-	+8,7
- commune elle-même	+11,8	+7,6	+8,0	+4,6	+8,0	+3,4	+1,0	+3,0	+1,3	-7,9	+0,2

(1) : non TPU ou fiscalité mixte (2) : communauté de communes sans TPU ou fiscalité mixte

(*) pour les communes et leurs groupements ayant perçu de la TEOM les deux années

Les taux « foncier bâti + TEOM » des communes et de leurs groupements en 2003

En pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 Hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	12,13	13,05	13,12	14,68	17,79	18,44	20,28	25,07	30,37	-	19,38
Aquitaine	20,94	22,23	25,31	27,40	26,14	29,47	32,68	34,61	35,52	-	28,57
Auvergne	18,86	22,00	22,95	26,33	25,76	26,63	29,80	-	24,54	-	24,53
Bourgogne	18,06	20,40	24,06	28,04	26,61	27,80	33,57	30,84	30,38	-	25,78
Bretagne	22,14	22,04	22,44	23,49	24,56	26,18	28,05	31,39	29,26	-	25,37
Centre	22,79	24,34	29,96	30,64	31,25	33,67	37,84	33,11	33,99	-	30,45
Champagne-Ardenne	19,16	22,12	26,94	23,76	23,79	30,31	35,16	36,69	28,56	-	27,06
Corse	14,93	15,16	18,67	16,69	24,89	25,75	30,57	30,96	-	-	22,24
Franche-Comté	13,70	15,69	18,29	19,44	24,21	29,66	27,76	27,89	23,29	-	20,51
Languedoc-Roussillon	24,41	27,70	29,88	27,40	29,04	35,36	43,40	36,91	35,66	-	32,38
Limousin	17,67	21,90	24,97	25,16	26,96	28,96	-	41,24	23,98	-	25,27
Lorraine	13,64	15,39	16,93	18,45	23,68	21,63	30,23	-	27,13	-	21,40
Midi-Pyrénées	19,10	22,62	25,82	28,38	29,18	29,00	37,64	39,17	-	27,65	27,65
Nord-Pas-de-Calais	20,72	22,22	25,54	27,92	30,37	35,08	36,72	39,84	38,00	-	32,39
Basse-Normandie	24,12	27,02	29,75	32,27	32,78	32,12	35,67	-	35,70	-	30,33
Haute-Normandie	25,25	25,35	34,01	32,94	28,18	33,36	37,21	46,57	32,71	-	31,28
Pays de la Loire	23,02	24,12	22,69	27,09	24,47	26,34	29,35	28,71	34,23	-	27,41
Picardie	21,53	21,79	26,08	26,23	26,31	31,38	32,93	34,27	35,61	-	27,44
Poitou-Charentes	21,91	22,74	26,55	24,87	28,45	37,65	36,23	37,53	-	-	28,82
Provence-Alpes-Côte d'Azur	19,52	21,52	21,58	23,10	25,58	27,59	29,41	31,61	28,30	27,17	27,04
Rhône-Alpes	19,93	19,62	20,01	21,06	23,81	25,58	28,08	28,04	27,96	22,92	23,52
Métropole hors Ile-de-France	19,87	21,45	23,36	24,59	26,13	28,59	32,36	33,39	31,31	26,09	26,79
Ile-de-France	17,83	20,98	21,22	23,94	22,93	25,08	22,59	17,85	10,51	12,89	18,56
Métropole	19,79	21,42	23,16	24,52	25,64	27,69	27,59	24,65	30,10	16,51	24,22
Outre-mer	n.s.	28,89	15,68	38,34	33,41	33,71	30,32	39,97	35,22	-	33,99
France entière	19,75	21,43	23,14	24,61	25,72	27,80	27,68	25,23	30,21	16,51	24,37

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	22,14	22,5	23,11	25,25	26,6	28,07	30,64	30,65	31,57	23,83	28,75
- à un SAN ⁽²⁾	10,80	20,48	27,61	30,09	31,68	34,29	28,50	29,82	-	-	29,94
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	25,30	25,87	22,44	25,14	26,69	28,87	31,63	38,41	31,71	27,76	30,14
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	20,78	23,23	22,86	26,05	32,84	35,64	36,22	-	27,87	-	30,64
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	20,45	21,45	23,89	24,84	25,65	31,11	31,58	-	-	-	24,91
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	19,97	21,78	23,52	24,91	25,88	27,33	32,39	27,35	28,56	-	24,02
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	16,61	18,70	21,83	21,48	20,39	22,85	22,24	16,97	-	-	20,86
- autres communes isolées	18,54	20,35	21,22	23,14	24,68	24,34	21,32	18,47	10,51	12,89	17,70
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	20,56	21,77	23,58	25,09	26,41	29,27	30,76	31,60	31,62	26,09	28,08
- à un groupement à fiscalité additionnelle	19,97	21,79	23,51	24,92	25,97	27,61	32,78	27,35	28,26	-	24,20
- communes isolées	18,38	20,09	21,32	22,64	23,40	23,78	21,67	18,18	10,51	12,89	18,28

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) communauté de communes

n.s. : non significatif

Evolution de 2002 à 2003 des taux « foncier bâti + TEOM » des communes et de leurs groupements

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 Hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	+5,4	+5,3	+2,1	+2,1	+2,1	+2,2	+1,7	+1,5	+5,6	-	+3,8
Aquitaine	+11,3	+9,4	+7,6	+6,1	+5,3	+2,8	+4,1	+10,3	+1,4	-	+5,7
Auvergne	+13,5	+7,2	+1,6	+1,6	0,0	+0,6	+2,1	-	+4,3	-	+3,6
Bourgogne	+8,8	+6,2	+3,1	+2,2	+3,8	+0,4	+1,6	+5,9	+1,7	-	+3,6
Bretagne	+10,8	+6,4	+5,0	+4,9	+6,0	+6,6	+3,1	+3,7	+5,8	-	+5,5
Centre	+5,0	+6,3	+3,0	+2,9	+3,9	+4,1	+3,4	+0,5	+6,7	-	+4,3
Champagne-Ardenne	+4,0	+6,7	+5,5	+2,7	+4,2	-0,3	+3,3	+4,3	+2,5	-	+3,8
Corse	+8,3	+2,8	+4,1	+5,3	+6,9	+0,6	+0,9	+13,6	-	-	+6,7
Franche-Comté	+7,8	+6,0	+9,5	+5,0	+4,8	+4,3	+10,6	+0,9	+2,1	-	+5,4
Languedoc-Roussillon	+14,0	+7,9	+7,2	+5,9	+3,7	+5,5	+2,8	-0,5	+1,0	-	+4,2
Limousin	+13,0	+11,3	+2,5	+8,2	+3,6	+1,8	-	+0,1	-0,4	-	+4,1
Lorraine	+10,1	+4,9	+3,7	+3,4	+3,8	+9,6	+1,2	-	+0,2	-	+3,9
Midi-Pyrénées	+10,3	+6,8	+5,8	+8,3	+4,0	+2,7	+1,9	+0,6	-	+0,6	+3,8
Nord-Pas-de-Calais	+18,8	+7,5	+4,4	+5,2	+2,5	+2,0	+2,6	+3,8	+1,3	-	+3,3
Basse-Normandie	+8,4	+6,5	+3,4	+4,6	+3,2	+1,4	+2,3	-	+0,1	-	+3,9
Haute-Normandie	+1,9	+4,7	+4,3	+1,6	+1,3	+2,7	+1,4	-0,2	-1,7	-	+1,4
Pays de la Loire	+8,1	+7,8	+4,4	+5,1	+4,5	+7,9	+3,6	+0,9	+2,7	-	+4,5
Picardie	+6,6	+3,9	+5,2	+6,6	+4,1	+2,4	+3,5	+1,2	+6,3	-	+4,2
Poitou-Charentes	+7,2	+6,2	+5,9	+3,5	+3,8	+2,2	+5,5	+3,9	-	-	+4,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+4,3	+2,7	+2,3	0,0	+3,1	+0,7	+0,3	+3,7	-0,2	-11,1	-1,6
Rhône-Alpes	+6,7	+6,6	+5,1	+5,5	+3,9	+4,0	+1,9	+1,9	0,0	+0,3	+3,4
Métropole hors Ile-de-France	+8,3	+6,5	+4,8	+4,4	+3,7	+3,3	+2,3	+3,4	+2,1	-6,1	+3,3
Ile-de-France	+4,6	+3,8	+3,7	+5,1	+4,8	+2,8	+2,4	+1,7	+3,0	-0,3	+2,0
Métropole	+8,1	+6,3	+4,7	+4,4	+3,8	+3,2	+2,3	+2,7	+2,1	-2,9	+3,0
Outre-mer	n.s.	+4,2	+4,8	+6,5	+10,4	+5,9	+1,8	+2,1	+6,7	-	+3,8
France entière	+8,1	+6,3	+4,7	+4,4	+3,9	+3,2	+2,3	+2,6	+2,2	-2,9	+3,0

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	+9,5	+5,0	+4,2	+3,9	+3,5	+3,0	+2,1	+2,7	+2,0	-14,9	+1,8
- à un SAN ⁽²⁾	+9,5	-0,3	+2,8	+4,0	+2,2	+2,6	+3,0	+0,4	-	-	+2,5
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+15,2	+2,4	+0,9	+2,3	+2,8	+2,7	+1,7	+2,9	+2,5	+0,5	+2,0
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	+0,4	+0,8	+1,0	+2,1	+2,6	+4,2	+3,4	-	+1,8	-	+2,6
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	+9,2	+7,2	+5,0	+4,8	+4,4	+4,1	+4,4	-	-	-	+5,4
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	+8,2	+7,2	+5,3	+4,8	+4,2	+4,5	+2,2	+1,2	+2,5	-	+5,4
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	+8,3	+3,8	+6,3	+7,2	+4,7	+2,1	+1,9	+1,6	-	-	+2,8
- autres communes isolées	+6,4	+4,4	+3,9	+3,9	+4,5	+2,4	+2,5	+3,1	+3,0	-0,3	+2,4
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	+9,3	+6,5	+4,5	+4,2	+3,7	+3,2	+2,3	+2,7	+2,2	-6,1	+2,6
- à un groupement à fiscalité additionnelle	+8,2	+7,1	+5,3	+4,8	+4,1	+4,5	+2,3	+1,2	+2,2	-	+5,3
- communes isolées	+6,6	+4,3	+4,3	+4,8	+4,6	+2,3	+2,3	+2,8	+3,0	-0,3	+2,5

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) communauté de communes

n.s. : non significatif

Les produits « foncier bâti + TEOM » des communes et de leurs groupements en 2003

Taille des communes en nombre d'habitants	En euros par habitant										Ensemble
	Moins de 500 Hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	69,4	93,8	124,7	132,6	184,5	161,3	213,1	211,6	286,0	-	168,5
Aquitaine	101,0	132,3	195,8	193,8	236,7	309,6	306,2	351,2	442,3	-	232,5
Auvergne	99,3	131,0	168,2	203,1	209,6	256,8	268,1	-	261,5	-	185,2
Bourgogne	94,7	130,3	167,8	200,5	221,4	245,7	300,1	299,0	299,6	-	190,9
Bretagne	85,3	109,2	148,0	173,8	199,0	223,7	227,6	283,4	234,0	-	178,8
Centre	110,7	152,6	187,3	210,5	243,0	287,4	328,8	278,6	317,7	-	220,5
Champagne-Ardenne	86,2	145,9	156,9	147,0	192,2	222,9	259,4	269,6	261,4	-	183,5
Corse	128,9	143,4	156,4	142,8	188,8	331,5	195,4	299,6	-	-	193,9
Franche-Comté	66,7	106,2	166,7	172,4	177,0	233,0	263,5	242,8	211,4	-	149,9
Languedoc-Roussillon	157,2	177,7	221,9	250,6	295,7	330,8	420,4	354,2	350,8	-	280,4
Limousin	98,3	125,0	166,9	174,6	228,5	262,6	-	388,4	236,0	-	186,5
Lorraine	55,9	92,5	129,4	134,2	181,0	182,4	246,5	-	275,2	-	154,7
Midi-Pyrénées	106,6	154,0	186,4	208,8	220,8	258,9	344,4	329,7	-	305,4	218,7
Nord-Pas-de-Calais	74,2	105,2	135,6	152,5	180,0	200,4	229,2	250,6	327,5	-	187,7
Basse-Normandie	127,8	145,8	196,4	284,9	257,8	247,6	287,9	-	302,4	-	201,7
Haute-Normandie	136,4	143,3	198,7	223,6	257,8	275,2	280,1	384,9	310,6	-	228,8
Pays de la Loire	83,7	105,7	133,8	170,6	209,3	249,4	242,7	252,9	295,2	-	191,3
Picardie	87,4	122,5	183,1	183,1	199,3	234,9	259,0	269,1	304,9	-	176,6
Poitou-Charentes	91,5	130,1	176,1	219,2	222,6	355,5	303,0	310,4	-	-	197,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	231,7	246,0	220,7	216,6	266,7	316,6	314,9	413,7	267,6	255,5	284,9
Rhône-Alpes	173,6	167,6	204,9	208,6	247,0	248,6	269,2	295,5	285,0	296,5	232,6
Métropole hors Ile-de-France	104,3	134,8	173,0	192,4	223,7	251,6	285,0	305,0	296,3	274,7	211,0
Ile-de-France	183,3	213,6	264,8	250,8	275,8	289,0	291,5	289,2	274,7	334,8	292,3
Métropole	105,9	138,1	178,0	196,7	229,7	259,4	287,5	298,4	295,9	305,8	226,0
Outre-mer	n.s.	126,9	105,3	131,4	116,9	132,0	161,7	217,9	281,0	-	173,1
France entière	106,0	138,0	177,8	195,8	226,5	253,9	280,4	291,9	295,5	305,8	224,6

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	114,7	145,3	182,4	198,7	223,6	257,1	285,6	299,1	292,9	286,8	259,8
- à un SAN ⁽²⁾	251,7	832,5	831,4	329,8	361,3	345,8	318,2	333,7	-	-	345,8
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	128,2	183,7	208,1	202,1	228,3	244,1	266,5	290,3	313,7	267,6	270,0
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	170,7	120,5	197,1	137,7	198,6	225,8	288,8	-	242,1	-	237,8
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	109,6	126,7	162,8	189,9	214,7	258,1	274,7	-	-	-	173,3
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	100,1	132,7	175,4	184,5	214,2	213,5	249,0	241,5	261,4	-	161,2
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	121,6	161,5	212,0	227,7	248,6	271,6	262,5	225,2	-	-	240,8
- autres communes isolées	116,5	165,7	194,0	214,3	254,2	277,1	297,5	308,9	274,7	334,8	257,5
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	110,1	132,9	173,6	195,6	223,8	258,8	282,6	298,3	299,1	274,7	237,3
- à un groupement à fiscalité additionnelle	100,2	132,7	175,5	183,8	213,9	214,0	253,0	241,5	252,9	-	163,1
- communes isolées	116,9	165,1	196,8	218,0	252,7	275,1	282,7	289,1	274,7	334,8	253,8

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) communauté de communes

n.s. : non significatif

Les produits des quatre taxes et de la TEOM des communes et de leurs groupements en 2003

En euros par habitant

Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Alsace	233,8	323,7	471,9	502,0	601,8	508,8	715,8	560,5	798,4	-	530,7
Aquitaine	283,8	341,4	511,7	472,3	653,5	997,3	735,5	914,4	1 127,9	-	612,1
Auvergne	300,0	349,3	450,7	510,4	573,5	699,2	642,4	-	720,8	-	494,3
Bourgogne	260,0	328,9	413,1	564,3	606,9	606,8	725,5	843,6	700,3	-	486,4
Bretagne	273,1	312,1	395,6	468,6	604,4	632,8	597,2	663,3	647,0	-	493,0
Centre	300,4	388,8	462,8	498,4	599,6	782,9	779,8	694,9	760,4	-	553,7
Champagne-Ardenne	259,8	396,5	390,0	489,3	533,5	592,8	681,6	641,9	763,7	-	499,1
Corse	319,2	354,7	375,9	591,5	439,2	739,3	495,4	698,4	-	-	475,7
Franche-Comté	192,2	284,1	494,0	722,1	467,9	576,6	1 008,6	651,3	656,0	-	444,9
Languedoc-Roussillon	383,8	398,7	488,5	594,0	648,3	770,4	871,9	825,9	809,0	-	631,3
Limousin	294,0	338,2	433,5	443,5	546,7	657,9	-	898,9	697,1	-	495,0
Lorraine	176,8	276,8	408,3	452,5	538,8	550,4	616,6	-	791,0	-	454,0
Midi-Pyrénées	309,7	408,1	462,2	529,7	517,7	641,7	821,3	702,0	-	854,5	560,7
Nord-Pas-de-Calais	235,8	380,9	410,5	497,9	629,0	634,7	692,9	782,3	949,2	-	598,3
Basse-Normandie	412,9	334,0	426,1	636,3	569,7	607,1	651,2	-	754,7	-	488,3
Haute-Normandie	306,4	371,9	461,9	547,4	998,7	786,9	662,9	897,1	710,6	-	602,6
Pays de la Loire	283,0	312,4	404,9	510,4	604,2	725,5	676,8	720,1	754,3	-	541,0
Picardie	255,7	332,2	475,1	502,0	585,9	643,8	620,3	677,3	776,4	-	469,9
Poitou-Charentes	273,2	346,3	433,6	588,2	532,8	702,9	741,1	754,5	-	-	491,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	531,9	581,8	544,1	646,7	645,6	1 030,2	820,8	994,1	699,0	620,7	743,4
Rhône-Alpes	435,7	461,6	601,7	616,5	747,5	755,8	724,7	916,7	755,1	875,4	666,2
Métropole hors Ile-de-France	294,0	364,6	463,5	542,9	631,8	728,6	731,6	792,2	771,0	724,7	571,0
Ile-de-France	398,8	497,0	762,7	575,4	645,5	672,0	721,5	774,6	961,5	841,8	732,0
Métropole	296,2	370,0	480,0	545,3	633,3	716,8	727,6	784,8	775,1	785,3	600,7
Outre-mer	n.s.	261,4	272,5	220,3	221,7	257,0	409,6	417,5	520,8	-	363,2
France entière	296,2	369,8	479,3	540,7	621,8	696,8	709,5	755,4	768,4	785,3	594,2

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	343,8	423,2	522,1	598,5	641,3	696,8	703,3	739,5	722	809,6	676,4
- à un SAN ⁽²⁾	1 503,3	3 375,4	2 326,6	723,9	852,3	1 249,4	843,1	724,6	-	-	986,8
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	597,7	582,3	762,3	620,8	771,8	875,7	764,3	879,3	871,0	674,6	787,6
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	389,0	325,7	509,7	298,4	531,9	487,4	655,7	-	695,9	-	611,6
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	323,2	342,8	429,6	505,5	569,2	619,0	647,6	-	-	-	452,8
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	279,4	351,1	463,1	497,7	580,9	584,4	605,8	570,7	763,7	-	429,7
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	336,1	417,1	508,6	556,8	622,6	681,8	678,1	695,0	-	-	631,2
- autres communes isolées	301,6	418,2	505,7	560,8	622,7	726,4	750,4	802,8	961,5	841,8	658,0
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	326,3	369,5	480,9	556,6	635,2	724,2	716,9	761,0	766,5	724,7	634,0
- à un groupement à fiscalité additionnelle	279,4	351,0	463,4	495,1	580,0	580,4	610,8	570,7	733,9	-	434,2
- communes isolées	304,1	418,0	506,1	559,7	622,6	710,3	719,9	777,2	961,5	841,8	652,1

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) communauté de communes

n.s. : non significatif

Proportion de communes sur le territoire desquelles est perçue une redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) en 2002⁽¹⁾

Taille des communes en nombre d'habitants	En pourcentage										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Alsace	87,3	73,6	56,9	48,4	18,5	37,5	25,0	0,0	0,0	-	73,5
Aquitaine	16,1	15,1	9,9	8,9	5,8	0,0	0,0	0,0	0,0	-	14,9
Auvergne	43,7	29,3	11,8	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	-	36,3
Bourgogne	33,1	31,1	16,7	0,0	6,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-	31,3
Bretagne	50,0	48,7	41,0	32,8	30,2	13,0	0,0	0,0	0,0	-	45,0
Centre	40,0	34,5	21,8	8,8	7,9	4,8	0,0	0,0	0,0	-	35,0
Champagne-Ardenne	57,0	39,1	13,2	7,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	52,0
Corse	58,7	25,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	49,7
Franche-Comté	79,0	60,1	36,6	22,2	7,1	14,3	0,0	0,0	100,0	-	73,2
Ile-de-France	4,5	1,4	0,9	0,0	2,8	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0	2,0
Languedoc-Roussillon	41,0	18,7	6,4	2,2	5,4	0,0	0,0	0,0	0,0	-	29,6
Limousin	44,0	42,2	24,0	22,2	9,1	25,0	-	0,0	0,0	-	41,8
Lorraine	75,3	49,9	30,5	35,9	17,9	19,0	0,0	-	0,0	-	65,1
Midi-Pyrénées	24,5	19,6	14,3	8,8	7,7	15,8	9,1	0,0	-	0,0	22,6
Nord-Pas-de-Calais	41,8	17,9	3,1	4,2	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	23,9
Basse-Normandie	29,2	22,7	8,2	4,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	-	26,0
Haute-Normandie	21,7	15,2	8,2	0,0	0,0	6,3	12,5	0,0	0,0	-	18,2
Pays de la Loire	51,0	41,5	30,4	18,3	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	-	40,0
Picardie	26,9	17,1	8,8	11,1	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	23,2
Poitou-Charentes	32,9	35,3	22,5	22,2	11,1	0,0	40,0	0,0	-	-	32,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	56,3	24,3	6,4	6,7	0,0	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	32,1
Rhône-Alpes	48,5	31,8	18,6	13,4	3,5	2,2	0,0	0,0	0,0	0,0	35,1
Métropole	42,2	31,3	19,1	13,4	7,2	4,7	2,0	0,0	3,2	0,0	35,2
Outre-mer	0,0	5,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,9
France entière	42,2	31,2	19,1	13,2	7,0	4,5	1,9	0,0	3,1	0,0	35,1

Selon l'appartenance intercommunale

- à une CA ⁽¹⁾	41,7	33,8	23,6	19,7	8,2	11,9	0,0	0,0	0,0	0,0	37,8
- à un SAN ⁽²⁾	36,5	29,0	16,0	10,3	7,1	3,7	3,0	0,0	3,6	0,0	27,1
- à une CU ⁽³⁾ à TPU ⁽⁴⁾	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- à une CU ⁽³⁾ à fiscalité additionnelle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- à une CC ⁽⁵⁾ à TPU ⁽⁴⁾	0,0	20,0	25,0	0,0	0,0	0,0	8,3	0,0	-	-	6,4
- à une CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	41,8	33,9	24,1	20,5	8,8	13,2	0,0	0,0	0,0	-	38,0
- commune isolée faisant partie d'un syndicat à contributions fiscalisées	37,4	33,5	21,6	16,0	13,5	2,8	10,5	-	0,0	-	33,0
- autres communes isolées	25,8	14,7	7,7	6,1	4,7	5,4	1,9	0,0	4,8	0,0	11,1
- à un groupement à TPU ⁽⁴⁾	46,8	31,2	18,6	12,5	6,8	0,0	1,6	0,0	0,0	0,0	39,1
- à un groupement à fiscalité additionnelle	42,4	19,6	14,5	7,3	1,9	0,0	0,0	0,0	-	-	27,0
- communes isolées	46,4	29,4	17,9	11,3	5,7	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	37,5

(1) : communauté d'agglomération obligatoirement à TPU (2) : syndicat d'agglomération nouvelle obligatoirement à TPU (3) : communauté urbaine

(4) : taxe professionnelle unique ou fiscalité mixte (5) communauté de communes

Produit par habitant de la REOM en 2002⁽¹⁾

en nombre d'habitants	En euros par habitant										Ensemble
	Moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Toutes communes	50,7	50,3	53,8	55,0	56,4	56,0	74,6	-	64,6	-	52,4

(1) N.B. : les statistiques relatives à la REOM ne sont disponibles qu'avec une année de décalage.

Les groupements à fiscalité propre

Nature juridique

La loi relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale du 12 juillet 1999 a créé les communautés d'agglomération. Elle a également modifié les statuts des EPCI existants.

Les communautés d'agglomération

Créées par la loi du 12 juillet 1999 sur l'intercommunalité, elles regroupent plusieurs communes formant, à la date de la création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15 000 habitants ou du chef-lieu du département.

Elles exercent obligatoirement les compétences suivantes : développement économique, aménagement de l'espace communautaire, équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et politique de la ville.

De plus, elles exercent également au moins trois compétences parmi les suivantes : création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire, création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire, assainissement, eau, protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie et construction, aménagement, entretien, gestion d'équipement culturels et sportifs d'intérêt communautaire.

Elles peuvent aussi exercer tout ou partie des compétences d'aide sociale.

Les communautés urbaines

Les communautés urbaines ont été créées par la loi du 31 décembre 1966. Les communautés urbaines de Bordeaux, Lyon, Lille, Strasbourg ont été créées d'office, celles de Brest, Cherbourg, Dunkerque, Le Creusot-Montceau-les-Mines, Le Mans se sont constituées spontanément, toutes avant 1972. Quatre districts se sont constitués en communautés urbaines ces dernières années : le district de l'agglomération nancéienne pour l'exercice budgétaire 1996, le district de l'agglomération alençonnaise pour l'exercice 1997, le district d'Arras pour l'exercice 1998 et le district de Nantes pour l'exercice 2001. De plus, la communauté de communes de Marseille-Provence-Métropole s'est transformée en communauté urbaine en 2001.

La loi du 12 juillet 1999 exige que les nouvelles communautés urbaines constituent, à la date de leur création, un ensemble de communes d'un seul tenant et sans enclave de plus de 500 000 habitants. Ce seuil s'est appliqué pour Nantes et Marseille.

Les communautés urbaines étaient compétentes de façon obligatoire dans les domaines de l'urbanisme, du logement, des transports urbains, des zones d'activité, de l'eau, de l'assainissement, de la lutte contre l'incendie. La loi de 1999 étend leurs compétences aux domaines suivants : développement et aménagement économique, social et culturel de l'espace communautaire, aménagement de l'espace communautaire, équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire, politique de la ville dans la communauté, gestion des services d'intérêt collectif et protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie. Elles peuvent exercer aussi tout ou partie des compétences d'aide sociale.

Les communautés de communes

Créées par la loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République du 6 février 1992, les communautés de communes ont pour objet « d'associer des communes au sein d'un espace de solidarité en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace ». Les communautés de communes créées depuis la loi du 12 juillet 1999 doivent être d'un seul tenant et sans enclave.

La communauté de communes exerce des compétences relevant de chacun des deux domaines suivants : aménagement de l'espace et actions de développement

économique intéressant l'ensemble de la communauté. L'adoption du régime fiscal de la taxe professionnelle unique implique le transfert à la communauté de la compétence d'aménagement, gestion et entretien des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire qui sont d'intérêt communautaire.

La communauté de communes doit par ailleurs exercer des compétences relevant d'au moins un des quatre domaines suivants : protection et mise en valeur de l'environnement, politique du logement et du cadre de vie, création, aménagement et entretien de la voirie et construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, sportifs et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire.

Les syndicats d'agglomération nouvelle

Les SAN, syndicats d'agglomération nouvelle, ont été créés par la loi du 13 juillet 1983 pour les villes nouvelles, dont ils assurent l'aménagement de l'espace par l'élaboration des schémas directeurs d'urbanisme et par la programmation de l'investissement dans les domaines des transports, des réseaux et des voies nouvelles, du développement économique et des équipements rendus nécessaires par l'urbanisation nouvelle. La loi de 1999 leur donne la possibilité de se transformer en communautés d'agglomération. Evry a fait ce choix en 2001.

Les districts

Les districts ont été créés en 1959, la loi leur attribuait la gestion des services de logement et de lutte contre l'incendie. Ils exercent, en outre, leurs compétences dans la collecte des ordures ménagères, la voirie, les travaux d'assainissement, les activités scolaires et périscolaires, les services d'eau.

Les districts devaient se transformer impérativement avant le 1^{er} janvier 2002, en communauté urbaine, en communauté d'agglomération ou en communauté de communes. Sans décision de l'EPCI, le district a été transformé d'office en communauté de communes à l'expiration du délai.

Les communautés de villes

Instituées par la loi du 6 février 1992, les communautés de villes devaient se transformer avant le 1^{er} janvier 2002 en communautés d'agglomération ou en communautés de communes. Quatre communautés de villes sont passées en communautés d'agglomération au 1^{er} janvier 2000 : Garlaban, La Rochelle, Cambrai et le pays de Flers. Et la dernière communauté de villes, Sicoval (Haute-Garonne) au 1^{er} janvier 2001.

Régimes fiscaux

Il existe, depuis l'année dernière, quatre régimes fiscaux pour les groupements à fiscalité propre.

Le régime de fiscalité additionnelle sur les quatre taxes

Les communes continuent à voter des taux et à percevoir des produits sur les quatre taxes ; le groupement vote des taux et perçoit des produits "additionnels" au titre des quatre taxes en appliquant des taux uniformes sur l'ensemble du territoire intercommunal.

Lors de la constitution du groupement, les rapports entre les taux des quatre taxes sont fixés de manière à être égaux aux rapports constatés l'année précédente entre les taux moyens de chaque taxe dans l'ensemble des communes membres.

Ultérieurement, le groupement peut différencier la variation des taux des quatre taxes, en respectant les règles d'encadrement des taux de la taxe professionnelle et du foncier non bâti en fonction de ceux des autres taxes (voir page 13). Les groupements à fiscalité additionnelle n'ont pas la possibilité d'utiliser la mesure dérogatoire de majoration spéciale du taux de la taxe professionnelle par rapport à ceux des autres taxes.

Le régime de Taxe Professionnelle Unique (TPU)

Les communes votent des taux et perçoivent des produits sur les trois taxes ménages (taxes d'habitation, sur le foncier bâti et sur le foncier non bâti) mais ne votent plus de taxe professionnelle pour leur compte propre. Le groupement vote seul un taux unique de taxe professionnelle sur l'ensemble de l'agglomération et perçoit le produit de cette taxe. Il ne perçoit pas de taxes ménages. Une partie du produit de taxe professionnelle ainsi récolté est utilisée par le groupement pour le financement de ses activités propres ; la partie restante est redistribuée aux communes sous deux formes : une allocation de compensation égale au montant de la taxe professionnelle perçue par chaque commune l'année qui précédait la création du groupement, diminué du montant des charges transférées au groupement, et éventuellement une dotation de solidarité intercommunale, dont la répartition est décidée par le conseil d'administration du groupement.

Le taux communautaire de taxe professionnelle fixé la première année ne peut dépasser le taux moyen constaté l'année précédente sur l'ensemble des communes membres, majoré le cas échéant des taux de fiscalité additionnelle intercommunale de l'année antérieure.

La loi du 12 juillet 1999 prévoit la possibilité de délier à la baisse le taux de taxe professionnelle des taux des taxes foncières et d'habitation des communes membres. Lorsqu'un EPCI choisit de faire varier librement ses taux une année donnée, la variation à la hausse du taux moyen pondéré des taxes foncières et d'habitation à prendre en compte pour la détermination du taux de taxe professionnelle est réduite de moitié les deux années suivantes.

En pratique, l'unification effective du taux de taxe professionnelle sur l'ensemble de l'agglomération est seulement réalisée après une période transitoire d'"unification progressive des taux" pouvant aller jusqu'à douze ans. En 2003, 13,7 % des groupements ayant opté pour la taxe professionnelle unique ou la fiscalité mixte (voir infra) ont terminé la période d'unification de leur taux. 10,2 % des communes faisant partie d'EPCI à TPU ont donc dès aujourd'hui un taux de taxe professionnelle identique à l'intérieur du périmètre du groupement.

La TPU, qui reste le régime applicable aux SAN, devient le régime obligatoire des communautés d'agglomération, des nouvelles communautés urbaines et depuis le 1^{er} janvier 2002, le régime de plein droit des communautés urbaines (sauf délibération contraire intervenue pour Alençon, Cherbourg, Lyon et Le Mans) et des communautés de communes de plus de 500 000 habitants. Par délibération, la communauté urbaine de Lyon a opté pour le régime de la TPU au 1^{er} janvier 2003.

Tous ces EPCI peuvent choisir le régime de la fiscalité mixte. Ils peuvent en outre percevoir la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Le régime de la fiscalité mixte

Institué en 2000, ce régime permet aux EPCI de lever, en sus de la TPU, une fiscalité additionnelle au titre de la taxe d'habitation et des taxes foncières. Les rapports entre les taux de ces trois taxes doivent être, la première année de la perception de celle-ci par l'EPCI, égaux à ceux constatés l'année précédente entre les taux moyens pondérés de chaque taxe des communes membres.

En 2003, 118 EPCI étaient à fiscalité mixte dont 7 communautés d'agglomération, 3 communautés urbaines et 108 communautés de communes. Cependant, 12 % d'entre eux (soit 14 EPCI) avaient des taux « ménages » nuls.

En 2002, 87 EPCI avaient opté pour la fiscalité mixte.

Le régime de Taxe Professionnelle unique de Zone d'activités économiques (TPZ)

Sur une zone d'activités économiques gérée et développée par le groupement, celui-ci vote un taux uniforme de taxe professionnelle spécifique à cette zone, et perçoit l'intégralité de son produit. Il peut également percevoir une fiscalité sur l'ensemble des

quatre taxes en dehors de la zone d'activités économiques, additionnelle à celle des communes membres.

En règle générale, ce régime fiscal constitue avant tout un pôle de développement intercommunal pour l'avenir. La première année, le taux de taxe professionnelle "de zone" ne peut excéder le taux moyen de taxe professionnelle constaté l'année précédente dans l'ensemble des communes membres du groupement, qu'elles soient ou non comprises dans la zone d'activités économiques. Les variations du taux de taxe professionnelle de zone les années suivantes sont encadrées en fonction des variations des taux des taxes ménages dans des conditions identiques à la taxe professionnelle d'agglomération.

Évolution du nombre de groupements à fiscalité propre depuis 1995 (au 1^{er} janvier)

Type de groupement	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Communautés de communes sans TPU	723	854	1 044	1 166	1 251	1 264	1 325	1 425	1 423
dont ayant perçu une TPZ	61	104	156	227	300	439	451	453	449
Districts sans TPU	322	316	314	308	303	264	157	-	-
dont ayant perçu une TPZ	14	24	28	36	39	42	30	-	-
Communautés urbaines sans TPU	9	10	11	12	12	10	7	4	3
dont: ayant perçu une TPZ	1	1	1	1	1	4	4	3	3
Ensemble des EPCI sans TPU	1 054	1 180	1 369	1 486	1 566	1 538	1 489	1 429	1 426
dont ayant perçu une TPZ	76	129	185	264	340	485	485	456	452
Syndicats d'Agglomération Nouvelle	9	9	9	9	9	9	8	8	8
Communautés urbaines à TPU	-	-	-	-	-	2	7	10	11
Communautés de communes et de villes	37	44	66	81	101	228	403	607	772
Districts à TPU	2	2	2	2	2	17	3	-	-
Communautés d'agglomération	-	-	-	-	-	50	90	120	143
Ensemble des EPCI à TPU	48	55	77	92	112	306	511	745	934
Ensemble	1 102	1 235	1 446	1 578	1 678	1 844	2 000	2 174	2 360

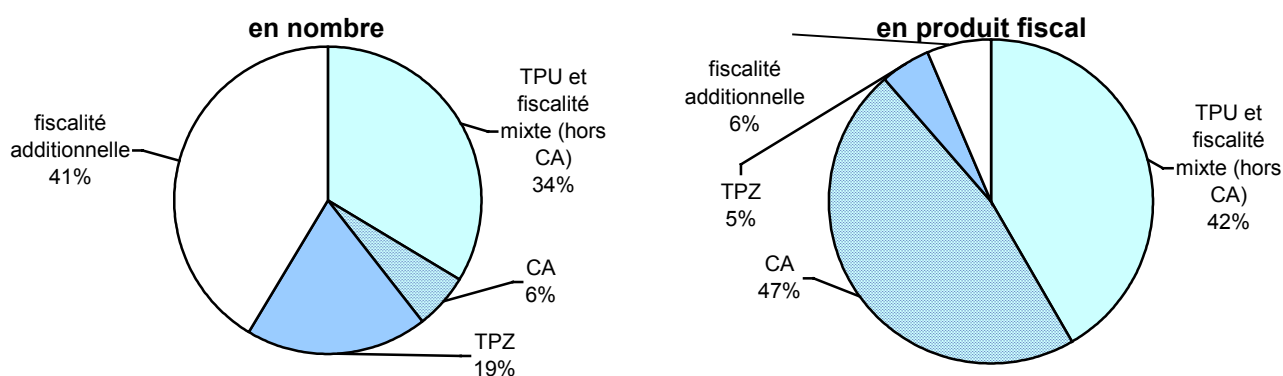
La population des groupements à fiscalité propre augmente : de 45 millions en 2002 à près de 49 millions en 2003.

Population des groupements selon le régime fiscal

Régime fiscal	Population 2002 (en milliers)	Population 2003 (en milliers)	Part dans la population (en %)	Évolution par rapport à 2002
Groupements à TPU et à fiscalité mixte	29 672	35 361	57,4	+ 19 %
Groupements à TPZ	5 805	5 368	8,7	- 8 %
Groupements à fiscalité additionnelle	9 566	8 093	13,1	- 15 %
Ensemble	45 043	48 822	79,2	+ 8 %

Outre l'accroissement de l'intercommunalité déjà constaté les années précédentes, l'année 2003 se caractérise par des transformations portant soit sur la nature juridique de l'EPCI, soit sur son régime fiscal. De plus en plus de groupements s'engagent dans un processus d'intercommunalité poussé mais à un rythme moindre : entre 2002 et 2003, le nombre de groupements ayant opté pour la TPU a progressé de 25 %, après 45% entre 2001 et 2002. Les EPCI ayant choisi la TPZ sont restés stables.

Répartition par régime fiscal des groupements à fiscalité propre en 2003



Les différentes transformations des groupements sont décrites et chiffrées ci-après.

Les bases et produits par habitant des taxes foncières et d'habitation des tableaux qui suivent sont obtenus en rapportant les bases et les produits des taxes foncières et de la taxe d'habitation à la population des groupements à fiscalité additionnelle, à fiscalité mixte et à TPZ, ceux de la taxe professionnelle additionnelle à la population en groupements à fiscalité additionnelle et à TPZ, ceux de la taxe professionnelle unique à la population des groupements à TPU et à fiscalité mixte et ceux de la TPZ à la population des groupements à TPZ. Enfin, les bases et produits par habitant des quatre taxes sont obtenus en divisant le produit des quatre taxes par la population totale des EPCI.

Entre le 1^{er} janvier 2002 et le 1^{er} janvier 2003, 15 groupements ont été dissous ...

Il s'agit en majorité de communautés de communes à fiscalité additionnelle ou à TPZ. Elles regroupaient 115 communes et 136 780 habitants soit, en moyenne, 8 communes et 9 119 habitants par communauté. Le tableau ci-dessous détaille les bases et les produits correspondants :

	Taxe d'habitation	Foncier bâti	Foncier non bâti	Taxe professionnelle			Ensemble
				additionnelle	TPU	TPZ	
Ensemble des bases (2002) (en milliers d'euros)	27 875,1	22 663,7	3 063,1	27 620,9	68 398,0	514,1	-
Bases par habitant (2002) (en euros)	652,2	530,3	71,7	646,3	727,3 ⁽¹⁾	18,3 ⁽²⁾	-
Taux moyens (2002) (en %)	0,97	1,47	5,80	1,38	17,40	13,06	-
Ensemble des produits (2002) (en milliers d'euros)	269,9	332,2	177,6	382,5	11 902,6	67,1	13 131,9
Produits par habitant (2002) (en euros)	6,3	7,8	4,2	8,9	126,6 ⁽¹⁾	2,4 ⁽²⁾	96,0

(1) Calculé sur le périmètre des groupements à TPU

(2) Calculé sur le périmètre des groupements à TPZ

Hormis quarante-huit communes, les autres communes qui composaient ces groupements ont intégré en 2003 de nouveaux groupements, il s'agit de communautés de communes (54%) et d'agglomération (46%).

... 201 groupements se sont créés ...

2 294 communes ont choisi de se regrouper soit 3,0 millions d'habitants. Ces regroupements ont donné naissance à 190 communautés de communes et 11 communautés d'agglomération. Un peu plus d'un tiers des communautés de communes (73) a choisi le régime fiscal de la TPU. Le tableau ci-dessous détaille les bases et les produits correspondants :

	Taxe d'habitation	Foncier bâti	Foncier non bâti	Taxe professionnelle			Ensemble
				additionnelle	TPU	TPZ	
Communautés de communes (190)							
Ensemble des bases (en milliers d'euros)	959 699,3	801 907,9	54 312,7	1 058 671,1	1 469 524,6	-	-
Bases par habitant (en euros)	966,2	807,4	54,7	1 090,2	1 365,2	-	-
Taux moyens (en %)	0,83	1,3	6,34	0,97	12,15	-	-
Ensemble des produits (en milliers d'euros)	8 005,2	10 404,3	3 442,5	10 292,1	178 478,9	-	210 623,0
Produits par habitant (en euros)	8,1	10,5	3,5	10,6	165,8	-	102,9
Communautés d'agglomération (11)							
Ensemble des bases (en milliers d'euros)	32 019,0	39 263,0	1 001,0	-	1 262 717,0	-	-
Bases par habitant (en euros)	600,5	736,4	18,8	-	1 282,6	-	-
Taux moyens (en %)	0,00	0,00	0,00	-	14,24	-	-
Ensemble des produits (en milliers d'euros)	0,0	0,0	0,0	-	179 780,9	-	179 780,9
Produits par habitant (en euros)	0,0	0,0	0,0	-	182,6	-	182,6
Ensemble des nouveaux groupements (201)							
Ensemble des bases (en milliers d'euros)	991 718,3	841 170,9	55 313,7	1 058 671,1	2 732 241,6	-	-
Bases par habitant (en euros)	947,6	803,7	52,9	1 090,2	1 325,7	-	-
Taux moyens (en %)	0,81	1,24	6,22	0,97	13,11	-	-
Ensemble des produits (en milliers d'euros)	8 005,2	10 404,3	3 442,5	10 292,1	358 259,8	-	390 403,9
Produits par habitant (en euros)	7,6	9,9	3,3	10,6	173,8	-	128,8

... 179 se sont transformés ...

Ces transformations sont de deux sortes : d'une part, les changements de régime fiscal en conservant la même nature juridique et, d'autre part, les changements de nature juridique accompagnés, ou non, d'un changement de régime fiscal.

Dans la première catégorie, le passage se fait du régime de la TPZ ou de la fiscalité additionnelle vers la TPU ou la fiscalité mixte et de la fiscalité additionnelle vers le régime de la TPZ. La communauté urbaine de Lyon et 101 communautés de communes sont ainsi passées à TPU (ou fiscalité mixte). 46 communautés de communes ont opté pour le régime de la TPZ et 13 communautés sont passées de la TPU à la fiscalité mixte. Dans l'autre sens, 1 communauté de communes a opté pour le régime de la fiscalité additionnelle et 5 communautés sont passées de la fiscalité mixte à la TPU.

Dans la deuxième catégorie, se situent les communautés d'agglomération créées à partir de groupements existants : 12 anciennes communautés de communes, dont 7 à TPZ et 1 à fiscalité additionnelle. Le tableau ci-dessous détaille les bases et produits correspondants :

		Taxe d'habitation	Foncier bâti	Foncier non bâti	Taxe professionnelle			Ensemble
					Additionnelle	TPU	TPZ	
Groupements ayant changé de régime fiscal (167)								
Ensemble des bases (en milliers d'euros)	2002	2 570 714,6	2 628 348,9	109 465,9	6 227 226,6	1 047 195,6	19 301,5	-
	2003	995 126,9	910 238,0	56 562,3	631 912,0	6 615 981,9	24 365,6	-
Bases par habitant (en euros)	2002	861,0	880,3	36,7	2 090,0	1 891,7	36,8	-
	2003	882,8	807,5	50,2	1 373,2	2 104,2	54,8	-
Taux moyens (en %)	2002	4,59	5,29	6,02	4,58	13,22	8,98	-
	2003	1,57	2,50	6,37	2,94	14,52	8,92	-
Ensemble des produits (en milliers d'euros)	2002	118 067,4	139 021,9	6 588,3	285 287,8	138 484,9	1 732,4	689 182,7
	2003	15 619,6	22 731,5	3 601,8	18 561,9	960 532,9	2 172,5	1 023 220,2
Produits par habitant (en euros)	2002	39,5	46,6	2,2	95,8	250,2	3,3	195,1
	2003	13,9	20,2	3,2	40,3	305,5	4,9	283,9
Groupements ayant changé de nature juridique (12)								
Ensemble des bases (en milliers d'euros)	2002	456 166,0	439 377,0	7 028,3	645 125,0	374 222,0	48 866,0	-
	2003	-	-	-	-	1 446 757,0	-	-
Bases par habitant (en euros)	2002	814,8	784,8	12,6	1 152,3	1 210,9	115,1	-
	2003	-	-	-	-	1 405,8	-	-
Taux moyens (en %)	2002	1,01	1,49	4,25	1,11	17,31	8,50	-
	2003	-	-	-	-	16,21	-	-
Ensemble des produits (en milliers d'euros)	2002	4 591,6	6 555,4	298,8	7 187,3	64 795,7	4 154,9	87 583,6
	2003	-	-	-	-	234 473,1	-	234 473,1
Produits par habitant (en euros)	2002	8,2	11,7	0,5	12,8	209,7	9,8	100,8
	2003	-	-	-	-	227,8	-	227,8
Ensemble des groupements s'étant transformés (179)								
Ensemble des bases (en milliers d'euros)	2002	3 026 880,6	3 067 725,9	116 494,2	6 872 351,6	1 421 417,6	68 167,5	-
	2003	995 126,9	910 238,0	56 562,3	631 912,0	8 062 738,9	24 365,6	-
Bases par habitant (en euros)	2002	853,7	865,2	32,9	1 941,7	1 647,8	71,8	-
	2003	882,8	807,5	50,2	1 373,2	1 932,0	54,8	-
Taux moyens (en %)	2002	4,05	4,75	5,91	4,26	14,30	8,64	-
	2003	1,57	2,50	6,37	2,94	14,82	8,92	-
Ensemble des produits (en milliers d'euros)	2002	122 659,0	145 577,3	6 887,1	292 475,1	203 280,6	5 887,3	776 766,4
	2003	15 619,6	22 731,5	3 601,8	18 561,9	1 195 006,0	2 172,5	1 257 693,3
Produits par habitant (en euros)	2002	31,6	41,1	1,9	82,6	235,7	6,2	176,5
	2003	13,9	20,2	3,2	40,3	286,3	4,9	271,4

...et 1 980 ont gardé la même nature juridique et le même régime fiscal.

Ces groupements peuvent néanmoins avoir changé par diminution ou extension de leur périmètre.

On y trouve en majorité des communautés de communes (1 843), 116 communautés d'agglomération, 13 communautés urbaines et les 8 syndicats d'agglomération nouvelle (SAN). Les communautés de communes sont pour près de la moitié d'entre-elles à fiscalité additionnelle, l'autre moitié se partageant entre 60 % à TPU et 40 % à TPZ (ou fiscalité mixte).

	Taxe d'habitation	Foncier bâti	Foncier non bâti	Taxe professionnelle			Ensemble
				additionnelle	TPU	TPZ	
Communautés de communes (1 843)							
Ensemble des bases (en milliers d'euros)	9 177 214,3 +6,4%	8 161 567,4 +6,1%	843 044,6 +3,4%	13 831 577,3 +4,4%	8 587 181,2 +5,1%	424 870,4 +7,8%	- -
Bases par habitant (en euros)	737,2 +4,2%	655,6 +3,9%	67,7 +1,2%	1 182,6 +2,2%	1 083,0 +3,8%	92,6 +5,6%	- -
Taux moyens (en %)	2,26 +6,9%	3,41 +6,6%	8,79 +4,1%	2,58 +7,5%	13,02 +0,9%	9,92 +3,0%	- -
Ensemble des produits (en milliers d'euros)	207 533,5 +12,9%	278 223,3 +12,1%	74 142,5 +7,5%	356 653,8 +11,4%	1 117 701,5 +6,2%	42 166,9 +10,3%	2 076 421,5 +8,6%
Produits par habitant (en euros)	16,7 +10,6%	22,3 +9,3%	6,0 +5,3%	30,5 +8,9%	141,0 +4,9%	9,2 +8,2%	105,8 +6,8%
Communautés urbaines (13)							
Ensemble des bases (en milliers d'euros)	849 114,0 +1,8%	754 622,0 +3,0%	6 600,9 +1,1%	498 016,0 -6,4%	7 004 565,0 +0,8%	15 880,0 +32,2%	- -
Bases par habitant (en euros)	929,9 +1,7%	826,4 +2,9%	7,2 0,0%	1 494,3 -6,5%	1 495,7 +0,8%	47,6 +31,9%	- -
Taux moyens (en %)	8,06 +2,9%	8,98 +2,8%	17,01 +2,5%	6,39 +2,7%	21,16 +0,2%	15,58 +2,1%	- -
Ensemble des produits (en milliers d'euros)	68 460,6 +4,7%	67 802,3 +5,9%	1 122,9 +3,6%	31 829,6 -4,1%	1 482 192,8 +1,2%	2 474,6 +31,5%	1 653 882,8 +1,5%
Produits par habitant (en euros)	75,0 +4,6%	74,3 +5,8%	1,2 0,0%	95,5 -4,2%	316,5 +1,2%	7,4 +29,8%	329,7 +1,4%
Syndicats d'agglomération nouvelle (8)							
Ensemble des bases (en milliers d'euros)	- -	- -	- -	- -	1 812 861,0 -7,3%	- -	- -
Bases par habitant (en euros)	- -	- -	- -	- -	2 691,0 -11,5%	- -	- -
Taux moyens (en %)	- -	- -	- -	- -	18,75 +2,1%	- -	- -
Ensemble des produits (en milliers d'euros)	- -	- -	- -	- -	339 851,8 -4,5%	- -	339 851,8 -4,5%
Produits par habitant (en euros)	- -	- -	- -	- -	504,5 -8,8%	- -	504,5 -8,8%
Communautés d'agglomération (116)							
Ensemble des bases (en milliers d'euros)	91 938,0 +4,4%	84 978,0 +3,9%	1 859,3 +3,5%	- -	23 560 011,8 +2,7%	- -	- -
Bases par habitant (en euros)	818,2 +3,0%	756,3 +2,5%	16,5 +1,9%	- -	1 487,2 +0,8%	- -	- -
Taux moyens (en %)	0,97 n.s.	1,04 n.s.	2,99 n.s.	- -	17,31 +1,1%	- -	- -
Ensemble des produits (en milliers d'euros)	894,4 n.s.	882,1 n.s.	55,5 n.s.	- -	4 079 346,1 +4,1%	- -	4 081 178,2 +4,1%
Produits par habitant (en euros)	8,0 n.s.	7,9 n.s.	0,5 n.s.	- -	257,5 +2,3%	- -	257,6 +2,2%
Ensemble des groupements n'ayant changé ni de nature juridique, ni de régime fiscal en 2003 (1 980)							
Ensemble des bases (en milliers d'euros)	10 118 266,3 +6,0%	9 001 167,4 +5,8%	851 504,8 +3,3%	14 329 593,3 +4,0%	40 964 619,0 +2,3%	440 750,4 +8,5%	- -
Bases par habitant (en euros)	750,9 +3,9%	668,0 +3,8%	63,2 +1,4%	1 191,2 +1,9%	1 406,4 +0,9%	89,5 +6,4%	- -
Taux moyens (en %)	2,74 +5,4%	3,85 +5,1%	8,85 +3,9%	2,71 +7,1%	17,13 +0,9%	10,13 +3,0%	- -
Ensemble des produits (en milliers d'euros)	276 888,5 +10,3%	346 907,8 +10,0%	75 321,0 +7,2%	388 483,4 +9,9%	7 019 092,1 +3,4%	44 641,5 +11,3%	8 151 334,3 +4,2%
Produits par habitant (en euros)	20,5 +7,9%	25,7 +7,5%	5,6 +5,7%	32,3 +7,7%	241,0 +1,9%	9,1 +9,6%	198,1 +2,6%
n.s. : non significatif							

n.s. : non significatif

La réforme de la taxe professionnelle de 1999 rend difficile l'analyse des évolutions des bases et des produits de taxe professionnelle. En ajoutant aux bases de taxe professionnelle, les exonérations au titre de la suppression de la part des salaires, de la réduction des bases pour embauche et investissement (REI) et des diverses exonérations de zones et aux produits les compensations afférentes, on obtient, sur le champ des groupements ayant gardé la même nature juridique et le même régime fiscal de 2002 à 2003, les évolutions suivantes :

	Evolution des bases de taxe professionnelle « à législation constante »	Evolution du produit de taxe professionnelle « à législation constante »	Evolution du produit des 4 taxes « à législation constante »
Selon la nature juridique du groupement			
Communauté de communes	+ 4,0 %	+ 6,8 %	+ 7,8 %
Communauté urbaine	+ 2,6 %	+ 4,6 %	+ 4,6 %
SAN	+ 2,6 %	+ 6,5 %	+ 6,5 %
Communauté d'agglomération	+ 3,7 %	+ 5,5 %	+ 5,4 %
Selon le régime fiscal du groupement			
A TPU et à fiscalité mixte	+ 3,4 %	+ 5,3 %	+ 5,3 %
A TPZ	+ 4,3 %	+ 10,5 %	+ 10,2 %
A fiscalité additionnelle	+ 4,7 %	+ 11,5 %	+ 11,6 %
Ensemble des 1 980 groupements	+ 3,6 %	+ 5,6 %	+ 5,8 %

Le fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle

Les groupements à fiscalité propre ont alimenté le fonds à hauteur de 201 millions d'euros en 2003, soit une progression de 10 %. Cette progression est à attribuer majoritairement aux nouveaux groupements qui ont abondé le fonds de 25 millions, les groupements qui se sont transformés ont réduit le fond de 8,5 millions d'euros par rapport à 2002. Les EPCI n'ayant changé ni de nature juridique, ni de nature fiscale ont vu leur contribution au fonds très légèrement augmenter (+ 1,4 %) et restent les principaux contributeurs avec 162 millions d'euros, soit 81,2 % du total.

Les bases en euros par habitant des EPCI à fiscalité propre en 2003 par nature juridique et taille de l'EPCI

	Nombre d'habitants de l'EPCI						
	moins de 5 000	de 5 000 à 10 000	de 10 000 à 20 000	de 20 000 à 50 000	de 50 000 à 100 000	plus de 100 000	Ensemble
Communautés de communes							
Taxe d'habitation	736,4	678,3	747,6	849,8	806,1	854,6	760,4
Foncier bâti	612,7	563,5	663,6	792,9	753,8	785,0	672,3
Foncier non bâti	117,4	97,2	61,0	35,6	23,0	14,3	67,0
Taxe professionnelle additionnelle	830,4	943,6	1 281,0	1 530,3	1 384,4	919,2	1 182,4
TPU	780,5	1 070,9	1 298,2	1 415,8	1 199,7	-	1 284,1
TPZ	78,7	66,0	63,6	159,8	12,9	-	89,2
Communautés urbaines							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	740,3	996,8	929,9
Foncier bâti	-	-	-	-	708,4	868,0	826,4
Foncier non bâti	-	-	-	-	11,3	5,8	7,2
Taxe professionnelle additionnelle	-	-	-	-	1 069,6	1 819,2	1 494,3
TPU	-	-	-	-	1 629,5	1 582,9	1 584,4
TPZ	-	-	-	-	39,6	53,8	47,6
Syndicats d'agglomération nouvelle							
TPU	-	-	5 836,2	2 765,3	2 807,9	2 310,0	2 691,0
Communautés d'agglomération							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	849,8	857,5	852,2
Foncier bâti	-	-	-	-	847,0	811,9	836,0
Foncier non bâti	-	-	-	-	13,4	7,8	11,6
TPU	-	-	-	1 450,6	1 445,4	1 499,7	1 483,6

Les bases en euros par habitant des EPCI à fiscalité propre en 2003 par régime fiscal et taille de l'EPCI

	Nombre d'habitants de l'EPCI						
	moins de 5 000	de 5 000 à 10 000	de 10 000 à 20 000	de 20 000 à 50 000	de 50 000 à 100 000	plus de 100 000	Ensemble
Taxe professionnelle unique et fiscalité mixte							
Taxe d'habitation	800,6	690,9	723,9	1 081,2	832,9	1 004,2	873,5
Foncier bâti	628,9	543,5	641,0	967,4	818,5	865,3	771,2
Foncier non bâti	101,3	82,7	52,5	20,7	13,1	5,9	32,9
TPU	780,5	1 070,9	1 335,8	1 428,0	1 497,2	1 539,0	1 463,7
Taxe professionnelle de zone							
Taxe d'habitation	661,7	631,8	660,9	811,4	734,7	841,2	710,0
Foncier bâti	576,4	545,6	611,5	780,5	705,2	825,4	657,9
Foncier non bâti	129,3	106,0	66,6	45,0	23,7	7,4	67,5
Taxe professionnelle additionnelle	848,5	998,0	1 222,8	1 489,3	1 245,5	1 819,2	1 241,2
TPZ	78,7	66,0	63,6	159,8	19,5	53,8	86,6
Fiscalité additionnelle							
Taxe d'habitation	752,1	704,9	811,7	848,1	880,7	854,6	788,7
Foncier bâti	621,5	577,6	703,5	775,3	809,6	785,0	683,8
Foncier non bâti	115,4	94,1	58,6	28,9	17,8	14,3	65,4
Taxe professionnelle additionnelle	825,3	910,2	1 321,2	1 570,8	1 473,1	919,2	1 156,3
Ensemble des EPCI							
Taxe d'habitation	736,4	678,3	747,6	849,8	806,9	917,0	773,6
Foncier bâti	612,7	563,5	663,6	792,9	770,9	824,4	687,1
Foncier non bâti	117,4	97,2	61,0	35,6	18,6	9,9	61,6
Taxe professionnelle additionnelle	830,4	943,6	1 281,0	1 530,3	1 338,5	1 111,6	1 190,1
TPU	780,5	1 070,9	1 335,8	1 428,0	1 497,2	1 539,0	1 463,7
TPZ	78,7	66,0	63,6	159,8	19,5	53,8	86,6

Les taux des EPCI à fiscalité propre en 2003 par nature juridique et taille de l'EPCI

	Nombre d'habitants de l'EPCI						Ensemble
	moins de 5 000	de 5 000 à 10 000	de 10 000 à 20 000	de 20 000 à 50 000	de 50 000 à 100 000	plus de 100 000	
Communautés de communes							
Taxe d'habitation	2,66	2,09	1,91	2,04	1,90	3,06	2,14
Foncier bâti	4,30	3,21	3,01	3,07	2,89	3,81	3,26
Foncier non bâti	11,62	8,44	7,51	6,44	4,73	5,42	8,54
Taxe professionnelle additionnelle	3,28	2,18	2,41	2,51	1,89	3,71	2,48
TPU	11,56	12,03	10,89	13,61	12,00	-	12,38
TPZ	8,21	9,38	9,54	10,38	9,50	-	9,87
Communautés urbaines							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	6,42	8,49	8,06
Foncier bâti	-	-	-	-	8,49	9,13	8,98
Foncier non bâti	-	-	-	-	18,60	15,93	17,01
Taxe professionnelle additionnelle	-	-	-	-	6,04	6,55	6,39
TPU	-	-	-	-	15,57	21,06	20,88
TPZ	-	-	-	-	16,94	14,82	15,58
Syndicats d'agglomération nouvelle							
TPU	-	-	12,57	17,00	21,98	17,15	18,75
Communautés d'agglomération							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	0,48	0,00	0,33
Foncier bâti	-	-	-	-	0,62	0,00	0,43
Foncier non bâti	-	-	-	-	1,59	0,00	1,25
TPU	-	-	-	10,20	16,33	17,33	17,03

Les taux des EPCI à fiscalité propre en 2003 par régime fiscal et taille de l'EPCI

	Nombre d'habitants de l'EPCI						Ensemble
	moins de 5 000	de 5 000 à 10 000	de 10 000 à 20 000	de 20 000 à 50 000	de 50 000 à 100 000	plus de 100 000	
Taxe professionnelle unique et fiscalité mixte							
Taxe d'habitation	1,20	1,33	0,83	2,52	1,16	6,60	3,22
Foncier bâti	2,30	1,90	1,09	2,56	1,32	6,39	3,29
Foncier non bâti	6,91	5,00	3,11	9,05	3,33	9,88	5,21
TPU	11,56	12,03	10,96	13,64	16,57	18,48	16,56
Taxe professionnelle de zone							
Taxe d'habitation	2,75	2,35	2,22	1,93	3,24	8,39	2,56
Foncier bâti	4,29	3,65	3,35	3,25	4,48	10,84	3,89
Foncier non bâti	11,24	8,77	7,42	6,07	6,01	17,07	8,15
Taxe professionnelle additionnelle	2,83	2,18	2,19	2,44	2,43	6,55	2,55
TPZ	8,21	9,38	9,54	10,38	13,22	14,82	10,07
Fiscalité additionnelle							
Taxe d'habitation	2,76	2,07	1,91	2,03	2,03	3,06	2,21
Foncier bâti	4,48	3,15	3,11	3,00	3,38	3,81	3,38
Foncier non bâti	12,08	8,68	8,24	6,69	6,41	5,42	9,28
Taxe professionnelle additionnelle	3,42	2,17	2,55	2,58	2,29	3,71	2,64
Ensemble des EPCI							
Taxe d'habitation	2,66	2,09	1,91	2,04	2,18	5,32	2,48
Foncier bâti	4,30	3,21	3,01	3,07	3,07	5,83	3,53
Foncier non bâti	11,62	8,44	7,51	6,44	5,50	7,63	8,55
Taxe professionnelle additionnelle	3,28	2,18	2,41	2,51	2,37	4,70	2,61
TPU	11,56	12,03	10,96	13,64	16,57	18,48	16,56
TPZ	8,21	9,38	9,54	10,38	13,22	14,82	10,07

Les produits par habitant des EPCI à fiscalité propre en 2003 par nature juridique et taille de l'EPCI

	Nombre d'habitants de l'EPCI						
	moins de 5 000	de 5 000 à 10 000	de 10 000 à 20 000	de 20 000 à 50 000	de 50 000 à 100 000	plus de 100 000	Ensemble
Communautés de communes							
Taxe d'habitation	19,6	14,2	14,3	17,3	15,3	26,1	16,3
Foncier bâti	26,4	18,1	20,0	24,3	21,8	29,9	21,9
Foncier non bâti	13,6	8,2	4,6	2,3	1,1	0,8	5,7
Taxe professionnelle additionnelle	27,3	20,5	30,9	38,5	26,1	34,1	29,4
TPU	90,2	128,8	141,4	192,6	144,0	-	159,0
TPZ	6,5	6,2	6,1	16,6	1,2	-	8,8
Ensemble des produits	91,7	88,4	108,2	153,5	88,1	90,9	115,3
Communautés urbaines							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	47,5	84,7	75,0
Foncier bâti	-	-	-	-	60,1	79,2	74,3
Foncier non bâti	-	-	-	-	2,1	0,9	1,2
Taxe professionnelle additionnelle	-	-	-	-	64,6	119,2	95,5
TPU	-	-	-	-	253,6	333,3	330,8
TPZ	-	-	-	-	6,7	8,0	7,4
Ensemble des produits	-	-	-	-	253,0	345,6	340,7
Syndicats d'agglomération nouvelle							
TPU	-	-	733,8	470,1	617,1	396,1	504,5
Communautés d'agglomération							
Taxe d'habitation	-	-	-	-	4,1	0,0	2,8
Foncier bâti	-	-	-	-	5,2	0,0	3,6
Foncier non bâti	-	-	-	-	0,2	0,0	0,1
TPU	-	-	-	148,0	236,0	259,8	252,7
Ensemble des produits	-	-	-	148,0	236,7	259,8	252,9

Les produits par habitant des EPCI à fiscalité propre en 2003 par régime fiscal et taille de l'EPCI

	Nombre d'habitants de l'EPCI						
	moins de 5 000	de 5 000 à 10 000	de 10 000 à 20 000	de 20 000 à 50 000	de 50 000 à 100 000	plus de 100 000	Ensemble
Taxe professionnelle unique et fiscalité mixte							
Taxe d'habitation	9,6	9,2	6,0	27,3	9,6	66,2	28,2
Foncier bâti	14,5	10,4	7,0	24,8	10,8	55,3	25,4
Foncier non bâti	7,0	4,1	1,6	1,9	0,4	0,6	1,7
TPU	90,2	128,8	146,3	194,8	248,2	284,4	242,4
Ensemble des produits	97,2	133,2	147,8	197,8	249,8	288,6	245,8
Taxe professionnelle de zone							
Taxe d'habitation	18,2	14,9	14,7	15,7	23,8	70,6	18,2
Foncier bâti	24,7	19,9	20,5	25,3	31,6	89,5	25,6
Foncier non bâti	14,5	9,3	4,9	2,7	1,4	1,3	5,5
Taxe professionnelle additionnelle	24,0	21,8	26,7	36,3	30,3	119,2	31,7
TPZ	6,5	6,2	6,1	16,6	2,6	8,0	8,7
Ensemble des produits	88,0	72,1	72,9	96,7	89,8	288,4	89,7
Fiscalité additionnelle							
Taxe d'habitation	20,8	14,6	15,5	17,2	17,9	26,1	17,4
Foncier bâti	27,8	18,2	21,9	23,3	27,3	29,9	23,1
Foncier non bâti	13,9	8,2	4,8	1,9	1,1	0,8	6,1
Taxe professionnelle additionnelle	28,2	19,8	33,7	40,6	33,8	34,1	30,6
Ensemble des produits	90,7	60,7	75,9	83,0	80,1	90,9	77,2
Ensemble des EPCI							
Taxe d'habitation	19,6	14,2	14,3	17,3	17,6	48,7	19,2
Foncier bâti	26,4	18,1	20,0	24,3	23,7	48,1	24,3
Foncier non bâti	13,6	8,2	4,6	2,3	1,0	0,8	5,3
Taxe professionnelle additionnelle	27,3	20,5	30,9	38,5	31,7	52,3	31,0
TPU	90,2	128,8	146,3	194,8	248,2	284,4	242,4
TPZ	6,5	6,2	6,1	16,6	2,6	8,0	8,7
Ensemble des produits	91,7	88,4	110,8	155,2	227,1	281,7	200,7

La fiscalité départementale en 2003

Les départements de métropole et d'outre-mer ont voté, en 2003, un produit total de 14,8 milliards d'euros, soit 5,9% de plus qu'en 2002, en euros courants et sans tenir compte des changements de législation (réforme de la taxe professionnelle). En intégrant le changement législatif, la hausse est de 7,2%. Déflatée par l'indice des prix à la consommation¹, elle n'atteint plus que 5,7%. La pression fiscale départementale se poursuit à la hausse pour la deuxième année consécutive, après une période de stabilité de huit ans. Cette hausse s'explique notamment par la mise en œuvre de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA).

Évolution annuelle du produit voté par les départements de métropole entre 1994 et 2003, en euros constants et à législation constante

	<i>En pourcentage</i>									
	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Total	+ 7,6	+ 5,3	+ 5,0	+ 4,1	+ 3,4	+ 3,8	+ 2,4	+ 1,6	+ 5,4	+ 5,2
taxe d'habitation	+ 6,8	+ 4,7	+ 4,1	+ 3,2	+ 2,8	+ 2,2	+ 0,9	+ 1,0	+ 4,7	+ 4,9
foncier bâti	+ 8,2	+ 6,7	+ 5,7	+ 4,0	+ 4,1	+ 3,2	+ 1,2	+ 0,4	+ 5,0	+ 5,5
foncier non bâti	n.d.	n.d.	n.d.	- 2,0	- 1,2	+ 2,0	+ 1,1	+ 0,0	+ 4,5	+ 4,4
taxe professionnelle	+ 8,1	+ 5,1	+ 5,4	+ 4,6	+ 3,4	+ 4,8	+ 3,4	+ 2,4	+ 5,8	+ 5,2

n.d. : non disponible

Les produits de taxes d'habitation et de foncier bâti augmentent plus fortement grâce à la revalorisation forfaitaire de leurs bases de +1,5%. L'évolution de produit de taxe professionnelle est aussi soutenue, mais cela est dû à la forte augmentation des bases à législation constante (+4,3%), elle-même liée à la croissance enregistrée ces dernières années.

Évolution des taux des quatre taxes des départements de métropole (en %)

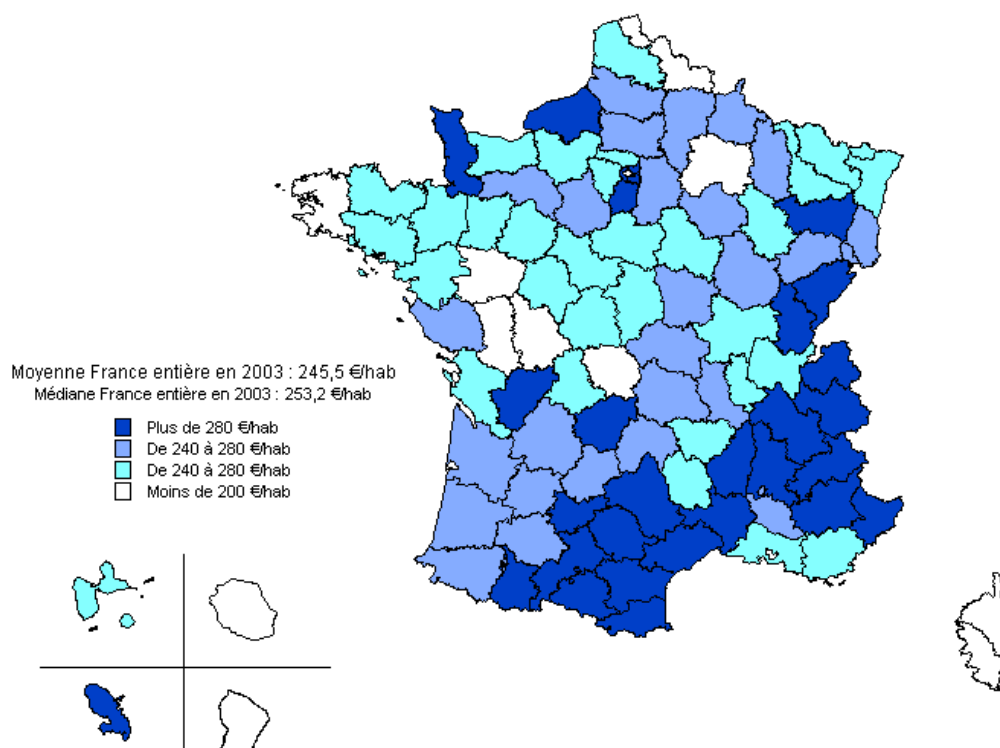
	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
taxe d'habitation	+ 3,4	+ 3,1	+ 3,7	+ 1,4	+ 0,8	+ 0,5	- 0,4	- 0,9	+ 3,2	+ 3,5
foncier bâti	+ 2,9	+ 3,0	+ 3,5	+ 1,3	+ 0,7	+ 0,7	- 0,3	- 0,2	+ 3,6	+ 3,7
foncier non bâti	+ 0,9	+ 0,8	- 10,2	+ 0,9	+ 0,7	+ 0,5	- 0,2	- 0,4	+ 3,3	+ 3,8
taxe professionnelle	+ 2,9	+ 2,8	+ 3,6	+ 1,3	+ 0,7	+ 0,6	- 0,1	- 0,6	+ 3,4	+ 4,3

La stabilité des taux observée depuis quelques années a pris fin. Le nombre de départements ayant choisi de reconduire leurs taux est moindre : 26 contre 33 départements en 2002, soit près du quart des départements. Aucun département n'a choisi de baisser ses taux. 74 départements ont augmenté leur taux dont 54 de manière proportionnelle et 16 par la déliaison partielle des taux. La plus forte hausse approche 27%.

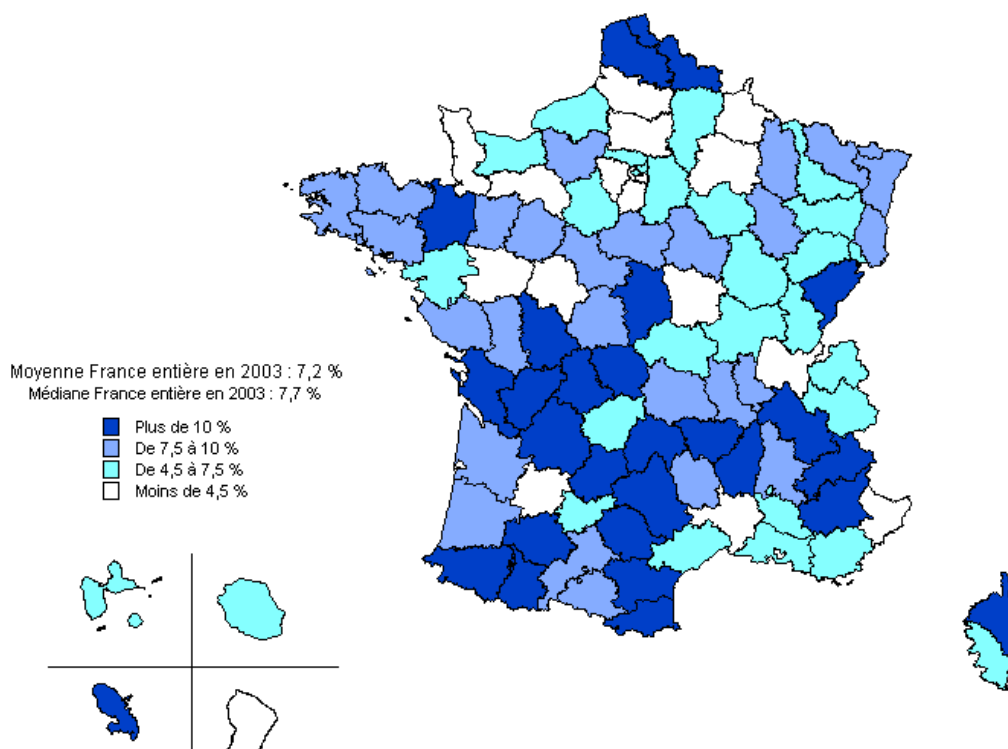
Le produit moyen par habitant des quatre taxes est en augmentation par rapport à l'an dernier (+5,9%) et atteint 245,5 euros. La différence entre le produit par habitant le plus fort (Hauts de Seine) et le plus faible (La Réunion) est de 334 euros, si on excepte Paris, département pour lequel il n'y a ni taxes foncières, ni taxe professionnelle.

¹ L'inflation, hors tabac, pour l'année 2003 est de +1,9% (moyenne annuelle INSEE).

Produit des quatre taxes par habitant voté par les départements en 2003



Évolution du produit des quatre taxes voté par les départements en 2003 (à législation constante)



Les bases 2003 et leur évolution

Bases d'imposition des départements et bases par habitant en 2003

Les bases sont en millions d'euros, les bases par habitant en euros

Départements		Taxe d'habitation		Taxe sur le foncier bâti		Taxe sur le foncier non bâti		Taxe professionnelle	
		base	base par habitant	base	base par habitant	base	base par habitant	base	base par habitant
01	Ain	536,6	1 041,4	458,2	889,2	1,65	3,2	1 022,4	1 984,3
02	Aisne	375,4	700,6	330,3	616,4	1,49	2,8	747,4	1 394,9
03	Allier	294,8	855,1	258,0	748,4	0,85	2,5	428,1	1 241,7
04	Alpes-de-Haute-Provence	165,5	1 186,0	157,3	1 127,4	0,46	3,3	196,1	1 405,3
05	Hautes-Alpes	154,8	1 275,2	137,6	1 133,5	0,23	1,9	149,7	1 233,0
06	Alpes-Maritimes	1 662,9	1 644,3	1 442,6	1 426,5	7,71	7,6	1 232,3	1 218,5
07	Ardèche	238,9	835,3	218,1	762,6	0,50	1,7	445,7	1 558,3
08	Ardennes	172,1	593,0	189,3	652,4	0,48	1,6	609,0	2 099,1
09	Ariège	122,2	890,4	121,8	887,5	0,18	1,3	185,9	1 354,6
10	Aube	211,4	723,8	209,0	715,4	0,89	3,0	500,8	1 714,5
11	Aude	282,7	912,5	220,0	710,1	1,34	4,3	280,5	905,4
12	Aveyron	226,9	860,2	211,8	802,8	0,42	1,6	343,7	1 302,7
13	Bouches-du-Rhône	1 556,5	847,9	1 543,6	840,9	7,55	4,1	3 109,5	1 693,9
14	Calvados	616,8	951,3	471,7	727,4	4,24	6,5	905,2	1 396,1
15	Cantal	107,1	710,1	96,2	637,8	0,34	2,3	136,7	906,8
16	Charente	271,2	798,4	230,6	678,9	0,65	1,9	533,1	1 569,8
17	Charente-Maritime	617,1	1 107,8	443,6	796,3	2,05	3,7	500,7	898,9
18	Cher	266,2	846,6	227,9	724,8	0,79	2,5	461,9	1 468,9
19	Corrèze	222,7	957,4	187,0	803,9	0,35	1,5	290,2	1 247,9
2A	Corse-du-Sud	147,6	1 245,0	127,1	1 071,7	0,85	7,2	s.o.	s.o.
2B	Haute-Corse	127,6	900,8	105,6	745,7	0,35	2,5	s.o.	s.o.
21	Côte-d'Or	458,7	905,2	428,8	846,1	1,12	2,2	781,7	1 542,5
22	Côtes-d'Armor	402,4	741,8	343,9	634,0	1,49	2,8	538,0	992,0
23	Creuse	90,3	725,3	74,7	600,2	0,11	0,9	87,7	704,2
24	Dordogne	334,4	861,3	255,8	658,8	0,79	2,0	397,3	1 023,2
25	Doubs	440,9	883,4	404,7	811,0	1,15	2,3	1 058,7	2 121,3
26	Drôme	397,1	907,0	409,6	935,6	1,07	2,4	863,3	1 972,0
27	Eure	379,1	700,7	338,3	625,2	1,75	3,2	917,5	1 695,8
28	Eure-et-Loir	343,2	841,8	275,2	675,1	1,87	4,6	611,9	1 500,9
29	Finistère	783,8	919,5	652,8	765,8	3,17	3,7	869,0	1 019,5
30	Gard	579,3	929,7	496,3	796,4	1,72	2,8	778,4	1 249,2
31	Haute-Garonne	977,0	933,7	956,3	913,9	1,48	1,4	1 531,0	1 463,2
32	Gers	90,8	527,0	88,4	513,1	0,19	1,1	141,2	819,2
33	Gironde	1 300,0	1 009,8	1 135,8	882,3	4,77	3,7	1 716,3	1 333,3
34	Hérault	1 003,4	1 119,3	850,2	948,5	4,32	4,8	861,5	961,0
35	Ille-et-Vilaine	705,3	813,0	600,1	691,8	2,59	3,0	1 348,5	1 554,5
36	Indre	178,5	772,1	149,4	646,3	0,41	1,8	275,2	1 190,5
37	Indre-et-Loire	527,2	951,6	410,9	741,6	1,65	3,0	799,9	1 443,9
38	Isère	1 046,6	956,7	1 025,9	937,7	2,47	2,3	2 306,1	2 107,9
39	Jura	196,2	781,9	183,8	732,8	0,25	1,0	460,9	1 837,4
40	Landes	311,1	950,3	261,1	797,7	1,44	4,4	492,0	1 503,2
41	Loir-et-Cher	246,7	783,4	210,6	668,7	0,89	2,8	522,2	1 658,0
42	Loire	663,4	910,6	594,8	816,4	2,71	3,7	1 000,6	1 373,5
43	Haute-Loire	178,3	852,5	154,0	736,3	0,41	2,0	272,0	1 300,8
44	Loire-Atlantique	1 187,1	1 046,6	913,2	805,1	3,45	3,0	1 659,6	1 463,1
45	Loiret	584,6	945,8	522,0	844,4	1,84	3,0	1 144,5	1 851,5
46	Lot	148,3	925,7	121,0	755,5	0,20	1,3	148,0	923,9
47	Lot-et-Garonne	238,4	780,6	207,6	679,8	0,66	2,2	320,5	1 049,7
48	Lozère	73,6	1 001,7	54,4	740,5	0,09	1,2	68,8	935,3
49	Maine-et-Loire	519,3	708,5	469,1	640,1	2,35	3,2	840,3	1 146,5

s.o. : sans objet

Les bases sont en millions d'euros, les bases par habitant en euros

Départements		Taxe d'habitation		Taxe sur le foncier bâti		Taxe sur le foncier non bâti		Taxe professionnelle	
		base	base par habitant	base	base par habitant	Base	base par habitant	base	base par habitant
50	Manche	308,3	640,2	325,0	674,9	2,03	4,2	1 270,3	2 638,4
51	Marne	439,5	777,6	423,2	748,8	2,02	3,6	943,4	1 669,0
52	Haute-Marne	120,4	617,6	105,6	541,9	0,28	1,4	276,8	1 420,5
53	Mayenne	193,9	679,4	159,2	558,1	0,88	3,1	423,8	1 485,3
54	Meurthe-et-Moselle	686,9	962,4	566,4	793,6	2,08	2,9	1 000,5	1 401,7
55	Meuse	123,4	642,0	106,0	551,5	0,40	2,1	249,5	1 298,1
56	Morbihan	679,5	1 055,3	499,5	775,8	2,59	4,0	712,8	1 107,1
57	Moselle	733,1	716,3	778,9	761,1	1,83	1,8	2 081,3	2 033,6
58	Nièvre	206,8	918,2	165,8	736,0	0,42	1,9	257,3	1 142,4
59	Nord	1 209,6	473,4	1 513,5	592,3	5,46	2,1	4 196,4	1 642,4
60	Oise	615,6	803,2	543,9	709,7	1,88	2,5	1 271,3	1 658,7
61	Orne	173,1	592,3	165,2	565,2	0,78	2,7	351,6	1 202,7
62	Pas-de-Calais	916,3	635,6	811,6	563,0	2,59	1,8	2 210,7	1 533,5
63	Puy-de-Dôme	536,9	888,5	502,4	831,4	0,90	1,5	971,4	1 607,5
64	Pyrénées-Atlantiques	681,0	1 135,0	557,8	929,7	2,20	3,7	767,2	1 278,6
65	Hautes-Pyrénées	217,3	977,2	194,8	875,8	0,48	2,1	242,7	1 091,4
66	Pyrénées-Orientales	546,2	1 390,6	400,3	1 019,1	2,29	5,8	313,4	797,9
67	Bas-Rhin	812,6	791,9	904,9	881,9	1,59	1,5	2 006,5	1 955,4
68	Haut-Rhin	570,6	805,9	609,1	860,3	1,42	2,0	1 575,4	2 225,0
69	Rhône	1 579,5	1 000,4	1 701,2	1 077,5	5,01	3,2	2 949,8	1 868,3
70	Haute-Saône	145,5	633,5	141,5	615,8	0,33	1,4	281,1	1 223,6
71	Saône-et-Loire	452,8	831,0	386,9	710,0	1,20	2,2	837,5	1 536,9
72	Sarthe	372,7	703,3	337,6	637,2	2,43	4,6	815,9	1 539,8
73	Savoie	494,7	1 325,3	501,9	1 344,7	0,76	2,0	853,4	2 286,3
74	Haute-Savoie	865,7	1 370,5	726,3	1 149,8	1,90	3,0	1 286,8	2 037,1
76	Seine-Maritime	889,6	717,9	975,1	786,9	2,15	1,7	3 044,9	2 457,3
77	Seine-et-Marne	1 171,9	981,7	1 080,1	904,8	4,55	3,8	1 982,7	1 660,9
78	Yvelines	1 978,2	1 460,7	1 774,0	1 309,9	4,29	3,2	2 300,6	1 698,8
79	Deux-Sèvres	249,1	723,4	207,3	601,8	0,50	1,5	417,0	1 210,8
80	Somme	384,9	692,8	340,6	613,1	1,04	1,9	864,0	1 555,3
81	Tarn	241,1	702,2	228,4	665,0	0,63	1,8	341,4	994,2
82	Tarn-et-Garonne	159,5	774,3	146,2	709,8	0,28	1,4	303,4	1 472,7
83	Var	1 453,2	1 617,5	1 078,0	1 199,8	7,15	8,0	740,4	824,1
84	Vaucluse	518,3	1 037,2	433,8	868,2	1,77	3,5	648,9	1 298,5
85	Vendée	532,0	985,9	400,8	742,6	3,02	5,6	705,4	1 307,1
86	Vienne	311,4	780,5	265,9	666,4	0,81	2,0	637,9	1 598,7
87	Haute-Vienne	371,3	1 049,1	281,6	795,7	0,73	2,1	457,2	1 291,9
88	Vosges	245,1	643,4	246,8	647,9	0,47	1,2	755,2	1 982,5
89	Yonne	280,4	841,4	232,4	697,3	0,94	2,8	444,4	1 333,5
90	Territoire de Belfort	110,8	806,6	105,8	770,0	0,20	1,4	186,6	1 358,3
91	Essonne	1 459,1	1 286,4	1 355,0	1 194,6	4,54	4,0	1 947,6	1 717,1
92	Hauts-de-Seine	2 487,9	1 741,1	3 013,0	2 108,6	5,89	4,1	4 274,6	2 991,6
93	Seine-Saint-Denis	1 404,1	1 015,4	1 702,2	1 230,9	6,20	4,5	2 091,8	1 512,7
94	Val-de-Marne	1 721,1	1 402,4	1 591,8	1 297,0	3,66	3,0	1 561,4	1 272,3
95	Val-d'Oise	1 423,9	1 288,0	1 129,9	1 022,1	3,25	2,9	1 377,5	1 246,0
Métropole hors Paris		53 836,3	954,7	49 692,6	881,2	175,61	3,1	88 121,1	1 562,6
75	Paris	4 223,0	1 987,1	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Métropole		58 059,3	992,1	49 692,6	849,2	175,61	3,0	88 121,1	1 505,9
971	Guadeloupe	202,3	478,9	223,8	529,7	0,98	2,3	346,4	819,9
972	Martinique	171,8	1 092,5	212,0	1 348,4	1,32	8,4	342,4	2 177,9
973	Guyane	42,5	111,5	65,4	171,4	1,33	3,5	181,4	475,5
974	La Réunion	293,8	415,9	351,0	496,9	3,08	4,4	536,4	759,4
Départements d'Outre-mer		710,4	426,0	852,1	511,0	6,70	4,0	1 406,5	843,5
France entière		58 769,7	976,5	50 544,7	839,8	182,31	3,0	89 527,6	1 487,5

s.o. : sans objet

Évolution des bases d'imposition des départements entre 2002 et 2003

		<i>en pourcentage</i>				
Départements		Taxe d'habitation	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe professionnelle	
					brute	"à législation constante (1)"
01	Ain	+4,7	+4,6	+7,3	+1,3	+3,4
02	Aisne	+4,1	+3,0	+5,8	+1,7	+3,3
03	Allier	+1,6	+3,2	+1,9	-1,4	+1,1
04	Alpes-de-Haute-Provence	+1,4	+3,8	+0,6	+1,9	+1,9
05	Hautes-Alpes	+3,3	+3,8	-0,3	+6,7	+3,8
06	Alpes-Maritimes	+3,3	+2,8	+1,6	+4,3	+4,3
07	Ardèche	+4,4	+3,5	-1,0	-0,3	+1,8
08	Ardennes	+3,2	+2,5	-3,3	-1,2	+1,6
09	Ariège	+1,7	+3,4	-2,1	+4,5	+3,6
10	Aube	+3,8	+4,0	+3,3	+1,4	+2,6
11	Aude	+4,3	+3,8	+9,2	+11,4	+4,8
12	Aveyron	+4,0	+3,5	+9,4	+10,3	+7,6
13	Bouches-du-Rhône	+4,0	+3,6	+5,7	+2,1	+4,5
14	Calvados	+3,6	+3,6	+1,8	+5,9	+6,1
15	Cantal	+2,9	+3,2	+7,6	+8,5	+5,6
16	Charente	+4,3	+3,9	+4,2	+3,1	+4,9
17	Charente-Maritime	+4,7	+4,4	+7,1	+5,2	+4,4
18	Cher	+4,4	+2,7	+4,9	-0,6	+3,1
19	Corrèze	+3,3	+3,1	+2,8	+5,0	+4,6
2A	Corse-du-Sud	+5,1	+5,0	-6,4	s.o.	s.o.
2B	Haute-Corse	+4,3	+3,3	-0,6	s.o.	s.o.
21	Côte-d'Or	+3,0	+3,8	+6,6	+3,4	+3,0
22	Côtes-d'Armor	+3,4	+4,1	+6,5	+7,4	+3,2
23	Creuse	+3,4	+3,8	+2,7	+9,4	+6,0
24	Dordogne	+7,7	+4,0	+5,5	+5,8	+5,6
25	Doubs	+3,0	+3,7	+14,5	-1,7	+3,9
26	Drôme	+3,2	+4,1	+5,3	+6,3	+6,4
27	Eure	+3,9	+3,8	+2,8	-0,4	+2,8
28	Eure-et-Loir	+3,4	+3,4	+2,4	-0,4	+2,5
29	Finistère	+4,1	+3,5	+1,8	+3,1	+2,7
30	Gard	+4,5	+4,3	+4,6	+1,3	+3,4
31	Haute-Garonne	+5,0	+4,5	+5,9	-1,3	+3,5
32	Gers	+1,5	+3,8	+12,3	+7,6	+5,2
33	Gironde	+3,4	+3,6	-0,1	+6,5	+5,0
34	Hérault	+3,6	+3,9	+3,1	+10,5	+5,9
35	Ille-et-Vilaine	+4,0	+4,8	+6,6	-2,4	+3,0
36	Indre	+3,1	+3,7	+0,1	+2,7	+2,9
37	Indre-et-Loire	+4,5	+3,4	-2,7	+1,9	+3,3
38	Isère	+3,7	+3,7	+6,1	+2,0	+3,8
39	Jura	+3,3	+3,9	+3,9	+4,1	+3,9
40	Landes	+4,1	+4,0	+2,1	+5,0	+4,6
41	Loir-et-Cher	+3,7	+3,4	+5,4	-4,3	+0,8
42	Loire	+3,1	+3,3	+2,5	+3,6	+4,2
43	Haute-Loire	+3,8	+4,1	+6,5	+3,7	+2,8
44	Loire-Atlantique	+4,6	+4,4	+1,0	+1,4	+3,2
45	Loiret	+3,3	+4,1	+1,0	+2,8	+4,5
46	Lot	+2,7	+3,4	+0,4	+5,9	+3,0
47	Lot-et-Garonne	+3,9	+3,7	+6,7	+8,2	+4,6
48	Lozère	+4,0	+3,6	-1,1	+11,2	+4,9
49	Maine-et-Loire	+2,4	+3,6	+3,0	+2,1	+3,1

Départements		Taxe d'habitation	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe professionnelle	
					brute	"à législation constante (1)"
50	Manche	+2,8	+3,1	+4,6	-4,4	+0,3
51	Marne	-4,7	+3,0	+9,2	+5,4	+3,5
52	Haute-Marne	+3,2	+2,6	+1,6	+2,9	+4,3
53	Mayenne	+4,0	+4,7	+2,8	+1,3	+3,4
54	Meurthe-et-Moselle	+3,2	+3,1	-1,0	+2,4	+2,0
55	Meuse	+3,9	+2,9	+0,3	+3,6	+3,9
56	Morbihan	+5,4	+4,4	+2,0	+5,8	+5,6
57	Moselle	+3,3	+4,4	+4,6	-0,6	+2,2
58	Nièvre	+2,9	+3,9	+6,1	-1,5	+1,2
59	Nord	+1,5	+4,1	+2,7	-1,5	+2,1
60	Oise	+3,3	+3,8	+0,5	-1,4	+3,1
61	Orne	+1,7	+3,6	-1,0	+2,2	+3,7
62	Pas-de-Calais	+4,6	+3,6	+1,8	+1,9	+4,9
63	Puy-de-Dôme	+3,2	+4,2	+6,2	-3,3	+2,0
64	Pyrénées-Atlantiques	+4,7	+3,9	-3,3	+2,7	+3,7
65	Hautes-Pyrénées	+3,9	+3,2	+4,6	+5,1	+4,5
66	Pyrénées-Orientales	+3,9	+3,6	+5,3	+8,3	+5,7
67	Bas-Rhin	+3,8	+3,8	+0,1	-1,2	+2,6
68	Haut-Rhin	+2,3	+3,8	+1,6	-0,7	+4,2
69	Rhône	-3,3	+4,1	-0,0	-1,1	+2,6
70	Haute-Saône	+1,6	+3,7	+6,1	+6,2	+6,6
71	Saône-et-Loire	+4,5	+3,2	+0,2	-0,6	+3,7
72	Sarthe	+2,8	+4,5	+5,2	-3,3	+3,2
73	Savoie	+2,8	+3,9	+2,2	+2,9	+3,6
74	Haute-Savoie	+4,3	+4,0	-2,1	+4,2	+4,8
76	Seine-Maritime	+3,4	+4,4	+6,4	+0,5	+4,2
77	Seine-et-Marne	+4,0	+4,7	-0,3	+1,8	+4,2
78	Yvelines	+2,9	+2,9	-2,2	-12,6	+0,2
79	Deux-Sèvres	+4,5	+3,9	-1,0	-2,9	+2,1
80	Somme	+3,3	+3,7	+1,4	+2,9	+3,0
81	Tarn	+2,3	+3,6	+5,5	+8,3	+4,5
82	Tarn-et-Garonne	+5,5	+3,4	+3,3	+3,5	+2,7
83	Var	+4,2	+3,4	-0,8	+7,8	+4,0
84	Vaucluse	+3,5	+3,8	+5,3	+8,8	+6,2
85	Vendée	+4,8	+4,9	+6,9	+2,6	+3,3
86	Vienne	+3,8	+3,8	+9,5	+3,4	+1,7
87	Haute-Vienne	+2,7	+3,6	+1,0	+2,3	+1,9
88	Vosges	+3,7	+3,5	-0,7	-0,4	+2,1
89	Yonne	+4,9	+3,2	-1,7	+3,7	+4,6
90	Territoire de Belfort	+3,0	+3,9	-2,4	-1,6	+6,3
91	Essonne	+3,2	+3,4	-2,5	-3,6	+3,1
92	Hauts-de-Seine	+2,8	+2,9	-8,6	-23,1	+2,7
93	Seine-Saint-Denis	+3,0	+2,6	+2,5	-5,5	+1,2
94	Val-de-Marne	+2,6	+2,7	+1,3	-3,6	+3,0
95	Val-d'Oise	+4,0	+3,3	+4,0	-1,5	+4,4
Métropole hors Paris		+3,3	+3,6	+2,0	-0,8	+3,3
75	Paris	+3,5	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Métropole		+3,3	+3,6	+2,0	-0,8	+4,3
971	Guadeloupe	+5,1	+5,4	+3,1	+1,1	+2,5
972	Martinique	+6,9	+4,9	+2,5	+7,8	+3,3
973	Guyane	+0,4	+3,9	+6,3	+8,9	+3,3
974	La Réunion	+8,0	+7,2	+1,0	+10,2	+5,8
Départements d'Outre-mer		+6,4	+5,9	+2,6	+7,1	+4,0
France entière		+3,3	+3,7	+2,0	-0,7	+4,3

s.o. : sans objet

(1) Les exonérations de taxe professionnelle prises en compte incluent les exonérations suivantes : suppression progressive de la part « salaires », réduction de bases pour embauche ou investissement, exonérations dans les zones de redynamisation urbaine, les zones franches urbaines, la zone franche de Corse et les zones de revitalisation rurale, suppression progressive de la fraction des recettes pour les bénéfices non commerciaux (BNC). Sont exclues les bases de taxe professionnelle de France Télécom.

Les taux 2003 et leur évolution

Taux votés par les départements en 2003 et leur évolution entre 2002 et 2003

Départements		Taxe d'habitation		Taxe sur le foncier bâti		Taxe sur le foncier non bâti		Taxe professionnelle	
		taux	évolution	taux	évolution	taux	évolution	taux	évolution
01	Ain	4,44	-	5,65	-	19,87	-	6,30	-
02	Aisne	9,52	+1,7%	12,87	+1,7%	27,89	+1,7%	7,44	+1,7%
03	Allier	8,11	+4,0%	9,05	+4,0%	19,84	+4,0%	10,43	+4,0%
04	Alpes-de-Haute-Provence	5,27	+15,0%	13,80	+15,0%	44,91	+15,0%	10,29	+15,0%
05	Hautes-Alpes	4,65	+9,5%	12,56	+9,5%	64,23	+9,5%	8,20	+9,5%
06	Alpes-Maritimes	6,30	-	7,55	-	5,11	-	6,90	-
07	Ardèche	6,26	+9,0%	10,63	+9,0%	54,89	+9,0%	9,71	+9,5%
08	Ardenne	7,68	-	12,02	-	17,89	-	6,99	-
09	Ariège	6,39	+8,1%	12,02	+8,1%	57,35	+8,1%	12,85	+4,0%
10	Aube	9,07	+2,0%	13,01	+2,0%	15,43	+2,0%	7,00	+3,6%
11	Aude	8,24	+11,7%	18,48	+11,7%	47,96	+11,7%	12,82	+11,7%
12	Aveyron	6,11	+6,9%	11,06	+6,9%	51,76	+6,9%	12,09	+6,9%
13	Bouches-du-Rhône	7,71	-	6,04	-	9,80	-	5,49	-
14	Calvados	5,24	-	11,59	-	21,83	-	5,91	-
15	Cantal	8,64	+8,5%	13,89	+8,5%	61,73	+8,5%	12,08	+8,5%
16	Charente	6,62	+14,0%	14,11	+14,0%	29,06	+14,0%	9,28	+14,0%
17	Charente-Maritime	6,15	+8,0%	12,11	+8,0%	25,20	+8,0%	8,07	+8,0%
18	Cher	6,74	+9,0%	8,51	+9,0%	17,30	+9,0%	6,89	+9,0%
19	Corrèze	5,54	+3,0%	11,33	+3,0%	44,80	+3,0%	11,39	+3,0%
2A	Corse-du-Sud	9,74	-	6,32	-	27,11	-	s.o.	-
2B	Haute-Corse	9,07	+5,8%	9,54	+26,5%	29,19	-	s.o.	-
21	Côte-d'Or	6,50	+3,0%	10,65	+3,0%	23,09	+3,0%	6,24	+3,0%
22	Côtes-d'Armor	9,10	+5,0%	10,58	+5,0%	35,00	+5,0%	8,73	+5,0%
23	Creuse	8,07	+16,9%	9,94	+16,9%	37,49	+16,9%	11,16	+16,9%
24	Dordogne	5,90	+8,0%	15,57	+10,0%	54,32	+8,0%	9,30	+10,0%
25	Doubs	7,00	+7,0%	9,70	+7,0%	16,31	+7,0%	7,49	+7,0%
26	Drôme	6,73	+3,6%	9,97	+3,6%	36,57	+3,6%	9,08	+3,6%
27	Eure	5,88	+4,0%	12,70	+4,0%	32,51	+4,0%	6,33	+6,0%
28	Eure-et-Loir	7,84	+4,5%	13,57	+4,5%	20,62	+4,5%	7,26	+4,5%
29	Finistère	7,20	+5,8%	7,83	+5,8%	18,64	+5,8%	6,96	+5,8%
30	Gard	8,89	-	13,18	-	40,62	-	10,94	-
31	Haute-Garonne	7,70	+4,0%	11,19	+4,0%	51,44	+4,0%	10,37	+4,0%
32	Gers	10,07	+19,0%	19,73	+19,0%	76,48	+19,0%	13,37	+25,0%
33	Gironde	6,43	+3,5%	8,25	+3,5%	16,65	+3,5%	8,93	+5,2%
34	Hérault	8,24	+1,9%	11,69	+1,9%	36,03	+1,9%	11,49	+1,9%
35	Ille-et-Vilaine	7,01	+9,9%	7,36	+9,9%	15,09	+9,9%	7,02	+14,8%
36	Indre	6,82	+4,8%	11,02	+4,8%	25,03	+4,8%	8,57	+4,8%
37	Indre-et-Loire	6,32	-	7,92	-	18,52	-	5,60	-
38	Isère	6,44	+8,0%	10,71	+8,0%	31,91	+8,0%	8,85	+8,0%
39	Jura	8,22	+2,9%	15,14	+2,9%	28,17	+2,9%	7,06	+2,9%
40	Landes	7,39	+5,4%	8,15	+5,4%	22,62	+5,4%	8,77	+5,4%
41	Loir-et-Cher	7,13	+8,0%	11,49	+8,0%	28,05	+8,0%	6,39	+8,0%
42	Loire	6,94	+4,5%	8,98	+4,5%	19,49	+4,5%	8,46	+4,5%
43	Haute-Loire	5,90	+9,0%	9,65	+9,0%	27,24	+9,0%	8,82	+9,0%
44	Loire-Atlantique	6,34	+2,8%	6,09	+2,8%	16,49	+2,8%	7,61	+2,8%
45	Loiret	5,26	+5,0%	8,28	+5,0%	21,03	+5,0%	5,30	+5,0%
46	Lot	6,20	+9,9%	13,12	+4,4%	98,35	+9,9%	11,74	+9,9%
47	Lot-et-Garonne	7,55	-	14,61	-	54,62	-	9,82	-
48	Lozère	4,48	+5,0%	10,83	+5,0%	106,96	+5,0%	8,53	+5,0%
49	Maine-et-Loire	6,08	-	9,35	-	16,17	-	5,70	-

Départements		Taxe d'habitation		Taxe sur le foncier bâti		Taxe sur le foncier non bâti		Taxe professionnelle	
		taux	évolution	taux	évolution	taux	évolution	taux	évolution
50	Manche	6,98	+3,6%	11,04	+3,6%	25,95	+3,6%	6,53	+3,6%
51	Marne	5,65	-	6,00	-	6,63	-	3,72	-
52	Haute-Marne	8,01	+4,7%	15,24	+4,7%	20,49	+4,7%	7,32	+4,7%
53	Mayenne	7,94	+5,0%	11,73	+5,0%	21,58	+5,0%	7,43	+5,0%
54	Meurthe-et-Moselle	7,06	+3,5%	7,81	+3,5%	13,81	+3,5%	7,56	+3,5%
55	Meuse	8,98	+6,0%	16,73	+6,0%	27,86	+6,0%	7,19	+6,0%
56	Morbihan	7,22	+3,0%	10,82	+3,0%	24,65	+3,0%	7,05	+3,0%
57	Moselle	5,81	+4,9%	6,47	+4,9%	22,91	+4,9%	5,51	+4,9%
58	Nièvre	8,89	-	12,15	-	35,37	-	9,29	-
59	Nord	7,79	+7,0%	7,82	+7,0%	23,50	+7,0%	6,88	+10,4%
60	Oise	7,13	-	12,47	-	31,00	-	7,00	-
61	Orne	11,41	-	19,53	-	23,75	-	6,96	-
62	Pas-de-Calais	7,61	+6,6%	9,43	+6,6%	27,35	+6,6%	7,94	+6,6%
63	Puy-de-Dôme	7,47	+5,8%	10,76	+5,8%	21,47	+5,8%	7,62	+8,7%
64	Pyrénées-Atlantiques	7,30	+13,8%	8,38	+13,8%	18,75	+13,8%	8,32	+13,8%
65	Hautes-Pyrénées	7,89	+6,9%	13,60	+6,9%	42,67	+6,9%	13,11	+6,9%
66	Pyrénées-Orientales	7,36	+5,2%	9,91	+5,2%	22,40	+5,2%	12,06	+7,4%
67	Bas-Rhin	6,71	+6,0%	6,11	+6,0%	25,54	+6,0%	6,31	+6,0%
68	Haut-Rhin	5,78	+6,0%	6,29	+6,0%	29,84	+6,0%	7,07	+6,0%
69	Rhône	5,58	+5,7%	5,33	+5,7%	9,60	+5,7%	6,63	+8,3%
70	Haute-Saône	6,83	-	15,58	-	40,77	-	8,42	-
71	Saône-et-Loire	6,47	+2,5%	10,39	+2,5%	18,31	+2,5%	7,05	+2,5%
72	Sarthe	7,64	+4,0%	10,74	+4,0%	17,37	+2,0%	6,95	+4,0%
73	Savoie	4,78	+3,9%	7,24	+3,9%	28,51	+3,9%	8,83	+3,9%
74	Haute-Savoie	5,33	+3,0%	7,65	+3,0%	23,02	+3,0%	7,08	+3,0%
76	Seine-Maritime	6,53	-	13,16	-	22,74	-	6,38	-
77	Seine-et-Marne	6,10	-	9,94	-	27,65	-	6,15	-
78	Yvelines	4,80	+1,0%	4,60	+1,0%	16,54	+1,0%	4,53	+1,0%
79	Deux-Sèvres	7,11	+7,1%	9,51	+7,1%	27,79	+7,1%	7,38	+7,1%
80	Somme	9,51	-	13,78	-	27,01	-	7,57	-
81	Tarn	7,55	+9,9%	16,45	+13,2%	56,20	+9,9%	13,30	+13,2%
82	Tarn-et-Garonne	6,83	+3,5%	17,22	+3,5%	64,46	+3,5%	11,64	+4,5%
83	Var	5,29	+3,9%	6,40	+3,9%	20,18	+3,9%	7,50	-
84	Vaucluse	6,08	-	7,85	-	23,29	-	9,99	-
85	Vendée	8,03	+6,0%	8,17	+6,0%	19,77	+6,0%	7,77	+6,0%
86	Vienne	5,90	+8,0%	6,89	+8,0%	13,59	+8,0%	6,05	+8,0%
87	Haute-Vienne	6,56	+11,4%	9,07	+11,4%	23,53	+11,4%	7,58	+13,0%
88	Vosges	8,54	+2,7%	11,61	+2,7%	20,70	+2,7%	7,56	+2,7%
89	Yonne	7,10	+5,7%	11,51	+5,7%	29,79	+5,7%	7,38	+5,7%
90	Territoire de Belfort	7,40	+1,9%	8,43	+1,9%	8,47	+1,9%	10,50	+1,9%
91	Essonne	5,82	-	7,82	-	23,22	-	7,03	-
92	Hauts-de-Seine	5,74	+1,1%	4,69	+1,1%	7,43	+1,1%	5,62	+1,1%
93	Seine-Saint-Denis	6,04	+3,2%	7,62	+3,2%	10,97	+3,2%	10,19	+4,7%
94	Val-de-Marne	5,78	-	7,45	-	11,38	-	8,53	-
95	Val-d'Oise	5,88	-	6,65	-	18,50	-	6,45	-
Métropole hors Paris		6,59	+3,6%	8,74	+3,7%	21,41	+3,8%	7,37	+4,3%
75	Paris	2,19	-	s.o.	-	s.o.	-	s.o.	-
Métropole		6,27	+3,5%	8,74	+3,7%	21,41	+3,8%	7,37	+4,3%
971	Guadeloupe	11,74	-	19,03	-	23,99	-	9,64	-
972	Martinique	8,13	+8,2%	12,50	+8,2%	11,04	+8,2%	5,65	+12,1%
973	Guyane	11,41	-	25,98	-	15,70	-	11,87	-
974	La Réunion	4,16	-	5,91	-	8,56	-	4,43	-
Départements d'Outre-mer		7,71	+2,0%	12,53	+1,9%	12,71	+1,3%	6,97	+2,2%
France entière		6,29	+3,4%	8,80	+3,7%	21,09	+3,8%	7,37	+4,3%
s.o. : sans objet									

Les produits 2003 et leur évolution

Produits votés par les départements en 2003

Les produits sont en millions d'euros, les produits par habitant en euros

Départements		Taxe d'habitation		Taxe sur le foncier bâti		Taxe sur le foncier non bâti		Taxe professionnelle		Total des 4 taxes	
		produit	produit par habitant	produit	Produit par habitant	produit	produit par habitant	produit	produit par habitant	produit	produit par habitant
01	Ain	23,8	46,2	25,9	50,2	0,33	0,6	64,4	125,0	114,5	222,1
02	Aisne	35,7	66,7	42,5	79,3	0,42	0,8	55,6	103,8	134,3	250,6
03	Allier	23,9	69,3	23,3	67,7	0,17	0,5	44,6	129,5	92,1	267,1
04	Alpes-de-Haute-Provence	8,7	62,5	21,7	155,6	0,21	1,5	20,2	144,6	50,8	364,2
05	Hautes-Alpes	7,2	59,3	17,3	142,4	0,15	1,2	12,3	101,1	36,9	304,0
06	Alpes-Maritimes	104,8	103,6	108,9	107,7	0,39	0,4	85,0	84,1	299,1	295,8
07	Ardèche	15,0	52,3	23,2	81,1	0,27	1,0	43,3	151,3	81,7	285,6
08	Ardennes	13,2	45,5	22,8	78,4	0,09	0,3	42,6	146,7	78,6	271,0
09	Ariège	7,8	56,9	14,6	106,7	0,11	0,8	23,9	174,1	46,4	338,4
10	Aube	19,2	65,6	27,2	93,1	0,14	0,5	35,1	120,0	81,6	279,2
11	Aude	23,3	75,2	40,7	131,2	0,64	2,1	36,0	116,1	100,5	324,6
12	Aveyron	13,9	52,6	23,4	88,8	0,22	0,8	41,5	157,5	79,1	299,7
13	Bouches-du-Rhône	120,0	65,4	93,2	50,8	0,74	0,4	170,7	93,0	384,7	209,6
14	Calvados	32,3	49,8	54,7	84,3	0,93	1,4	53,5	82,5	141,4	218,1
15	Cantal	9,3	61,3	13,4	88,6	0,21	1,4	16,5	109,5	39,3	260,9
16	Charente	18,0	52,9	32,5	95,8	0,19	0,6	49,5	145,7	100,1	294,9
17	Charente-Maritime	38,0	68,1	53,7	96,4	0,52	0,9	40,4	72,5	132,6	238,0
18	Cher	17,9	57,1	19,4	61,7	0,14	0,4	31,8	101,2	69,3	220,4
19	Corrèze	12,3	53,0	21,2	91,1	0,16	0,7	33,1	142,1	66,7	286,9
2A	Corse-du-Sud	14,4	121,3	8,0	67,7	0,23	1,9	s.o.	s.o.	22,6	190,9
2B	Haute-Corse	11,6	81,7	10,1	71,1	0,10	0,7	s.o.	s.o.	21,7	153,6
21	Côte-d'Or	29,8	58,8	45,7	90,1	0,26	0,5	48,8	96,3	124,5	245,7
22	Côtes-d'Armor	36,6	67,5	36,4	67,1	0,52	1,0	47,0	86,6	120,5	222,1
23	Creuse	7,3	58,5	7,4	59,7	0,04	0,3	9,8	78,6	24,5	197,1
24	Dordogne	19,7	50,8	39,8	102,6	0,43	1,1	36,9	95,2	96,9	249,6
25	Doubs	30,9	61,8	39,3	78,7	0,19	0,4	79,3	158,9	149,6	299,8
26	Drôme	26,7	61,0	40,8	93,3	0,39	0,9	78,4	179,1	146,3	334,3
27	Eure	22,3	41,2	43,0	79,4	0,57	1,0	58,1	107,3	123,9	229,0
28	Eure-et-Loir	26,9	66,0	37,3	91,6	0,39	0,9	44,4	109,0	109,1	267,5
29	Finistère	56,4	66,2	51,1	60,0	0,59	0,7	60,5	71,0	168,6	197,8
30	Gard	51,5	82,6	65,4	105,0	0,70	1,1	85,2	136,7	202,8	325,4
31	Haute-Garonne	75,2	71,9	107,0	102,3	0,76	0,7	158,8	151,7	341,8	326,6
32	Gers	9,1	53,1	17,4	101,2	0,14	0,8	18,9	109,5	45,6	264,7
33	Gironde	83,6	64,9	93,7	72,8	0,79	0,6	153,3	119,1	331,4	257,4
34	Hérault	82,7	92,2	99,4	110,9	1,56	1,7	99,0	110,4	282,6	315,3
35	Ille-et-Vilaine	49,4	57,0	44,2	50,9	0,39	0,5	94,7	109,1	188,7	217,5
36	Indre	12,2	52,7	16,5	71,2	0,10	0,4	23,6	102,0	52,3	226,4
37	Indre-et-Loire	33,3	60,1	32,5	58,7	0,31	0,6	44,8	80,9	111,0	200,3
38	Isère	67,4	61,6	109,9	100,4	0,79	0,7	204,1	186,6	382,2	349,3
39	Jura	16,1	64,3	27,8	111,0	0,07	0,3	32,5	129,7	76,6	305,2
40	Landes	23,0	70,2	21,3	65,0	0,33	1,0	43,2	131,8	87,7	268,1
41	Loir-et-Cher	17,6	55,9	24,2	76,8	0,25	0,8	33,4	105,9	75,4	239,4
42	Loire	46,0	63,2	53,4	73,3	0,53	0,7	84,7	116,2	184,6	253,4
43	Haute-Loire	10,5	50,3	14,9	71,1	0,11	0,5	24,0	114,7	49,5	236,6
44	Loire-Atlantique	75,3	66,4	55,6	49,0	0,57	0,5	126,3	111,3	257,7	227,2
45	Loiret	30,8	49,7	43,2	69,9	0,39	0,6	60,7	98,1	135,0	218,4
46	Lot	9,2	57,4	15,9	99,1	0,20	1,3	17,4	108,5	42,6	266,2
47	Lot-et-Garonne	18,0	58,9	30,3	99,3	0,36	1,2	31,5	103,1	80,2	262,5
48	Lozère	3,3	44,9	5,9	80,2	0,10	1,3	5,9	79,8	15,2	206,2
49	Maine-et-Loire	31,6	43,1	43,9	59,8	0,38	0,5	47,9	65,4	123,7	168,8

Les produits sont en millions d'euros, les produits par habitant en euros

Départements		Taxe d'habitation		Taxe sur le foncier bâti		Taxe sur le foncier non bâti		Taxe professionnelle		Total des 4 taxes	
		produit	produit par habitant	produit	produit par habitant	produit	produit par habitant	produit	produit par habitant	produit	produit par habitant
50	Manche	21,5	44,7	35,9	74,5	0,53	1,1	83,0	172,3	140,9	292,6
51	Marne	24,8	43,9	25,4	44,9	0,13	0,2	35,1	62,1	85,5	151,2
52	Haute-Marne	9,6	49,5	16,1	82,6	0,06	0,3	20,3	104,0	46,1	236,3
53	Mayenne	15,4	53,9	18,7	65,5	0,19	0,7	31,5	110,4	65,8	230,4
54	Meurthe-et-Moselle	48,5	67,9	44,2	62,0	0,29	0,4	75,6	106,0	168,7	236,3
55	Meuse	11,1	57,6	17,7	92,3	0,11	0,6	17,9	93,3	46,9	243,8
56	Morbihan	49,1	76,2	54,0	83,9	0,64	1,0	50,3	78,1	154,0	239,2
57	Moselle	42,6	41,6	50,4	49,2	0,42	0,4	114,7	112,1	208,1	203,3
58	Nièvre	18,4	81,6	20,1	89,4	0,15	0,7	23,9	106,1	62,6	277,8
59	Nord	94,2	36,9	118,4	46,3	1,28	0,5	288,7	113,0	502,6	196,7
60	Oise	43,9	57,3	67,8	88,5	0,58	0,8	89,0	116,1	201,3	262,6
61	Orne	19,8	67,6	32,3	110,4	0,19	0,6	24,5	83,7	76,7	262,3
62	Pas-de-Calais	69,7	48,4	76,5	53,1	0,71	0,5	175,5	121,8	322,5	223,7
63	Puy-de-Dôme	40,1	66,4	54,1	89,5	0,19	0,3	74,0	122,5	168,4	278,6
64	Pyrénées-Atlantiques	49,7	82,9	46,7	77,9	0,41	0,7	63,8	106,4	160,7	267,8
65	Hautes-Pyrénées	17,1	77,1	26,5	119,1	0,20	0,9	31,8	143,1	75,7	340,2
66	Pyrénées-Orientales	40,2	102,3	39,7	101,0	0,51	1,3	37,8	96,2	118,2	300,9
67	Bas-Rhin	54,5	53,1	55,3	53,9	0,41	0,4	126,6	123,4	236,8	230,8
68	Haut-Rhin	33,0	46,6	38,3	54,1	0,42	0,6	111,4	157,3	183,1	258,6
69	Rhône	88,1	55,8	90,7	57,4	0,48	0,3	195,6	123,9	374,9	237,4
70	Haute-Saône	9,9	43,3	22,0	95,9	0,13	0,6	23,7	103,0	55,8	242,8
71	Saône-et-Loire	29,3	53,8	40,2	73,8	0,22	0,4	59,0	108,4	128,8	236,3
72	Sarthe	28,5	53,7	36,3	68,4	0,42	0,8	56,7	107,0	121,9	230,0
73	Savoie	23,6	63,3	36,3	97,4	0,22	0,6	75,4	201,9	135,6	363,2
74	Haute-Savoie	46,1	73,0	55,6	88,0	0,44	0,7	91,1	144,2	193,2	305,9
76	Seine-Maritime	58,1	46,9	128,3	103,6	0,49	0,4	194,3	156,8	381,2	307,6
77	Seine-et-Marne	71,5	59,9	107,4	89,9	1,26	1,1	121,9	102,1	302,0	253,0
78	Yvelines	95,0	70,1	81,6	60,3	0,71	0,5	104,2	77,0	281,5	207,8
79	Deux-Sèvres	17,7	51,4	19,7	57,2	0,14	0,4	30,8	89,4	68,3	198,4
80	Somme	36,6	65,9	46,9	84,5	0,28	0,5	65,4	117,7	149,2	268,6
81	Tarn	18,2	53,0	37,6	109,4	0,36	1,0	45,4	132,2	101,5	295,7
82	Tarn-et-Garonne	10,9	52,9	25,2	122,2	0,18	0,9	35,3	171,4	71,6	347,4
83	Var	76,9	85,6	69,0	76,8	1,44	1,6	55,5	61,8	202,8	225,8
84	Vaucluse	31,5	63,1	34,1	68,2	0,41	0,8	64,8	129,7	130,8	261,8
85	Vendée	42,7	79,2	32,7	60,7	0,60	1,1	54,8	101,6	130,9	242,5
86	Vienne	18,4	46,0	18,3	45,9	0,11	0,3	38,6	96,7	75,4	189,0
87	Haute-Vienne	24,4	68,8	25,5	72,2	0,17	0,5	34,7	97,9	84,7	239,4
88	Vosges	20,9	54,9	28,7	75,2	0,10	0,3	57,1	149,9	106,8	280,3
89	Yonne	19,9	59,7	26,7	80,3	0,28	0,8	32,8	98,4	79,7	239,3
90	Territoire de Belfort	8,2	59,7	8,9	64,9	0,02	0,1	19,6	142,6	36,7	267,3
91	Essonne	84,9	74,9	106,0	93,4	1,05	0,9	136,9	120,7	328,9	289,9
92	Hauts-de-Seine	142,8	99,9	141,3	98,9	0,44	0,3	240,2	168,1	524,8	367,3
93	Seine-Saint-Denis	84,8	61,3	129,7	93,8	0,68	0,5	213,2	154,1	428,4	309,8
94	Val-de-Marne	99,5	81,1	118,6	96,6	0,42	0,3	133,2	108,5	351,7	286,6
95	Val-d'Oise	83,7	75,7	75,1	68,0	0,60	0,5	88,8	80,4	248,3	224,6
Métropole hors Paris		3 548,1	62,9	4 341,4	77,0	37,60	0,7	6 496,9	115,2	14 424,0	255,8
75	Paris	92,5	43,5	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	92,5	43,5
Métropole		3 640,6	62,2	4 341,4	74,2	37,60	0,6	6 496,9	111,0	14 516,5	248,1
971	Guadeloupe	23,8	56,2	42,6	100,8	0,24	0,6	33,4	79,0	100,0	236,6
972	Martinique	14,0	88,8	26,5	168,5	0,15	0,9	19,3	123,1	60,0	381,3
973	Guyane	4,9	12,7	17,0	44,5	0,21	0,5	21,5	56,4	43,6	114,2
974	La Réunion	12,2	17,3	20,7	29,4	0,26	0,4	23,8	33,6	57,0	80,7
Départements d'Outre-mer		54,8	32,9	106,8	64,1	0,85	0,5	98,0	58,8	260,5	156,2
France entière		3 695,4	61,4	4 448,2	73,9	38,45	0,6	6 594,9	109,6	14 777,0	245,5

s.o. : sans objet

Évolution des produits entre 2002 et 2003

Départements		<i>en pourcentage</i>					
		Taxe d'habitation	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe professionnelle		Total des 4 taxes
					brute	"à législation constante (1)"	
01	Ain	+4,7	+4,6	+7,3	+1,3	+4,1	+2,7
02	Aisne	+5,9	+4,7	+7,6	+3,3	+5,2	+4,5
03	Allier	+5,7	+7,3	+5,9	+2,5	+4,8	+4,5
04	Alpes-de-Haute-Provence	+16,7	+19,3	+15,7	+17,1	+14,7	+18,0
05	Hautes-Alpes	+13,1	+13,6	+9,2	+16,8	+11,7	+14,5
06	Alpes-Maritimes	+3,3	+2,8	+1,6	+4,3	+5,8	+3,4
07	Ardèche	+13,9	+12,9	+7,9	+9,1	+10,0	+11,0
08	Ardenne	+3,2	+2,5	-3,3	-1,2	+2,0	+0,6
09	Ariège	+10,0	+11,9	+5,9	+8,7	+7,4	+9,9
10	Aube	+5,9	+6,1	+5,3	+5,0	+6,0	+5,6
11	Aude	+16,4	+16,0	+22,0	+24,4	+14,8	+19,0
12	Aveyron	+11,3	+10,7	+17,0	+17,9	+13,8	+14,5
13	Bouches-du-Rhône	+4,0	+3,6	+5,7	+2,1	+5,5	+3,1
14	Calvados	+3,6	+3,6	+1,8	+5,9	+7,1	+4,4
15	Cantal	+11,7	+11,9	+16,8	+17,7	+12,7	+14,3
16	Charente	+18,8	+18,4	+18,8	+17,6	+16,6	+18,0
17	Charente-Maritime	+13,1	+12,8	+15,6	+13,7	+11,1	+13,2
18	Cher	+13,9	+11,9	+14,3	+8,4	+10,9	+10,7
19	Corrèze	+6,4	+6,2	+5,9	+8,1	+7,5	+7,2
2A	Corse-du-Sud	+5,1	+5,0	-6,4	s.o.	s.o.	+5,0
2B	Haute-Corse	+10,4	+30,7	-0,6	s.o.	s.o.	+18,9
21	Côte-d'Or	+6,1	+6,9	+9,8	+6,4	+5,9	+6,5
22	Côtes-d'Armor	+8,5	+9,3	+11,8	+12,8	+7,9	+10,4
23	Creuse	+20,9	+21,4	+20,0	+27,8	+19,4	+23,7
24	Dordogne	+16,3	+14,3	+13,9	+16,3	+13,7	+15,5
25	Doubs	+10,3	+10,9	+22,5	+5,2	+10,3	+7,7
26	Drôme	+6,9	+7,8	+9,1	+10,2	+10,1	+8,9
27	Eure	+8,2	+8,0	+6,9	+5,6	+8,3	+6,9
28	Eure-et-Loir	+8,1	+8,0	+7,0	+4,0	+6,6	+6,4
29	Finistère	+10,0	+9,5	+7,7	+9,0	+7,7	+9,5
30	Gard	+4,5	+4,3	+4,6	+1,3	+4,3	+3,1
31	Haute-Garonne	+9,3	+8,7	+10,2	+2,6	+7,7	+5,9
32	Gers	+20,8	+23,5	+33,6	+34,5	+24,6	+27,3
33	Gironde	+6,9	+7,2	+3,4	+11,9	+9,7	+9,2
34	Hérault	+5,6	+5,9	+5,1	+12,6	+8,5	+8,1
35	Ille-et-Vilaine	+14,3	+15,1	+17,1	+11,9	+10,9	+13,3
36	Indre	+8,0	+8,7	+4,9	+7,6	+7,1	+8,0
37	Indre-et-Loire	+4,5	+3,4	-2,7	+1,9	+4,3	+3,1
38	Isère	+12,1	+11,9	+14,6	+10,3	+11,1	+11,1
39	Jura	+6,3	+6,9	+6,9	+7,1	+6,8	+6,9
40	Landes	+9,7	+9,7	+7,7	+10,7	+9,6	+10,2
41	Loir-et-Cher	+12,1	+11,7	+13,8	+3,3	+7,4	+7,9
42	Loire	+7,8	+8,0	+7,2	+8,2	+8,2	+8,0
43	Haute-Loire	+13,2	+13,4	+16,0	+13,0	+10,3	+13,2
44	Loire-Atlantique	+7,4	+7,4	+3,9	+4,3	+6,1	+5,8
45	Loiret	+8,5	+9,3	+6,1	+7,9	+9,2	+8,5
46	Lot	+12,9	+8,0	+10,4	+16,4	+11,4	+12,4
47	Lot-et-Garonne	+3,9	+3,7	+6,7	+8,2	+5,1	+5,5
48	Lozère	+9,1	+8,8	+3,8	+16,9	+9,6	+11,8
49	Maine-et-Loire	+2,4	+3,6	+3,0	+2,1	+4,1	+2,7

Départements		Taxe d'habitation	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe professionnelle		Total des 4 taxes	
					brute	"à législation constante (1)"	brute	"à législation constante (1)"
50	Manche	+6,5	+6,7	+8,3	-0,9	+1,8	+2,1	+3,6
51	Marne	-4,7	+3,0	+9,2	+5,4	+4,4	+1,5	+1,5
52	Haute-Marne	+8,1	+7,4	+6,4	+7,8	+8,5	+7,7	+8,1
53	Mayenne	+9,2	+10,0	+7,9	+6,3	+7,9	+8,0	+8,6
54	Meurthe-et-Moselle	+6,9	+6,7	+2,5	+6,1	+5,4	+6,5	+6,1
55	Meuse	+10,1	+9,1	+6,4	+9,8	+9,2	+9,6	+9,4
56	Morbihan	+8,5	+7,6	+5,0	+9,0	+8,6	+8,4	+8,3
57	Moselle	+8,3	+9,5	+9,7	+4,3	+7,0	+6,4	+7,8
58	Nièvre	+2,9	+3,9	+6,1	-1,5	+2,1	+1,5	+2,8
59	Nord	+8,6	+11,4	+9,9	+8,8	+10,8	+9,4	+10,6
60	Oise	+3,3	+3,8	+0,5	-1,4	+4,2	+1,3	+3,9
61	Orne	+1,7	+3,6	-1,0	+2,2	+4,7	+2,7	+3,6
62	Pas-de-Calais	+11,5	+10,4	+8,5	+8,6	+10,8	+9,6	+10,8
63	Puy-de-Dôme	+9,2	+10,3	+12,3	+5,1	+9,8	+7,7	+9,8
64	Pyrénées-Atlantiques	+19,2	+18,3	+10,0	+16,9	+14,9	+18,0	+16,9
65	Hautes-Pyrénées	+11,0	+10,3	+11,8	+12,4	+10,8	+11,4	+10,7
66	Pyrénées-Orientales	+9,2	+9,0	+10,7	+16,3	+11,8	+11,3	+10,2
67	Bas-Rhin	+10,0	+10,1	+6,2	+4,7	+7,9	+7,1	+8,7
68	Haut-Rhin	+8,5	+10,1	+7,7	+5,3	+9,6	+6,8	+9,5
69	Rhône	+2,2	+9,8	+5,7	+7,2	+8,8	+6,6	+7,6
70	Haute-Saône	+1,6	+3,7	+6,1	+6,2	+7,3	+4,4	+5,1
71	Saône-et-Loire	+7,2	+5,8	+2,7	+1,8	+5,9	+4,2	+6,1
72	Sarthe	+6,8	+8,7	+7,3	+0,6	+7,4	+4,4	+7,6
73	Savoie	+6,9	+7,9	+6,2	+6,9	+7,3	+7,1	+7,4
74	Haute-Savoie	+7,6	+7,1	+0,9	+7,4	+7,6	+7,3	+7,5
76	Seine-Maritime	+3,4	+4,4	+6,4	+0,5	+5,1	+2,2	+4,6
77	Seine-et-Marne	+4,0	+4,7	-0,3	+1,8	+5,0	+3,3	+4,7
78	Yvelines	+4,0	+4,0	-1,2	-11,9	+3,1	-2,5	+3,5
79	Deux-Sèvres	+11,9	+11,3	+5,9	+4,0	+7,7	+8,0	+9,4
80	Somme	+3,3	+3,7	+1,4	+2,9	+3,6	+3,2	+3,5
81	Tarn	+12,4	+17,2	+15,9	+22,6	+15,5	+18,6	+15,5
82	Tarn-et-Garonne	+9,2	+7,0	+6,9	+8,2	+6,9	+7,9	+7,3
83	Var	+8,3	+7,4	+3,1	+7,8	+4,8	+7,8	+6,8
84	Vaucluse	+3,5	+3,8	+5,3	+8,8	+7,2	+6,2	+5,7
85	Vendée	+11,1	+11,1	+13,3	+8,8	+8,4	+10,1	+9,8
86	Vienne	+12,1	+12,1	+18,3	+11,8	+9,1	+11,9	+10,4
87	Haute-Vienne	+14,4	+15,5	+12,6	+15,5	+12,6	+15,2	+13,8
88	Vosges	+6,6	+6,3	+2,0	+2,3	+4,7	+4,2	+5,4
89	Yonne	+10,8	+9,1	+3,9	+9,7	+9,5	+9,7	+9,6
90	Territoire de Belfort	+5,0	+6,0	-0,5	+0,3	+8,7	+2,7	+7,5
91	Essonne	+3,2	+3,4	-2,5	-3,6	+4,3	+0,3	+3,8
92	Hauts-de-Seine	+3,9	+4,0	-7,7	-22,3	+0,8	-10,0	+2,0
93	Seine-Saint-Denis	+6,4	+5,7	+5,8	-1,1	+5,5	+2,4	+5,7
94	Val-de-Marne	+2,6	+2,7	+1,3	-3,6	+4,1	+0,2	+3,4
95	Val-d'Oise	+4,0	+3,3	+4,0	-1,5	+5,6	+1,8	+4,5
Métropole hors Paris		+7,0	+7,5	+6,4	+4,1	+7,2	+5,9	+7,3
75	Paris	+3,5	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	+3,5	+3,5
Métropole		+6,9	+7,5	+6,4	+4,1	+7,2	+5,8	+7,2
971	Guadeloupe	+5,1	+5,4	+3,1	+1,1	+6,5	+3,8	+5,8
972	Martinique	+15,7	+13,5	+10,9	+20,8	+13,4	+16,3	+13,9
973	Guyane	+0,4	+3,9	+6,3	+8,9	+4,2	+5,9	+3,7
974	La Réunion	+8,0	+7,2	+1,0	+10,2	+6,3	+8,6	+6,9
Départements d'Outre-mer		+7,8	+7,4	+4,5	+8,5	+7,2	+7,9	+7,4
France entière		+6,9	+7,5	+6,4	+4,2	+7,2	+5,9	+7,2

s.o. : sans objet

(1) Les compensations de taxe professionnelle prises en compte incluent les compensations versées par l'État au titre des exonérations suivantes : suppression progressive de la part « salaires » (y compris les prélèvements au titre de France Télécom), réduction de bases pour embauche ou investissement, exonérations dans les zones de redynamisation urbaine, les zones franches urbaines, la zone franche de Corse et les zones de revitalisation rurale, suppression progressive de la fraction des recettes pour les bénéfices non commerciaux (BNC).

La fiscalité régionale en 2003

Les régions de métropole et d'outre-mer ont voté, en 2003, un produit total de 3,05 milliards d'euros. Cette hausse de 50 millions correspond à une évolution de +1,6% par rapport à 2002 en ne tenant compte ni de l'inflation ni des changements législatifs. A législation constante (réforme de la taxe professionnelle), la hausse aurait atteint 3,8%. La hausse des prix à la consommation (hors tabac) étant de +1,9%, la variation du produit total des régions en euros constants et à législation constante s'élève à +1,8%.

Évolution annuelle du produit voté par les régions (métropole) entre 1994 et 2003, en euros constants et à législation constante

	<i>en pourcentage</i>									
	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Total	+ 14,8	+ 5,2	+ 5,5	+ 1,7	+ 2,3	+ 3,9	+ 5,1	+ 2,9	+ 2,6	+ 1,8
Taxe d'habitation	+ 12,5	+ 4,7	+ 4,9	+ 0,5	+ 1,8	+ 1,7	+ 3,8	+ 2,4	s.o.	s.o.
Foncier bâti	+ 15,5	+ 6,3	+ 5,7	+ 1,7	+ 2,8	+ 2,8	+ 3,8	+ 1,6	+ 1,6	+ 1,8
Foncier non bâti	+ 6,8	- 1,7	- 0,6	- 4,1	- 2,5	+ 3,4	+ 5,3	+ 1,6	+ 0,9	+ 0,5
Taxe professionnelle	+ 15,6	+ 4,9	+ 5,7	+ 2,2	+ 2,3	+ 5,0	+ 6,2	+ 3,6	+ 3,2	+ 2,2

Les bases nettes de taxe professionnelle sont en faible diminution depuis 1999 alors que la réforme de la taxe professionnelle engagée en 1999 a exonéré une fraction plus importante de la part « salaires » cette année. A « législation constante », ces bases ont augmenté de 3,6% en 2003, ce qui induit une évolution du produit de taxe professionnelle de +2,2%.

Quatre régions ont modifié leur taux en 2003, dont deux à la baisse (-2,0% et -1,4%) et deux plus fortement à la hausse (+1,8% et +2,4%). Dans tous les cas, la variation des taux s'est faite de façon proportionnelle.

Évolution des taux des quatre taxes des régions (métropole)

	<i>en pourcentage</i>									
	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Taxe d'habitation	+ 8,6	+ 3,3	+ 4,5	- 1,2	- 0,4	+ 0,0	+ 2,7	s.o.	s.o.	s.o.
Foncier bâti	+ 9,6	+ 2,8	+ 3,7	- 0,9	- 0,4	+ 0,3	+ 2,3	+ 0,9	+ 0,2	+ 0,2
Foncier non bâti	+ 4,0	+ 3,5	+ 1,6	- 1,8	- 0,4	+ 1,3	+ 3,9	+ 1,5	+ 0,0	+ 0,2
Taxe professionnelle	+ 10,4	+ 3,0	+ 4,2	- 0,9	- 0,4	+ 0,4	+ 2,8	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,2

Contribution des différentes régions à l'évolution des taux entre 2002 et 2003

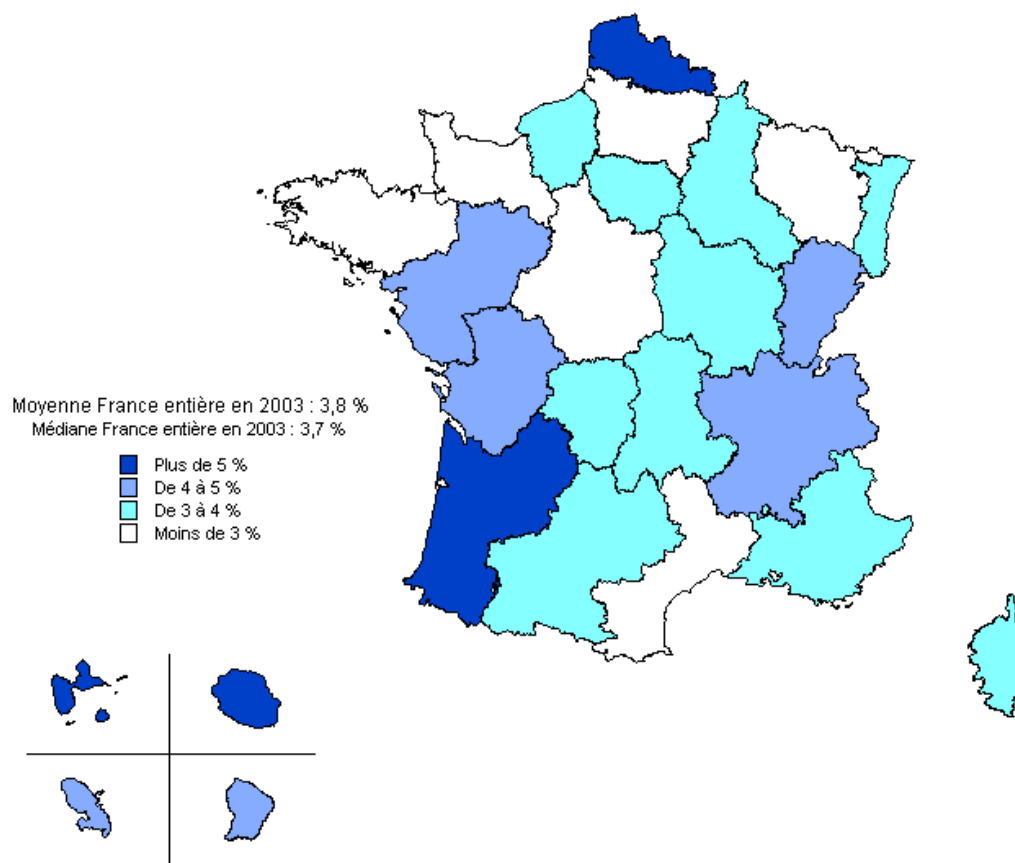
Régions	Taxe sur le Foncier bâti	Taxe sur le Foncier non bâti	Taxe Professionnelle
Aquitaine	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Languedoc Roussillon	- 0,1	- 0,1	- 0,1
Nord Pas de Calais	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2
Picardie	- 0,0	- 0,0	- 0,0
Ensemble des régions	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2

Les régions bénéficiant des conditions les plus favorables, c'est-à-dire dont le potentiel fiscal par habitant est supérieur au potentiel fiscal moyen et dont le taux de chômage est inférieur à la moyenne nationale, subissent un prélèvement sur leur produit voté des quatre taxes, destiné à corriger les écarts de potentiel fiscal régional. Les trois régions reversant un prélèvement pour 2003 au profit du fonds de correction des déséquilibres régionaux sont les mêmes que l'an dernier :

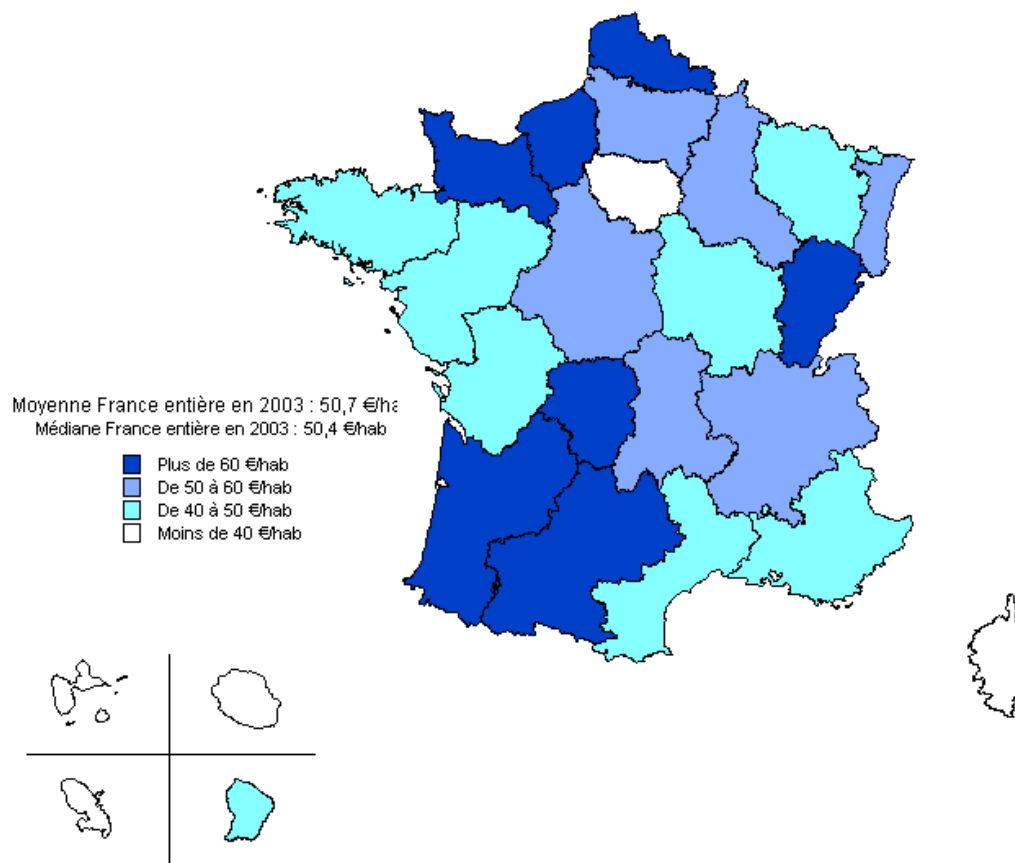
- Ile de France, pour un montant de 42,4 millions d'euros
- Rhône-Alpes, pour un montant de 13,9 millions d'euros
- Alsace, pour un montant de 4,3 millions d'euros

Les produits des trois taxes de l'ensemble des régions sont en hausse. La hausse la plus forte est celle du foncier bâti (+3,8% en moyenne) mais, sans la réforme de la taxe professionnelle, cette dernière aurait augmenté plus fortement (+4,2%). Le produit moyen par habitant des trois taxes a légèrement augmenté, il s'élève à 51 euros en 2003. L'écart entre régions est important puisque la différence entre le plus faible et le plus fort produit par habitant est de 71 euros.

Évolution du produit des trois taxes voté par les régions en 2003 (à législation constante)



Produit des trois taxes par habitant voté par les régions en 2003



Les différences entre les produits sont dues à des bases de niveaux différents mais aussi à des taux très disparates.

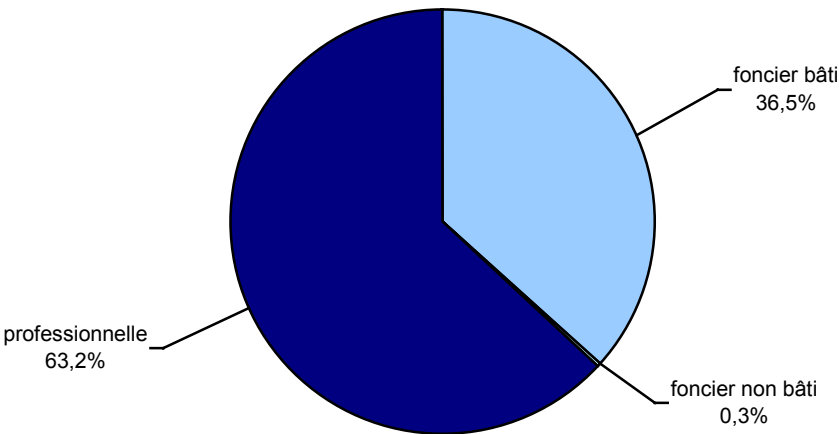
Les taux des trois taxes en 2003

	En pourcentage		
	Foncier bâti	Foncier non bâti	Taxe professionnelle (1)
Taux moyen	1,99	4,93	2,02
Nombre de régions ayant un taux inférieur à la moyenne	6	9	8
Taux le plus bas	0,867	0,90	1,02
Taux le plus élevé	4,29	13,15	3,33
Ecart entre le taux le plus fort et le plus faible	3,42	12,25	2,31
Taux en dessous duquel se situe la moitié des régions (médiane)	2,75	5,81	2,23

(1) Hors Corse

La répartition du produit entre les différentes taxes est, a contrario, presque identique pour toutes les régions sauf la Corse qui ne perçoit pas de taxe professionnelle et les départements d'outremer.

Répartition du produit perçu par les régions entre les différentes taxes



La suppression de la part régionale de la taxe d'habitation, décidée dans la Loi de finances rectificative pour 2000, fait perdre aux régions leur pouvoir décisionnel sur près du quart de leurs recettes fiscales actuelles.

Conséquence des différences d'assiette et de taux, la diminution pour le contribuable est, en valeur, très différente d'une région à l'autre.

Les bases 2003 et leur évolution

Bases d'imposition des régions

en millions d'euros

Régions	Taxe sur le Foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe Professionnelle
Alsace	1 514,3	3,0	3 580,7
Aquitaine	2 420,4	9,9	3 692,0
Auvergne	1 010,8	2,5	1 828,7
Bourgogne	1 223,5	3,7	2 317,1
Bretagne	2 096,7	9,8	3 467,7
Centre	1 795,9	7,5	3 811,7
Champagne-Ardenne	927,1	3,7	2 319,4
Corse	232,7	1,2	s.o.
Franche-Comté	835,9	1,9	1 991,3
Languedoc-Roussillon	2 021,6	9,8	2 304,2
Limousin	543,5	1,2	840,0
Lorraine	1 697,9	4,8	4 075,6
Midi-Pyrénées	2 068,8	3,9	3 216,4
Nord - Pas-de-Calais	2 325,5	8,1	6 509,9
Basse-Normandie	964,4	7,1	2 524,5
Haute-Normandie	1 318,5	3,9	3 977,7
Pays de la Loire	2 281,2	12,1	4 418,3
Picardie	1 214,8	4,4	2 879,6
Poitou-Charentes	1 148,8	4,0	2 084,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 793,3	24,9	6 086,3
Rhône-Alpes	5 635,4	16,1	10 708,7
Métropole hors Ile de France	38 070,9	143,3	72 634,0
Ile-de-France	17 202,6	41,0	21 335,3
Métropole	55 273,5	184,2	93 969,3
Guadeloupe	223,8	1,0	346,0
Martinique	212,0	1,3	342,4
Guyane	65,4	1,3	181,4
La Réunion	351,0	3,1	538,0
Régions d'Outre-mer	852,1	6,7	1 407,8
Ensemble des régions	56 125,6	190,9	95 377,1

s.o. : sans objet

Bases par habitant

en euros par habitant

Régions	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe professionnelle
Alsace	873,2	1,74	2 064,8
Aquitaine	832,2	3,39	1 269,4
Auvergne	772,3	1,91	1 397,2
Bourgogne	759,9	2,28	1 439,2
Bretagne	721,5	3,39	1 193,2
Centre	735,9	3,06	1 562,0
Champagne-Ardenne	690,6	2,73	1 727,9
Corse	894,3	4,62	s.o.
Franche-Comté	748,3	1,73	1 782,6
Languedoc-Roussillon	880,6	4,25	1 003,7
Limousin	764,5	1,69	1 181,5
Lorraine	734,9	2,07	1 764,1
Midi-Pyrénées	810,8	1,52	1 260,5
Nord - Pas-de-Calais	581,9	2,01	1 628,9
Basse-Normandie	678,1	4,96	1 775,1
Haute-Normandie	740,6	2,19	2 234,4
Pays de la Loire	708,0	3,77	1 371,3
Picardie	653,9	2,37	1 550,0
Poitou-Charentes	700,4	2,45	1 270,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 063,7	5,52	1 350,7
Rhône-Alpes	998,2	2,85	1 896,9
Métropole hors Ile de France	800,4	3,01	1 527,0
Ile-de-France	1 570,7	3,74	1 948,1
Métropole	944,5	3,15	1 605,8
Guadeloupe	529,7	2,32	819,0
Martinique	555,8	3,45	897,7
Guyane	415,7	8,43	1 153,7
La Réunion	496,9	4,37	761,7
Régions d'Outre-mer	511,0	4,02	844,3
Ensemble des régions	932,5	3,17	1 584,7

s.o. : sans objet

Évolution des bases de 2002 à 2003

Régions	Taxe sur le Foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	en pourcentage	
			Taxe professionnelle brute	Taxe professionnelle à législation constante ⁽¹⁾
Alsace	+3,7	+0,9	-1,0	+3,9
Aquitaine	+3,7	+0,3	+5,6	+5,5
Auvergne	+3,9	+4,9	-0,7	+3,3
Bourgogne	+3,5	+2,2	+1,6	+3,7
Bretagne	+4,2	+3,8	+2,3	+2,7
Centre	+3,5	+1,3	+0,7	+3,6
Champagne-Ardenne	+3,1	+5,3	+2,7	+3,5
Corse	+4,2	-4,8	s.o.	s.o.
Franche-Comté	+3,8	+9,7	+0,4	+5,1
Languedoc-Roussillon	+3,9	+4,6	+7,1	+4,6
Limousin	+3,5	+1,7	+4,0	+3,7
Lorraine	+3,7	+1,4	+0,8	+2,9
Midi-Pyrénées	+3,9	+5,4	+2,2	+4,4
Nord - Pas-de-Calais	+3,9	+2,5	-0,4	+3,6
Basse-Normandie	+3,4	+2,3	+0,4	+2,6
Haute-Normandie	+4,0	+4,7	-0,4	+3,8
Pays de la Loire	+4,3	+3,8	+1,4	+4,3
Picardie	+3,5	+2,5	+0,7	+3,4
Poitou-Charentes	+3,9	+6,0	+2,6	+3,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+3,3	+2,3	+4,1	+5,1
Rhône-Alpes	+3,9	+2,3	+2,0	+4,4
Métropole hors Ile de France	+3,8	+2,8	+1,7	+4,0
Ile-de-France	+2,9	-5,1	-11,0	+2,4
Métropole	+3,5	+1,0	-1,5	+3,6
Guadeloupe	+5,4	+3,1	+1,0	+3,2
Martinique	+4,9	+2,5	+7,8	+3,4
Guyane	+3,9	+6,3	+8,9	+3,5
La Réunion	+7,2	+1,0	+10,5	+5,9
Régions d'Outre-mer	+5,9	+2,6	+7,2	+4,3
Ensemble des régions	+3,5	+1,0	-1,4	+3,6

(1) Les exonérations de taxe professionnelle prises en compte incluent les exonérations suivantes : suppression progressive de la part « salaires », réduction de bases pour embauche ou investissement, exonérations dans les zones de redynamisation urbaine, les zones franches urbaines, la zone franche de Corse et les zones de revitalisation rurale, suppression progressive de la fraction des recettes pour les bénéfices non commerciaux (BNC). Sont exclues les bases de taxe professionnelle de France Télécom.

Les taux 2003 et leur évolution

Taux votés par les régions

Régions	en pourcentage		
	Taxe sur le Foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe professionnelle
Alsace	1,51	7,26	2,00
Aquitaine	2,70	7,97	3,03
Auvergne	2,79	6,40	2,20
Bourgogne	2,28	5,72	1,69
Bretagne	2,47	3,44	2,41
Centre	3,00	7,45	2,29
Champagne-Ardenne	2,92	3,86	1,90
Corse	1,02	6,24	0,00
Franche-Comté	3,07	8,03	2,44
Languedoc-Roussillon	2,55	5,37	2,26
Limousin	3,37	13,15	3,33
Lorraine	1,94	5,83	1,84
Midi-Pyrénées	3,66	8,69	3,12
Nord - Pas-de-Calais	3,05	10,37	2,96
Basse-Normandie	4,29	5,79	2,36
Haute-Normandie	4,02	8,36	2,27
Pays de la Loire	2,23	4,26	2,26
Picardie	3,38	6,20	2,23
Poitou-Charentes	2,97	7,72	2,16
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,48	5,57	2,27
Rhône-Alpes	1,68	4,18	1,97
Métropole hors Ile de France	2,47	6,05	2,32
Ile-de-France	0,867	1,50	1,02
Métropole	1,97	5,04	2,02
Guadeloupe	2,19	1,73	1,19
Martinique	3,88	3,71	1,94
Guyane	4,02	3,06	2,20
La Réunion	2,53	0,90	2,19
Régions d'Outre-mer	2,89	2,00	1,88
Ensemble des régions	1,99	4,93	2,02

s.o. : sans objet

Évolution des taux votés par les régions de 2002 à 2003

Régions	en pourcentage		
	Taxe sur le Foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe Professionnelle
Alsace	-	-	-
Aquitaine	+1,8	+1,8	+1,8
Auvergne	-	-	-
Bourgogne	-	-	-
Bretagne	-	-	-
Centre	-	-	-
Champagne-Ardenne	-	-	-
Corse	-	-	s.o.
Franche-Comté	-	-	-
Languedoc-Roussillon	-2,0	-2,0	-2,0
Limousin	-	-	-
Lorraine	-	-	-
Midi-Pyrénées	-	-	-
Nord - Pas-de-Calais	+2,4	+2,4	+2,4
Basse-Normandie	-	-	-
Haute-Normandie	-	-	-
Pays de la Loire	-	-	-
Picardie	-1,4	-1,4	-1,4
Poitou-Charentes	-	-	-
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-	-	-
Rhône-Alpes	-	-	-
Métropole hors Ile de France	+0,2	+0,2	+0,2
Ile-de-France	-	-	-
Métropole	+0,2	+0,2	+0,2
Guadeloupe	-	-	-
Martinique	-	-	-
Guyane	-	-	-
La Réunion	-	-	-
Régions d'Outre-mer	-	-	-
Ensemble des régions	+0,2	+0,2	+0,2

s.o. : sans objet

Les produits 2003 et leur évolution

Produits votés par les régions

en millions d'euros

Régions	Taxe sur le Foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe Professionnelle	Total 3 taxes
Alsace	22,9	0,2	71,6	94,7
Aquitaine	65,4	0,8	111,9	178,0
Auvergne	28,2	0,2	40,2	68,6
Bourgogne	27,9	0,2	39,2	67,3
Bretagne	51,8	0,3	83,6	135,7
Centre	53,9	0,6	87,3	141,7
Champagne-Ardenne	27,1	0,1	44,1	71,3
Corse	2,4	0,1	s.o.	2,4
Franche-Comté	25,7	0,2	48,6	74,4
Languedoc-Roussillon	51,6	0,5	52,1	104,2
Limousin	18,3	0,2	28,0	46,4
Lorraine	32,9	0,3	75,0	108,2
Midi-Pyrénées	75,7	0,3	100,4	176,4
Nord - Pas-de-Calais	70,9	0,8	192,7	264,5
Basse-Normandie	41,4	0,4	59,6	101,4
Haute-Normandie	53,0	0,3	90,3	143,6
Pays de la Loire	50,9	0,5	99,9	151,2
Picardie	41,1	0,3	64,2	105,5
Poitou-Charentes	34,1	0,3	45,0	79,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	70,9	1,4	138,2	210,5
Rhône-Alpes	94,7	0,7	211,0	306,3
Métropole hors Ile de France	940,6	8,7	1 682,5	2 631,8
Ile-de-France	149,1	0,6	217,6	367,4
Métropole	1 089,7	9,3	1 900,2	2 999,2
Guadeloupe	4,9	0,0	4,1	9,0
Martinique	8,2	0,0	6,6	14,9
Guyane	2,6	0,0	4,0	6,7
La Réunion	8,9	0,0	11,8	20,7
Régions d'Outre-mer	24,6	0,1	26,5	51,3
Ensemble des régions	1 114,4	9,4	1 926,7	3 050,5

s.o. : sans objet

Produits par habitant

en euros par habitant

Régions	Taxe sur le foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Taxe Professionnelle	Total 3 taxes
Alsace	13,19	0,13	41,30	54,61
Aquitaine	22,47	0,27	38,46	61,20
Auvergne	21,55	0,12	30,74	52,41
Bourgogne	17,33	0,13	24,32	41,78
Bretagne	17,82	0,12	28,76	46,69
Centre	22,08	0,23	35,77	58,08
Champagne-Ardenne	20,17	0,11	32,83	53,10
Corse	9,12	0,29	s.o.	9,41
Franche-Comté	22,97	0,14	43,50	66,61
Languedoc-Roussillon	22,46	0,23	22,68	45,37
Limousin	25,76	0,22	39,35	65,33
Lorraine	14,26	0,12	32,46	46,84
Midi-Pyrénées	29,67	0,13	39,33	69,13
Nord - Pas-de-Calais	17,75	0,21	48,21	66,17
Basse-Normandie	29,09	0,29	41,89	71,27
Haute-Normandie	29,77	0,18	50,72	80,68
Pays de la Loire	15,79	0,16	30,99	46,94
Picardie	22,10	0,15	34,56	56,81
Poitou-Charentes	20,80	0,19	27,45	48,44
Provence-Alpes-Côte d'Azur	15,74	0,31	30,66	46,71
Rhône-Alpes	16,77	0,12	37,37	54,26
Métropole hors Ile de France	19,77	0,18	35,37	55,33
Ile-de-France	13,62	0,06	19,87	33,54
Métropole	18,62	0,16	32,47	51,25
Guadeloupe	11,60	0,04	9,75	21,39
Martinique	21,56	0,13	17,42	39,11
Guyane	16,71	0,26	25,38	42,35
La Réunion	12,57	0,04	16,68	29,29
Régions d'Outre-mer	14,77	0,08	15,91	30,76
Ensemble des régions	18,52	0,16	32,01	50,68

s.o. : sans objet

Évolution des produits de 2002 à 2003

en pourcentage

Régions	Taxe sur le Foncier bâti	Taxe sur le foncier non	Taxe Professionnelle		Ensemble des taxes	
			Brute	à législation constante ⁽¹⁾	Brute (3 taxes)	à législation constante ⁽¹⁾
Alsace	+3,7	+0,9	-1,0	+4,0	+0,1	+3,7
Aquitaine	+5,7	+2,3	+7,4	+6,2	+6,7	+5,6
Auvergne	+3,9	+4,9	-0,7	+3,5	+1,1	+3,3
Bourgogne	+3,5	+2,2	+1,6	+4,3	+2,4	+3,7
Bretagne	+4,2	+3,8	+2,3	+2,9	+3,0	+2,9
Centre	+3,5	+1,3	+0,7	+1,3	+1,7	+1,7
Champagne-Ardenne	+3,1	+5,3	+2,7	+3,9	+2,8	+3,4
Corse	+4,2	-4,8	s.o.	s.o.	+3,9	+3,9
Franche-Comté	+3,8	+9,7	+0,4	+5,1	+1,6	+4,4
Languedoc-Roussillon	+1,9	+2,5	+4,7	+4,5	+3,3	+3,0
Limousin	+3,5	+1,7	+4,0	+4,2	+3,8	+3,5
Lorraine	+3,7	+1,4	+0,8	+2,9	+1,7	+2,9
Midi-Pyrénées	+3,9	+5,4	+2,2	+4,3	+2,9	+3,8
Nord - Pas-de-Calais	+6,4	+5,0	+2,0	+5,3	+3,2	+5,2
Basse-Normandie	+3,4	+2,3	+0,4	+3,0	+1,6	+2,9
Haute-Normandie	+4,0	+4,7	-0,4	+4,1	+1,2	+3,8
Pays de la Loire	+4,3	+3,8	+1,4	+4,7	+2,4	+4,2
Picardie	+2,0	+1,0	-0,6	+3,4	+0,4	+2,7
Poitou-Charentes	+3,9	+6,0	+2,6	+5,5	+3,2	+4,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+3,3	+2,3	+4,1	+4,7	+3,9	+3,9
Rhône-Alpes	+3,9	+2,3	+2,0	+4,8	+2,6	+4,3
Métropole hors Ile de France	+3,9	+3,0	+2,0	+4,3	+2,7	+3,8
Ile-de-France	+2,9	-5,1	-11,0	+3,6	-5,8	+3,2
Métropole	+3,8	+2,4	+0,3	+4,2	+1,5	+3,7
Guadeloupe	+5,4	+3,1	+1,0	+6,4	+3,3	+5,8
Martinique	+4,9	+2,5	+7,8	+4,2	+6,1	+4,4
Guyane	+3,9	+6,3	+8,9	+4,2	+6,9	+4,0
La Réunion	+7,2	+1,0	+10,5	+6,4	+9,1	+6,4
Régions d'Outre-mer	+5,7	+3,4	+8,0	+5,5	+6,9	+5,4
Ensemble des régions	+3,8	+2,5	+0,4	+4,2	+1,6	+3,8

(1) Les compensations de taxe professionnelle prises en compte incluent les compensations versées par l'État au titre des exonérations suivantes : suppression progressive de la part « salaires » (y compris les prélèvements au titre de France Télécom), réduction de bases pour embauche ou investissement, exonérations dans les zones de redynamisation urbaine, les zones franches urbaines, la zone franche de Corse et les zones de revitalisation rurale, suppression progressive de la fraction des recettes pour les bénéfices non commerciaux (BNC).

s.o. : sans objet

Les contributions de l'Etat aux quatre taxes

Part de l'État dans la fiscalité directe locale

En conséquence des allègements d'impôt qu'il a décidés, l'État est amené à contribuer lui-même aux recettes fiscales des collectivités locales pour ne pas porter atteinte à leurs ressources. Ces contributions s'effectuent par le versement d'allocations compensatrices ou par le système des dégrèvements.

Pour plus de précisions sur l'évolution de la législation en matière de fiscalité directe locale, voir l'annexe 1 « Le cadre législatif de la fiscalité directe locale de 1980 à 2003 »

Les dégrèvements et les admissions en non-valeur sont des prises en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. Cette opération se déroule entre l'État et les contribuables au moment de l'établissement des avis d'imposition ou du recouvrement. Elle n'implique aucunement les collectivités : l'État prend intégralement à sa charge le coût des dégrèvements et le montant des impayés et verse le produit correspondant aux collectivités locales. Les dégrèvements sont inclus dans les produits des quatre taxes votés par les collectivités dans le cadre de leur budget.

Les compensations sont des allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser les pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidés par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend de décisions nationales : chaque collectivité ne dispose plus d'un pouvoir direct sur l'évolution de cette recette dans son budget. Cette recette a donc perdu toute nature fiscale pour la collectivité (en particulier, les variations de taux décidées par les collectivités ne sont plus prises en charge par l'État), mais son montant reste lié au montant des ressources fiscales que percevait la collectivité avant l'exonération.

Les contributions de l'État aux quatre taxes directes locales (dégrèvements + allocations compensatrices) représentent un montant d'environ 23 milliards d'euros en 2002, soit plus du tiers (37 %) du total des recettes perçues par les collectivités au titre de leurs quatre taxes. Sur ce montant, près de 17 milliards d'euros sont versés au titre de la seule taxe professionnelle.

L'État finance en partie cette contribution par le prélèvement de frais de dégrèvement et d'admission en non-valeur auprès des contribuables des quatre taxes. La contribution nette de l'État se monte donc à 21,08 milliards en 2002.

Évolution des contributions de l'État aux quatre taxes directes locales de 1994 à 2003

	1994	1995	1996	1997	1998	1999 (3)	2000 (3)	2001 (3)	2002 (3)	2003 (3)
<i>Les montants indiqués sont en milliards d'euros</i>										
Compensations										
Taxe d'habitation	0,94	1,01	1,05	1,08	1,09	1,12	1,14	2,04 (4)	2,09 (4)	2,11 (4)
Foncier bâti	0,33	0,30	0,27	0,27	0,26	0,24	0,25	0,33	0,32	0,25
Foncier non bâti	0,19	0,27	0,34	0,34	0,34	0,34	0,34	0,33	0,33	0,33
Taxe professionnelle	2,78	2,84	2,71	2,91	2,77	4,24	5,47	7,13	9,61	10,61
Total	4,24	4,41	4,38	4,59	4,45	5,94	7,19	9,84	12,35	13,31
Évolution en %	- 13,7%	+ 3,8%	- 0,6%	+ 4,9%	- 3,2%	+ 33,5%	+ 21,1%	+ 36,9%	+ 25,5%	+ 7,7%
Dégrèvements et admissions en non-valeur (1)										
Taxe d'habitation	1,39	1,45	1,52	1,57	1,80	1,77	3,60	2,57	2,64	n.d.
Taxes foncières	0,34	0,38	0,38	0,45	0,39	0,41	0,47	0,51	0,59	n.d.
Taxe professionnelle	5,57	6,31	6,56	7,14	7,41	7,33	7,33	6,98	7,12	n.d.
Total	7,30	8,14	8,46	9,16	9,60	9,51	11,40	10,06	10,36	n.d.
Évolution en %	+ 24,2%	+ 11,6%	+ 3,9%	+ 8,3%	+ 4,8%	- 0,9%	+ 19,9%	- 11,8%	+ 3,0%	-
Contributions de l'État aux 4 taxes (brutes, non déduits les frais de dégrèvement et admission en non-valeur perçus par l'État)										
Taxe d'habitation	2,32	2,45	2,58	2,65	2,88	2,90	4,74	4,62	4,73	n.d.
Taxes foncières	0,87	0,95	1,01	1,05	0,98	0,98	1,06	1,17	1,25	n.d.
Taxe professionnelle	8,35	9,15	9,27	10,05	10,18	11,58	12,80	14,11	16,73	n.d.
Total	11,54	12,55	12,84	13,75	14,05	15,45	18,59	19,90	22,71	n.d.
Évolution en %	+ 7,0%	+ 8,7%	+ 2,3%	+ 7,1%	+ 2,2%	+ 10,0%	+ 20,4%	+ 7,0%	+ 14,1%	-
Pourcentage des recettes au titre des 4 taxes(2) pris en charge par l'État (charge non déduite des frais de dégrèvement)										
Taxe d'habitation	24,0%	24,1%	23,6%	23,4%	24,6%	23,8%	37,9%	36,0%	35,1%	n.d.
Taxes foncières	7,5%	7,8%	7,6%	7,7%	6,9%	6,6%	6,9%	7,5%	7,6%	n.d.
Taxe professionnelle	37,4%	39,1%	37,6%	38,9%	38,7%	42,5%	44,9%	47,6%	53,2%	n.d.
Total	26,5%	27,4%	26,4%	27,0%	26,8%	28,5%	33,1%	34,2%	37,0%	n.d.
Frais de dégrèvement et admission en non-valeur perçus par l'État										
Total	1,28	1,37	1,48	1,55	1,59	1,60	1,62	1,62	1,63	n.d.
Contributions de l'État nettes des frais de dégrèvement										
Total	10,26	11,17	11,36	12,20	12,46	13,85	16,98	18,29	21,08	n.d.
Évolution en %	+ 6,7%	+ 8,9%	+ 1,7%	+ 7,4%	+ 2,2%	+ 11,1%	+ 22,6%	+ 7,7%	+ 15,3%	-

(1) dégrèvements législatifs et dégrèvements ou admissions en non-valeur accordés à titre gracieux (erreurs dans l'avis d'imposition, chute de revenus ...) ou contentieux par les services fiscaux. Les dégrèvements non législatifs, relevant de l'activité d'imposition des services fiscaux, ne figurent pas dans le tableau des concours financiers de l'État aux collectivités locales annexé à la loi de finances initiale

(2) produits des quatre taxes + allocations compensatrices versées aux collectivités locales au titre de la réduction de chaque taxe

(3) réforme de la taxe professionnelle sur cinq années (4) y compris la compensation de la part régionale de la taxe d'habitation

n.d. : non disponible

Source : Direction générale des impôts. Rôles généraux et rôles supplémentaires émis au titre de chaque exercice fiscal

Structure et évolution des ressources fiscales perçues au titre des quatre taxes selon la taxe d'origine, y compris les compensations de l'État

Pour apprécier sur longue période l'évolution des ressources des collectivités locales perçues au titre de leurs quatre taxes, il est intéressant d'ajouter aux produits versés par les contribuables les compensations perçues par les collectivités au titre des pertes de recettes fiscales engendrées par les exonérations imposées par voie législative. Cet indicateur ne marque pas les ruptures subies par le produit des quatre taxes chaque année où l'Etat a instauré une exonération.

Ressources fiscales perçues par les collectivités locales au titre des quatre taxes, selon la taxe d'origine de 1994 à 2003 (y compris les transferts de l'État)

	1994	1995	1996	1997 (1)	1998	1999	2000	2001	2002	2003 (2)
Taxe d'habitation	9,67	10,18	10,88	11,34	11,72	12,12	12,52	12,83	13,49	13,92
Foncier bâti	10,46	11,11	11,97	12,59	13,21	13,67	14,09	14,53	15,28	15,72
Foncier non bâti	1,13	1,13	1,13	1,14	1,14	1,16	1,17	1,18	1,20	1,23
Taxe professionnelle	22,33	23,36	24,67	25,84	26,27	27,21	28,48	29,63	31,45	32,67
Total	43,60	45,80	48,63	50,92	52,34	54,16	56,26	58,16	61,43	63,53

En milliards d'euros

(1) en 1997, les compensations au titre des exonérations instituées par le pacte de relance pour la ville n'ont pas été ajoutées aux produits fiscaux parmi les autres compensations puisqu'elles ont été, de fait, muées en dégrèvements et incluses dans les produits votés par les collectivités

(2) chiffres provisoires

Source : direction générale des impôts. Rôles généraux et rôles supplémentaires émis au titre de chaque exercice fiscal

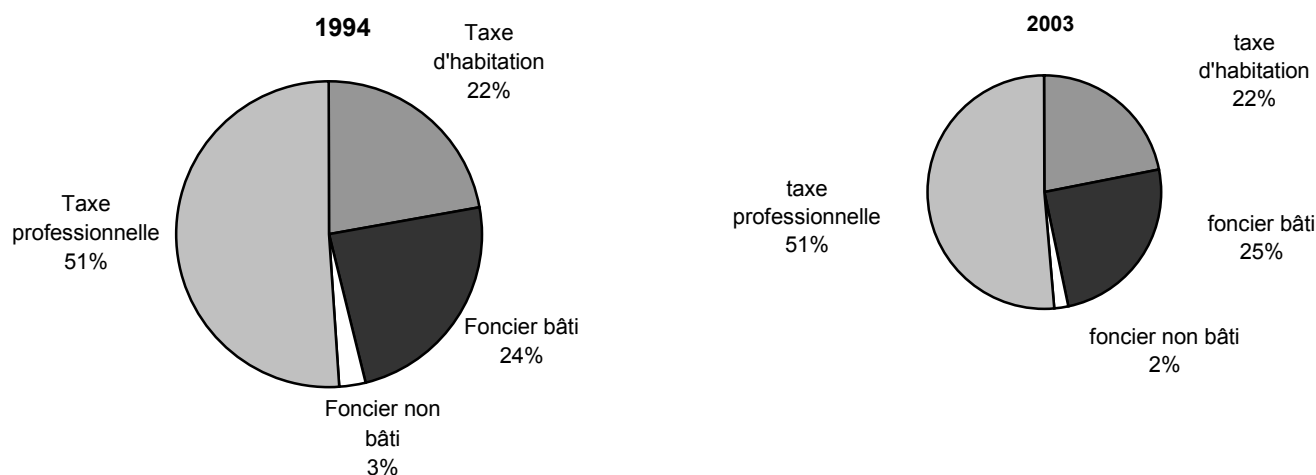
Évolution annuelle des ressources fiscales perçues par les collectivités locales au titre des quatre taxes en euros constants, de 1994 à 2003

Taux d'évolution déflatés par l'indice des prix à la consommation des ménages (hors tabac) : 1,9%

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Taxe d'habitation	+5,6	+3,6	+4,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,9	+ 1,7	+ 0,8	+ 3,4	+ 1,3
Foncier bâti	+7,2	+4,4	+5,6	+ 4,1	+ 4,3	+ 2,9	+ 1,5	+ 1,5	+ 3,4	+ 1,0
Foncier non bâti	-7,2	-1,7	-1,9	+ 0,2	- 1,1	+ 1,2	- 0,4	- 1,1	+ 0,6	+ 0,2
Taxe professionnelle	+2,8	+2,8	+3,6	+ 3,6	+ 1,1	+ 3,1	+ 3,0	+ 2,4	+ 4,4	+ 1,8
Total	+4,1	+3,3	+4,2	+3,6	+2,2	+ 3,0	+ 2,2	+ 1,8	+ 3,9	+ 1,3

Source : Direction générale des impôts

Répartition des ressources selon la taxe d'origine



Les compensations versées par l'État (y compris subventions fiscales)

Les allègements d'impôts suivants ont été accompagnés de compensations aux collectivités locales :

- pour la **taxe d'habitation**, les exonérations accordées aux personnes âgées ou handicapées, non imposables sur le revenu, qui se sont substituées à partir de 1992 aux dégrèvements d'office totaux pour les personnes dites « de condition modeste » (à l'exception des bénéficiaires du RMI). La compensation est revalorisée chaque année à hauteur de la croissance des bases exonérées.
- pour la taxe sur le **foncier bâti**, les mêmes exonérations aux personnes âgées ou handicapées « de condition modeste », qui ont remplacé en 1993 les dégrèvements d'office totaux précédemment accordés, ainsi que les exonérations temporaires de longue durée accordées aux logements sociaux (dans la mesure où ces exonérations entraînent des pertes de recettes suffisamment importantes pour les collectivités). Une exonération obligatoire de 2 ans sur les constructions neuves ou reconstructions était compensée aux communes et à leurs groupements jusqu'en 1991.
- pour le **foncier non bâti**, les exonérations des parts départementale et régionale de la taxe foncière sur les propriétés à usage agricole accordées depuis 1993, ainsi que les exonérations de taxe accordées pendant 30 ans sur les terres ensemencées, plantées ou replantées en bois.
- pour la **taxe professionnelle**, l'abaissement du taux plafond communal en 1983, compensé aux communes dont le taux a dû être réduit suite à cet abaissement ; la réduction de la fraction imposable des salaires (de 20% à 18%) prise en compte dans le calcul de la base, depuis 1983 également ; l'allègement de 16 % des bases en 1987. La compensation de ce dernier allègement est réduite depuis 1994 pour les communes dont le produit de taxe professionnelle a beaucoup augmenté depuis l'introduction de la compensation. Ces trois compensations constituent depuis 1988 un ensemble appelé Dotation de Compensation de la Taxe Professionnelle, dont le montant est actualisé chaque année (n'est pas comprise ici la partie allant au Fonds National de Péréquation). La réduction de taxe professionnelle pour embauche et investissement (pour investissement jusqu'en 1988) est également compensée (compensation réduite en 1992), ainsi que les allègements en Corse et les exonérations dans les zones franches urbaines, les zones de redynamisation urbaine et dans les zones de revitalisation rurale et la suppression progressive de la part « salaires ». Concernant la suppression de la part « salaires », les abattements de bases ont été compensés, la première année, intégralement aux taux votés par les collectivités en 1998. Les compensations des années suivantes ont été indexées sur la dotation globale de fonctionnement, elles y seront intégrées à partir de 2004. La réduction de fraction des recettes (passant progressivement de 10% en 2002 à 6% en 2005) dans l'assiette de la taxe professionnelle pour les titulaires de bénéfices non commerciaux employant moins de 5 salariés est compensée par l'État.

Évolution du montant des compensations par taxe et par nature de 1994 à 2003

	En milliards d'euros									
Compensations versées par l'État	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Taxe d'habitation (A)	0,938	1,006	1,052	1,082	1,086	1,120	1,140	2,044	2,090	2,108
Compensation de la part régionale	-	-	-	-	-	-	-	0,939	0,977	0,999
Foncier bâti (B)	0,329	0,297	0,274	0,267	0,258	0,237	0,245	0,334	0,325	0,253
Exonérations sur les bâtiments	0,186	0,148	0,110	0,075	0,044	0,018	0,011	0,006	0,004	0,003
Exonérations des personnes de condition modeste	0,143	0,151	0,166	0,192	0,206	0,209	0,224	0,235	0,231	0,241
Exonérations ZFU	-	-	-	-	0,008	0,009	0,010	0,093	0,090	0,008
Foncier non bâti (C)	0,194	0,273	0,341	0,340	0,335	0,338	0,340	0,332	0,333	0,332
Exonération des terres ensemencées plantées ou replantées en bois	0,002	0,002	0,003	0,003	0,003	0,003	0,004	0,004	0,005	0,005
Exonération régionale des terres agricoles	0,063	0,059	0,058	0,058	0,057	0,057	0,057	0,055	0,054	0,054
Exonération départementale des terres agricoles	0,130	0,209	0,281	0,279	0,274	0,276	0,278	0,271	0,273	0,272
Exonération Corse communale	-	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001	0,002	0,002	0,002
Taxe professionnelle (D)	2,784	2,831	2,711	2,906	2,769	4,245	5,466	7,133	9,606	10,614
Suppression progressive de la part "salaires"	-	-	-	-	-	2,000	3,498	5,307	7,837	8,855
DCTP (hors REI)	2,250	2,326	2,200	2,233	2,117	1,865	1,720	1,578	1,540	1,428
Plafonnement du taux de 1983	0,082	0,084	0,079	0,081	0,076	0,069	0,065	0,061	0,057	0,055
Réduction des salaires imposés	0,445	0,460	0,436	0,444	0,422	0,370	0,341	0,311	0,289	0,280
Allègement de 16% des bases	1,724	1,782	1,686	1,710	1,618	1,426	1,314	1,206	1,195	1,093
Réduction pour embauche ou investissement	0,534	0,457	0,462	0,492	0,456	0,187	0,050	0,050	0,062	0,064
Exonérations dans des zones	-	0,047	0,050	0,180	0,197	0,193	0,197	0,198	0,167	0,164
Exonérations Corse	-	0,047	0,049	0,070	0,074	0,067	0,066	0,066	0,062	0,057
Exonération ZFU - ZRU - ZRR	-	-	0,002	0,108	0,123	0,126	0,131	0,132	0,105	0,107
Réduction de la fraction des recettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,104
Ensemble (A+B+C+D)	4,246	4,406	4,380	4,595	4,448	5,939	7,191	9,843	12,354	13,307

Source : Direction Générale des Impôts - Direction Générale des Collectivités Locales

Les dégrèvements

La loi de finances rectificative 2000 a modifié fortement les dégrèvements d'office de la **taxe d'habitation**.

- La suppression de la part régionale a pris la forme d'un dégrèvement pour tous les contribuables en 2000, puis d'une compensation à partir de 2001.
- Sont dégrévés totalement les bénéficiaires du RMI s'ils respectent certaines conditions de cohabitation.
- La cotisation des contribuables dont le revenu fiscal ne dépasse pas 16 567 euros majoré de 3 871 euros pour la première demi-part et de 3 045 euros pour chacune des suivantes, sera plafonnée à 4,3 % du revenu fiscal diminué d'un abattement. Cet abattement sera de 3 593 euros pour la première part, majoré de 1 038 euros pour chacune des quatre premières demi-parts et de 1 837 euros pour chacune des suivantes.
- Depuis 1998, la loi a instauré des dégrèvements particuliers aux gestionnaires de foyers de jeunes travailleurs, de foyers de travailleurs migrants et de résidences sociales ainsi qu'aux organismes louant des logements à des personnes défavorisées.

Pour le **foncier non bâti**,

- des dégrèvements sont accordés en cas de pertes de récolte sur pied, leur montant est proportionnel à l'importance des pertes subies. Sont aussi accordés des dégrèvements en cas de perte de bétail à la suite d'épizootie et de disparition d'un immeuble non bâti à la suite d'un événement extraordinaire.
- Les propriétaires de prés, prairies naturelles, herbages, pâturages et landes bénéficient d'un dégrèvement temporaire (de 1995 à 2004) lorsque leurs terres sont comprises dans le périmètre d'une association foncière pastorale.
- Un dégrèvement de 50 % pendant 5 ans est accordé depuis 1996 aux jeunes agriculteurs bénéficiaires d'aides de l'État. Ce dégrèvement peut être complété par les collectivités locales à hauteur des 50 % restants, à la charge des collectivités.

Pour la **taxe professionnelle**, des dégrèvements d'office sont accordés :

- Pour allègement transitoire en 1980. Depuis 1999, ce dégrèvement est supprimé pour la métropole.
- Pour plafonnement en fonction de la valeur ajoutée (d'abord accordé par rapport à la valeur ajoutée de l'année n-2 puis, depuis 1993, par rapport à la valeur ajoutée de l'année n) : le taux de plafonnement originellement fixé à 6 % a été abaissé à 5 % en 1985, à 4 % en 1989 et à 3,5 % en 1991. Il a été réajusté à 3,8 % et à 4 % pour les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel excède respectivement 21 350 000 et 76 225 000 euros. Par ailleurs, ce taux est fixé à 1 % pour les entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers à compter de 2002. A partir de 1996, l'État n'a plus pris en charge pour ces redevables les augmentations de taux décidées par les collectivités.
- A partir des impositions établies au titre de 1998, les entreprises utilisant des véhicules routiers de plus de 16 tonnes ou des autocars de plus de 40 places sont dégrévées de 122 euros par véhicules.

Par ailleurs, les services fiscaux accordent de nombreux dégrèvements et admissions en non-valeur lors du recouvrement.

Évolution des montants des dégrèvements et admissions en non-valeur par taxe et par nature de 1994 à 2002

	<i>En milliards d'euros</i>								
Dégrèvements	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Taxe d'habitation	1,384	1,450	1,518	1,574	1,799	1,769	3,601	2,572	2,644
Total personnes de condition modeste	0,119	0,130	0,146	0,172	0,193	0,217	0,217	0,199	0,271
Partiel y compris plafonnement revenu	0,837	0,889	0,922	0,933	1,108	1,106	2,044	2,047	2,069
Part régionale	-	-	-	-	-	-	0,951	-	0,001
Autres (1)	0,428	0,433	0,450	0,469	0,499	0,447	0,389	0,325	0,303
Taxes foncières	0,340	0,381	0,384	0,450	0,391	0,407	0,472	0,507	0,591
Personnes de condition modeste	0,029	0,026	0,023	0,020	0,023	0,023	0,019	0,068	0,136
Pertes de récolte	0,034	0,021	0,029	0,047	0,017	0,008	0,010	0,007	0,012
Prés et landes	0,027	0,012	-	-	-	-	-	-	-
Autres (1)	0,252	0,322	0,332	0,383	0,351	0,376	0,443	0,432	0,443
Taxe professionnelle	5,572	6,311	6,555	7,136	7,408	7,333	7,330	6,981	7,122
Allègement transitoire	0,023	0,006	0,006	0,004	0,002	0,001	0,001	0,001	0,002
Plafonnement valeur ajoutée	4,118	4,763	5,090	5,640	5,844	5,888	5,888	5,651	5,865
Autres (1)	1,431	1,541	1,459	1,492	1,562	1,444	1,442	1,330	1,256
Ensemble	7,298	8,142	8,459	9,160	9,599	9,509	11,403	10,060	10,357

(1) dégrèvements non législatifs et admissions en non-valeur

Source : Direction Générale des Impôts

La fiscalité locale directe et indirecte de 2000 à 2002

Généralités

Les collectivités locales perçoivent des produits fiscaux de deux natures : directs et indirects.

La fiscalité directe se compose, pour sa majeure partie, des quatre taxes directes locales (taxe d'habitation, taxes foncières et taxe professionnelle, y compris le fonds de péréquation de la taxe professionnelle). S'y ajoutent la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), le versement transports et des taxes annexes. **Le versement destiné aux transports en commun** est un impôt particulier, prélevé sur les entreprises de plus de 9 salariés par les communes ou les groupements de communes responsables de l'organisation des transports en commun dans des ensembles urbains de plus de 30 000 habitants. L'assiette (la masse salariale) et le recouvrement de ce versement sont assurés par les organismes chargés du recouvrement des cotisations de sécurité sociale. Au titre des **taxes annexes** sont prélevées les taxes de balayage, trottoirs, pavages, redevance des mines et redevances sur les pylônes électriques. Il s'agit de taxes communales exceptée la redevance des mines dont les départements perçoivent une partie du produit.

La fiscalité indirecte se décompose en trois grandes parties : les droits de mutation, les taxes d'urbanisme et les autres taxes.

Les droits de mutation additionnels sont perçus par toutes les collectivités. La taxe communale additionnelle aux droits de mutation est un impôt obligatoire, perçu soit au profit des communes autorisées, soit au profit d'un fonds de péréquation départemental réparti par le Conseil Général. Des mutations de différents ordres (immeubles, fonds de commerce, droits de bail ...) sont concernées. Ses taux sont fixés au niveau national. A noter que cette taxe communale additionnelle n'a subi aucune exonération, contrairement aux droits de mutation départementaux et régionaux. La taxe régionale additionnelle aux droits de mutation était elle un impôt facultatif au taux plafond de 1,60 % pour toutes les régions depuis 1992. Cette taxe a été réduite par l'Etat de 35 % du 1^{er} juillet 1995 au 31 décembre 1996 de la même manière que pour le droit départemental d'enregistrement. L'Etat a, dans la loi de finances 1999, décidé sa suppression à partir du 1^{er} septembre 1998. Cette suppression est assortie d'une compensation de l'Etat aux régions. La taxe départementale additionnelle aux droits de mutation est un impôt obligatoire perçu par les départements. Son taux pour les cessions d'immeubles professionnels a été fixé à 4,8 % par la loi de finances 1999, avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 1998. **La taxe départementale de publicité foncière ou droit départemental d'enregistrement sur les mutations d'immeubles** est un impôt perçu par les départements sur le prix du bien cédé, augmenté des charges, le cas échéant, ou sur la valeur vénale si elle est supérieure. Les taux sont différents selon le type d'immeuble et susceptibles d'être modifiés chaque année par le Conseil général. Le taux applicable aux acquisitions d'immeubles à usage d'habitation et de garage a été plafonné à 5 % à compter du 1^{er} juin 1996. La loi de finances 2000 a de nouveau abaissé ce taux à partir du 1^{er} septembre 1999 à 3,6 %. Les Conseils généraux peuvent toujours modifier ce taux dans une fourchette allant de 1 % à 3,6 %.

Parmi les **taxes d'urbanisme**, la plus importante est la **taxe locale d'équipement**. Elle est perçue par les communes ou les groupements de communes compétents en matière d'urbanisme, de plein droit pour les communes de plus de 10 000 habitants et une partie des communes de la région Ile-de-France, à titre facultatif pour les autres. Elle est liquidée (estimée) par les Directions Départementales de l'Équipement à l'occasion des autorisations de construction, mais n'est recouvrée par les collectivités qu'au moment du versement effectif, qui se fait en deux fractions égales dans un délai de dix-huit, puis trente-six mois. Son produit est utilisable librement par les collectivités. Les autres taxes d'urbanisme sont le versement pour dépassement du coefficient légal de densité, la participation pour dépassement du coefficient d'occupation des sols et la participation pour non réalisation d'aires de stationnement pour les communes, la taxe départementale d'espaces naturels sensibles, la taxe départementale destinée au financement des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement et la taxe spéciale d'équipement de la Savoie pour les départements, la taxe additionnelle à la taxe locale d'équipement perçue au profit de la région Ile de France et la redevance pour création de bureaux en région Ile de France pour les régions.

Enfin, sont prélevés au titre de la fiscalité indirecte, entre autres :

- ◇ **la taxe sur l'électricité** qui est une taxe facultative assise sur la consommation d'électricité et mise en recouvrement par le distributeur (EDF). Son produit revient aux communes et aux départements ;
- ◇ **la taxe de séjour** qui est une taxe facultative prélevée par les communes "touristiques" (ou leurs groupements). Elle est payée par les personnes séjournant provisoirement dans ces communes et non passibles de la taxe d'habitation à cet endroit. Classiquement, elle repose sur le nombre de nuits passées dans la commune, multiplié par un tarif dépendant de la qualité de l'hébergement. Elle peut

aussi être perçue "au forfait" et est alors établie en fonction de la capacité d'accueil des établissements. Le produit de cette taxe doit être affecté à des actions en faveur du tourisme. Le département peut prélever 10 % en sus du produit prélevé par la commune ;

- ◇ **la taxe différentielle sur les véhicules à moteur (ou vignette)** qui est un impôt obligatoire perçu au profit des départements et de la région de Corse. Cet impôt est une contrepartie du transfert de compétences aux collectivités locales décidé par les lois de 1982 et 1983. Cette taxe a été supprimée par la loi de finances 2001 pour les particuliers, les associations, et par la loi de finances 2002 pour les professionnels, sous certaines conditions.
- ◇ **la taxe sur les cartes grises** qui est un impôt constituant la contrepartie financière du transfert de compétences effectué par l'Etat vers la région dans le domaine de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage. Le taux unitaire par cheval-vapeur, taux de base, est fixé librement par le Conseil régional ;
- ◇ les taxes sur les affiches publicitaires, les emplacements publicitaires fixes, les véhicules publicitaires, la taxe sur les spectacles, la taxes sur les casinos, la taxe sur les « bowlings » (supprimé par la loi de finances 2000), le droit de licence des débits de boissons, la surtaxe sur les eaux minérales, la taxe d'usage des abattoirs, le permis de chasse au profit des communes, la taxe sur les remontés mécaniques aux profit des communes et des départements, le permis de conduire et les taxes sur les transports aériens et maritimes en provenance ou à destination de la Corse et des DOM pour les régions.

Pour plus de détails sur l'ensemble des taxes locales, voir « L'inventaire général des impôts locaux » de la DGCL.

Les données relatives à la plupart des taxes indirectes ne sont disponibles qu'en termes de produits effectivement perçus au cours de l'année et non pas en termes de produits votés par les collectivités dans leurs budgets. Par souci d'homogénéité, c'est également en termes de produits perçus au cours de l'année que sont fournies ici les statistiques sur les quatre taxes directes locales et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, et non en termes de produits votés par les collectivités pour l'exercice fiscal correspondant. La différence provient essentiellement de l'activité de vérification et de contentieux des services fiscaux, qui peuvent émettre des avis de rappel d'imposition plusieurs années après l'exercice fiscal au titre duquel est émis l'avis : jusqu'à deux années pour les taxes d'habitation et foncières, et quatre années pour la taxe professionnelle. Ces rappels peuvent provenir du fait que les bases retenues pour le calcul des taux votés n'ont qu'un caractère prévisionnel. La différence principale provient de l'activité de contentieux de la taxe professionnelle, imprévisible pour les collectivités locales.

Toutes collectivités

Produits de la fiscalité directe et indirecte de l'ensemble des collectivités locales

	Montants en millions d'euros			Evolutions en %	
	2000	2001	2002	2001	2002
Fiscalité directe	57 467,1	56 988,1	58 406,3	-0,8	+2,5
Taxe d'habitation	11 381,9	10 767,6	11 398,8	-5,4	+5,9
Taxe sur le foncier bâti	13 842,1	14 171,2	14 957,4	+2,4	+5,5
Taxe sur le foncier non bâti	831,0	843,9	871,4	+1,6	+3,3
Taxe professionnelle	23 012,3	22 472,8	21 846,4	-2,3	-2,8
dont fonds départemental de péréquation	506,3	485,8	523,4	-4,0	+7,7
Ensemble des quatre taxes	49 067,4	48 255,5	49 074,0	-1,7	+1,7
TEOM	2 917,2	3 066,0	3 390,2	+5,1	+10,6
Taxe pour frais de chambre d'agriculture, de commerce et	1 379,7	1 389,3	1 422,2	+0,7	+2,4
Taxe spéciale d'équipement au profit d'établissements publics	23,7	24,6	33,9	+3,8	+37,6
Versement transport	3 852,7	4 023,9	4 254,6	+4,4	+5,7
Taxes annexes	226,4	228,8	231,4	+1,1	+1,1
Autre fiscalité directe	8 399,7	8 732,6	9 332,3	+4,0	+6,9
Fiscalité indirecte	8 937,8	8 717,9	9 725,9	-2,5	+11,6
Fiscalité indirecte hors taxes d'urbanisme	8 390,4	8 112,5	8 985,8	-3,3	+10,8
Droits de mutation	4 686,1	4 674,2	5 461,0	-0,3	+16,8
dont taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement	3 433,1	3 340,1	3 998,9	-2,7	+19,7
Taxes liées à l'urbanisme	547,4	605,4	740,1	+10,6	+22,3
dont taxe locale d'équipement	297,5	324,8	352,0	+9,2	+8,4
dont taxe sur les espaces naturels sensibles	105,9	122,6	138,6	+15,8	+13,0
Autre taxes indirectes	3 704,4	3 438,3	3 524,8	-7,2	+2,5
dont taxe sur l'électricité	1 229,8	1 235,0	1 300,2	+0,4	+5,3
Vignette automobile	524,9	217,0	177,3	-58,7	-18,3
taxe sur les cartes grises	1 372,6	1 384,2	1 436,5	+0,8	+3,8
taxe de séjour	105,2	109,0	116,5	+3,6	+6,9
Ensemble de la fiscalité locale	66 404,9	65 706,0	68 132,2	-1,1	+3,7
Ensemble de la fiscalité locale hors taxes d'urbanisme	65 857,5	65 100,6	67 392,1	-1,1	+3,5

Source : Direction générale des impôts – Direction générale des douanes et des droits indirects – Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction – Direction générale des collectivités locales

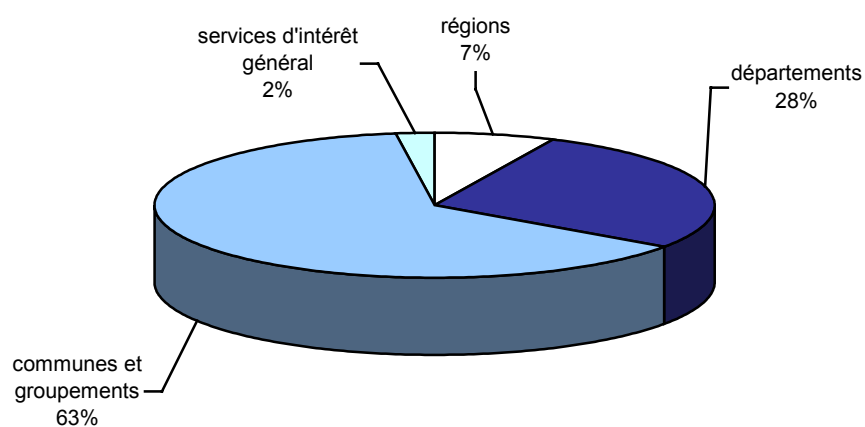
La fiscalité locale a rapporté 68,1 milliards d'euros aux collectivités locales en 2002 et 66,7 milliards si l'on exclut les impôts à destination des organismes consulaires et des établissements publics.

La fiscalité directe est en progression en 2002 du fait de l'augmentation de la pression fiscale des quatre taxes directes locales - notamment celle des départements - et du dynamisme des bases nettes imposables.

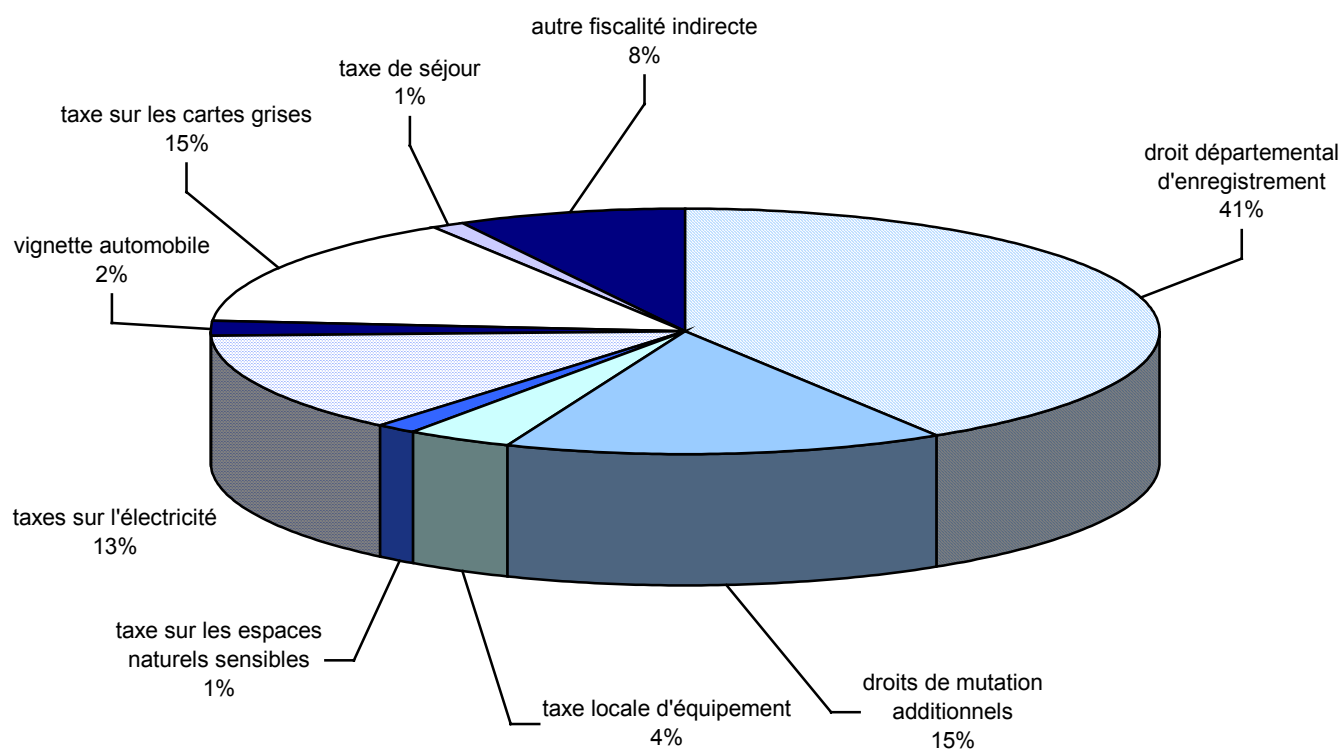
L'augmentation de la fiscalité indirecte est fortement liée à celle des taxes d'urbanisme et des droits de mutation.

La fiscalité directe représente 86 % de la fiscalité locale. Les droits de mutation représentent plus de la moitié du produit de la fiscalité indirecte, dont 41 % au seul titre des droits départementaux d'enregistrement et de publicité foncière. Depuis la suppression de la vignette pour les particuliers, on trouve désormais à la deuxième place des impôts locaux indirects la taxe sur les cartes grises : 15 % du produit de la fiscalité indirecte.

Répartition de la fiscalité locale, par catégorie de collectivité en 2002



Répartition de la fiscalité indirecte par grandes taxes en 2002



Le secteur communal

Produits de la fiscalité directe et indirecte des communes et de leurs groupements

	Montants en millions d'euros			Evolutions en %	
	2000	2001	2002	2001	2002
Fiscalité directe	38 453,0	38 935,3	39 899,4	+1,3	+2,5
Taxe d'habitation	7 261,9	7 498,3	7 906,5	+3,3	+5,4
Taxe sur le foncier bâti	9 027,1	9 252,9	9 731,7	+2,5	+5,2
Taxe sur le foncier non bâti	788,1	800,4	825,5	+1,6	+3,1
Taxe professionnelle	14 398,6	14 082,8	13 576,7	-2,2	-3,6
dont fonds départemental de péréquation	506,3	485,8	523,4	-4,0	+7,7
Ensemble des quatre taxes	31 475,7	31 634,4	32 040,3	+0,5	+1,3
TEOM	2 917,2	3 066,0	3 390,2	+5,1	+10,6
Versement transport	3 852,7	4 023,9	4 254,6	+4,4	+5,7
autres taxes	207,3	211,0	214,2	+1,8	+1,5
Autre fiscalité directe	6 977,3	7 300,9	7 859,1	+4,6	+7,6
Fiscalité indirecte	2 878,2	2 994,1	3 206,8	+4,0	+7,1
Fiscalité indirecte hors taxes d'urbanisme	2 520,9	2 623,5	2 800,2	+4,1	+6,7
Droits de mutation	1 185,9	1 258,5	1 383,4	+6,1	+9,9
Taxes liées à l'urbanisme	357,3	370,6	406,6	+3,7	+9,7
dont taxe locale d'équipement	297,5	324,8	352,0	+9,2	+8,4
Autre taxes indirectes	1 335,0	1 365,0	1 416,9	+2,2	+3,8
dont taxe sur l'électricité	815,8	820,0	862,2	+0,5	+5,1
Ensemble de la fiscalité locale	41 331,2	41 929,4	43 106,2	+1,4	+2,8
Ensemble de la fiscalité locale hors taxes d'urbanisme	40 973,9	41 558,9	42 699,6	+1,4	+2,7

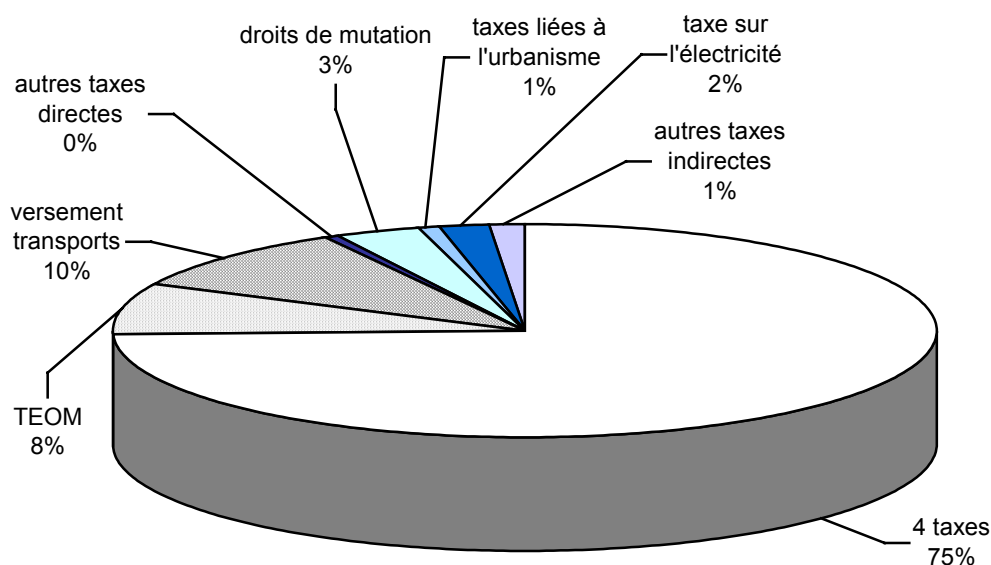
Source : Direction générale des impôts – Direction générale des douanes et des droits indirects – Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction – Direction générale des collectivités locales

Le produit fiscal des communes et de leurs groupements s'est élevé à 43,1 milliards d'euros en 2002, soit 2,8 % de plus qu'en 2001.

93 % de ce produit provient de la fiscalité directe, en incluant le versement destiné aux transports en commun, 83 % sans l'inclure. Le produit du versement transports est reparti à la hausse, mais reste en deçà de la progression de 2000 : +10,4 % en 1996, +4,8 % en 1997, +6,3 % en 1998, +3,4 % en 1999, +8,4 % en 2000, +4,4 % en 2001 et +5,7 % en 2002.

Le produit de la fiscalité indirecte du secteur communal a augmenté de 7,1 % en 2002 après 4,0 % en 2001. Cette hausse est due à l'augmentation des droits de mutation additionnels : +9,9 % en 2002 (+6,1 % en 2001) et des taxes liées à l'urbanisme. Avec la taxe sur l'électricité, ils composent plus de 80 % de la fiscalité communale indirecte.

Répartition de la fiscalité des communes et de leurs groupements en 2002



Les départements

Produits de la fiscalité directe et indirecte des départements

	Montants en millions d'euros			Evolutions en %	
	2000	2001	2002	2001	2002
Fiscalité directe	13 658,7	13 591,9	14 040,7	-0,5	+3,3
Taxe d'habitation	3 210,7	3 269,3	3 492,3	+1,8	+6,8
Taxe sur le foncier bâti	3 805,7	3 877,8	4 148,9	+1,9	+7,0
Taxe sur le foncier non bâti	34,1	34,5	36,6	+1,2	+6,2
Taxe professionnelle	6 589,1	6 392,5	6 345,7	-3,0	-0,7
Ensemble des quatre taxes	13 639,6	13 574,1	14 023,5	-0,5	+3,3
Autre fiscalité directe	19,0	17,8	17,1	-6,5	-3,7
Fiscalité indirecte	4 587,9	4 215,8	4 879,7	-8,1	+15,7
Fiscalité indirecte hors taxes d'urbanisme	4 449,0	4 056,4	4 702,2	-8,8	+15,9
Droits de mutation	3 500,2	3 415,7	4 077,6	-2,4	+19,4
dont taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement	3 433,1	3 340,1	3 998,9	-2,7	+19,7
Taxes liées à l'urbanisme	138,9	159,5	177,6	+14,8	+11,3
dont taxe sur les espaces naturels sensibles	105,9	122,6	138,6	+15,8	+13,0
Autre taxes indirectes	948,8	640,7	624,6	-32,5	-2,5
dont taxe sur l'électricité	414,1	415,0	438,0	+0,2	+5,6
vignette automobile	524,9	217,0	177,3	-58,7	-18,3
Ensemble de la fiscalité locale	18 246,5	17 807,7	18 920,4	-2,4	+6,2
Ensemble de la fiscalité locale hors taxes d'urbanisme	18 107,7	17 648,2	18 742,8	-2,5	+6,2

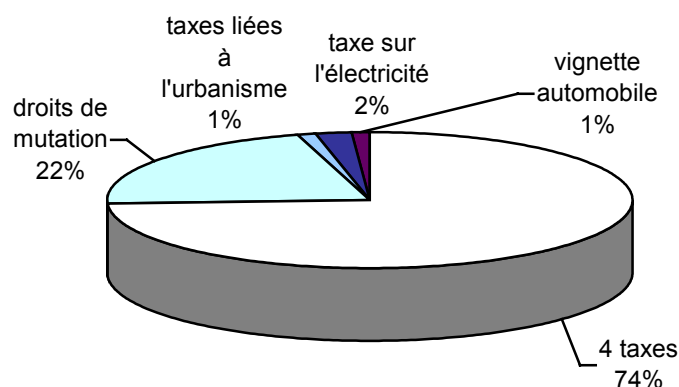
Source : Direction générale des impôts – Direction générale des douanes et des droits indirects – Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction – Direction générale des collectivités locales

Le produit fiscal des départements a été de 18,9 milliards d'euros en 2002, soit en augmentation de 6,2 % par rapport à 2001.

En 2002, la fiscalité directe des départements est en hausse, malgré la diminution du produit de taxe professionnelle suite à la mise en œuvre de la réforme de la suppression de la part « salaires » exonérée dans les bases de cette taxe. Cette hausse est due à l'augmentation des taux (+3,5 % en moyenne) d'une part et au dynamisme des bases d'imposition des quatre taxes d'autre part. Au sein des taxes de fiscalité directe, la redevance des mines est toujours en diminution régulière : -10 % en deux ans.

Le produit de la fiscalité indirecte en 2002 est en forte hausse par rapport à celui de 2001 (+15,7 %) du fait des droits de mutation départementaux d'une part - le montant de cet impôt a augmenté de 19,4 % en 2002 après une diminution et de 2,4 % en 2001, baisse liée à l'impact de la réforme des droits de mutation - et des taxes liées à l'urbanisme d'autre part. Les droits de mutation conservent toujours leur place de premier impôt indirect des départements. Le produit de la vignette automobile ne représente plus que 4 % du produit fiscal indirect des départements alors que ce pourcentage était de 11 % en 2000 et 31 % en 1999.

Répartition de la fiscalité des départements en 2002



Les régions

Produits de la fiscalité directe et indirecte des régions

	Montants en millions d'euros			Evolutions en %	
	2000	2001	2002	2001	2002
Fiscalité directe	3 952,0	3 047,1	3 010,2	-22,9	-1,2
Taxe d'habitation	909,3	0,0	0,0	-100,0	-
Taxe sur le foncier bâti	1 009,3	1 040,5	1 076,9	+3,1	+3,5
Taxe sur le foncier non bâti	8,8	9,1	9,3	+2,7	+2,6
Taxe professionnelle	2 024,6	1 997,5	1 924,0	-1,3	-3,7
Fiscalité indirecte	1 471,7	1 507,9	1 639,4	+2,5	+8,7
Fiscalité indirecte hors taxes d'urbanisme	1 420,5	1 432,6	1 483,4	+0,8	+3,5
Taxes liées à l'urbanisme	51,2	75,3	156,0	+47,3	+107,1
Autre taxes indirectes	1 420,5	1 432,6	1 483,4	+0,8	+3,5
dont taxe sur les cartes grises	1 372,6	1 384,2	1 436,5	+0,8	+3,8
Ensemble de la fiscalité locale	5 423,7	4 555,0	4 649,6	-16,0	+2,1
Ensemble de la fiscalité locale hors taxes d'urbanisme	5 372,5	4 479,7	4 493,5	-16,6	+0,3

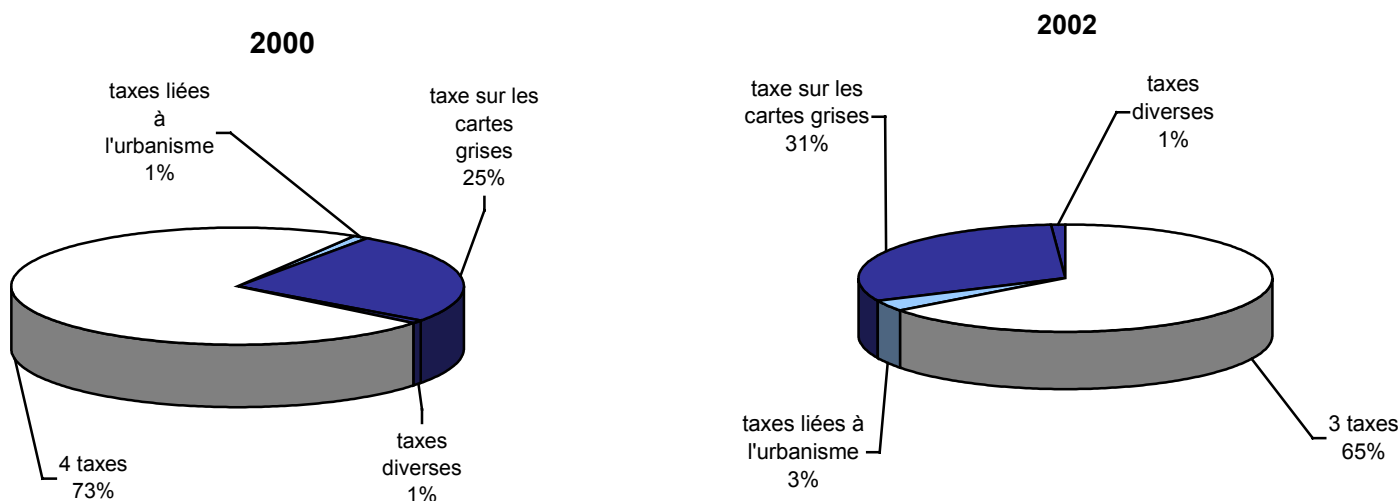
Source : Direction générale des impôts – Direction générale des douanes et des droits indirects – Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction – Direction générale des collectivités locales

Le produit fiscal des régions s'est élevé à 4,6 milliards d'euros en 2002, soit une légère augmentation de 2,1 % par rapport à 2001, après une baisse de 16,0 % due à la suppression de la part régionale de la taxe d'habitation inscrite dans la loi de finances rectificative pour 2000. Cette suppression avait pris la forme d'un dégrèvement en 2000 et la perte de recettes qui en avait résulté avait été intégralement compensée aux régions. Depuis 2001, cette compensation fait l'objet d'une dotation budgétaire.

La structure de la fiscalité des régions s'en trouve fortement modifiée. Elle se partage presque entièrement entre le produit des quatre taxes (65 %) et celui des cartes grises (31 %).

La hausse du produit des taxes liées à l'urbanisme reflète le dynamisme du marché immobilier depuis deux ans.

Répartition de la fiscalité des régions entre les différentes taxes en 2000 et en 2002



Annexe 1 : Le cadre législatif de la fiscalité directe locale de 1980 à 2003

Depuis la réforme de 1980, la législation en matière de fiscalité directe locale a été souvent remaniée, parfois de façon importante. Ce chapitre dresse un historique des principales dispositions adoptées sur la période.

La loi du 10 janvier 1980

Jusqu'en 1980, les assemblées délibérantes votaient uniquement un produit fiscal global nécessaire à l'équilibre du budget de leur collectivité.

Ce montant, transmis par l'intermédiaire de la préfecture aux services fiscaux, était réparti par ces derniers entre les quatre catégories de redevables de la collectivité au prorata d'une clé fondée sur les "éléments de répartition".

Les éléments de répartition étaient mis à jour chaque année en fonction de l'évolution de la matière imposable, mais les assemblées délibérantes ne pouvaient pas modifier ou corriger la répartition de la charge fiscale entre les différents impôts.

C'est en 1981 que la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale fut appliquée pour la première fois. Ainsi, depuis 1981, la réforme résultant des articles 2 et 3 de cette loi permet aux assemblées délibérantes de fixer les taux des quatre taxes directes locales. Comme par le passé, les assemblées délibérantes doivent déterminer le produit fiscal global dont elles ont besoin pour assurer l'équilibre de leur budget.

Mais en fixant directement le taux de chacune des taxes et, par conséquent, le produit voté de chacune d'entre elles, elles assurent elles-mêmes et dans les limites fixées par la loi, une répartition de la charge fiscale entre les quatre catégories de redevables.

La loi du 10 janvier 1980 donne aux assemblées délibérantes le choix entre deux options :

- maintenir entre les quatre taxes la hiérarchie des taux de l'année précédente : les assemblées délibérantes choisissent alors la solution dite de référence ou "variation proportionnelle des taux";
- modifier cette hiérarchie : les assemblées délibérantes choisissent alors la solution dite de "variation différenciée des taux".

Dans les deux cas, la loi du 10 janvier 1980 dispose qu'aucun des quatre taux ne doit dépasser un taux plafond égal à deux fois et demie le taux moyen national constaté l'année précédente, ou, s'il lui est supérieur, deux fois et demie le taux moyen départemental constaté cette même année. La loi du 10 janvier 1980 pose une limite supplémentaire afin de prévenir les divergences excessives dans l'évolution des quatre taxes : le taux de la taxe professionnelle ne doit pas augmenter plus vite que le taux moyen pondéré des trois autres taxes. Toutefois, si le taux ainsi déterminé pour la taxe professionnelle reste inférieur à celui de la moyenne nationale de l'année précédente, l'assemblée délibérante dispose d'une marge de manœuvre supplémentaire appelée "majoration spéciale de la taxe professionnelle", qui lui permet d'augmenter son taux de taxe professionnelle, dans la limite de 5 % du taux moyen national.

Ce sont là les dispositions essentielles de la loi du 10 janvier 1980 en matière de vote des taux. Le système mis en place en 1981 reste valable dans ses grandes lignes. Toutefois, la loi de finances rectificative pour 1982 (n° 82-540 du 28 juin 1982) a introduit des aménagements importants dans le processus du vote des taux, dont la majorité concerne la taxe professionnelle.

Les modifications apportées par la loi de finances rectificative pour 1982 du 28 juin 1982

Les dispositions de la loi de finances rectificative pour 1982 qui ont une incidence permanente sur la fiscalité directe locale à partir de 1983, visent essentiellement à alléger le poids de la taxe professionnelle, par le biais, soit d'une réduction des bases d'imposition, soit de nouvelles règles d'encadrement du taux de la taxe professionnelle. Les principales innovations sont les suivantes :

a) Les dispositions concernant les bases d'imposition de la taxe professionnelle :

- la fraction des salaires prise en compte dans les bases de taxe professionnelle est réduite de 10 % (art. 13), c'est-à-dire qu'elle est ramenée de 20 % à 18 % de la masse salariale;
- la prise en compte dans les bases de taxe professionnelle de l'augmentation des investissements d'une année sur l'autre est étalée sur deux ans (art. 14) (« réduction pour investissement »).

La diminution du montant de la taxe professionnelle pour les collectivités locales qui résulte des dispositions des articles 13 et 14 fait l'objet d'une compensation de l'État.

Par ailleurs, par l'intermédiaire du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle, les communes dont le potentiel fiscal est inférieur à la moyenne et le montant des impôts ménages supérieur à la moyenne de leur catégorie, ont reçu pour la première fois en 1984, une dotation égale à 11 % de leur insuffisance de potentiel fiscal. Cette dotation est en partie alimentée par l'institution d'une cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle (art. 9) à la charge des établissements situés dans les communes où le taux global de cette taxe est inférieur au taux moyen national constaté l'année précédente.

b) Les dispositions concernant la fixation du taux de la taxe professionnelle :

- le lien entre le taux de la taxe professionnelle et celui de la taxe d'habitation est renforcé par l'article 17 : à compter de 1983, le taux de taxe professionnelle ne peut pas excéder celui de l'année précédente corrigé de la variation du taux de taxe d'habitation ou, si elle est moins élevée, de la variation du taux pondéré des trois autres taxes (comme le prévoyait la loi du 10 janvier 1980). La majoration spéciale de la taxe professionnelle peut s'appliquer dans les collectivités où le taux moyen pondéré des trois autres taxes est au moins égal à la moyenne nationale et le taux de taxe professionnelle est inférieur au taux moyen national de l'année précédente;
- à compter de 1983, le taux plafond de la taxe professionnelle est fixé à deux fois le taux moyen de cette taxe constaté l'année précédente au niveau national. Les communes dont le taux de la taxe professionnelle de 1982 était supérieur à ce nouveau taux plafond recevront une compensation annuelle.

Par ailleurs, la loi de finances rectificative pour 1982 institue un dégrèvement d'office total de la taxe d'habitation en faveur des contribuables âgés non imposables sur le revenu.

La loi du 8 juillet 1983 portant diverses dispositions relatives à la fiscalité des entreprises, et la loi du 9 juillet 1984 (art. 17) complétant ces dispositions

Les entreprises créées du 1er janvier 1983 au 31 décembre 1988, ayant un caractère industriel et employant moins de 150 salariés pour un chiffre d'affaires inférieur à 4,57 millions d'euros, soumises à un régime réel d'imposition de leurs résultats et dont les deux tiers au moins des biens d'équipement sont amortissables selon le mode dégressif, peuvent être exonérées par les collectivités locales de la taxe professionnelle et/ou de la taxe foncière sur les propriétés bâties, pour les établissements qu'elles ont créés ou repris à une entreprise en difficulté, au titre des 2 années suivant celle de leur création.

La loi de finances pour 1984

Elle réduit la durée des exonérations temporaires du foncier bâti. De nombreux contribuables paient la taxe pour la première fois. L'allocation compensatrice versée aux collectivités est diminuée en conséquence.

La loi n°85-695 du 11 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

Elle reporte l'actualisation des valeurs locatives cadastrales prévue par l'article 1518 du Code Général des Impôts. Celle-ci est remplacée par des revalorisations forfaitaires annuelles prenant en compte l'évolution des loyers.

Néanmoins, il est de plus décidé l'institution d'un coefficient déflateur diminuant le montant des bases revalorisées, afin de tenir compte du ralentissement de l'inflation, qui occasionnait des écarts importants entre la croissance des bases liée à la revalorisation, basée sur l'augmentation des loyers (et des salaires) de l'année n-2, et l'inflation économique globale constatée par les contribuables l'année n. Ce coefficient déflateur a été supprimé à compter de 1991 après stabilisation de l'inflation.

Coefficient de majoration appliqué aux bases de 1981 à 2004

	Propriétés bâties	Propriétés non bâties	Locaux industriels
1981	1,10	1,09	1,10
1982	1,11	1,09	1,11
1983	1,13	1,10	1,08
1984	1,12	1,08	1,10
1985	1,08	1,08	1,06
1986	1,08	1,08	1,06
1987	1,05	1,01	1,03
1988	1,03	1,00	1,01
1989	1,04	1,01	1,02
1990	1,01	1,00	1,00
1991	1,03	1,00	1,01
1992	1,01	1,00	1,00
1993	1,03	1,00	1,01
1994	1,03	1,00	1,01
1995	1,02	1,00	1,00
1996	1,01	1,00	1,00
1997	1,01	1,00	1,00
1998	1,011	1,00	1,00
1999	1,01	1,01	1,01
2000	1,01	1,01	1,01
2001	1,01	1,01	1,01
2002	1,01	1,01	1,01
2003	1,015	1,015	1,015
2004	1,015	1,015	1,015

A compter de 1985, les contribuables non passibles de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les grandes fortunes en 1984 sont dégrévés d'office de la taxe d'habitation afférente à leur habitation principale, à concurrence de 25 % du montant de l'imposition excédant 152 euros. Ce montant critique est réactualisé chaque année en fonction de la variation de la cotisation moyenne de taxe d'habitation constatée l'année précédente au niveau national.

À compter de 1990, le régime des dégrèvements partiels est aménagé : la part de l'impôt dégrévée passe à 100 % du montant de l'imposition excédant une somme actualisée à 209 euros pour les contribuables non imposables sur le revenu, et les contribuables faiblement imposés sur le revenu (moins de 236 euros) peuvent eux aussi bénéficier d'un dégrèvement à hauteur de 50 % du montant de leur imposition excédant la même somme de 209 euros.

En outre, pour tous les contribuables dont le montant de l'impôt sur le revenu est inférieur à 2 287 euros, le montant de la cotisation de taxe d'habitation est plafonné à 4 % de leur revenu imposable.

Ces paramètres ont été réactualisés chaque année. La loi de finances pour 1996 a abaissé à 2 026 euros le plafond de cotisation à l'impôt sur le revenu nécessaire pour pouvoir prétendre au dégrèvement partiel pour plafonnement de la taxe d'habitation à 3,4 % du revenu, mais la loi de finances pour 1998 a annulé les effets de cette mesure en réajustant à la hausse le revenu maximum à ne pas dépasser pour bénéficier du plafonnement par rapport au revenu.

La loi de finances pour 1998 a instauré un nouveau dégrèvement partiel plus favorable pour les contribuables disposant des plus faibles revenus : le montant de leur cotisation est désormais plafonné à 229 euros au lieu de 325 euros.

Afin de neutraliser les conséquences de la révision des tranches du barème à l'impôt sur le revenu, les montants plafonds d'impôt sur le revenu nécessaires pour pouvoir prétendre aux dégrèvements partiels à la taxe d'habitation ont été remplacés par des montants plafonds fixés par rapport au revenu lui-même (et tenant compte du quotient familial) à compter de 1997.

La loi de finances rectificative 2000 a profondément modifié le régime des dégrèvements de taxe d'habitation. La cotisation des contribuables dont le revenu fiscal ne dépasse pas 16 567 euros majoré de 3 871

euros pour la première demi-part et de 3 045 euros pour chacune des suivantes, sera plafonnée à 4,3 % du revenu fiscal diminué d'un abattement. Cet abattement sera de 3 593 euros pour la première part, majoré de 1 038 euros pour chacune des quatre premières demi-parts et de 1 837 euros pour chacune des suivantes.

La loi de finances pour 1985 allège le montant de la taxe professionnelle

Un abattement (dégrèvement) de 10 % des cotisations est prévu pour l'ensemble des redevables de la taxe professionnelle. Le coût de cet abattement est intégralement pris en charge par l'État et est donc sans conséquence pour les collectivités locales.

De plus, le taux de plafonnement de la taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée, institué depuis 1979 afin d'éviter toute hausse excessive des cotisations, est réduit de 6 % à 5 % (le montant de l'allègement étant remboursé par l'État aux redevables à titre de dégrèvement, sans conséquence pour les collectivités).

Ce taux sera encore réduit par les lois de finances pour 1989 (à 4 %) et 1991 (à 3,5 %). Il sera réajusté en loi de finances pour 1995, à 3,8 % pour les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 21 350 000 euros, et à 4 % pour celles dont le chiffre d'affaires est supérieur à 76 225 000 euros.

La loi de finances pour 1987 comporte une réforme importante de la taxe professionnelle

a - Allègement général des bases de la taxe professionnelle :

Les bases d'imposition de tous les redevables font l'objet d'un abattement général de 16 %, pour la taxe due au titre de 1987 et des années suivantes. Cet abattement concerne la totalité des éléments retenus dans les bases d'imposition et ne remet pas en cause les réductions ou abattements anciennement en vigueur et appliqués sur les bases d'imposition. Toutefois, pour déterminer le dégrèvement spécial que peuvent obtenir les redevables dont les bases d'imposition diminuent d'une année sur l'autre, le nouvel abattement de 16 % n'est pas pris en considération.

En contrepartie, le dégrèvement d'office de 10 % appliqué sur le montant des cotisations de taxe professionnelle depuis 1985, est supprimé pour le calcul de la taxe établie au titre de 1987 et des années suivantes.

b - Réduction pour embauche et investissement :

Afin de lisser l'évolution de la taxe des établissements qui embauchent ou investissent, la réduction accordée depuis 1983 lors de l'augmentation de la valeur locative de l'ensemble des équipements et biens mobiliers d'un redevable, est appliquée pour les impositions établies au titre de 1988 et des années suivantes à l'augmentation de l'ensemble de la base d'imposition d'un même établissement (les équipements et biens mobiliers certes, mais aussi désormais les biens passibles d'une taxe foncière, la fraction des salaires (18 %) ou les recettes annuelles (10 %) de l'année de référence). Cette réduction est égale à la moitié du montant qui excède la base de l'année précédente actualisée par l'indice des prix à la consommation.

c - Allègement des charges pour les entreprises qui investissent :

En cas de création d'établissement, la base d'imposition du nouvel exploitant est réduite de moitié pour la première année d'imposition.

d - Création d'une dotation de compensation de la taxe professionnelle :

Afin de compenser les pertes de recettes résultant des dispositions précédentes, il est institué une dotation de compensation de la taxe professionnelle pour les collectivités. La somme destinée à compenser en 1987 les pertes de recettes est égale au montant de la diminution de 16 % de la base imposable multiplié par le taux de la taxe professionnelle de la collectivité pour 1986. La dotation budgétaire versée à chaque collectivité comprend également le montant de la compensation versée au titre des allègements appliqués depuis 1983. En 1987, le montant global de la dotation de compensation s'élevait à plus de 2,4 milliards d'euros, dont plus de 1,8 milliard en compensation de l'abattement de 16 %.

La loi de finances pour 1988

- Afin d'éviter une augmentation trop rapide du taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, préjudiciable notamment aux exploitants agricoles, son évolution est liée à celle du taux de la taxe d'habitation. La variation du taux de la taxe sur le foncier non bâti ne peut plus désormais excéder la variation du taux de la taxe d'habitation.

- Les régions étant devenues des collectivités territoriales en 1986, leur fiscalité directe est alignée à compter de 1989 sur celle des départements et des communes : elles perçoivent les quatre taxes directes locales en lieu et place de la taxe régionale additionnelle ; elles votent directement le taux de ces taxes à condition toutefois de respecter les règles générales de variation des taux entre eux ; elles peuvent fixer leurs propres abattements de taxe d'habitation. Compte tenu de sa situation spécifique, la région Ile-de-France continue à percevoir la taxe spéciale d'équipement, additionnelle à chacune des quatre taxes directes locales, dont les taux ne sont pas identiques sur le territoire régional. Mais comme dans les autres régions, le conseil régional d'Ile-de-France peut désormais voter les taux de la taxe ainsi que les abattements applicables aux bases de la taxe additionnelle à la taxe d'habitation.

La loi de finances pour 1989

- Les conditions d'exonération temporaire de la taxe professionnelle et du foncier bâti des entreprises nouvelles créées à compter de 1989 sont modifiées ainsi qu'elles le sont pour l'impôt sur les sociétés. L'activité des entreprises exonérées peut désormais être industrielle, commerciale ou artisanale. Le caractère de "création" de l'entreprise est mieux surveillé.
- Le code des impôts prévoit, en contrepartie des frais des dégrèvements ou admissions en non-valeur que l'État prend à sa charge, une perception de 3,60 % du montant des quatre taxes principales et d'autres taxes locales. Le produit n'était en fait plus perçu depuis 1984 sur les résidences secondaires pour la taxe d'habitation.

La loi de finances pour 1991

Un dégrèvement de 45 % sur les cotisations départementale et régionale est accordé aux propriétés non bâties dans la catégorie des prés, prairies naturelles, herbages et pâturages.

La loi sur l'aménagement du territoire du 29 décembre 1990

Les collectivités locales ont la possibilité d'exonérer de taxe professionnelle pendant 5 ans les créations, extensions ou décentralisations d'établissements industriels ou de recherche scientifique ou technique ou de direction, d'études, d'ingénierie ou d'informatique, réalisées dans des zones délimitées par les arrêtés des 12 juin, 18 août 1990 et 21 janvier 1991.

La loi d'orientation sur la ville du 13 juillet 1991

Une exonération de taxe professionnelle peut être instituée pendant 5 ans sur les créations et extensions d'établissements employant moins de 150 salariés réalisées dans des zones caractérisées par la présence de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé et par un déséquilibre entre l'habitat et l'emploi.

La loi de finances pour 1992

- Les dégrèvements totaux de la taxe d'habitation pour les personnes dites « de condition modeste » (hormis les bénéficiaires du RMI) âgées ou handicapées non imposables sur le revenu sont transformés en exonération assortie d'une subvention compensatrice versée aux collectivités locales. Pour l'année 1992, la compensation est égale au montant des dégrèvements d'office accordés en 1991. À partir de 1993, elle est égale aux bases exonérées de l'année précédente multipliée par le taux de la taxe d'habitation voté par la collectivité en 1991. L'État ne prend donc plus en charge les augmentations de taux décidées par les collectivités.
- La compensation des exonérations de courte durée de la taxe sur le foncier bâti versée aux communes et à leurs groupements est supprimée. Dans la mesure où l'exonération n'est plus compensée, la commune ou le groupement de communes peut décider, par délibération, de supprimer cette exonération. L'exonération est par ailleurs désormais réservée aux seuls immeubles à usage d'habitation.
- La compensation versée aux collectivités locales pour réduction de la taxe professionnelle pour embauche ou investissement est réduite d'un montant égal à 2 % des recettes fiscales de la collectivité. Toutefois, les collectivités dont les bases de taxe professionnelle par habitant sont inférieures à la moyenne constatée pour les collectivités de même nature, les communes remplissant les conditions d'éligibilité à la dotation de solidarité urbaine ou au fonds de solidarité Ile-de-France, les communes dont le nombre de logements sociaux représente plus de 17 % de la population, les départements bénéficiant de la dotation de fonctionnement minimale des départements, ne sont pas concernés par cette mesure.

- Les communes subissant une réduction de leur attribution de dotation globale de fonctionnement et (ou) contributrices à la dotation de solidarité urbaine, peuvent majorer leur taux de taxe professionnelle de 1 point au maximum, sans que cette majoration soit prise en compte pour l'application de la règle de lien entre les taux, à condition que le taux communal de taxe professionnelle n'excède pas la moitié du taux moyen national de cette taxe constaté la même année, et que le taux communal de la taxe d'habitation soit supérieur à la moitié du taux moyen national de cette taxe constaté la même année. Cette majoration ne peut se cumuler avec la majoration spéciale du taux de la taxe professionnelle.
- L'exonération sur 10 ans de la taxe foncière sur les propriétés non bâties est supprimée à compter de 1992 pour les terres en friches depuis 15 ans, plantées en arbres fruitiers ou mises en cultures. Néanmoins, les exonérations en cours continuent à s'appliquer jusqu'à leur terme.
- Le dégrèvement de 45 % sur les parts départementale et régionale de taxe foncière sur les propriétés non bâties afférentes aux prés, prairies, herbages et pâturages est porté à 70 % pour 1992 et étendu aux landes.
- Les collectivités locales peuvent instituer un dégrèvement pour 5 ans de la taxe foncière sur les propriétés non bâties en faveur des jeunes agriculteurs installés à compter du 1er janvier 1992. Ce dégrèvement est à la charge des collectivités locales. À compter de 1996, l'État rend ce dégrèvement de plein droit pour 50 %, les collectivités locales pouvant le compléter pour les 50 % restants.

La loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République du 6 février 1992

La loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République propose deux nouvelles formes de groupements de communes : la communauté de villes et la communauté de communes.

Les communautés de villes, réservées aux agglomérations de plus de 20 000 habitants, votent le taux de la taxe professionnelle d'agglomération qui devient un impôt communautaire. Elles en perçoivent l'entier produit sur le territoire de l'agglomération. Ce produit est en partie redistribué aux communes en fonction de celui qu'elles percevaient avant la formation du groupement et en fonction de critères de solidarité internes.

Un dispositif transitoire d'unification des taux est institué pendant une période allant de un à dix ans selon le niveau des écarts existant entre les valeurs extrêmes des taux des communes de l'agglomération.

Les communautés de communes sont dotées d'un pouvoir fiscal en ce qui concerne les quatre taxes directes locales.

Elles ont de plus la possibilité, si elles le souhaitent, d'instituer une taxe professionnelle unique de zone d'activités économiques. Les entreprises situées sur le territoire de la zone, sont imposées à un taux unique de taxe professionnelle qui peut être différent du taux de la commune d'implantation. Un dispositif transitoire d'unification des taux, semblable à celui institué pour les communautés de villes, est prévu pour les communes de la communauté.

Les entreprises situées en dehors de la zone demeurent imposées conjointement au taux de la taxe professionnelle de la commune et à celui de la communauté de communes.

La loi de finances pour 1993

La loi de finances pour 1993 (art. 9) instaure une exonération qui s'applique en totalité à compter de 1993 à la taxe régionale sur le foncier non bâti et à la taxe spéciale d'équipement perçue au profit de la région Ile-de-France sur les propriétés non bâties classées en terres agricoles.

La taxe foncière départementale sur les propriétés non bâties à usage agricole fait, quant à elle, l'objet d'une exonération dont l'application est étendue progressivement sur quatre ans. L'État compense la perte de recettes pour les départements pour la fraction excédant 1 % du produit des quatre impôts directs locaux. Cette exonération est totale en 1996.

Par ailleurs, il est décidé que le plafonnement de la taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée se fera désormais en fonction de la valeur ajoutée de l'année d'imposition et non plus en fonction de celle de l'année n-2.

La loi de finances pour 1994

La loi de finances pour 1994 (art. 54) décide de réduire la compensation relative à l'abattement général de 16 % des bases de taxe professionnelle et à la réduction de la fraction imposable des salaires. Cette réfaction est en 1994 de :

- 15 % lorsque le produit des rôles généraux de taxe professionnelle émis au profit de la collectivité locale ou du groupement de communes a été multiplié entre 1987 et 1993 par un coefficient supérieur ou égal à 1,2 mais inférieur à 1,8 (pour 2003 : lorsqu'il a été multiplié entre 1987 et 2002 par un coefficient compris entre 2,08 et 3);
- 35 % lorsque le coefficient est supérieur à 1,8 et inférieur ou égal à 3 (3 et 5 pour 2003 respectivement);
- 50 % lorsque le coefficient est supérieur à 3 (5 pour 2003).

Cette réfaction est plafonnée à 2 % du produit des rôles généraux des taxes foncières, de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle, au profit de la collectivité locale ou du groupement de communes.

Toujours en matière de taxe professionnelle, la loi de finances pour 1994 contient à son article 84, en ce qui concerne le vote des taux, une disposition applicable uniquement en 1994, permettant à certaines communes et départements de majorer leur taux de taxe professionnelle de 5 % au maximum sans faire intervenir les règles de lien entre les taux. Cette dérogation ne peut se cumuler avec la majoration spéciale telle qu'elle est définie par la loi de finances rectificative du 28 juin 1982. Ces collectivités doivent avoir un taux de taxe professionnelle inférieur d'au moins 10 % au taux moyen de cette taxe constaté l'année précédente dans les collectivités de même nature.

La loi du 27 décembre 1994 portant statut fiscal de la Corse

Cette loi supprime à compter de 1995 les parts départementale et régionale de la taxe professionnelle collectée en Corse. Un abattement supplémentaire de 25 % est institué sur la part communale. De plus, les terres agricoles sont totalement exonérées du foncier non bâti.

Ces exonérations sont compensées par l'État.

La loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire du 4 février 1995

Elle revoit en profondeur le dispositif d'exonérations temporaires de taxe professionnelle sur le territoire.

Cette loi s'appuie sur une redéfinition des zones du territoire caractérisées par un faible niveau de développement économique, et sur un classement de ces zones en quatre catégories :

- les zones d'aménagement du territoire, éligibles à la prime d'aménagement du territoire, délimitées par les décrets n°82-379 du 6 mai 1982, modifié par les décrets n°87-580 du 22 juillet 1987 et 95-149 du 6 février 1995.
- les territoires ruraux de développement prioritaire, délimités par le décret n°94-1139 du 26 décembre 1994.
- parmi ceux-ci, les zones de revitalisation rurale, confrontées à des difficultés particulières, caractérisées par une faible densité démographique et/ou par le déclin de leur population totale et/ou par le déclin de leur population active et/ou par un taux de population active agricole supérieur au double de la moyenne nationale.
- les zones urbaines sensibles, caractérisées par la présence de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé et par un déséquilibre accentué entre l'habitat et l'emploi. Il est fait référence pour ces quartiers aux quartiers urbains sensibles définis par la loi d'orientation sur la ville du 13 juillet 1991.

Parmi ces zones urbaines sensibles, les quartiers situés dans des communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine l'année précédente constituent les zones dites de redynamisation urbaine.

La loi institue tout d'abord une exonération de plein droit pour cinq ans, compensée aux collectivités locales, des créations ou extensions d'établissements remplissant certaines conditions dans les zones les plus défavorisées : zones de revitalisation rurale et zones de redynamisation urbaine. Cette exonération se substitue éventuellement à l'exonération qui pouvait avoir été accordée par les collectivités locales antérieurement en référence respectivement à la loi sur l'aménagement du territoire du 29 décembre 1990 et à la loi d'orientation

sur la ville du 13 juillet 1991 (dans certaines zones qui ne remplissent plus les conditions fixées, l'exonération ne peut plus être accordée par les collectivités). Elle peut être supprimée sur décision des collectivités concernées.

D'autre part, l'exonération pour cinq ans à délibération des collectivités locales prévue par la loi sur l'aménagement du territoire du 29 décembre 1990 s'applique désormais dans le cadre de nouvelles zones : les zones d'aménagement du territoire et les territoires ruraux de développement prioritaire. Sa portée est étendue.

Enfin, la loi décide que l'exonération de taxe professionnelle et/ou du foncier bâti des entreprises nouvelles pour 2 ans ne peut plus désormais être accordée que dans les zones d'aménagement du territoire, les territoires ruraux de développement prioritaire et les zones de redynamisation urbaine, alors qu'elle pouvait être accordée sur l'ensemble du territoire auparavant.

La loi de finances pour 1996

La loi institue un plancher de cotisation à la taxe professionnelle de 0,35 % par rapport à la valeur ajoutée pour les entreprises dont le chiffre d'affaires excède 7 600 000 euros. Le taux de cette cotisation minimale a été porté à 1 % en 1999, à 1,2 % en 2000 et à 1,5% à partir de 2001.

Par ailleurs, elle allège le coût budgétaire pour l'État des dégrèvements partiels, sans conséquence pour les ressources des collectivités.

Ainsi, à compter de 1996, le montant de taxe professionnelle dépassant le plafond par rapport à la valeur ajoutée (cf. "La loi de finances pour 1985") sera remboursé aux entreprises jusqu'au niveau d'une cotisation de référence prenant en compte les taux d'imposition de l'année 1995 (ou ceux de l'année en cours s'ils sont inférieurs), et non plus jusqu'au niveau effectif de la cotisation payée (obtenue en appliquant les taux de l'année en cours) en cas d'augmentation des taux. L'État veut ainsi stabiliser pour plusieurs années (au moins jusqu'en 1998) le coût budgétaire de ce dégrèvement, sans conséquence pour les collectivités, sinon une plus grande responsabilisation vis-à-vis de leurs entreprises.

De plus, la loi abaisse de 2 582 euros à 2 028 euros le plafond de cotisation à l'impôt sur le revenu nécessaire pour pouvoir prétendre au plafonnement de la taxe d'habitation par rapport au revenu.

Le pacte de relance pour la ville du 14 novembre 1996

Il redéfinit le découpage antérieur des zones urbaines sensibles et surtout des zones de redynamisation urbaine, et institue une catégorie de quartiers de plus de 10 000 habitants particulièrement défavorisés au regard des critères pris en compte pour la détermination des zones de redynamisation urbaine : les zones franches urbaines.

Dans les nouvelles zones de redynamisation urbaine, l'exonération est étendue aux établissements (de moins de 150 salariés) existants ou changeant d'exploitant. Le montant de base exonérée est limité à 152 449 euros pour les créations, extensions et changements d'exploitant et 76 225 euros pour l'existant (montants réactualisés à 118 440 euros et 59 220 euros pour 2003). Dans les zones franches urbaines, l'exonération peut porter sur un montant de 319 390 euros (en 2003) si l'établissement compte moins de 50 salariés et exerce une activité de proximité ou faiblement exportatrice ; elle porte alors également sur le foncier bâti. Ces exonérations sont compensées par l'État aux collectivités locales.

La loi relative à la zone franche de Corse

La loi institue un dispositif d'exonération de plein droit (sauf délibération contraire) de taxe professionnelle, compensé aux collectivités, sur tout le territoire corse, dans la limite d'un montant de base exonérée de 457 347 euros par établissement (319 390 euros pour 2003). Un très grand nombre d'entreprises sont concernées à des taux et pour des durées divers.

La loi de finances pour 1997

La loi institue un plafonnement des taux de la taxe professionnelle des départements et des régions à deux fois le taux moyen national, comme pour les communes.

Elle laisse de nouvelles possibilités pour réduire le taux de taxe d'habitation sans réduction parallèle des taux de taxe professionnelle et du foncier non bâti pour les collectivités dont le taux de taxe professionnelle était

inférieur au taux moyen national l'année précédente et le taux de taxe d'habitation supérieur au taux moyen national.

Elle supprime la possibilité pour une entreprise de déduire de sa valeur ajoutée les loyers versés à une entreprise liée pour le calcul du plafonnement.

La loi de finances pour 1998

La loi institue un nouveau dégrèvement partiel de taxe d'habitation : la cotisation de taxe d'habitation est plafonnée à 229 euros pour les contribuables disposant de moins de 3 842 euros de revenus pour la première part de quotient familial, majoré de 1 537 euros par demi-part supplémentaire.

La loi étend l'exonération de plein droit de taxe professionnelle dans les zones de revitalisation rurale aux opérations de décentralisation d'activités industrielles, de recherche scientifique et technique, de services de direction, d'études, d'ingénierie ou d'informatique ; aux opérations de reconversion et reprises d'établissements en difficulté exerçant le même type d'activités. Cette exonération est également étendue aux artisans qui effectuent principalement des travaux de réparation ou de prestation de services et pour lesquels la rémunération du travail représente plus de 50 % du chiffre d'affaires global.

La loi de finances pour 1999

La loi de finances pour 1999 a institué la suppression progressive à l'horizon 2003 de la part « salaires » des bases de taxe professionnelle. La fraction imposable des salaires est réduite par redevable et par commune de 15 245 euros au titre de 1999, 45 735 euros au titre de 2000, 152 449 euros au titre de 2001 et 914 694 euros au titre de 2002 avant d'être supprimée à partir de 2003. La perte de recettes résultant de cette mesure est compensée aux collectivités locales et à leurs groupements. Cette compensation est intégrale, aux taux votés en 1998, la première année puis indexée sur la dotation globale de fonctionnement.

Par ailleurs, la réduction pour embauche ou investissement (REI), qui s'appliquait en 1998 à 50 % de la croissance des bases de taxe professionnelle, a été réduite de moitié en 1999 et a disparu en 2000 sauf pour les créations d'établissements. Les taux de la cotisation nationale de péréquation de la taxe professionnelle et de la cotisation minimale par rapport à la valeur ajoutée sont progressivement relevés.

D'autres mesures concernaient les taxes indirectes, et notamment les droits de mutation : la taxe additionnelle régionale a été supprimée, et le taux du droit départemental sur les cessions d'immeubles professionnels a été abaissé à 4,80 %. Ces mesures ont été compensées aux régions et aux départements.

La loi sur l'intercommunalité du 12 juillet 1999

Elle a créé les communautés d'agglomération, regroupements de plusieurs communes formant un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave autour d'une ou plusieurs communes de plus de 15 000 habitants ou du chef-lieu du département. Les communautés d'agglomération sont soit à taxe professionnelle unique, soit à fiscalité mixte.

Les districts et les communautés de ville devaient obligatoirement se transformer en communautés d'agglomération ou en communautés de communes avant le 1^{er} janvier 2002.

La loi de finances pour 2000

La loi de finances pour 2000 a poursuivi le dispositif visant à supprimer la part « salaires » de la taxe professionnelle jusqu'en 2003. La compensation versée aux collectivités a été indexée à 2,05 % : ce chiffre correspond à la variation de la DGF hors régularisation de la DGF de 1998 (après prise en compte de cette régularisation, la DGF n'évolue plus que de 0,82 %). La REI a été supprimée sauf dans le cas de création d'établissements.

Une nouvelle étape de la simplification fiscale a été votée avec la suppression de 49 impôts et taxes.

Les droits de mutation sur l'immobilier d'habitation (« frais de notaire ») sont réduits à 4,8 % depuis le 15 septembre 1999, ce qui met au même niveau les droits exigibles au titre de l'immobilier d'habitation et de l'immobilier professionnel. Le droit départemental, qui était compris entre 4,2 et 5 %, est réduit à 3,6 %. La taxe additionnelle communale conserve son niveau : 1,2 %.

Depuis le 1^{er} janvier 2000, les locaux acquis ou aménagés avec une aide de l'État à la création d'hébergements d'urgence sont exonérés de taxe foncière sur les propriétés bâties durant quinze ans.

La loi de finances rectificative a supprimée la part régionale de la taxe d'habitation. Cette réforme prend la forme d'un dégrèvement pour 2000.

Les dégrèvements partiels de taxe d'habitation sont remplacés par un dispositif de plafonnement de la cotisation.

La loi de finances pour 2001

La loi pour 2001 a prévu la suppression de la vignette automobile pour les particuliers. Cette perte de ressources, de l'ordre de 1,9 milliard d'euros a été intégralement compensée aux départements en 2001 puis intégrée dans la dotation globale de décentralisation.

La réforme de la taxe professionnelle s'est poursuivie : la fraction imposable des salaires a été réduite par redevable et par commune de 152 449 euros. La compensation versée aux collectivités a augmenté de 2,85 % (évolution de la DGF en 2000).

L'exonération des outillages de manutention portuaire situés dans des ports maritimes ou de pêche et exploités par des entreprises privées a été appliquée, sur délibération des collectivités locales, de 2001 à 2006.

La loi de finances pour 2002

La loi pour 2002 a confirmé la suppression de la vignette automobile pour les particuliers et l'a étendu aux professionnels sous certaines conditions (suppression jusqu'au troisième véhicule ou au véhicule ayant un tonnage inférieur à 2,5 tonnes).

La réforme de la taxe professionnelle s'est poursuivie : la fraction imposable des salaires a été réduite par redevable et par commune de 914 694 euros. La compensation versée aux collectivités a augmenté de 3,42 % (évolution de la DGF en 2001).

La loi prévoit une sortie progressive sur trois ans du dispositif d'exonération de la taxe professionnelle dans les ZRU pour les seuls établissements existants au 1^{er} janvier 1997 ou ceux ayant été créés, étendus ou ayant changé d'exploitant avant le 31 décembre 2001. A l'issue de la période d'exonération, la base nette imposable des établissements fait l'objet d'un abattement qui est égal la première année à 60 % de la base exonérée de la dernière application du dispositif ZRU (l'abattement est ramené à 40 % la deuxième année et à 20 % pour la dernière). Les collectivités locales ou leur EPCI à fiscalité propre peuvent refuser l'application de cet abattement par délibération prise avant le 1^{er} juillet d'une année (le 31 janvier 2002 pour l'année 2003).

Suite à l'arrêt Pantin, la loi de finances instaure une dotation forfaitaire et spécifique au profit des collectivités locales compensant, pour le passé, la non-prise en compte des rôles supplémentaires dans le calcul des dotations de compensations de taxe professionnelle, attribuées en contrepartie de l'abattement de 16 % et de la réduction pour embauche ou investissement, prévues par la loi de finances de 1987.

Les syndicats professionnels sont désormais exonérés de la taxe professionnelle quelle que soit leur forme juridique. Par ailleurs, les collectivités locales et leurs groupements à fiscalité propre peuvent exonérer de la taxe professionnelle les établissements de spectacles cinématographiques réalisant en moyenne hebdomadaire moins de 5 000 entrées et bénéficiant d'un classement « art et essai », ainsi que les établissements publics administratifs d'enseignement supérieur ou de recherche gérées par des services d'activités industrielles et commerciales.

La loi de finances pour 2003

La loi pour 2003 a assoupli les règles de lien entre les taux de fiscalité directe locale : les collectivités locales peuvent augmenter leur taux de taxe professionnelle une fois et demi plus que leur taux ménages (« déliaison partielle » du taux de taxe professionnelle).

La loi a proposé un allègement de la taxe professionnelle des professions libérales : la fraction des recettes, prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des bénéfices non commerciaux des entreprises employant moins de cinq salariés, sera progressivement réduite. Elle passera de 10 % en 2002 à 6 % en 2006. Cette mesure donnera lieu à une compensation par l'État aux collectivités (105 millions d'euros en 2003). Les investissements utilisés pour la recherche seront aussi exonérés de taxe professionnelle. Par ailleurs, l'État a

compensé la suppression du droit de licence sur les débits de boisson par un abondement de 23 millions d'euros de la dotation d'aménagement.

La réforme de la taxe professionnelle, dispositif initié par la loi de finances de 1999, s'est achevée en 2003. La compensation versée aux collectivités a augmenté de 4,07 % (évolution de la DGF en 2002) pour s'établir à 9,8 milliards d'euros.

La loi de finances pour 2003 a poursuivi le dispositif de compensation tirant les conséquences de la condamnation de l'État dans le cadre du contentieux « Pantin », conduisant au versement de 285 millions d'euros sur quatre ans aux collectivités lésées.

Un délai de trois ans a été accordé aux collectivités pour qu'elles se mettent en conformité avec la loi relative aux modalités de financement du service d'élimination des déchets des ménages.

La loi a prévu la prolongation et la création de nouvelles zones franches urbaines sur une période de cinq années, de 2003 à 2008. Il a été décidé par ailleurs d'aider les entreprises de moins de cinq salariés, situés sur ces zones franches, en prolongeant l'exonération de charges sociales de 60 % pendant 5 ans, puis à un taux dégressif pendant 4 ans supplémentaires.

La loi de finances pour 2004

La loi pour 2004 prévoit d'autoriser les groupements de communes à taxe professionnelle unique à capitaliser les marges possibles de hausse de fiscalité générées par leurs communes membres sur trois ans. Le droit à récupération de cette capitalisation ne sera pas cumulable avec l'utilisation de la déliaison partielle, ni la majoration spéciale du taux de taxe professionnelle.

La loi poursuit l'allègement de la taxe professionnelle des professions libérales : la fraction des recettes, prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des bénéfices non commerciaux des entreprises employant moins de cinq salariés sera de 8 % en 2004, après avoir été de 9 % en 2003.

Par ailleurs, les collectivités locales pourront accorder un abattement de 1 600 euros, 2 400 euros ou 3 200 euros des bases de taxe professionnelle des diffuseurs de presse écrite au titre de leur établissement principal.

Une exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour une durée de 15 ans sera accordée aux logements locatifs sociaux financés en partie par l'épargne des particuliers. Cette exonération des bases donnera lieu à une compensation versée aux collectivités concernées par l'État.

Annexe 2 : Les fonds de péréquation

Les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP)

Ils ont été institués par la loi du 29 juillet 1975, au moment où la taxe professionnelle a été substituée à la patente, dans le but d'établir une répartition intercommunale au niveau départemental ou interdépartemental du produit de taxe professionnelle d'établissements d'une importance particulière. La loi du 10 janvier 1980 a apporté des modifications à cette péréquation.

Depuis, la loi d'actualisation des dispositions relatives au commerce et à l'artisanat du 30 décembre 1990 a institué un écrêtement au profit du FDPTP des magasins de grande surface créés ou étendus à partir du 1er janvier 1991 en application des dispositions de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat du 27 décembre 1973.

La loi du 26 juillet 1991 (art. 35), portant dispositions d'ordre économique et financier, a relevé le seuil d'écêtement des bases d'imposition.

La loi du 6 février 1992 (art. 95 et 120) relative à l'administration territoriale de la République, a élargi la péréquation des bases de taxe professionnelle aux groupements de communes à fiscalité propre créés à partir de cette date.

La loi de finances pour 1993 (art. 101 et 102) a établi le régime de répartition du produit de l'écêtement issu des groupements de communes.

La loi du 12 juillet 1999 (art. 92 et 93) a supprimé l'écêtement pour les communautés d'agglomération et les communautés urbaines à taxe professionnelle unique, remplacé par une garantie de ressources aux fonds sous forme de prélèvement sur les ressources de ces EPCI.

La loi du 27 février 2002 (art. 60) a étendu le régime du prélèvement aux communautés de communes qui perçoivent une taxe professionnelle unique depuis 2002 et qui sont issues d'un district créé avant le 8 février 1992.

1) Produits de l'écêtement des "établissements exceptionnels" ou du prélèvement (art. 1648A du C.G.I.)

Alimentation du fonds de péréquation

Le fonds est alimenté par le produit de la taxe professionnelle des bases écêtées des établissements dits "exceptionnels", procurant un produit important en regard de la taille des communes sur le territoire desquels ils sont implantés, et dont on considère que leur contribution ne doit pas bénéficier en intégralité à ces communes et à leurs groupements, mais doit être en partie répartie dans un cadre départemental (voire interdépartemental) par le conseil général.

Il y a lieu à écêtement au profit du fonds départemental de péréquation chaque fois que la base de taxe professionnelle d'un établissement divisée par la population de sa commune d'implantation excède deux fois la moyenne nationale des bases communales de taxe professionnelle par habitant constatée l'année précédente, soit 3 3138 euros au titre de 2003. La base excédentaire est écêtée pour alimenter le fonds de péréquation.

L'écêtement est pratiqué établissement par établissement. Il s'applique de la même manière aux impositions au profit de la commune et au profit de la communauté de communes dont elle est membre éventuellement, si ce groupement a été créé après le 8 février 1992 ou si, ayant été créé avant cette date, son taux de taxe professionnelle a augmenté entre 1998 et l'année précédant l'année considérée. Le produit de l'écêtement affecté au fonds départemental de péréquation est égal au produit des bases excédentaires par le taux de taxe professionnelle voté par la commune ou le groupement.

Dans le cas où le groupement est une communauté d'agglomération, une communauté urbaine à taxe professionnelle unique, une communauté de communes à taxe professionnelle unique issue d'un ancien district qui a opté pour le choix de la taxe professionnelle unique à partir du 1^{er} janvier 2002, il est perçu directement un prélèvement au profit du fonds de péréquation. Ce prélèvement est égal au montant du dernier écêtement constaté avant la constitution de l'EPCI, éventuellement ajusté en fonction de l'évolution du produit de taxe professionnelle généré par l'ancien établissement écêté.

Remarque : Le fonds peut être abondé par un prélèvement opéré par le conseil général sur ses recettes de taxe professionnelle. Ce prélèvement constitue une simple possibilité laissée à l'initiative de l'assemblée départementale, dont il est peu usé. La répartition des ressources correspondantes entre les communes est établie selon des critères laissés au libre choix du conseil général.

La répartition des ressources du fonds

Les ressources du fonds sont réparties par le Conseil général ou par une commission interdépartementale réunie à l'initiative d'un des conseils concernés si on trouve des communes concernées dans deux ou plusieurs départements.

Elles sont réparties différemment selon qu'il s'agit de l'écêtement d'une commune ou d'un groupement à fiscalité propre. En particulier, les groupements bénéficient d'un prélèvement prioritaire sur le produit de l'écêtement de leur établissement.

a) Les ressources du fonds provenant de l'écêtement communal

Les ressources du fonds sont réparties entre deux grandes catégories de bénéficiaires :

- D'une part, les communes "concernées" :

- Lorsque l'établissement écêté est un établissement produisant de l'énergie en traitant des combustibles nucléaires, les communes sur le territoire desquelles est implanté un barrage destiné à régulariser le débit du fleuve auprès duquel est situé cet établissement, sont obligatoirement retenues au titre de communes concernées.

- Sont également retenues de droit les communes où sont domiciliés au moins 10 salariés travaillant dans l'établissement dont les bases sont écêtées et qui représentent avec leurs familles au moins 1 % de la population totale de la commune.

- Peuvent être considérées comme communes concernées toutes communes qui subissent, directement ou à travers les groupements auxquels elles appartiennent, un préjudice ou une charge précis et réels du fait de la proximité de l'établissement exceptionnel.

- D'autre part, les collectivités "défavorisées" :

Une grande liberté est laissée au conseil général pour caractériser les collectivités (communes ou groupements de communes) considérées comme défavorisées par la faiblesse de leur potentiel fiscal ou l'importance de leurs charges. Il n'y a pas de lien nécessaire avec la proximité de l'établissement dont les bases d'imposition à la taxe professionnelle sont soumises à l'écêtement. Il appartient au conseil général de définir librement des critères objectifs de "pauvreté" et de charges des collectivités.

b) Les ressources du fonds provenant de l'écêtement d'un groupement ou du prélèvement

1. Pour les groupements soumis à prélèvement, les règles de répartition des ressources du fonds de péréquation issues du prélèvement s'appliquent avant écêtement.

2. Pour les groupements à taxe professionnelle unique écêtés, un prélèvement prioritaire situé entre 20 % au moins et 40 % au plus du produit de l'écêtement doit revenir au groupement d'implantation.

Le solde est réparti entre les communes concernées et les collectivités défavorisées.

3. Pour les groupements à fiscalité additionnelle écêtés, le prélèvement prioritaire au profit du groupement dont les bases sont écêtées doit atteindre 30 % au moins, 60 % au plus du produit de l'écêtement si le groupement a été créé après le 31 décembre 1992 (2/3 à 3/4 pour les groupements créés en 1992 après la date de promulgation de la loi d'orientation sur l'administration territoriale de la république)

L'écêtement et sa répartition se pratiquent de la même manière sur la taxe professionnelle unique de zones d'activités économiques, mais le prélèvement prioritaire doit être fixé de manière à permettre au moins de couvrir les annuités d'emprunts contractés pour l'équipement de la zone, dans la limite des ressources prélevées par l'écêtement.

2) Produit de l'écêtement des magasins de grande surface (art. 1648AA du C.G.I.)

Il a été institué par la loi d'actualisation des dispositions relatives au commerce et à l'artisanat du 30 décembre 1990. Il n'est pas appliqué aux groupements de communes.

Il ne s'applique pas dans les départements très urbanisés, dont la densité de population est supérieure à 1 000 habitants par kilomètre carré.

Il s'applique aux bases de taxe professionnelle des magasins de commerce de détail créés ou dont l'extension a été autorisée en application des dispositions de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat du 27 décembre 1973. Dans les communes de plus de 40 000 habitants ou dans les cantons dont la densité de population est supérieure à 400 habitants par kilomètre carré, il ne s'applique qu'aux magasins dont la surface de vente est supérieure à 5 000 m².

L'écêtement est pratiqué à hauteur de 80 % du montant de base de taxe professionnelle résultant de la création ou de l'extension de l'établissement correspondant, 40 % seulement si la commune est membre d'une communauté de communes.

La répartition des ressources du fonds

À hauteur de 15 %, le produit de l'écêtement est affecté au fonds régional d'adaptation du commerce rural.

Les 85 % restants sont répartis entre les communes ou groupements de communes situés à moins de 5 kilomètres de l'établissement concerné, 10 kilomètres si sa surface de vente est supérieure à 5 000 m².

La répartition est faite en proportion des populations des communes intéressées, multipliées par 1,50 si la commune appartient à un groupement à fiscalité propre (la somme est alors versée directement au groupement). Toutefois, aucune commune ne peut bénéficier de plus de 50 % de la somme à répartir, et les communes dont le montant de base par habitant excède le double de la moyenne de leur strate démographique ne peuvent bénéficier du fonds.

3) Montant effectif des produits affectés au fonds en 2003

En 2003, 453 millions d'euros ont été affectés aux fonds contre 533 millions en 2002 (sans tenir compte des compensations versées par l'État au titre de l'abattement de 16 % appliqué depuis 1987), soit une diminution annuelle de 15 %.

Le fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (FNPTP)

Seule est présentée ici la deuxième fraction du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle, celle qu'on appelle communément FNPTP. La première fraction, la dotation de développement rural (DDR), n'est pas présentée.

Le fonds national de péréquation de la taxe professionnelle a été créé par la loi du 10 janvier 1980.

Depuis 1987, la fonction de compensation de certains allègements de la taxe professionnelle assurée par le FNPTP a été supprimée. Ces compensations sont désormais effectuées par le biais de la dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP) inscrite au budget de l'État (voir le chapitre "Les contributions de l'État aux quatre taxes"). Le fonds national de péréquation de la taxe professionnelle est donc désormais centré sur sa seule fonction de péréquation.

Toutefois, depuis 1995, les crédits alloués à la part principale de ce fonds sont transférés vers le fonds national de péréquation créé par la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, présenté plus loin.

Les ressources du fonds

La loi de finances rectificative du 28 juin 1982 l'a doté, à compter de 1983, de deux types de ressources :

- le produit de la cotisation nationale de péréquation de la taxe professionnelle, créée par la loi du 28 juin 1982 et versée, en complément de leur imposition locale, par les entreprises situées dans des communes où le taux global ("toutes collectivités") de taxe professionnelle est inférieur à la moyenne nationale. Prélevée à un taux pouvant aller jusqu'à 1,70 % selon le niveau du taux d'imposition local, elle a rapporté 307 millions d'euros en 2003 contre 348 millions d'euros en 2002.
- une dotation de l'État (147 millions d'euros en 2003 et 148 d'euros en 2002), qui évolue chaque année en fonction de l'indice de variation des recettes fiscales nettes de l'État (soit -0,79 % en 2003 et -1,11 % en 2002).

Par ailleurs, conformément à la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990, la Poste et France Télécom sont assujettis, à partir du 1er janvier 1994, aux impositions directes perçues au profit des collectivités locales. Le produit des impositions directes locales effectivement alloué à l'État par les deux établissements évolue depuis 1995 en fonction de l'indice de variation du prix à la consommation des ménages. La différence entre ce produit indexé et le produit effectivement perçu est versé au FNPTP un an plus tard.

En 1997, le FNPTP a été abondé pour la première fois du produit de la contribution de France Télécom et de la Poste pour un montant de 116,8 millions d'euros, dont 71,4 millions d'euros ont financé les exonérations de

taxe professionnelle dans le cadre du pacte de relance pour la ville. En 2002, la contribution de France Télécom et de La Poste s'est élevée à 287 millions d'euros dont la totalité a servi à financer les exonérations de taxe professionnelle dans le cadre du pacte de relance pour la ville. En 2003, Suite à l'assujettissement de France Télécom dans les conditions de droit commun aux impôts directs par l'article 29 de la loi de finances 2003, la contribution de cet établissement public au FNPTP a été remplacée par une dotation annuelle de l'État fixée à 271 millions d'euros. La contribution de La Poste s'est élevée à 17 millions d'euros en 2003.

Pour 2003, les ressources du FNPTP hors dotation DDR se sont élevées à 759,3 millions d'euros contre 760,2 millions d'euros en 2002.

La répartition des ressources du fonds en 2003

Les ressources du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle sont réparties en deux parts.

La première part "compensation de pertes de bases de taxe professionnelle"

Antérieurement à la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire créant le fonds national de péréquation, cette part était dénommée seconde part. Ses conditions d'éligibilité n'ont pas été modifiées par la loi.

Son montant, qui ne doit pas excéder 27 % du total des crédits disponibles depuis la loi de finances rectificative pour 1997, est fixé par le Comité des finances locales.

Cette part est destinée à assister les communes et groupements à fiscalité propre dont les ressources de taxe professionnelle ont été réduites de manière assez importante pour des raisons quelconques : réduction d'effectifs ou d'équipements d'entreprises locales, pertes d'entreprises... (les exonérations décidées par les collectivités sont réintégrées au montant de la base, ainsi que les exonérations décidées par voie législative, l'année d'instauration de l'exonération). Le montant de la compensation ne peut excéder 90 % de la perte subie. Le taux de compensation de première année (uniforme sur la métropole) était de 90 % en 2002.

Les communes bénéficiaires de la 1^{ère} part en 2003 sont celles dont la perte de produit de taxe professionnelle constatée entre 2002 et 2003 était supérieure à un seuil fixé à 5 350 euros en 2003 (5 600 euros pour 2002), ou supérieure à 10 % du produit de taxe professionnelle de 2002, et représentait au moins 1 % du produit fiscal à taux constants des quatre taxes.

Les groupements de communes à fiscalité propre bénéficiaires de la 1^{ère} part sont ceux dont la perte de produit de taxe professionnelle constatée entre 2002 et 2003 représentait 5 % de leur produit de taxe professionnelle de l'année précédente.

Une compensation continue à être versée les deux années suivant l'année de constatation de la perte, représentant respectivement 75 % et 50 % du montant de la compensation versée la première année.

La part résiduelle

Le montant de cette part est fixé par le Comité des finances locales sans pouvoir excéder 5 % du total des crédits disponibles.

Ce montant est réparti entre les communes qui connaissent des difficultés financières graves en raison d'une baisse, sur une ou plusieurs années, de leurs bases d'imposition à la taxe professionnelle ou de leurs ressources de redevance des mines, et dont le budget primitif pour l'exercice a été transmis à la chambre régionale des comptes dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982.

Le fonds national de péréquation de taxe professionnelle (FNPTP) était devenu un assemblage de recettes et de dépenses diverses, peu lisible et source de complexité. Le projet de loi de finances pour 2004 prévoit en conséquence de remplacer ce fonds par des dispositifs plus lisibles.

Ainsi, s'agissant de la compensation des pertes de bases de taxe professionnelle et de redevance des mines, le FNPTP sera remplacé par une prise en charge directe par l'État, des dépenses afférentes, non intégrées dans le périmètre de l'enveloppe normée, à hauteur de 138 millions d'euros pour 2004. La dotation de développement rural (DDR) sera basculée sur le budget de l'État.

Les composantes du FNPTP correspondant à la compensation des baisses de DCTP et le fonds national de péréquation, seront quant à elles basculées dans la DGF.

Le fonds national de péréquation (FNP)

Les ressources du fonds

La loi d'orientation relative à l'aménagement et au développement du territoire du 4 février 1995 l'a doté de deux ressources :

- une première obtenue en retranchant aux ressources du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle les montants de la première part et de la part résiduelle fixés chaque année par le Comité des finances locales. En 2003, elle s'est élevée à 450 millions d'euros en 2003 (446 millions d'euros en 2002).
- une dotation de l'État issue, en 1995, du gel partiel de la progression de la dotation de compensation de taxe professionnelle (DCTP), et indexée à compter de 1996 sur la progression des recettes fiscales nettes de l'État (soit -0,79 % en 2003 et -1,1 % en 2002). Le montant de cette dotation appelée majoration du FNP est égale à 106 millions d'euros en 2003 (107 millions d'euros en 2002).

La répartition du fonds

Deux prélèvements sont opérés dans un premier temps sur les ressources du fonds, pour financer les compensations des exonérations liées aux extensions d'activités dans les zones de redynamisation urbaine et dans les zones de revitalisation rurale, et pour les départements d'outre-mer.

La part principale du fonds est destinée à aider les communes qui disposent d'une assiette fiscale réduite (à travers leur « potentiel fiscal ») et une pression fiscale supérieure à la moyenne (à travers l'« effort fiscal »). Précisément, leur potentiel fiscal par habitant doit être inférieur de 5 % à la moyenne de leur strate démographique, et leur effort fiscal doit être supérieur à la moyenne de leur strate (à moins que leur taux de taxe professionnelle n'atteigne le plafond national). L'article 96 de la loi de finances pour 1998 a élargi les conditions d'éligibilité pour les communes de plus de 10 000 habitants qui ont un potentiel fiscal par habitant inférieur d'un tiers à la moyenne de leur strate et un effort fiscal supérieur à 80 % de la moyenne de leur strate.

Afin d'éviter les effets de seuil liés à la condition d'effort fiscal, les communes qui ont un effort fiscal au moins égal à 90 % de la moyenne et qui répondent à la condition relative au potentiel fiscal, bénéficient également d'une attribution, minorée de moitié.

Les communes reçoivent une attribution calculée en fonction de l'écart relatif entre le potentiel fiscal de la commune et le potentiel fiscal moyen de sa strate de population.

Par ailleurs, les communes de moins de 200 000 habitants éligibles à la part principale du FNP et dont le potentiel fiscal de taxe professionnelle est inférieur de plus de 20 % à la moyenne de leur strate bénéficient de la majoration issue du gel partiel de la progression de la DCTP.

Le mécanisme est ajusté différemment pour les communes de plus de 200 000 habitants : le législateur a gelé l'évolution de leurs crédits en constatant que leurs attributions étaient supérieures d'un tiers en 1994 à la moyenne nationale.

Afin d'éviter d'une année sur l'autre de trop grandes fluctuations des attributions reçues au titre du fonds, un mécanisme de garantie assure à chaque commune de percevoir une dotation, l'année suivant celle où elle a répondu aux critères de sélection.

Le fonds national de péréquation (FNP) qui était destiné à des communes ayant un faible potentiel fiscal, et un effort fiscal supérieur à la moyenne sera, à compter de 2004, intégré à la DGF. Cette dotation sera répartie selon les règles applicables pour le FNP et sera appelée dotation nationale de péréquation (DNP).

La DNP bénéficiera comme la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale de l'augmentation annuelle du solde de la dotation d'aménagement en fonction des choix effectués par le Comité des finances locales.

Annexe 3 : Données de cadrage sur le poids de la fiscalité locale

Poids dans les comptes des collectivités territoriales (communes, départements et régions)

Communes, départements et régions

	en millions d'euros							
	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Recettes totales	110,83	109,22	114,29	116,32	118,63	124,13	126,13	129,62
évolution annuelle	+6,2%	-1,5%	+4,6%	+1,8%	+2,0%	+4,6%	+1,6%	+2,8%
Recettes de fonctionnement	83,21	86,07	90,87	94,69	97,57	101,97	102,54	104,33
évolution annuelle	+4,9%	+3,4%	+5,6%	+4,2%	+3,0%	+4,5%	+0,6%	+1,7%
Impôts et taxes	52,53	54,67	57,89	60,86	63,42	66,19	66,39	67,72
évolution annuelle	+6,7%	+4,1%	+5,9%	+5,1%	+4,2%	+4,4%	+0,3%	+2,0%
Produit des 4 taxes	36,77	38,28	40,84	42,81	44,32	44,51	43,48	41,05
évolution annuelle	+7,6%	+4,1%	+6,7%	+4,8%	+3,5%	+0,4%	-2,3%	-5,6%

Source : Direction générale de la comptabilité publique

Ce tableau fournit le montant des ressources inscrit dans les comptes des collectivités territoriales *stricto sensu*, hors groupements de communes. Les montants inscrits dans les « produits des quatre taxes » incluent les produits provenant de l'activité de vérification et de contentieux des services fiscaux au titre des années antérieures : ils sont donc supérieurs aux produits des quatre taxes votés par les collectivités dans le cadre de l'établissement de leur budget.

Notons qu'on sous-évalue la part des quatre taxes dans les comptes des collectivités territoriales en utilisant au dénominateur les chiffres de recettes totales ou de recettes de fonctionnement "agrégés" de la comptabilité publique, car ceux-ci résultent de la synthèse des comptes des différentes collectivités sans consolidation par élimination des flux entre collectivités.

Poids dans le PIB (Produit Intérieur Brut) (séries révisées)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Taux national de prélèvements obligatoires en % du PIB	43,7%	44,8%	45,0%	44,8%	45,5%	45,0%	44,7%	43,9%
· dont impôts	25,0%	26,0%	26,7%	28,7%	29,2%	28,8%	28,5%	27,6%
· dont cotisations sociales	18,6%	18,7%	18,2%	16,1%	16,3%	16,2%	16,2%	16,3%
Prélèvements obligatoires revenant aux APUL en % du PIB	5,48%	5,66%	5,72%	5,70%	5,57%	5,25%	5,04%	4,97%
· dont prélèvements sur recettes fiscales de l'État	0,90%	0,88%	0,99%	0,97%	0,91%	0,92%	0,85%	0,79%
· dont fiscalité locale	4,58%	4,77%	4,74%	4,74%	4,66%	4,34%	4,19%	4,18%

Source : Comptes de la Nation 2002 - Insee

Les comptes nationaux sont établis selon le Système européen des comptes (SEC 95) adopté par tous les pays de l'Union européenne et qui reproduit très largement un système préparé sous l'égide de l'ONU (le SNC 93).

Sans introduire de bouleversement, le SEC 95 apporte plusieurs changements et améliorations, qui conduisent notamment à revoir le classement de certaines unités dans les secteurs institutionnels en fonction du caractère marchand ou non marchand de leur activité. En particulier, le champ des APUL est plus large que celui des collectivités locales : hormis les collectivités territoriales (régions, départements, communes), les groupements à fiscalité propre (communautés urbaines, d'agglomération et de communes, syndicats d'agglomération nouvelle), certains autres groupements (SIVU, SIVOM...) et leurs services annexes, figurent également les organismes divers d'administration locale (chambres d'agriculture, de commerce, des métiers, organismes consulaires, sociétés d'aménagement foncier et d'équipement rural (SAFER)...). À l'inverse, certains syndicats de communes et les régies sont désormais exclus du champ des APUL lorsque le produit de leurs ventes couvre plus de 50% de leurs coûts de production. Sont retracées également les opérations relatives aux départements d'outre-mer.

Les prélèvements obligatoires habituellement calculés en comptabilité nationale, ont fait aussi l'objet de certaines modifications de calcul avec la mise en place du nouveau système comptable. Les prélèvements obligatoires comprennent les impôts et taxes et les cotisations sociales. Ils sont calculés après prélèvements sur les recettes de l'État à destination des APUL, de la Sécurité Sociale et de l'Union européenne. Les prélèvements obligatoires revenant aux APUL comportent :

- les transferts de recettes fiscales en provenance de l'État, correspondant à certaines compensations, dégrèvements et exonérations au titre des quatre taxes directes locales ; les autres concours financiers de l'État (DGF, DGD...) ne sont plus retracés ici ;
- les impôts directement perçus par les APUL, à savoir l'ensemble des impôts traditionnels, directs et indirects, à l'exception de certains impôts considérés comme le paiement d'un service (exemple : la taxe pour l'enlèvement des ordures ménagères ne figure plus dans les prélèvements obligatoires d'après le SEC 95).

On notera que l'adoption de ce système comptable harmonisé au niveau européen conduit à faire baisser d'environ un point le taux national de prélèvements obligatoires par rapport au système antérieur, et de 1,5 point la part revenant aux APUL.

Les recettes fiscales de l'État 1994-2002

	en milliards d'euros								
	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Impôts directs (A)	83,17	87,78	92,01	95,54	101,33	113,36	121,21	129,09	122,85
Evolution en euros courants	-0,2%	+5,5%	+4,8%	+3,8%	+6,1%	+11,9%	+6,9%	+6,5%	-4,8%
Evolution en euros constants	-1,9%	+3,7%	+3,4%	+2,5%	+5,2%	+11,3%	+5,8%	+4,6%	-6,5%
Impôt sur le revenu	45,07	45,29	47,89	44,74	46,34	50,86	53,25	53,46	49,99
Evolution en euros courants	-4,6%	+0,5%	+5,7%	-6,6%	+3,6%	+9,8%	+4,7%	+0,4%	-6,5%
Evolution en euros constants	-6,2%	-1,2%	+4,2%	-7,8%	+2,7%	+9,3%	+3,7%	-1,4%	-8,2%
Impôt sur les sociétés	20,49	23,00	26,18	30,79	34,45	41,38	45,15	49,24	47,17
Evolution en euros courants	+5,6%	+12,2%	+13,8%	+17,6%	+11,9%	+20,1%	+9,1%	+9,1%	-4,2%
Evolution en euros constants	+3,8%	+10,3%	+12,2%	+16,1%	+10,9%	+19,5%	+8,0%	+7,2%	-5,9%
Autres impôts perçus par voie de rôle	6,49	7,84	5,78	7,48	7,91	8,23	8,27	9,20	8,76
Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	2,53	2,27	2,49	2,43	2,03	1,73	1,72	2,20	2,09
Taxe sur les salaires	6,22	6,77	6,73	7,00	7,14	7,30	7,59	8,02	8,33
Autres impôts directs	2,38	2,61	2,94	3,11	3,47	3,84	5,23	6,98	6,49
Impôts indirects (B)	140,21	144,54	154,98	160,91	168,39	175,50	174,97	176,46	178,70
Evolution en euros courants	+4,2%	+3,1%	+7,2%	+3,8%	+4,6%	+4,2%	-0,3%	+0,9%	+1,3%
Evolution en euros constants	+2,5%	+1,4%	+5,7%	+2,5%	+3,7%	+3,7%	-1,3%	-0,9%	-0,5%
Taxe sur la Valeur Ajoutée	98,41	102,02	111,02	115,16	123,10	128,28	133,27	136,50	138,50
Evolution en euros courants	+3,7%	+3,7%	+8,8%	+3,7%	+6,9%	+4,2%	+3,9%	+2,4%	+1,5%
Evolution en euros constants	+2,0%	+2,0%	+7,3%	+2,4%	+5,9%	+3,7%	+2,9%	+0,6%	-0,3%
Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers	21,52	21,85	22,62	22,98	23,47	24,65	24,27	23,41	23,96
Evolution en euros courants	+11,6%	+1,6%	+3,5%	+1,6%	+2,1%	+5,0%	-1,5%	-3,6%	+2,4%
Evolution en euros constants	+9,7%	-0,1%	+2,1%	+0,3%	+1,2%	+4,5%	-2,5%	-5,3%	+0,6%
Enregistrement, timbre et bourse	12,30	12,21	13,03	14,45	14,19	13,99	14,43	13,14	12,78
Droits de consommation sur les tabacs	5,84	6,29	6,40	6,21	5,60	6,33	0,48 (1)	0,00 (1)	0,00 (1)
Autres produits des douanes	1,70	1,75	1,54	1,72	1,63	1,58	1,77	1,67	1,56
Autres droits indirects	0,44	0,42	0,37	0,39	0,40	0,67	0,76	1,76	1,90
Total des recettes fiscales brutes (C = A + B)	223,38	232,31	246,99	256,45	269,72	288,85	296,18	305,55	301,55
Evolution en euros courants	+2,5%	+4,0%	+6,3%	+3,8%	+5,2%	+7,1%	+2,5%	+3,2%	-1,3%
Evolution en euros constants	+0,8%	+2,3%	+4,8%	+2,5%	+4,3%	+6,6%	+1,5%	+1,4%	-3,0%
Remboursements et dégrèvements (D)	32,14	33,87	39,72	40,49	48,32	50,18	56,13	60,71	61,33
Recettes fiscales nettes (E = C - D)	191,24	198,44	207,27	215,96	221,40	238,68	240,05	244,85	240,22
Evolution en euros courants	+3,7%	+3,8%	+4,4%	+4,2%	+2,5%	+7,8%	+0,6%	+2,0%	-1,9%
Evolution en euros constants	+2,0%	+2,1%	+3,0%	+2,9%	+1,6%	+7,3%	-0,4%	+0,2%	-3,6%

(1) : le produit du droit de consommation sur les tabacs manufacturés est affecté directement aux régimes obligatoires de base de sécurité sociale et aux organismes créés pour concourir à leur financement.

Source : Direction du Budget - Lois de règlement

Annexe 4 : Données démographiques des collectivités locales

Définitions

La population des régions et des départements présentée et utilisée dans ce guide est issue du dernier recensement général de la population réalisé par l'Insee en mars 1999. Les "doubles comptes" (population comptée dans deux communes différentes : militaires, internes...) en sont exclus. Ce sont ces chiffres qui ont servi pour les statistiques de produit et base par habitant des départements, des régions et de « l'ensemble des collectivités ».

La population communale présentée dans ce guide et utilisée dans toutes les statistiques relatives aux communes du guide est la population totale « avec doubles comptes » issue du recensement en mars 1999 et des recensements complémentaires 2000, 2001, 2002. Elle ne comprend pas la population attribuée aux résidences secondaires pour le calcul des concours financiers de l'État.

Population des régions

	<i>En milliers</i>
Alsace	1 734,1
Aquitaine	2 908,4
Auvergne	1 308,9
Bourgogne	1 610,1
Bretagne	2 906,2
Centre	2 440,3
Champagne-Ardenne	1 342,4
Corse	260,2
Franche-Comté	1 117,1
Languedoc-Roussillon	2 295,6
Limousin	710,9
Lorraine	2 310,4
Midi-Pyrénées	2 551,7
Nord-Pas-de-Calais	3 996,6
Basse-Normandie	1 422,2
Haute-Normandie	1 780,2
Pays de la Loire	3 222,1
Picardie	1 857,5
Poitou-Charentes	1 640,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 506,2
Rhône-Alpes	5 645,4
Métropole hors Ile de France	47 566,4
Ile-de-France	10 952,0
Métropole	58 518,4
Guadeloupe	422,5
Martinique	381,4
Guyane	157,2
Réunion	706,3
Outre mer	1 667,4
France entière	60 185,8

Population des départements (en milliers)

01	Ain	515,3	50	Manche	481,5
02	Aisne	535,5	51	Marne	565,2
03	Allier	344,7	52	Haute-Marne	194,9
04	Alpes-de-Haute-Provence	139,6	53	Mayenne	285,3
05	Hautes-Alpes	121,4	54	Meurthe-et-Moselle	713,8
06	Alpes-Maritimes	1 011,3	55	Meuse	192,2
07	Ardèche	286,0	56	Morbihan	643,9
08	Ardennes	290,1	57	Moselle	1 023,4
09	Ariège	137,2	58	Nièvre	225,2
10	Aube	292,1	59	Nord	2 555,0
11	Aude	309,8	60	Oise	766,4
12	Aveyron	263,8	61	Orne	292,3
13	Bouches-du-Rhône	1 835,7	62	Pas-de-Calais	1 441,6
14	Calvados	648,4	63	Puy-de-Dôme	604,3
15	Cantal	150,8	64	Pyrénées-Atlantiques	600,0
16	Charente	339,6	65	Hautes-Pyrénées	222,4
17	Charente-Maritime	557,0	66	Pyrénées-Orientales	392,8
18	Cher	314,4	67	Bas-Rhin	1 026,1
19	Corrèze	232,6	68	Haut-Rhin	708,0
2A	Corse-du-Sud	118,6	69	Rhône	1 578,9
2B	Haute-Corse	141,6	70	Haute-Saône	229,7
21	Côte-d'Or	506,8	71	Saône-et-Loire	544,9
22	Côtes-d'Armor	542,4	72	Sarthe	529,9
23	Creuse	124,5	73	Savoie	373,3
24	Dordogne	388,3	74	Haute-Savoie	631,7
25	Doubs	499,1	76	Seine-Maritime	1 239,1
26	Drôme	437,8	77	Seine-et-Marne	1 193,8
27	Eure	541,1	78	Yvelines	1 354,3
28	Eure-et-Loir	407,7	79	Deux-Sèvres	344,4
29	Finistère	852,4	80	Somme	555,6
30	Gard	623,1	81	Tarn	343,4
31	Haute-Garonne	1 046,3	82	Tarn-et-Garonne	206,0
32	Gers	172,3	83	Var	898,4
33	Gironde	1 287,3	84	Vaucluse	499,7
34	Hérault	896,4	85	Vendée	539,7
35	Ille-et-Vilaine	867,5	86	Vienne	399,0
36	Indre	231,1	87	Haute-Vienne	353,9
37	Indre-et-Loire	554,0	88	Vosges	381,0
38	Isère	1 094,0	89	Yonne	333,2
39	Jura	250,9	90	Territoire de Belfort	137,4
40	Landes	327,3	91	Essonne	1 134,2
41	Loir-et-Cher	315,0	92	Hauts-de-Seine	1 428,9
42	Loire	728,5	93	Seine-Saint-Denis	1 382,9
43	Haute-Loire	209,1	94	Val-de-Marne	1 227,3
44	Loire-Atlantique	1 134,3	95	Val-d'Oise	1 105,5
45	Loiret	618,1	Métropole hors Paris		56 393,1
46	Lot	160,2	75	Paris	2 125,2
47	Lot-et-Garonne	305,4	Métropole		58 518,4
48	Lozère	73,5	971	Guadeloupe	422,5
49	Maine-et-Loire	732,9	972	Martinique	157,2
			973	Guyane	381,4
			974	La Réunion	706,3
			Départements d'outre-mer		1 667,4
			France entière		60 185,8

Répartition des groupements à fiscalité propre par strate de population et par région au 1^{er} janvier 2003

	moins de 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Total
Alsace	11	25	28	10	1	2	77
Aquitaine	61	47	38	14	4	3	167
Auvergne	33	37	19	1	5	1	96
Bourgogne	52	43	15	3	3	2	118
Bretagne	11	33	38	23	6	5	116
Centre	26	34	31	9	5	3	108
Champagne-Ardenne	63	21	6	8	1	2	101
Corse	6	5	1	0	2	0	14
Franche-Comté	42	33	14	5	1	2	97
Languedoc-Roussillon	55	24	18	12	5	4	118
Limousin	29	20	7	2	1	1	60
Lorraine	33	38	16	15	5	2	109
Midi-Pyrénées	102	46	26	11	6	1	192
Nord-Pas-de-Calais	14	27	28	13	5	10	97
Basse-Normandie	37	55	22	8	2	1	125
Haute-Normandie	7	26	25	9	5	2	74
Pays de la Loire	9	53	44	23	6	4	139
Picardie	4	24	26	21	6	1	82
Poitou-Charentes	16	41	25	9	4	4	99
Provence-Alpes-Côte d'Azur	30	12	12	13	8	7	82
Rhône-Alpes	55	53	54	33	7	5	207
Métropole hors Ile-de-France	696	697	493	242	88	62	2 278
Ile-de-France	5	9	14	13	14	12	67
Métropole	701	706	507	255	102	74	2 345
Outre-mer	1	0	2	3	1	8	15
France entière	702	706	509	258	103	82	2 360

Population des groupements à fiscalité propre par strate de population et par région au 1^{er} janvier 2003

	moins de 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 Hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Total
Alsace	36,7	188,0	420,7	309,3	56,7	581,0	1 592,4
Aquitaine	214,8	341,9	509,6	432,4	237,0	927,3	2 663,1
Auvergne	116,6	250,3	267,3	31,9	316,4	268,0	1 250,5
Bourgogne	170,8	299,6	196,3	88,2	234,4	347,9	1 337,3
Bretagne	40,3	249,6	514,9	721,4	387,6	1 020,7	2 934,4
Centre	83,4	253,7	418,5	221,6	347,9	642,5	1 967,6
Champagne-Ardenne	158,9	149,8	82,3	235,2	67,0	344,0	1 037,3
Corse	16,1	35,7	10,5	0,0	116,3	0,0	178,6
Franche-Comté	127,0	224,6	202,0	162,5	91,8	301,3	1 109,4
Languedoc-Roussillon	137,7	181,2	277,3	304,4	361,6	915,7	2 177,7
Limousin	99,6	136,3	100,9	70,8	78,4	189,4	675,3
Lorraine	92,3	260,4	216,0	421,6	315,2	484,7	1 790,1
Midi-Pyrénées	282,7	326,0	390,6	318,8	411,4	597,5	2 326,9
Nord-Pas-de-Calais	42,5	194,1	383,0	353,9	393,1	2 638,4	4 005,0
Basse-Normandie	125,6	382,0	305,2	217,2	144,4	222,9	1 397,3
Haute-Normandie	31,5	195,6	343,0	233,4	310,4	656,6	1 770,5
Pays de la Loire	38,1	408,6	634,3	615,8	441,8	1 128,9	3 267,4
Picardie	14,4	183,2	378,2	640,7	392,4	175,5	1 784,4
Poitou-Charentes	60,4	301,5	341,4	253,4	235,6	476,9	1 669,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	66,6	83,7	180,7	388,9	593,5	2 672,5	3 985,9
Rhône-Alpes	158,2	380,1	740,8	996,9	467,8	2 208,7	4 952,4
Métropole hors Ile-de-France	2 114,1	5 025,7	6 913,4	7 018,5	6 000,6	16 800,3	43 872,6
Ile-de-France	13,0	70,8	174,1	437,8	1 071,0	1 852,8	3 619,4
Métropole	2 127,1	5 096,4	7 087,6	7 456,2	7 071,6	18 653,1	47 492,1
Outre-mer	4,1	0,0	23,3	109,8	94,8	1 098,1	1 330,2
France entière	2 131,1	5 096,4	7 110,9	7 566,1	7 166,4	19 751,3	48 822,3

Répartition des communes par strate de population et par région au 1^{er} janvier 2003

	moins de 500 hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Total
Alsace	314	443	65	31	27	16	4	1	2	0	903
Aquitaine	1 335	721	101	45	52	18	19	3	1	0	2 295
Auvergne	820	379	51	24	21	9	5	0	1	0	1 310
Bourgogne	1 458	476	48	14	33	7	7	1	1	0	2 045
Bretagne	262	655	188	67	63	23	4	4	2	0	1 268
Centre	955	673	110	34	38	21	6	3	2	0	1 842
Champagne-Ardenne	1 551	312	38	13	18	7	4	3	1	0	1 947
Corse	281	54	15	3	4	1	1	1	0	0	360
Franche-Comté	1 386	316	41	18	14	7	2	1	1	0	1 786
Languedoc-Roussillon	899	412	109	45	56	14	6	1	3	0	1 545
Limousin	466	230	25	9	11	4	0	1	1	0	747
Lorraine	1 610	505	95	39	56	21	9	0	2	0	2 337
Midi-Pyrénées	2 219	598	98	34	39	19	11	1	0	1	3 020
Nord-Pas-de-Calais	639	525	129	71	101	51	24	5	1	0	1 546
Basse-Normandie	1 231	476	49	25	15	10	5	0	1	0	1 812
Haute-Normandie	838	460	49	18	28	16	8	1	2	0	1 420
Pays de la Loire	459	703	184	60	59	24	6	4	3	0	1 502
Picardie	1 575	566	91	18	20	14	5	2	1	0	2 292
Poitou-Charentes	736	572	89	27	27	5	5	3	0	0	1 464
Provence-Alpes-Côte d'Azur	428	235	94	60	68	43	25	6	2	2	963
Rhône-Alpes	1 185	1 184	220	97	114	46	25	4	3	1	2 879
Métropole hors Ile-de-France	20 647	10 495	1 889	752	864	376	181	45	30	4	35 283
Ile-de-France	334	431	108	59	107	90	119	31	1	1	1 281
Métropole	20 981	10 926	1 997	811	971	466	300	76	31	5	36 564
Outre-mer	3	18	6	12	28	20	20	6	1	0	114
France entière	20 984	10 944	2 003	823	999	486	320	82	32	5	36 678

Population des communes par strate de population et par région au 1^{er} janvier 2003

	moins de 500 Hab.	de 500 à 2 000 hab.	de 2 000 à 3 500 hab.	de 3 500 à 5 000 hab.	de 5 000 à 10 000 hab.	de 10 000 à 20 000 hab.	de 20 000 à 50 000 hab.	de 50 000 à 100 000 hab.	de 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Total
Alsace	97,5	432,7	164,5	128,0	177,2	208,2	110,4	67,2	379,1	0,0	1 764,8
Aquitaine	325,5	687,4	263,6	190,4	351,9	240,5	527,9	200,8	218,9	0,0	3 007,0
Auvergne	194,7	354,9	131,6	100,6	151,0	134,4	148,4	0,0	141,0	0,0	1 356,7
Bourgogne	304,2	438,5	122,7	59,0	229,3	90,3	218,3	52,3	153,8	0,0	1 668,3
Bretagne	84,4	699,1	501,6	278,0	431,7	311,2	114,9	236,5	368,7	0,0	3 026,0
Centre	250,7	639,6	288,5	140,3	269,7	310,9	183,8	180,3	253,6	0,0	2 517,3
Champagne-Ardenne	278,9	286,6	96,3	52,7	113,3	89,3	109,2	171,0	191,3	0,0	1 388,6
Corse	38,8	51,6	39,4	11,4	22,3	10,6	39,0	54,7	0,0	0,0	267,8
Franche-Comté	257,6	284,2	107,0	77,2	94,2	109,9	54,8	52,5	122,3	0,0	1 159,7
Languedoc-Roussillon	165,4	405,6	286,2	185,7	369,5	187,2	218,4	71,4	474,0	0,0	2 363,5
Limousin	108,5	213,7	64,7	37,7	72,0	54,6	0,0	51,6	137,5	0,0	740,3
Lorraine	305,9	478,5	253,0	164,1	400,2	291,8	250,4	0,0	233,3	0,0	2 377,3
Midi-Pyrénées	412,9	558,0	258,8	140,7	266,2	234,2	331,7	54,4	0,0	398,4	2 655,4
Nord-Pas-de-Calais	168,0	521,1	339,9	297,9	696,4	685,2	732,1	408,5	219,6	0,0	4 068,6
Basse-Normandie	278,4	441,6	126,2	108,1	106,6	146,8	144,5	0,0	117,2	0,0	1 469,4
Haute-Normandie	220,0	412,5	127,6	74,1	208,6	208,6	213,1	54,1	302,0	0,0	1 820,6
Pays de la Loire	138,6	745,9	473,2	245,8	391,9	336,3	184,0	232,3	584,7	0,0	3 332,8
Picardie	343,6	510,7	236,4	73,9	138,2	190,7	159,3	118,4	139,2	0,0	1 910,4
Poitou-Charentes	197,9	522,1	234,2	115,9	178,4	70,4	157,5	226,4	0,0	0,0	1 702,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	84,0	248,8	250,0	249,2	480,6	590,4	842,2	395,7	303,5	1 153,0	4 597,4
Rhône-Alpes	288,0	1 163,0	572,5	405,9	787,7	638,7	783,2	232,7	467,0	453,2	5 792,0
Métropole hors Ile-de-France	4 543,6	10 096,2	4 938,0	3 136,7	5 936,8	5 140,2	5 523,2	2 860,8	4 806,8	2 004,6	48 986,7
Ile-de-France	94,3	431,0	288,8	249,6	765,4	1 362,9	3 588,1	2 072,8	107,0	2 147,9	11 107,8
Métropole	4 637,8	10 527,1	5 226,8	3 386,3	6 702,2	6 503,0	9 111,3	4 933,5	4 913,8	4 152,4	60 094,5
Outre-mer	0,5	25,3	17,6	49,1	192,6	295,3	549,7	428,8	132,6	0,0	1 691,6
France entière	4 638,3	10 552,4	5 244,5	3 435,4	6 894,8	6 798,4	9 661,1	5 362,4	5 046,4	4 152,4	61 786,1